

N° 3 - HIVER 84-85 - 30 F

3,95 dollars canadiens

LE MONDE

Directeurs A.L. LIEHM, PAUL NOIROT

**BRUCE CHATWIN
APOCALYPSES**

JORGE SEMPRUN

RENE CHAIR

F. RADDATZ

LES LUMIERES ET

LEURS ENFANTS

S. HOFFMANN

MITTERRAND FACE

A LA FRANCE

N. BOBBIO

DE LA

DEMOCRATIE

A. RUTH

LE MYTHE

SUEDOIS

A. ZINOVIEV

HOMO

RUSSICUS

S. FUCHS P. SCHNEIDER

M. SIMECKA I. BRODSKI

NADINE

CORDIMER

LETTRE DU PERE



JOHN

BER

GER

TH

RO

SHI

MA

LE MONDE

**Ces pages sont
comme les barreaux
d'une prison
délicieuse. Il
faut les dévorer
pour s'en échapper.**
*Edgar Reichmann,
Le Monde.*

160 pages
38 F

**Yentl
et
autres nouvelles**
Un grand livre de
SINGER
Un grand film de
BARBRA STREISAND
Bibliographie, chronologie,
etc.

**Le mur
de la peste**
468 pages
94 F

Stock

A Rome paraît simultanément **LETTERA INTERNAZIONALE**. Direction : Federico Coen. A.J. Liehm. Rédaction : Sergio Benvenuto. Adresse : Via del Colosseo, 61 - 00184 Roma.

LETTRE INTERNATIONALE
Journal trimestriel — N° 3 Hiver 1984-85

Direction : A.J. Liehm, Paul Noirot
Couverture : Jiri Kolář

Collaborateurs : Monique Bigot, Jean-Pierre Lecointre, Mira Liehm, Nicole Maillard, Jan Sekal, Martin Vaculik, Evelyne Nambotin

Conception graphique : Toletta, 14, rue des Petits-Hôtels, Paris
Éditée par la S.A.R.L. Aujourd'hui International, gérant Henri Blanc, 14-16, rue des Petits-Hôtels, tél. 523-48-40

Fabrication : Bouffie à Signes — Impression : Roto de Paris
Prix du numéro : 30 F — Abonnement annuel : 100 F. Au Canada : 3,95 \$ can.
No. ISSN : 0762 3690 — Commission paritaire : 66399

Stanley Hoffmann © New York Review of Books — L'entretien de George Urban avec Alexandre Zinoviev est paru dans « Encounter », Londres — Texte et poèmes de Iossip Brodski © New York Review of Books — Le texte de Irving Howe a été publié dans « 1984 Revisited », Harper and Row, New York 1983 — Nadine Gordimer © 1984, traduction française © Éditions Albin Michel.

AUTEURS

BERGER, John

Ecrivain et essayiste anglais
(Art et révolution, Réussite et échec de Picasso).

BOBBIO, Norberto

Philosophe et politologue italien, professeur à l'université de Turin, sénateur italien à vie.

BRODSKI, Iossip

Poète russe vivant aux États-Unis
(Collines et autres poèmes).

CHATWIN, Bruce

Ecrivain anglais, archéologue et historien d'art (En Patagonie, Le Vice-Roi de Quidah, Les Jumeaux de Black Hill)

FUCHS, Jürgen

Ecrivain allemand (Souvenirs d'interrogatoires, Procès-verbal d'un duel)

GORDIMER, Nadine

Ecrivain sud-africain (La Fille de Burger etc.).

HAVEL, Václav

Auteur dramatique tchèque (Audience, Le Rapport dont vous êtes l'objet, La Fête en plein air).

HOFFMANN, Stanley

Politologue américain, directeur du Center for European Studies de l'Université Harvard (Sur la France, La Nouvelle guerre froide etc.).

HOWE, Irving

Ancien directeur de l'institut Anglais (Graduate Center) de la City University of New-York Directeur de la revue « Dissident »

KIŠ, Danilo

Ecrivain yougoslave (Chagrins précoces, Sablier etc.).

KONRAD, György

Ecrivain hongrois (Le Visiteur, Le Complice et autres).

LAROUÏ, Abdallah

Historien marocain, professeur à l'université de Rabat.

RADDATZ, Fritz

Rédacteur en chef de la section culturelle de l'hebdomadaire allemand « Die Zeit » (Karl Marx, une biographie politique).

RIVARD, Yvon

Poète et écrivain québécois, secrétaire de rédaction de la revue « Liberté » à Montréal.

RUTH, Arne

Rédacteur en chef de la section culturelle du quotidien « Dagens Nyheter » à Stockholm.

SCHELL, Orville

Professeur au Centre d'études chinoises de l'université de Californie (Les Chinois etc.).

SCHNEIDER, Peter

Ecrivain allemand (Le Sable aux souliers de Baader, Le Sauter du mur).

SEIFERT, Jaroslav

Poète tchèque, prix Nobel en 1984.

SEMPRUN, Jorge

Ecrivain britannique, spécialiste de l'entretien en profondeur (Toynbee on Toynbee, Détente etc.).

ŠIMEČKA, Milan

Historien et sociologue tchèque vivant à Bratislava. (Le Rétablissement de l'ordre, contribution à la typologie du socialisme réel).

URBAN, George

Journaliste et chercheur britannique, spécialiste de l'entretien en profondeur (Toynbee on Toynbee, Détente etc.).

VLADISLAV, Jan

Poète et essayiste tchèque, vivant actuellement en France.

ZINOVIEV, Alexandre

Philosophe logicien et écrivain russe, vivant actuellement à Munich (Les Hauteurs béantes, L'Avenir radieux, Homo sovieticus et autres).

SOMMAIRE

Bruce Chatwin : Les Apocalypses	3
Jorge Semprun : A propos de René Char	6
Fritz Raddatz : Les Lumières dévorent leurs enfants	8
Jan Vladislav : H.M. — Dédicaces	12
Norberto Bobbio : Six promesses non tenues	14
Stanley Hoffmann : Mitterrand face à la France	18
Arne Ruth : L'automne suédois ?	24
Orville Schell : Le vent qui pousse à cheminer seul (fin)	32
Jaroslav Seifert : Prix Nobel 84	38
Alexandre Zinoviev, George Urban : HOMO RUSSICUS	42
John Berger : Hiroshima	52
Jürgen Fuchs : Bombardement ou dialogue	54
Milan Šimečka : L'équilibre des forces	54
Peter Schneider : Au-dessus du mur	55
Iossip Brodski : La citation tronquée	62
Irving Howe : Les arcanes du pouvoir	63
G. Konrad, A. Laroui, V. Havel, Y. Rivard : Vu de Budapest, Rabat, Prague, Montréal	67
Danilo Kiš : Conseils à un jeune écrivain	73
Nadine Gordimer : Lettre du père	74
Lettres de lecteurs	79

TRADUCTEURS

Claudia Ancelot (Henri Michaux-Dédicaces ; L'équilibre des forces ; Vu de Budapest et de Prague)	Andrée Fresco (Les Apocalypses ; Mitterrand face à la France ; Le vent qui pousse à cheminer seul ; Homo Russicus)
Dominique Autrant (Bombardement ou dialogue)	Lothar Gries (Les Lumières dévorent leurs enfants)
Annie Blaasch (Au-dessus du mur)	Jean Guillemeau (Lettre du père)
Véronique Charaire (Hiroshima ; La citation tronquée ; Les arcanes du pouvoir)	André Markowicz (Poèmes de Seifert et de Brodski)
Pascale Delpech (Conseils à un jeune écrivain)	Brigitte Pérol (Six promesses non tenues)
Barbara Faure (L'automne suédois ?)	Jan Rubes (Poèmes de Seifert)

A NOS LECTEURS

Vous avez accueilli si positivement nos deux premiers numéros que nous nous trouvons renforcés dans l'idée optimiste qu'il y a des lecteurs en France pour un journal tel que le nôtre.

Mais, vous le savez, nous ne pouvons nous offrir une campagne publicitaire.

Nous pouvons garantir la qualité, nous pouvons être sûrs que le niveau ne baissera pas et, si vous avez aimé ce que nous avons fait jusqu'ici, vous pouvez nous faire confiance.

Mais vous seuls pouvez nous aider à nous faire connaître, trouver d'autres lecteurs, d'autres abonnés.

Où vous serez assez nombreux pour prouver que notre effort vaut la peine, et dans ce cas la « Lettre Internationale » vivra, et elle pourra un jour devenir mensuelle. Ou nous n'aurons vécu ensemble qu'une belle aventure

L.I.

ABONNEZ-VOUS

Bulletin d'abonnement p. 78

LES APOCALYPSES

Bruce Chatwin

ILLUSTRATION DE RABEL



Tant de choses, de nos jours, me remettent en mémoire l'interrogation désespérée de Tolstoï : « Et maintenant, que pouvons-nous faire ? ». En ces derniers mois de 1984, à quoi bon, en effet, écrire quoi que ce soit ? Pourquoi pas le silence ? En 1835, Stendhal pouvait en toute confiance se permettre d'affirmer que ses livres seraient lus en 1935. Mais quel écrivain vivant oserait prédire aujourd'hui que ses livres seront lus en 2084 ? Qu'il existera encore des lecteurs, ou des livres, ou même un monde offrant à lire ?

De nos jours, l'Apocalypse est une affaire qui marche et qui rapporte gros. En 1974, alors que je collaborais à un journal londonien, mon rédacteur en chef tenta d'inoculer aux lecteurs un peu de vertige millénariste au moyen d'un article sur George Orwell intitulé « Plus que dix ans ! » — entendez dix ans avant l'apparition du Grand Frère, de la Dictature absolue et de la Guerre mondiale perpétuelle. En lieu de quoi, et pour l'Angleterre tout au moins, nous eûmes droit à madame Thatcher et à une guerre à propos de quelques îlots rocheux connus sous le nom de Falkland ou Malouines, guerre livrée avec l'armement le plus moderne mais qui fut conduite dans l'esprit du XVI^e siècle.

Il n'était pas venu à l'esprit de mon rédacteur en chef que le titre futuriste d'Orwell était en fait une inversion de 1948, année durant laquelle l'ouvrage fut écrit, ni qu'Orwell avait failli le convertir en 1994 pour 1949, année de la publication. Comme le remarquait très justement notre dirigeant syndical Len Murray à l'automne dernier : « Jamais année ne fut autant calomniée aussi longtemps à l'avance... »

Moi aussi, je vécus dans l'espoir que les événements dont nous serions les témoins en 1984 démontreraient combien les livres prophétiques de ce genre ont tendance à s'avérer vains et superficiels. Je n'ai rien

contre l'irréprochable journaliste que fut Orwell : son *Hommage à la Catalogne* est l'un des livres majeurs de ces cent dernières années. En revanche, 1984 — et cette idée que le langage et le sens moral de l'homme peuvent être sujets à total retournement sous l'effet de la torture — m'amène à élever de vives protestations.

Orwell était mourant lorsqu'il écrivit ce livre. C'est pourquoi je préférerais le lire d'abord comme une allégorie des dictatures réelles qui s'exerçaient durant les années trente et quarante — la dictature étant toujours notre compagne, sous une forme ou sous une autre ; ensuite, comme la manifestation des appréhensions d'un agnostique sur son lit de mort. Il est difficile de lui reprocher (et pourtant je lui en veux !) de n'avoir pas su comprendre que ce type de prophéties peuvent très bien s'accomplir d'elles-mêmes, qu'elles sont effectivement capables de façonner le cours des choses et que la vie peut délibérément tenter d'imiter l'art.

L'une des raisons pour lesquelles les ouvrages fantastiques et futuristes sont si largement lus tient au fait que telle faction ou telle autre peut les réutiliser pour son propre compte et à peu de frais. Je dois reconnaître que je suis allergique à ce genre littéraire.

J'ai bien essayé de lire quelques romans s'intéressant à l'existence d'êtres plus vertueux ou plus maléfiques quelque part dans l'espace interplanétaire, mais je n'ai jamais réussi à aller au-delà du premier chapitre. Je suis tout aussi allergique à la satire animalière, genre dont les Anglais, amis des bêtes par excellence en Europe, se montrent si friands. Et lorsqu'un quelconque auteur s'efforce de me confier deux ou trois choses sur la nature humaine par la bouche d'un lapin, ma réaction est immédiate : « Ce type-là ne

mijote rien de bon... »

Voilà pourquoi je suis incapable de goûter *La Ferme des animaux* d'Orwell. Un jour de 1970, dans les locaux de notre ambassade à Kaboul, je vis un bureau regorgeant d'exemplaires de *La Ferme des animaux*, qui est, comme chacun sait, une satire antimarxiste où les chefs politiques ont revêtu la forme de cochons. On me précisa que ces livres représentaient la contribution du gouvernement britannique à l'enseignement de l'anglais dans les écoles afghanes. « Des cochons, m'écriai-je, dans un pays islamique ! Ne pensez-vous pas que ce type de propagande risque de se retourner contre vous ? » L'attaché culturel se contenta de hausser les épaules, en déclarant que l'on ne pouvait rien y faire.

Dans mon esprit, ces livres d'Orwell sont tous deux complaisamment pessimistes. J'espère cependant que je ne noircis pas davantage le tableau si j'ajoute que le fait de voir 1984 figurer sur les listes des meilleures ventes de l'année est de mauvais augure. Nous vivons en des temps profondément marqués de superstition.

CHATWIN,
Bruce

En Patagonie.
Grasset, 1979,
288 p.
Le Vice-Roi de
Ouidah. Grasset,
1982, 250 p.
Les Jumeaux de
Black Hill. Grasset,
1984, 300 p.

affichant une forte inclination pour les chiffres et le symbolisme des nombres, et j'éprouve le sentiment pénible que cette année 1984 n'aura été qu'une répétition générale du débordement hystérique auquel nous devons nous attendre, nous Occidentaux, aussitôt que les médias se seront emparés du « compte à rebours pour l'an 2000 ». Je crains également que la fable animalière de la décennie à venir soit moins une histoire de cochons voraces que la fin des dinosaures.

De plus en plus, nos hommes d'Etat donnent l'impression de n'être que des bigots à l'esprit obtus, marmottant sempiternellement les litanies d'une liturgie sous-manichéenne invoquant les forces de la Lumière et celles des Ténèbres, tandis que les machines de la destruction ne cessent de proliférer. La probabilité d'un accident nucléaire a ramené le vieux conflit idéologique au rang de la farce. En comparaison, les nouveaux fanatiques religieux (chiites orthodoxes, par exemple), qui ont ravivé la foi en la souffrance, le renoncement et les lamentations — et bien que leurs méthodes puissent parfois nous répugner — ont au moins le mérite d'avoir quelque chose à dire.

Pour notre part, nous vivons dans un monde rendu fou par les objets, ou par le bruit que font les objets. La figure emblématique de notre civilisation délabrée est un enfant solitaire, abandonné par ses parents au fond de son parc, fracassant ses jouets et en réclamant d'autres avec force cris. Les hommes ont répudié Dieu sous les prétextes les plus insignifiants. Ils l'ont chassé hors de leurs cités, l'ont renvoyé à sa solitude originelle, puis se sont retrouvés dépossédés de son Feu et de son Soufre, de son Jugement dernier, de ses Fins dernières : ils n'ont alors guère perdu de temps pour se doter d'un substitut de fabrication locale. Pour reprendre le dernier vers du *Voyage de Baudelaire* — « Au fond de l'Inconnu pour trouver du nouveau ! » — l'holocauste final serait l'ultime expérience nouvelle laissée en partage à chacun de nous.

Le 1984 d'Orwell prend place après qu'une guerre atomique ait laissé la planète sous la domination de trois empires totalitaires. Je suppose que cela correspond à un scénario plausible. Mais il donne aussi l'impression que la Dictature absolue est un système étatique parfaitement au point, qu'elle se révèle efficace selon ses propres critères, que lui, Orwell, a entièrement gobé le postulat du « behaviourisme », que les hommes peuvent être soumis au lavage de cerveau pour les faire penser, dire ou agir de la manière qui convient — bref, que les bases de la pyramide sont solides.

Il est donc réconfortant d'apprendre par Hérodote que ces irrévérencieux de Grecs attribuèrent le mot « pyramide » au colossal édifice, parce que sa forme leur rappelait celle des petits gâteaux au froment que l'on vendait à la criée sous ce nom. Il est tout aussi encourageant de relire les légendes de la tradition juïque racontant la construction de la tour de Babel. Les Juifs étaient un peuple coincé entre deux empires totalitaires et leurs récits à propos de la fameuse tour (qui hantèrent l'imagination de Kafka) peuvent nous aider, aujourd'hui encore, à remettre les visions et prétentions de la dictature absolue à leur juste place.

Comme chacun sait, la tour de Babel fut conçue pour monter à l'assaut des cieux. Les officiels responsables de son érection étaient fort peu nombreux, mais la main-d'œuvre innombrable. Afin que les directives ne fassent l'objet d'aucun malentendu, tous les ouvriers furent tenus de parler la même langue. Petit à petit, cependant, à mesure que l'édifice s'élevait, le

haut commandement en vint à se montrer de plus en plus anxieux à l'idée que la guerre contre le ciel s'avèrât sans objet — pire encore, que Dieu n'existât pas dans son paradis. Alors, il ordonna que des salves de flèches fussent tirées en l'air : quand elles redescendirent sur terre tachées de sang, la preuve fut faite que Dieu lui-même était mortel et qu'il fallait donc, à tout prix, poursuivre les travaux.

Mais Dieu n'apprécia guère d'avoir été piqué au postérieur. Un jour, d'un souffle dédaigneux, il bouscula un maçon sur l'une des plus hautes terrasses, lui faisant lâcher une brique sur la tête d'un ouvrier travaillant en contrebas. Tout le monde, bien sûr, crut à l'accident (dans ces cas-là, il s'agit toujours d'un accident). Mais l'individu qui avait reçu la brique ne voulut pas considérer la chose de cette manière et se mit à vociférer. Ses camarades tentèrent de le calmer — en vain. D'autres prirent fait et cause pour lui et bientôt tous les ouvriers de tous les niveaux eurent rejoint le tintamarre général. Personne n'écoutait plus ce que disait le voisin. Et chacun d'utiliser les mots propres à semer la plus extrême confusion. Le système hiérarchique fut réduit à néant, les travaux de construction de la tour durent être abandonnés et les



ouvriers n'eurent plus qu'à se disperser sur toute la surface de la terre...

Le mot hébreu de « Babel » porte en lui l'idée d'un paradis établi sur terre ; c'est aussi le vocable pour désigner la confusion, plus précisément la confusion cacophonique. Ce fut, me semble-t-il, une intuition prodigieuse de la part des Juifs de concevoir l'Etat comme un Béhémoth ou un Léviathan, comme le monstre menaçant toute parcelle d'humanité. Je crois qu'ils furent les tout premiers à comprendre que la tour était le chaos, que l'ordre était le chaos ; ils comprirent aussi que la langue — le don des langues que l'ahvé avait insufflé dans la bouche d'Adam — possédait une énergie singulière et rebelle, auprès de laquelle les assises de la pyramide n'étaient que poussière.

Il est clair pour tous que notre siècle est celui des assauts lancés vers le ciel, celui du tumulte incohérent des hommes. Dès lors, comment s'étonner si nos écrivains de génie ont pressenti la vanité qu'il y aurait à tenter d'exprimer l'inexprimable, s'ils se sont coupés de ce que l'on nomme leur « public » et s'ils ont limité leurs témoignages à l'hermétique, à l'ardu, aux textes qui ne peuvent être déflorés, utilisés par d'autres à des fins vénales, ou dévoyés en adaptations télévisées. Paul Celan, sans doute le seul poète à avoir su nommer l'innommable horreur d'Auschwitz, estimait que ses

poèmes étaient des « messages en bouteilles » susceptibles d'être trouvés en mer ou de ne jamais l'être. Wittgenstein terminait son *Tractatus* par ces mots : « Ce dont on ne peut parler, il faut le taire. » Et de grands peintres, ressentant la désespérance d'ajouter une seule image à l'accumulation d'images clinquantes déjà produites, préconisèrent un art du silence, de la pauvreté, du détachement des choses de ce monde.

Pour nous, Occidentaux, l'exemple parfait du silence est celui de Rimbaud qui, une fois son œuvre accomplie, sut disparaître. Si l'on considère son ascendant sur le modernisme, Rimbaud peut être proclamé prince de l'avant-garde. « Il faut être absolument moderne », affirmait-il, encore que la modernité qu'il entrevoyait était celle d'un monde purgé de l'art — ou plutôt des névroses allant de pair avec l'art. L'imagerie éblouissante et fragmentée de ses derniers écrits fut trop forte pour lui. Menacé par le suicide ou la folie, il prit tout simplement la route : « Je dus voyager, distraire les enchantements assemblés sur mon cerveau », écrivait-il dans *Une saison en enfer*.

Rimbaud mourut dans un hôpital marseillais en 1891. Dans son délire, il marmonnait tout un flot d'images poétiques que sa sœur Isabelle, pourtant munie d'un papier et d'un crayon, ne pensa pas à transcrire. Moins de vingt ans plus tard, les Cubistes à Paris et les Futuristes en Italie présidaient à la fragmentation de l'image : comme si, au moment où nous nous penchons rétrospectivement sur leurs œuvres, toute image du futur se devait d'être un assemblage de morceaux épars ; comme si le seul espoir pour l'individu était de ramasser les débris et de les recoller les uns aux autres.

Les poètes, eux aussi, éprouvèrent des sentiments analogues. « Je veux de ces fragments étayer mes ruines », écrivait Eliot quatre lignes avant le point final de *La Terre désolée* : un collage d'une envoûtante beauté — tout au plus un collage — et pourtant si beau pour avoir été composé directement sur la machine à écrire.

En 1922, au moment où il écrivait ces lignes, Eliot croyait encore qu'il y avait quelque chose à sauver du naufrage. Mais un an plus tard, en Russie, Ossip Mandelstam déplorait, au nom de la tradition humaniste de l'Europe, que le processus de fragmentation soit allé trop loin : « Siècle mien, brute mienne, qui saura plonger les yeux dans tes prunelles et ressembler avec son sang les vertèbres des deux siècles ? » Mandelstam répartissait les gens en « amis » et « ennemis du Verbe ». Il fut, semble-t-il, le premier poète de sa génération à constater que le nouvel Etat révolutionnaire était l'ennemi absolu du Verbe, que les dirigeants de cet Etat n'étaient pas des hommes modernes, mais plutôt des tyrans de la trempe des Tamerlan et Nabuchodonosor, et las et séniles. En cela, bien sûr, — et peut-être grâce à son sens juif de l'intemporalité — il devançait de très loin les avant-gardistes soviétiques qui croyaient naïvement à l'avènement d'une liberté nouvelle.

Ce fut en Russie, — pays passé maître dans l'art de l'icône, où le tsar, le Christ panthokrator et même Lénine se retrouvaient peints selon les mêmes conventions —, que des artistes tels que Malevitch ou Rodchenko poussèrent les intuitions des Cubistes et des Futuristes bien au-delà de ce qu'ils se proposaient de faire — de la fragmentation au vide, à l'art du dépouillement suprême dans lequel le « vilain musée de l'existence » n'était nulle part donné à voir. Ayant peint son *Carré noir* en 1913, Malevitch poursuivait en réalisant la suite obsédante de *Carrés blancs sur fond blanc* qui, s'ils représentaient quelque chose, représentaient le silence infini de l'espace interplanétaire : « J'ai

troué l'abat-jour bleu des limitations colorées, écrivait-il dans le *Manifeste suprématisiste*, je suis sorti dans le blanc [...]. L'abîme libre blanc, l'infini, sont devant nous. »

Quelques années plus tard, en 1925, Rodchenko effectuait sa rupture symbolique d'avec l'art, tout au moins avec la peinture de chevalet : lors d'une exposition intitulée « Le dernier tableau a été peint », il présentait trois toiles carrées, peintes dans les couleurs primaires, rouge, jaune et bleu.

Ces hommes nouveaux de la révolution soviétique croyaient (et qui sommes-nous pour nous moquer ?) que l'art était mort. L'art s'était fondu dans la vie, une vie que la machine avait enfin rendue libre et égale. L'opinion selon laquelle toutes les énergies créatrices qui avaient porté les mouvements artistiques du passé étaient désormais canalisées vers la création de machines plus perfectionnées et plus belles, est un thème qui sera repris *ad nauseam* jusqu'aujourd'hui, tant par les modernistes que par les ultra-conservateurs.

Comme Spengler l'écrivait dans *Le Déclin de l'Occident* : « Si les hommes de la nouvelle génération préfèrent occuper leur esprit à des questions techniques plutôt qu'à la poésie, à la navigation plutôt qu'à la peinture, à la pratique de la politique plutôt qu'à la théorie du savoir, il ne reste qu'à leur souhaiter bonne chance. »

De nos jours, l'équivalent littéraire d'un Malevitch blanc sur fond blanc serait un livre aux pages vierges, ou plutôt un livre dont les pages seraient chacune d'une nuance de blanc très légèrement différente. Si un tel livre pouvait merveilleusement concentrer l'esprit sur la question philosophique de savoir ce qu'est le « livre-objet », on serait pourtant tenté de se demander : « Après tout, pourquoi faire un tel livre ? » Pourquoi faire de la propagande au vide ? Pourquoi, en effet, ne pas s'en tenir au rien ? »

Il me semble que, devant une bonne part du mouvement moderniste (en particulier, dans ses aspects nihilistes), on peut avancer le même argument que celui opposé, dans la Grèce antique, au « dénuement » nihiliste des philosophes de l'école cynique : si Diogène veut vivre dans son tonneau, grand bien lui fasse !, mais pourquoi vouloir installer le tonneau au beau milieu de la place publique ? Si l'art est mort, si le roman est mort, si la peinture de chevalet est morte, pourquoi mener autour si grand tapage ? Pourquoi vouloir en tirer de l'argent ? Pourquoi cette avant-garde, avec toute son inventivité, son goût des ruptures brusques, sa quête constante de formes nouvelles, paraît-elle sans cesse sur le point de s'effondrer ? Pourquoi nos artistes et nos écrivains éprouvent-ils le besoin d'entrer si odieusement en compétition avec la science et la technologie ?

A quelle aune, alors, mesurer l'œuvre d'un Samuel Beckett, par exemple, dont l'intention manifeste est de ne laisser tomber au goutte-à-goutte que quelques pauvres mots sur une page ? Comment — à supposer qu'ils existent encore en 2084 — les lecteurs interpréteront-ils notre littérature kaléidoscopique du XX^e siècle ? La technologie de l'ordinateur progressera-t-elle à si grands pas qu'un enfant de douze ans sera en mesure de comprendre les beautés structurelles et symboliques du *Finnegan's Wake* de Joyce inapparentes à son auteur ? Ou bien les expériences les plus audacieuses se révéleront-elles n'avoir été qu'une série de magnifiques impasses, des curiosités archéologiques aussi hermétiques que des textes gnostiques ?

A l'évidence, nous n'avons aucun moyen de le savoir. Il me paraît pourtant si clair que les formes intemporelles de l'art possèdent une vie qui leur est propre et que l'on ne peut tout simplement pas supprimer. Un tortionnaire peut toujours trancher le nez de sa victime : si celle-ci a la possibilité de procréer, son enfant naîtra cependant avec un nez... Je crois qu'il en va de même pour les histoires que l'on raconte et que toute histoire bien racontée est un message capable de se frayer un chemin dans la Babel des langues.

Alors, que pouvons-nous faire ? Ou plutôt, si nous étions sur le point d'ouvrir un roman récent, en 1985, qu'est-ce qui nous surprendrait ? Je ne peux répondre qu'en mon nom : mon choix irait à une histoire qui ne serait ni délibérément archaïque, ni futuriste, ni

allégorique, ni fantastique, ni fragmentée, ni sibylline, ni étiologique.

Supposons que notre roman commence par ces phrases sans « effet artistique » : « Les familles heureuses se ressemblent toutes ; les familles malheureuses sont malheureuses chacune à leur façon. Tout était sans dessus dessous dans la famille Oblonski. » Et, que nous ouvrons *Anna Karénine* pour la première ou pour la quinzième fois, nous en passons tous par là : nous remettons notre travail à plus tard, nous décommandons un déjeuner et l'ami avec qui l'on avait rendez-vous le comprend très bien.

En d'autres termes, nous sommes transportés, comme nous sommes transportés par les lignes qui ouvrent *l'Odyssée* : « C'est l'homme aux mille tours, Muse, qu'il me faut dire, celui qui tant erra quand, de Troie, il eut pillé la ville sainte... »

On peut, bien sûr, alléguer, et à juste titre, qu'il s'agit là de deux œuvres écrites par les plus grands génies et que les génies ne se font plus guère jour désormais. Pourtant, je répondrai que ce sont des œuvres de génie parce qu'elles sont hors du temps et, parce qu'intemporelles, elles nous transportent quelle que soit la langue dans laquelle on les lise. Nous savons aujourd'hui qu'entre *Guerre et Paix* et *Anna*, Tolstoï se plongeait dans l'étude du grec ancien ; il pensa même à rédiger son prochain roman en grec. Et le public d'Euripide n'eût rien trouvé de déconcertant dans cette histoire d'une femme suicidaire, piégée dans une passion adultère. Pour Homère (s'il s'agissait bien d'un seul homme), l'exploit de Vronski sur le champ de courses n'eût présenté aucune difficulté. Nous, en tout cas, savons exactement ce que c'est qu'avoir été assis sur le seuil de la cabane d'Eumée le porcher, dans le soir d'Ithaque.

L'intemporalité des histoires que l'on raconte ne m'a jamais paru plus évidente qu'en lisant la première de toutes les fictions, inscrite sur des tablettes d'argile, en Mésopotamie. Elle décrit l'amitié partagée de Gilgamesh, le souverain de la cité, et d'Enkidu le sauvage, homme de grande force et de grande douceur. Tous les ingrédients sont là : l'arrogance du pouvoir et ses impostures, l'aviilissement et la chute du « primitif », la corruption de la nature, le combat contre le monstre, et tant de choses encore. Il ne s'agit pas seulement d'éléments structurels mais aussi de détails. Et quels détails ! Ainsi, à la mort d'Enkidu, Gilgamesh se lamente-t-il sur son cadavre « jusqu'à ce que les vers lui sortent des narines » ! Bouleversant, tendre, moderne — cela pourrait être tiré d'une histoire d'Isaac Babel. Pourtant, au travers de cinq millénaires, l'épopée résonne si fort qu'elle vient nous rappeler que nos structures esthétiques et morales sont encore intactes.

Nous vivons, il est vrai, une saison en enfer. J'en terminerai en vous demandant de remonter, pour quelques secondes, non pas cinq mille ans en arrière, mais deux millions cinq cent mille ans avant notre ère, au moment approximatif où l'étude des fossiles fait soudain apparaître cette créature bizarre, au cerveau énorme, que l'on peut baptiser « homme ». On ne cesse de nous répéter, depuis Hiroshima, que l'homme doit, pour la première fois de son existence, considérer l'éventualité de son extinction en tant qu'espèce. Je ne veux pas, ici, vous accabler de détails : on peut démontrer cependant, je crois, que l'homme n'a eu qu'une seule et unique occasion d'apparaître, un jour en Afrique, dans un monde sauvage où rugissaient les bêtes carnivores et en des temps de cataclysmes climatiques où sa disparition était à la fois imminente et probable.

L'homme est un animal doué de parole, un animal qui raconte des histoires. J'aime à penser qu'il a su, en les contant, se prémunir de l'extinction et que c'est à cela que la parole doit servir. Comparé à ses débuts catastrophiques, le reste de son parcours relève de la promenade d'agrément. On pourrait même avancer que l'homme s'est inventé des apocalypses dans le seul but de leur échapper. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne se laissera pas prendre à son propre piège...

Mais c'est la raison pour laquelle je crois qu'un art du nihilisme ou du silence est une issue de secours des mieux venues.



SOMMAIRE n° 1

Edgar Morin : La raison déraisonniste
Milan Simečka : Mon camarade Winston Smith
David Edgar : Dix-neuf-cent-quatre-vingt-dix-sept
George Orwell : La liberté de la presse (inédit)
Bernard Crick : La genèse d'un essai
Umberto Eco : La falsification et le consensus
Hans-Magnus Enzensberger : Le « Bild » et le « Bloom » ou les catalogues de la conscience allemande
John Berger : Torture et poésie
Istvan Eörsi : La Toussaint
Alan Riding : La révolution et les intellectuels en Amérique latine
Juan Goytisolo : Le chat noir qui traversa nos bureaux de la rue de Bievre
Karel Kosík : Hafez et Kafka ou le monde du grotesque
Jiri Grusa : Une excursion du côté de l'histoire et le coup de canon de la redoute Sainte-Marie
Philip Roth : Regard sur Kafka ou « Je voulais toujours vous faire admirer mon jeune »
Jiri Grusa : Préparatifs de nocé à la campagne ou la belle et la bête par Franz Kafka
Leonardo Sciascia : Stendhal en Sicile
Jan Kott : Bref traité de l'erotisme
Frédéric Tristan : Méduse
A nos lecteurs

SOMMAIRE n° 2

Jan Kott : La morsure du serpent
Italo Calvino : L'actualité de Jacques le Fataliste
Vercors : L'eau et le feu
Pamir Istrati : L'homme qui n'adhère à rien
Michel Walzer : La politique de Michel Foucault
H.M. Enzensberger : Souvenirs du tumulte
Vittorio Strada : Que les morts enterrent leurs morts
Orville Schell : Le vent qui pousse à cheminer seul
Nadine Gordimer : Vivre dans l'interregne
György Konrad : L'écrivain étatisé
Istvan Eörsi : Lettre à un poète inactuel
Christopher Hampton : HISTOIRE D'HOLLYWOOD
Oedon von Horváth : Trois recits
Heinrich Mann : Goethe et Voltaire
Berndt Brecht : Poèmes sur Staline
Timothy Garton Ash : Le poète et le boucher
Kati Marion, Brenda Maddox, Nicole Bernheim, Yvette Birel, Armanda Guiducci : Ici et là ?
Robert Darnton : Les contes de ma mère L'Oye
A nos lecteurs

JAN KOTT LA MORSURE DU SERPENT
VERCORS ET IDÉHOT
PARAIT ISTRATI
WALZER ET FOUCAULT
ORVILLE SHELLE
CHINE
LA REPRIVATISATION
NADINE GORDIMER
L'AFRIQUE DU SUD ET SES INTELLECTUELS
GYÖRGY KONRAD L'ECRIVAIN ETATISÉ
CHRISTOPHER HAMPTON
HISTOIRES D'HOLLYWOOD
BRECHT ET LES AUTRES
DARNTON
LES CONTES DE LA MÈRE L'OYE

INTERNATIONALE

« La lucidité est la blessure la plus rapprochée du soleil »

René Char

Deux femmes m'ont incité à relire René Char, l'été dernier (1983). Que l'une n'existât pas vraiment — ou plutôt, qu'elle existât seulement sur le mode, plus-que-réel, de l'imaginaire — que l'autre fût déjà morte, à l'époque de cette incitation (qui prit, pourtant, dans ce dernier cas, l'allure, l'allant, d'un rapport extrêmement direct, quasiment personnel) ne sera pas pour étonner quiconque a fréquenté l'univers de Char.

L'une s'appelait — s'appelle toujours, du moins s'appellera un jour — Franca Castellani. Personnage d'un roman en cours d'écriture. Franca murmura un soir, pour exprimer au plus vrai un sentiment qui lui était propre :

« Mon amour est triste
Parce qu'il est dans la nature troublée de l'amour
d'être triste
Comme la lumière est triste
Le bonheur triste... »

A PROPOS DE RENE CHAR

Lorsque ces bribes de poème surgirent dans la mémoire de Franca, avec l'évidence naturelle des cataclysmes, la suavité inexorable des certitudes intimes, même refoulées, je sus aussitôt que l'auteur en était René Char. Je transcrivis les mots fébrilement. Avec joie, mais avec inquiétude.

Car je savais aussi, pendant l'acte même de cette transcription, que Franca venait de se souvenir de quelques vers que j'avais moi-même oubliés. Dont nulle trace, du moins, durant des années, n'avait semblé rester dans ma mémoire. Pourtant, ces mots, immédiatement, ouvraient un chemin, traquaient quelque route, vers la clairière ou l'éclaircie du passé retrouvé. Le passé de ce poème, s'entend. Le passé de Franca Castellani, personnage romanesque, aussi. Mon propre passé, bien entendu.

Mais Franca s'avérant incapable de me donner quelque indication d'origine : incapable même d'en dire davantage : d'autres mots, d'autres résonances du même poème, dont la beauté soudainement mise à jour brillait d'une évidence sereine, mais évidemment fragmentaire, je l'abandonnai, redevenue muette, l'espace d'une plongée personnelle dans la pléiade des

œuvres complètes.

Tout naturellement, me parut-il, je trouvais le poème en question (ou questionnant, plutôt ?) dans le *Placard pour un chemin des écoliers*, dont la dédicace, datée de mars 1937 (Mars 1937 !) proclame initialement : « Enfants d'Espagne — ROUGES, oh combien, à embuer pour toujours l'éclat de l'acier qui vous déchiquette — A Vous... »

Ainsi, par quelque ruse habituelle, mais somme toute imprévisible, de la raison narrative, Franca Castellani me rendait un bien qui m'avait appartenu, même si tombé en déshérence : l'oubli en est une.

(Notre héritage n'est précédé d'aucun testament, dira Char dans les *Feuillets d'Hypnos*, avec une concision foisonnante qui frappera Hannah Arendt ; j'y reviendrai. Autrement dit, pour ce qui me concerne, numériquement, minuscule : c'était à moi de réinventer l'héritage de cette richesse poétique oubliée : de rétablir la circulation sanguine, vitale, entre ce passé-là et mon avenir).

Donc, Franca Castellani me rendait la mémoire. *Enfants d'Espagne : 1937* : ça me concernait, nul doute n'était possible. Ça m'avait toujours concerné. Toujours ça me concernerait.

Il fallait relire Char.

Le hasard voulait que j'eusse à voyager, sitôt faite cette découverte. Occasion incomparable : les avions, les chambres d'hôtels, le provisoire confort du dépaysement, m'aiguilèrent toujours l'appétit de lecture. Et puis, un bonheur n'arrivant jamais seul, l'autre livre que je mis dans le sac de voyage, avec la *Pléiade* de Char, fut un volume de Hannah Arendt.

Rien de bien surprenant, à première vue : rien de prémédité non plus. Depuis quelques semaines, en effet, j'avais recommencé une lecture systématique de ses essais. Donc, dans le sac le volume de *Between Past and Future* : son tour était arrivé, dans l'ordre arbitraire de ce travail d'annotation.

(Disons en passant que Hannah Arendt n'a pas eu trop de chance avec ses traductions françaises. *Les Origines du totalitarisme*, qui est une investigation d'un seul tenant, d'un seul allant, d'un même souffle de pensée, ont été traduites en trois parties distinctes, par trois éditeurs différents et à des années d'intervalle. *Between Past and Future*, qui dit bien ce qu'il dit, en tant que titre, a été traduit par *La Crise de la culture*. Rien de plus plat n'est concevable. Mais le plus mauvais sort a échu sans doute au volume d'essais *Men in Dark Times*, titré en français *Vies politiques*. D'abord parce que c'est bêtement abusif que de réduire au strictement biographique et politique le contenu des admirables développements sur Rosa Luxemburg, Hermann Broch, Bertolt Brecht ou Walter Benjamin — entre autres — que contient ce recueil. Et surtout parce que des *dark times* du titre, les *sombres temps* ou *dunkle Zeiten* ne sont pas seulement issus d'un poème de Brecht, mais qu'ils donnent leur coloration morale, leur densité de sens, à tout le volume. C'est de nous qu'il s'agit, ces *sombres temps* sont les nôtres. Ce sont aussi les *temps de détresse* de Hölderlin, dans une élégie dont le commentaire inaugure, on s'en souvient, la réflexion de Heidegger.

Jorge Semprun

Pourquoi des poètes ? (Holzwege). On n'aura pas peu perdu, donc, ou risqué de perdre, en passant des *dark times* du titre original aux insipides *vies politiques*, dépourvues de résonances, de l'édition française).

Quoi qu'il en soit, au premier loisir ménagé par les aléas du voyage, j'ouvris le volume de Hannah Arendt. Dès la première phrase de la préface, il y était question de René Char.

Ce n'était pas prévisible. C'était tout simplement inévitable.

C'est presque un lieu commun de la critique, que de mettre Char en référence avec Rimbaud. Ça peut même devenir un lieu-saint : espace révérencieux, de figures rhétoriques imposées, de codifications sacralisées. La poésie de Char, en effet, s'inscrit historiquement dans la fulgurance inaugurée par Rimbaud. Dans ce cas, l'héritage fut bien précédé d'un testament. Il y en a des traces, sémantiques et morales, tout au long de l'œuvre de Char : de sa démarche poétique en œuvre. Il y en a aussi des preuves, à commencer par les commentaires mêmes, pertinents, percutants, de René Char à propos de Rimbaud.

Cependant, une différence radicale (au sens fort : non seulement tranchante, mais originaire, concernant les racines de l'écriture poétique) est à signaler. À souligner, quitte à manquer l'essentiel. C'est que Rimbaud devient Rimbaud, alors que Char est Char, dès l'abord ou l'abordage de l'écriture.

S'il y a une énigme dans la vie de Rimbaud, ce n'est pas celle de son silence subit, de son départ inexplicable. Ici, paternités, dodelinants du chef, petits chefs et cheftaines de l'interprétation s'en sont donné à cœur joie : quelle tristesse ! Polysémique, disent-ils, ce silence soudain. Pourtant, il n'y a rien à interpréter, rien à expliquer. Il faut prendre acte, c'est tout. Comme l'a dit René Char (*Arthur Rimbaud, 1956, Grands astreignants ou la Conversation souveraine*) « cette évaporation soudaine... ne posa une véritable énigme que plus tard, une fois connue sa mort et les divisions de son destin... Nous osons croire qu'il n'y eut pas rupture, ni lutte violente, l'ultime crise traversée, mais interruption de rapport, arrêt d'aliment entre le feu général et la bouche du cratère... »

Le problème de Rimbaud, donc, est ailleurs. Il est en amont, ou en deçà. Comment ce jeune rimeur habile, doué, parnassien, tellement français, est-il subitement devenu Rimbaud ? Comment et quand et où et pourquoi ? René Char a son idée là-dessus, nous aussi. Mais l'essentiel, ici, tient à cette constatation : Rimbaud devient ce qu'il est. Char est ce qu'il devient. Le je de Rimbaud est un autre, celui de Char est le même : soi-même. Ou plutôt, il n'est autre que dans la mesure où il est en avance sur soi-même.

Cette avance, cette façon qu'a la poésie de Char d'être tirée en avant, poussée vers sa signification future, travaillée par ses prémonitions, est parfaitement perceptible quand on en reprend une lecture systématique, dans l'ordre chronologique. Ainsi, par exemple, c'est dans *Feuillets d'Hypnos* qu'on comprend pleinement les poèmes des premiers recueils, rassemblés dans *Le Marteau sans maître* et écrits plus de dix ans auparavant.

Char lui-même est conscient de ce décalage, de ce « retour en avant » de sa poésie. En 1945, dans la deuxième édition de son *Marteau sans maître*, il écrivait : « Vers quelle mer entragée, ignorée même des poètes, pouvait bien s'en aller, aux environs de 1930, ce fleuve mal aperçu qui coulait dans des terres où les accords de la fertilité déjà se mouraient, où l'allégorie de l'horreur commençait à se concrétiser, ce fleuve radiant et énigmatique baptisé *Marteau sans maître* ? Vers

L'hallucinante expérience de l'homme noué au Mal, de l'homme massacré et pourtant victorieux...

Cette expérience est celle de la résistance. Et c'est un mot qui apparaît dès le premier poème du premier recueil, *Arsenal* (1927-1929). « *Brûlé l'enclos en quarantaine : Toi nuage passe devant Nuage de résistance : Nuage des cavernes : Entraîneur d'hypnose...* »

Lorsque Hannah Arendt consacre à René Char la préface de ses essais *Between Past and Future* (La Crise de la culture, Idées/Gallimard), c'est à l'écrivain de la résistance qu'elle se réfère, en premier lieu. C'est dans *Feuillets d'Hypnos* qu'elle a trouvé les aphorismes poétiques auxquels s'articule sa réflexion.

Ce mot, résistance, peut d'abord s'écrire avec une majuscule. Il est question alors de la Résistance, une période historique déterminée du XX^e siècle. De cette période-là, circonstanciée, *Feuillets d'Hypnos* est sans doute l'un des témoignages les plus éclatants. Témoignage étant d'ailleurs un mot approximatif, et faible. Mutateur, en somme, du sens véritable de l'œuvre. Car les *Feuillets*, cumulation électrisante d'aphorismes « étranchements abrupts », selon les termes de Hannah

concrètes, les sous-tendant de son feu lucide.

Lorsque Hannah Arendt, dans le texte déjà mentionné, réfléchit sur la signification des aphorismes poétiques de René Char, elle parvient à une formulation plus générale. « *Si l'on devait écrire l'histoire intellectuelle de notre siècle, dit-elle, non comme celle des générations successives où l'historien doit respecter à la lettre l'enchaînement des théories et des attitudes, mais comme la biographie d'une personne singulière, en ne visant à rien de plus qu'une approximation métaphorique de ce qui s'était effectivement produit dans les esprits, l'esprit de cette personne se révélerait comme ayant été contraint de décrire un cercle entier non une fois mais deux, la première quand il s'est échappé de la pensée en se jetant dans l'action, et la seconde quand l'action, ou plutôt le fait d'avoir agi, le rejeta dans la pensée.* »

René Char est, sans aucun doute, l'une des « personnes singulières » auxquelles pense Hannah Arendt. À quelques nuances près (il n'a pas eu, en effet, à s'échapper de la pensée pour se jeter dans l'action : cette dernière jaillit de sa pensée, de sa poésie, déjà tout armée) l'expérience dont elle parle est, en effet, celle de Char. Et c'est par là que cette expérience singulière rejoint et symbolise une autre expérience, une aventure universelle du XX^e siècle : celle du rapport à la pratique politique révolutionnaire.

de textes datés de 1972-1975, on peut lire, dans un raccourci saisissant, l'histoire de cette aventure. « *Il y a ceux qui ont bu l'eau de la baignoire de Marat et nous qui avons frissonné à l'horizon de Saint Just et de Lénine. Mais Staline est perpétuellement imminent.* »

Cette perpétuelle imminence de Staline — c'est-à-dire, cette perpétuelle probabilité du totalitarisme dans les mouvements qui visent à transformer la société — n'est pas le produit d'une fatalité. Ni d'un aveugle hasard historique. Dans les *Impressions* anciennes déjà citées, René Char éclaircit en quelques phrases une question que les politologues les plus distingués s'obstinent à ne pas discerner, à longueur de lourds traités savants :

« *Une intolérance démente, dit Char, nous ceinture. Son cheval de Troie est le mot bonheur. Et je crois cela mortel. Je parle, homme sans faute originelle sur une terre présente. Je n'ai pas mille ans devant moi. Je ne m'exprime pas pour les hommes du lointain qui seront — comment n'en pas douter ? — aussi malheureux que nous. J'en respecte la venue. On a coutume, en tentation, d'allonger l'ombre claire d'un grand idéal devant ce que nous nommons, par commodité, notre chemin. Mais ce trait sinuex n'a même pas le choix entre l'inondation, l'herbe folle et le feu ! Pourtant, l'âge d'or promis ne mériterait ce nom qu'au présent, à peine plus. La perspective d'un paradis hilaré détruit l'homme. Toute l'aventure humaine contredit cela, mais pour nous stimuler et non nous accabler.* »

Le mot « bonheur » est donc le cheval de Troie du totalitarisme. On pourrait y adjoindre, mais cela va quasiment de soi, les mots « homme nouveau ». Tous les mots, en somme, même les plus exaltants (surtout eux), comme le mot « égalité », qui poussent une minorité agissante à s'instaurer en interprète, d'abord privilégié, ensuite exclusif, de la « volonté générale » et à vouloir l'imposer par tous les moyens. Même des moyens légaux, comme le suffrage plébiscitaire, le cas échéant.

La lecture de René Char est une cure (dans les deux sens du mot : dans le sens de « souci », *Sorge* ; et dans celui de « traitement thérapeutique ») de lucidité. Elle est prise de conscience, dévoilement de la beauté menacée des êtres et des choses.

C'est pour cela, sans doute, que, de tous les « aphorismes étranchements abrupts », mais toujours déchiffrables, des *Feuillets d'Hypnos*, celui que je préfère, qui m'enchant et me remue l'esprit davantage, c'est celui qui porte le numéro 169 : « *La lucidité est la blessure la plus rapprochée du soleil...* »

On pourrait consacrer tout un essai, le semestre complet d'un séminaire philosophique, à élucider, à tenter d'éclaircir le sens proliférant de ce prononcé poétique. Et peut-être commencerait-on par l'un des brefs textes poétiques de Martin Heidegger, écrits en hommage à Char (*Cahiers de L'Hermès*). Par celui qui s'intitule *Dank* et où il est écrit : *Sagen die Altheia als : die Lichung* (Dire l'Altheia comme : la clarté).

Dire la lucidité de Char comme la clarté dans le chemin sinuex, en sous-bois, de l'aventure humaine. La lucidité comme le contraire de « l'ombre claire d'un grand idéal » mystificateur. Clarté sombre et blessante, donc, car elle vous rapproche du soleil mais vous éloigne de l'aveuglement humain le plus enraciné, le plus difficile à déraciner, du moins. L'aveuglement de l'avenir radieux. L'aveuglement du cheval de Troie du bonheur.

Dire la lucidité de René Char comme la disait Franca Castellani, personnage imaginaire dont la mémoire réveille la mienne, assoupie.

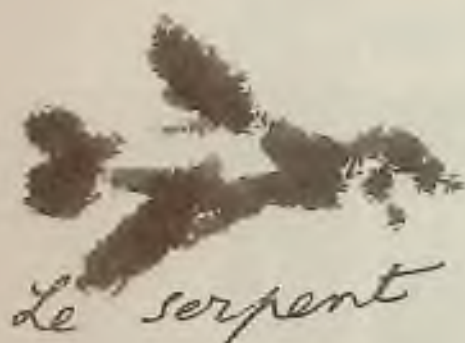
Mon amour est triste

Parce qu'il est dans la nature troublée de l'amour d'être triste

Comme la lumière est triste

Le bonheur triste

Tu nous a passé liberté tes courroies de sable



Nous nous sommes imaginés, en 1945, que l'après totalitaire avait perdu, avec le nazisme, sa terreur, ses poisons souterrains et ses foudres définitifs. Mais ses excréments sont enfouis dans l'inconscient fertile des hommes...

Ces lignes de René Char sont extraites d'*Impressions anciennes*, notes datées de 1950, 1952 et 1964, et inspirées par la lecture des « grands textes » de Martin Heidegger. Elles expriment, sans doute, l'une des lignes de force de la pensée de l'écrivain : le repérage de l'ennemi principal de la liberté, à chaque étape historique.

On ne peut pas réduire, bien entendu, l'apport de Char à cette dimension politique. Strictement politique. Mais de même que sa résistance s'enracine dans sa poésie antérieure, ses textes postérieurs à la Résistance s'enrichissent-ils de cette dimension du politique. De la pratique militante d'une liberté concrète.

Et c'est ainsi qu'on peut trouver chez René Char une analyse d'une extrême finesse, dans sa concision, du phénomène totalitaire. Dans *Aromates chasseurs*, suite

SEMPRUN, Jorge

Le Grand voyage.

Gallimard (Folio 276), 1972, 240 p.

La Guerre est finie.

Gallimard, 1966,

192 p. ill.

L'Evanouissement.

Gallimard, 1967,

224 p.

Le Deuxième mort de

Ramon Mercader.

Gallimard, 1969,

492 p.

Le Stavisky d'Alain

Resnais. Gallimard,

1974, 192 p.

Quel beau

dimanche ! LGF

(Poche 5652), 1982

L'Algarabie. Fayard,

1981, 400 p.

Montand, la vie

continue. Denoël,

1983, 310 p.

CHAR, René

Œuvres complètes.

Gallimard (Pléiade),

1983, 1 456 p.

La Nuit

talismanique.

Flammarion

(Chants), 1983,

112 p. ill.

Arendt, ne cessent de transcender le vécu lui-même de l'époque. Ne cessent de vous pousser vers une réflexion où l'anecdote perd ses droits, ses atours et ses attraits, au bénéfice d'une visée proprement philosophique.

C'est dire que les *Feuillets d'Hypnos* ont peu à voir, pour ne pas dire rien, avec l'habituelle poésie de la Résistance. Il suffit de comparer leur beauté subversive avec les exercices rhétoriques d'Aragon, par exemple, pour comprendre de quoi il s'agit. Mais c'est que les *Feuillets* accompagnent l'action, l'inspirent, la réfléchissent. Ils sont l'action de résistance intériorisée, prise en charge : l'expérience la plus vaste et la plus aigue transformée en conscience poétique. Alors que les rimes d'Aragon, même les plus habiles, ou les plus fleuries, ne cessent d'être extérieures à l'événement, commandées par lui et non pas lui commandant ses horizons et son espoir.

C'est sans doute pour cela que chez René Char la poésie se dépasse et s'accomplit en prose aphoristique, alors qu'elle se fige chez Aragon en fleurs de rhétorique.

Mais la résistance de Char peut aussi s'écrire sans majuscule. Elle ne concerne plus seulement l'événement historique même, pour considérable qu'il ait été, qui a pendant quelques années déterminé la vie du poète. La vie de l'Europe, aussi. Elle concerne, cette résistance, une attitude vitale, métaphysique en quelque sorte, antérieure à toutes ses incarnations

L'incompréhensible célèbre son retour. Le monde ne semble plus explicable, maniable, voire transformable — il devient plutôt une énigme ancrée dans les origines du temps, fermé, magique, impossible à ouvrir. L'homme en tant que code génétique apparaît un système sans avenir. L'art devient rituel, éloigné de la réalité, détourné du monde, une émission de signaux.

Serions-nous déjà au centre d'un gigantesque changement des valeurs de nos pensées et de nos sentiments, où les concepts cèdent aux images ?

L'ère cartésienne « *cogito ergo sum* » s'achève-t-elle au profit d'une nouvelle époque où dominera le « *nescio ergo sum* » de Schopenhauer ? Voulons-nous la guerre totale contre la raison ?

Le mythe est le nouveau (ancien) mot magique — souvent sérieux, parfois ricanant comme un écho, présent dans chaque débat actuel.

Qu'est-ce que le mythe ? La réponse courante est à peu près celle-ci : qui est capable de le définir ne le comprend pas ; seul celui qui vit dans le mythe le comprend — mais c'est la raison pour laquelle il ne peut le définir. L'essence du mythe serait d'être indéfinissable, alors même que les bibliothèques sont remplies d'essais de définition. Dans une première approche, certes limitée, on peut dire que le mythe est le statique. Il est lié à une conception de l'histoire qui fait d'elle une catastrophe, un malheur, un destin inéluctable. Le mythe rend l'histoire dialectique, passive et donc incompréhensible.

Un modèle pour une prescription. Les mécanismes du mythe condamnent l'homme à l'inactivité. Son action est vaine — au double sens de l'adjectif, inutile et vaniteuse. L'humilité au lieu de l'orgueil serait le juste comportement face au destin indéterminable et influençable par lui. Œdipe est coupable sans avoir commis de faute, il n'avait pas le choix. L'issue fatale de son destin provient de l'impossibilité de choisir. Il a été vécu.

Sur la base de cette analyse, Wilhelm Mundt pouvait dire : « *Le mythe est une passion muée en imagination et en actes* ». Cette déclaration est citée par Hans Blumenberg dans son livre « *Arbeit am Mythos* » (Travail du mythe) et qui commence justement par une phrase qui est comme un coup de tambour dans une symphonie de l'inutilité. « *Pour ceux qui sont dégoûtés par ce succès du destin, la domination de la réalité doit paraître comme un rêve achevé qui ne valait même pas la peine d'être rêvé.* »

C'est la retraite hors du réel. Mircea Eliade, un des chercheurs sur le mythe les plus célèbres et les plus controversés déclare ouvertement : « *L'histoire est irréaliste, insignifiante et elle est un péché.* » Plus loin il la qualifie de « profane » et il déclare son « effroi de l'histoire ». Le contraire de profane est « saint ».

Dans un essai sur l'éloge du primitif d'Eliade — la condamnation du moderne — le chercheur américain Tery Alliband cite les définitions du Webster Dictionary sur « saint » : vénéré, intact, protégé des invectives. Il a ainsi voulu expliquer le culte rigoureux du passé chez Eliade et sa condamnation du moderne. Le moderne incarne le siècle des Lumières, le courage et la raison, dont on se détourne au profit du passé.

Un autre chercheur, John A. Saliba affirme de son côté : « *Aussi pertinente qu'elle soit, la conception d'Eliade de l'homme religieux possède quand même quelque chose de statique dans sa simplicité et son caractère spontané. Pour Eliade il existe chez l'homme un besoin constant de retourner à l'état originel, de créer de nouveau des conditions qui — même de façon passagère et symbolique — nous transposent dans l'époque sainte et au lieu sacré des débuts de l'humanité. Le mythe et les rituels sont les moyens pour cette forme de « régression ». Pour Eliade le mythe raconte une histoire sacrée, il relate un événement qui s'est déroulé dans le temps primordial, le temps fabuleux des « commencements »...*

Par le rituel on quitte le temps chronologique et on retourne — même si ce n'est que de façon passagère — à l'époque et au lieu sacré où tout a commencé ».

Le développement de l'homme vers un être de raison est abandonné. De l'homme *sapiens* on retourne à l'homme *pictor* — l'être des cavernes qui reste prisonnier

Fritz Raddatz

LES LUMIÈRES DEVORÉNT LES ENFANTS

de la magie, du rituel, de l'extase et du culte.

Le pouvoir — qu'il soit celui des dieux en constant changement, ou celui de la CIA, immuable poseuse de mines —, reste l'incompréhensible, l'intouchable, l'incontrôlable. La responsabilité propre de l'homme s'efface.

L'état actuel des arts reflète de façon frappante, à travers tous les genres, ce retour vers le mythe. Théâtre, film, littérature et beaux-arts n'offrent plus qu'un tableau énigmatique. L'art contemporain est une évocation d'images mystérieuses. Il se sépare de la raison. Robert Wilson déclarait récemment dans une interview : « J'aime des modèles de base visuels abstraits qui planent... et des paysages architecturaux structures ». Son théâtre n'est qu'une fête de la non-communication. Sa pièce « *Civil Wars* » exprime consciemment l'irrationnel ; elle superpose des images d'un monde de conte de fées sans rapport les unes avec les autres et elle mutile la langue jusqu'à l'incompréhensible. Ce théâtre n'a pas de « pièces » au sens brechtien, mais n'est qu'une extase de l'association.

Quand la main de Hainer Müller écrit des lignes d'un poème hermétique sur un écran et qu'au moyen d'une spirale sans fin les grattes-ciel du film « *Koyaanisquatsi* » s'écroulent encore et toujours, le tout accompagné d'une musique de litanie composée par Phill Glass, le mythe est alors presque atteint.

Tarkowski utilise les mêmes moyens dans son important film « *Nostalghia* » : la marche prudente avec une bougie semble aussi interminable que l'éternité (ou l'inutilité ?). Elle évoque à son tour le cheminement sans fin à travers la neige dans « *Yol* » de Yilmaz Güney. Ce ne sont plus qu'ivresses mystiques et incompréhensibles, qu'elles tournent autour du cheval blanc de Tarkowski, des tortues, des aigles et des rhinocéros de Wilson. La célèbre maxime de Brecht sur la représentativité au théâtre d'un monde en mutation est définitivement reniée. Le théâtre n'interprète pas ce monde, il en crée des images voilées — et les noie dans les brumes de la beauté. Peter Stein, qui a jadis débuté avec Brecht et dont la dramaturgie développait de véritables séminaires de marxisme, n'a pas seulement abandonné verbalement son travail d'antan. Sa mise en scène gigantesque d'Orestie, perdue dans les rêves, était déjà l'évocation d'un destin en rouge et noir.

La récente mise en scène des « *Trois Sœurs* » de Tchekhov noyait la pièce dans de belles images et métaphores exprimant la vanité de la vie et de l'action. Que l'auteur ait expressément baptisé la pièce une comédie devenait incompréhensible.

Dans l'art le « comment » est plus décisif que le « quoi ». Ce ne sont pas les contenus qui importent, mais le ton, l'écoulement du temps et les métaphores. Même la musique contemporaine est sinistrement pathétique. Elle est en même temps enfoncement et absorption.

Steve Reich, par exemple, réduit ses suites de sons à un état de non volonté, au mouvement de l'organisme humain. Dans un passage caractéristique de la « *Music for a large Ensemble* », il a choisi le critère du souffle. « *L'utilisation de quatre trompettes montre mon constant intérêt pour le souffle de l'homme en tant qu'instrument de mesure pour les unités musicales...* » dit-il. Ainsi ses interminables variations de sons évoquent-elles la monotonie de la mer : elles tournent le dos au vouloir de l'homme, échauffent son esprit au lieu de le rafraîchir, l'endorment au lieu de l'éveiller. Cette musique ne rend pas actif, mais étrangement triste (donc sceptique).

Steve Reich, par exemple, réduit ses suites de sons à « *Octet* » qu'il n'y a pas de transitions ni de séparations, ni de fins et de débuts nets. Tout comme celle de Phill Glass, cette musique a le caractère d'exercices grégoriens, ou comme il le dit encore, de « *litanies romanes* ». Les visages grotesques des fables et le monde des démons que nous connaissons à travers les cathédrales sont ici exprimés par des sons.

Hans Blumenberg dit, dans son étude des mythes : « *(ils) sont des histoires dont les substances narratives ont une longue durée et possèdent une capacité de variation marginale prononcée...* »

Dans la musique on appelle cela « *Thème avec variations* ». Des disques célèbres comme « *Dolmen Music* » de Meredith Monk ou ceux des Japonais

Katsuya Yokoyama et Kinshi Tsuruta évoquent la musique Zen : recherche de l'âme, plainte Voo-Doo. Leur enchantement est celui de l'irrationnel. Des mondes les séparent de la construction quasi-mathématique et logique de l'art de la fugue. Ils cultivent l'émotivité et sont passés de l'accusation à la plainte de l'individu.

Meredith Monk dit : « Je concevais clairement que je voulais créer une musique vocale qui devait avoir ces caractéristiques propres et abstraites (et également émotionnelles) qui marquent aussi des pièces, peintures ou danses contemporaines. Ma méthode procédait du « trial and error » : transposer et écouter certains projets, sentiments, images et énergies pour ma voix, afin de connaître leur son et de savoir de quoi cela avait l'air ».

Il s'agit là du geste de l'enfouissement du moi par lequel de grands metteurs en scène réduisent des pièces complexes à l'expérience propre d'une seule personne. Ainsi Brook a laissé s'enfoncer la Carmen dans le sable. Grüber a réduit son Faust en symbole verbal d'une élegie de mort. Reinhild Hoffmann a laissé s'effacer la Callas jusqu'à ce qu'elle devienne la simple trace d'une vie.

Des délices presque parfaits de l'art. Des fêtes de cérémonies. Certaines soirées de théâtre, de ballets ou de musique ressemblent à des messes célébrées : parfait, étourdissant, enivrant. Mais la causalité, les réflexions sur les causes se sont évanouies pour devenir des projections de l'incompréhensible, une réduction à la communion du sensible.

Ces « sujets-atome » ont été surtout déresponsabilisés d'eux-mêmes, mais aussi des autres ou du « monde ». Au sein d'un concept de Grand pardon, d'un retour dans la préhistoire, du temps avant la raison — illustré dans des poèmes d'une simplicité à la Frank Sinatra et à travers les discours du poète populaire américain Robert Bly qui a écrit : « La révolution française a remplacé les statues de la Sainte Vierge par la statue de la Raison. C'était le début du mal » — le Moi, libéré de la responsabilité, devient Roi.

Comme aucun autre, le sociologue américain Richard Sennet a défini précisément les dangers et les conséquences politiques de cette évolution dans son livre « Ruine et fin de la vie politique — la tyrannie de l'intimité » : « Se connaître soi-même est devenu un but et non plus un moyen de faire connaissance avec le monde... L'intérêt démesuré pour les individualités, aux dépens des relations sociales, exerce un effet de filtrage qui modifie notre compréhension rationnelle de la société. Les gens s'occupent, comme jamais auparavant, de l'histoire individuelle de leur vie et de leurs émotions particulières. Cet intérêt s'est cependant avéré être un piège, il ne mène pas à la liberté ».

Il faudrait distinguer la « vie active » de la « vie contemplative », et séparer l'Egoïste (qui se cache dans chaque homme), actif et créatif — et le Narcisse qui n'aperçoit que son reflet et non la réalité : il confond les deux et se noie finalement dans le reflet présumé. Noyé dans le soi-même.

Sennet se réfère à une distinction du critique américain Lionel Trilling et la poursuit de façon convaincante : « Peu avant sa mort Trilling avait commencé à s'occuper de la foi en l'infini du Soi-même dans la culture moderne. Dans une première analyse sur « La Fin de la sincérité » (Sincerity and Authenticity) il a voulu démontrer à quel point une révélation du Soi n'était pas une action expressive. A cette occasion il a observé un décalage spécifique du langage : la substitution d'un langage de l'authenticité individuelle au langage du ... sincérité personnelle employé avant le

LE ROI DES AULNES

J.W. GOETHE

Qui passe à cheval dans la nuit, le vent,
Si tard ? C'est le père avec son enfant.
Il serre son fils sous son grand manteau
Pour le protéger, pour lui tenir chaud.

— As-tu peur, mon fils ? Pourquoi te cacher ?
— Le Roi des Aulnes, là, le vois-tu se pencher ?
Le roi, sa couronne et sa traîne aussi...
— C'est la brume, enfant, qui se tord ainsi.

— Viens, mon bel enfant, suis-moi, si tu veux,
Je sais tant de jeux, de jeux merveilleux,
Mille belles fleurs croissent sur nos bords,
Ma mère a pour toi des vêtements d'or...

— Mon père, oh, mon père, tu n'entends donc pas
Tout ce que le roi me promet tout bas ?
— Calme-toi, mon fils, reste calme, enfant,
Dans les feuilles mortes murmure le vent.

— Viens, mon beau garçon, suis-moi loin, bien loin,
Mes filles de toi sauront prendre soin,
Mes filles, la nuit, qui dansent en rond,
Pour toi chanteront et t'endormiront.

— Mon père, mon père, là, tu dois les voir,
Les filles du roi, dans ce coin tout noir !
— Je vois bien, ce sont seulement, mon fils,
Les ombres que font les vieux saules gris.

— Je t'aime, ta beauté me donne envie de toi,
Viens, ou je te prends de force avec moi !
— Mon père, il me saisit, mon père, je le sens,
Le roi des Aulnes m'a fait du mal, à présent !

Le père presse alors son cheval, il frémit,
Il étreint dans ses bras le garçon qui gémit,
Parvient au logis, d'un ultime effort,
L'enfant, dans ses bras... l'enfant était mort.

Trad. Jean Malaplate

XIX^e siècle. La sincérité consiste pour Trilling dans la capacité de révéler aux autres des sentiments et des conceptions privés : par authenticité il entend cette attitude qui tend à communiquer directement à un autre homme ses propres tentatives de ressentir, d'éprouver quelque chose. Les formes de l'authenticité effacent la distinction entre « public » et « privé ». Croire qu'il est humain de garder pour soi des sentiments qui blesseraient un autre, que la maîtrise et la retenue de soi-même exprimeraient une forme de moralité, perd son sens sous la domination de l'authenticité. Au lieu de cela, la révélation de soi-même devient la mesure universelle de la crédibilité et de la vérité.

« Mais qu'est-ce qui est dévoilé quand on se révèle à un autre ? Par une analyse de textes littéraires, surtout par une critique des écrits de Sartre, Trilling parvient à une réflexion qui se rattache au concept psychologique de narcissisme. Plus une personne se concentre sur l'authenticité de ses sentiments et non pas sur le contenu objectif de ce qu'elle ressent, plus la subjectivité devient un but en soi, moins elle est capable d'être expressive. Là où l'enfouissement dans le Soi prend le dessus, les révélations du Soi elles-mêmes deviennent amorphes. La phrase « Regarde comment je ressens les choses » est sans aucun doute marquée par le narcissisme. Mais Trilling note aussi que la formule plus discrète : « Tout ce que je peux faire est de te montrer comment j'essaie de sentir », est marquée de la même empreinte. »

Tout cela se retrouve mélangé à la notion intemporelle du temps dans la littérature actuelle.

Le poème de Goethe « Le Roi des Aulnes » est certainement un des plus mystérieux de la littérature allemande. Ce n'est pas seulement la construction du poème qui est compliquée, mais aussi le niveau du dialogue entre le père et le fils, les paroles surrues. C'est l'histoire d'une folie, d'un rêve fiévreux qui devient finalement réalité — dans la mort. La tonalité des vers marque une descente vers les sombres fonds des origines.

Or voici que ce poème est réécrit dans la mise en scène de « Civil Wars » de Wilson et qu'il fournit le titre d'un célèbre roman de l'écrivain ultra-conservateur français Michel Tournier.

Ce dernier déclarait dans une interview : « La mythologie est actuelle ». La musique de son roman — un hymne murmurant à la sombre Allemagne — s'accorde avec le ton : « Maintenant ils chantent. Un jeune peuple se lève, prêt à l'attaque... leurs voix s'élèvent comme des cristaux dans l'air froid et la bannière avec la croix gammée enlace le poteau comme une pieuvre, rougissant dans les faisceaux des phares ».

Le passage du roman qui lui a donné son titre est encore plus radical : « Il n'est pas interdit de supposer que ce dernier repas d'un homme certainement considérable, d'un roi sans doute, pris avant une mort horrible, mais librement choisie, ait eu lieu en même temps — la même année, qui sait, le même jour, à la même heure ! — que la Cène, cet ultime repas pascal qui réunit avant la Passion Jésus et ses disciples. Ainsi au moment même où la religion judéo-méditerranéenne prenait son essor au Proche-Orient, un rite analogue fondait ici-même, peut-être, une religion parallèle, strictement nordique et même germanique... je proposerais que l'homme que voici entre dans les annales de la recherche archéologique sous le nom du Roi des Aulnes. »

Puis il récita : Qui chevauche si tard dans la nuit et le vent ? C'est le père avec son enfant... »

Rappelons-nous, et ce n'est certainement pas un fruit du hasard, mais bien plutôt un signe que Gustav Stresemann avait été enterré en 1929 au son de la chanson avec laquelle Thomas Mann fait disparaître son héros de la « Montagne magique », Hans Castorp,

RADDATZ, Fritz

Karl Marx. Une biographie politique. Fayard, 1978, 317 p.

MIRCEA, Eliade

Le Sacré et le profane. Gallimard (Idées 76), 1965, 195 p.
Mythes, rêves et mystères. Gallimard (Idées 271), 1972, 288 p.

SENNET, Richard

Les Tyrannies de l'intimité. Seuil, 1979, 288 p.
Autorité. Fayard, 1982

TOURNIER, Michel

Le Roi des Aulnes. Gallimard (Folio 656), 1975

STRAUSS, Botho

Couples, passants. Gallimard, 1983, 200 p.
Raffût. Gallimard, 1982, 176 p.

HÖLDERLIN, Friedrich

Œuvres. Gallimard (Pléiade), 1966, 1 300 p.

CAPRA, Fritjof

Le Temps du changement. Science, société, nouvelle culture. Rocher (Esprit et matière), 1983, 416 p.

dans les batailles de la première guerre mondiale : « A la fontaine devant le portail » (Am Brunnen vor dem Tore).

Le secret apparaît comme point de suite. Peter Handke le dit bien dans son dernier livre « L'histoire du crayon » : « Ma fuite — si c'en est une — est une fuite vers le secret ». Ou encore de manière plus précise : « Un mythe même si son existence est historiquement fondée doit être pris avec les valeurs de son temps ; il doit être le dernier mot de la pensée critique de ce temps ». Cet adieu de « gauche » à la réflexion critique est en même temps un congé de la réflexion historique. Handke échange expressément le souvenir — ce grand mot de Proust — contre l'enfouissement en Soi, le regard tourné vers l'intérieur. Chez Proust il s'agissait d'historiographie, des célèbres madeines jusqu'à la duchesse de Guermantes. Maintenant on n'écrit plus que des histoires : « Le souvenir n'est pas pour moi l'odeur de la pâtisserie ou du salon de la duchesse, mais les gouttes de la pluie dans la poussière du chemin à l'aube : c'est le moment où mon être tout entier, trente ans plus tard, devient muet, écoute et est toujours le grand œil et l'oreille du monde ».

L'expulsion de la raison en faveur de l'intronisation de l'image se trouve affirmée de façon encore plus radicale, parce que plus précisément réfléchie, chez Botho Strauss. Non seulement celui-ci avait déjà lancé : « Que de réflexions consciencieuses et pompeuses on faisait encore de mon temps ! On dirait que plusieurs générations se sont écoulées depuis. » Mais dans le même livre intitulé « Couples et Passants » (Paare, Passanten) il annonce « le transfert de l'esprit de la critique à l'intelligence de la sensualité. Les « Oiseaux » de Hitchcock demeureront plus longtemps vivants en nous que « la Mère courage » de Brecht. L'un appartient à nos mythes, l'autre à nos études. La Doxa s'en va, nous demeurons dans les broussailles des stimulations. » Dans sa nouvelle pièce « Le Parc », une version moderne sous forme de conte de fées du « Songe d'une nuit d'été » de Shakespeare, Strauss place d'emblée dans sa préface la grande œuvre d'art au même niveau que le mythe — un poison étourdissant et enivrant : « Comme le nectar que Puck et Oberon administrent aux dormeurs de la forêt d'Athènes, une œuvre d'art est maintenant distillée dans l'esprit des gens d'ici pour l'exciter ».

C'est le jeu de devinettes raffiné de la méconnaissance — qu'il s'agisse de passions échangeables ou de traditions historiques, de Danton ou de Desmoulins : « des Idiots ».

Strauss écrit dans son récit « Rumor » : « Quand nous ne serons plus, le vent soufflera encore longtemps. Les codes vont continuer leur marche immense, tandis que nous disparaîtrons sous le sable, couverts comme une croûte de merde sur la plage. » Ce qui est naturellement une réplique à Brecht qui écrivait : De ces villes restera celui qui passait à travers elles : le vent ! La maison réjouit le mangeur : il la vide. Nous le savons, nous sommes des gens de passage ; Et qui nous suivra ? Rien qui vaille qu'on le nomme. » Et l'espoir, toujours : « Dans les cataclysmes qui vont venir, je ne laisserai pas, j'espère, mon cigare de Virginie s'éteindre par amertume ».

L'adieu à Brecht, la renaissance de Gottfried Benn : un symptôme.

La dialectique, le développement, le progrès, c'était la pensée de Brecht. Le plus célèbre recueil de

poèmes de Benn s'appelle « Poèmes statiques » : sa conception est celle de l'homme comme monade sans fenêtres, mollusque ahistorique.

Or le nom de Benn n'apparaît pas seulement dans les travaux de Enzensberger, Kunert, Wondratschek, les textes même imposent des rapprochements. Thomas Brasch écrit : « La vie, c'est comme tourner en rond ». Günter Kunert dit : « Nous aurions dû rester des amphibiens ». Heiner Müller : « Ma vie, ma mort, mon amour ». Rolf Hochhuth : « Le progrès, le but final n'existent pas, il n'y a qu'un cercle ». Jürgen Becker : « Un mouvement aurait été mortel ». Wolfgang Hildesheimer déclare même dans une interview télévisée qu'il n'écrit plus une ligne — les jeux sont faits (en français dans le texte).

Le prophète le plus radical de l'Aufklärung — voire des péchés de l'Aufklärung — est Günter Kunert. Ses

du mythe chez Goethe et Hölderlin. Walther Killy déclarait : « Cur ici est affirmé de façon audible ce qui fut la plus discrète motivation de la poésie de Hölderlin : la poésie redevient à la fin ce qu'elle fut au début — l'enseignante de l'humanité. Car il n'y a plus de philosophie, plus d'histoire, la poésie va survivre à tous les autres sciences et arts. Il s'agit d'une survie parce que la vieille religion de l'humanité était perdue, tout comme la liberté, la pensée était ramenée à "philosophie des lettres", le peuple était sans foi et l'Etat une machine. »

Ce ne sont pas là des apparences qui tout au plus indiquent la tendance : la seule publication importante dans les deux Allemagnes à la fois n'est pas consacrée à Marx, mais à Nietzsche. (Jürgen Habermas déclare : « Parmi les inébranlables théoriciens de la révélation, Nietzsche est celui qui radicalise la "contre-Aufklärung" »). Vingt ans après sa première parution, l'analyse psychanalytique de la vie intérieure de Goethe, de K.R. Eissler est traduite en allemand par la maison d'édition Stroemfeld/Roter Stern, qui cite en tête d'une liste de remerciements la fondation Axel Springer. Le plus grand théâtre allemand, le « Deutsches Schauspielhaus » à Hambourg a rouvert ses portes en septembre 1984 après une rénovation qui avait entraîné sa fermeture pendant trois ans, non pas avec une pièce de Hochhuth, Brasch ou Bernhard — mais avec l'Œdipe. L'université de Hambourg propose dans un discours, annoncé publiquement, Heidegger comme alternative à Adorno et non pas Jürgen

Habermas ou Oskar Negt. (Heidegger auquel Werner Marx vient de consacrer une intelligente apologie dans son étude « Y-a-t-il une mesure sur terre ? »).

Une exposition ouverte à Munich en mai 84 et consacrée à l'art contemporain italien ne présente pas Guttuso ou Vedova, mais, sous le titre « Le rêve d'Orphée » la mythologie dans l'art italien contemporain. Le récent ballet de Reinhold Hoffmann était une chorégraphie inspirée de Didon et Enée. Rolf Hochhuth, jadis appelé « l'Ossietzky du drame », et qui présentait des figures contemporaines, du pape jusqu'à Churchill, vient de terminer un drame intitulé « Judith ». Les textes littéraires récents ne s'intitulent plus « Oppenheimer », « Marat-Sade » ou « Thomas Münzer », mais « Casandre » ou « Pro-

méthée ». Il n'y a là qu'un sténogramme de l'évolution de l'Histoire vers le Mythe.

L'évolution elle-même se fait à strates multiples. Elle prend son point de départ dans ce juste constat : l'Aufklärung a détruit le monde, elle n'a pas rendu l'homme meilleur ; par elle les révolutions sont devenues de nouvelles machines de mort — depuis Thermidor jusqu'au Goulag. Le concept cartésien de l'homme-machine a connu un échec lamentable. « Pour moi le corps humain est une machine. Je compare un homme malade, une horloge mal construite, à un homme en bonne santé et une horloge bien faite » — cette idée sans âme de Descartes fut achevée de la façon la plus horrible par Staline (« L'écrivain est l'ingénieur de l'âme humaine ») et elle est aujourd'hui usée.

Une des « bibles » du nouveau mouvement, l'œuvre de Fritjof Capra « Wendezeit » (« Temps de changement ») commence avec le bilan négatif que cette foi dans les vertus de la technique nous a légué. « Les coûts de cette folie nucléaire sont à vous couper le souffle... »

Les armes nucléaires n'augmentent pas notre sécurité comme l'établissement militaire veut nous le



poèmes sont déjà un seul passé défini (en français dans le texte). Ses dissertations, ses discours et interviews développent toujours la pensée de la catastrophe causée par elle-même, une catastrophe non pas en perspective — elle est déjà présente — irrésistible.

Kunert écrivait déjà il y a quelques années : « Goethe, le célèbre maître de la méconnaissance et de l'esprit génialement obtus, louait dans les « Essais » les tournures joyeuses inestimables, comme si Montaigne était un humoriste. Un autre intellectuel aveuglé par les illusions, Heinrich Mann, faisait de Montaigne, dans son roman « Henri IV », le conseiller du roi de Navarre. Exagération respectueuse résultant d'une fausse estimation du propre rôle de l'intellectuel ! Celui du conseiller des Maîtres, esprit et pouvoir la main dans la main, tous fantasmes qui, réfutés par chaque instant historique, ont fait pousser des fleurs spirituelles stériles. »

On entend encore aujourd'hui un autre ancêtre : Hölderlin. Dans son récent discours sur la conception

faire croire. Elles ne font qu'accroître la probabilité d'une destruction totale. »

C'est là un diagnostic difficilement contestable. Mais quelle serait dès lors la thérapie ? Le refus de la vision cartésienne du monde peut également avoir des conséquences extrêmement réactionnaires. Il peut mener à l'homélie d'un destin humain aveugle et donc facilement manipulable. Ortega y Gasset déclarait : « La plus importante erreur depuis la renaissance jusqu'à nos jours fut qu'avec Descartes on croyait que nous vivions de notre conscience, de cet élément minuscule de notre être que nous voyons clairement, au sein duquel s'exerce notre volonté. L'affirmation que l'homme est raisonnable et libre me semble, ainsi formulée, s'apparenter à une erreur... Mise à part cette intervention superficielle de notre volonté, c'est en vérité une vie irrationnelle qui nous fait agir, qui débouche dans notre conscience et qui provient de la caverne secrète, du fonds invisible que nous sommes en fait. »

Trouve-t-on l'alternative dans cet enfouissement dans le Moi qui se manifeste par des milliers de groupes divers appelés « groupes de l'expérience de Soi » ou encore dans une « Bibliotheca Hermetica » en voie de création en Hollande ? Ou à l'inverse la solution ne devrait-elle pas être : plutôt plus de raison que moins ? Selon Richard Sennet ce serait cette idéologie de l'intimité qui transformerait des catégories politiques en catégories psychologiques : « La chaleur humaine est notre Dieu. L'histoire de la montée et de la chute de la culture publique remet cependant cette philanthropie en question. » Il s'agit de ce que Jürgen Habermas appelle « l'entrée dans l'époque post-moderne »

— un recul de catégories intellectuelles et esthétiques élaborées jusqu'à maintenant : « Nietzsche se sert de l'échelle de la raison historique pour s'en débarrasser à la fin et prendre pied dans le mythe, ce concept autre que la raison... Une mythologie esthétiquement renouvelée doit débloquent les forces de l'intégration sociale figées par la société de concurrence. Elle va décentrer la conscience moderne et l'ouvrir aux expériences archaïques. » Oskar Negt dit d'une façon encore plus précise : « Dépolitiser telle est la devise de la bataille culturelle menée actuellement par le camp conservateur. »

En fait on constate une étonnante ressemblance avec l'époque actuelle dans les écrits de Bloch sur la phase finale de la République de Weimar : « Quelle force magnétique contiennent les mots : Sang et terre nationale » et le mot : Führer pour le peuple, ainsi que la distinction des hommes en fonction de leur rang et non pas uniquement selon le capital qui n'a pas de rang, mais n'est que la maximisation du profit exprimé par des chiffres. Le retour vers le passé a également exercé une certaine fascination : la vie d'un vieux artisan était tout de même sensiblement différente de celle d'un ouvrier d'usine... Les artisans pouvaient encore chanter, ce que les prolétaires peuvent faire et font moins. Les nazis, pionniers de la non-simultanéité, ont su exploiter cette situation... Tout cela parce que les social-démocrates et plus tard les communistes s'étaient enfoncés dans la platitude, le manque de fantaisie et dans un état misérable — ils ne voyaient plus la plaie ouverte ou mieux, ils n'entendaient pas le rythme cardiaque de cette époque, un rythme fort perturbé. »

Un livre récemment paru se réfère à Bloch et s'essaye à combler ses vides. C'est l'ouvrage de Hans Jonas intitulé : « Le principe responsabilité ». On est ici en présence d'un témoignage de respect non dépourvu de polémiques. Sans hargne et partant d'une exacte connaissance de l'œuvre de Bloch, il parvient, après le rappel de la définition du principe

incertain de l'espérance à poser une nouvelle tâche : notre destin relève de notre responsabilité.

Jonas a pris le même point de départ que celui

que Künert ou Capra auraient pu choisir. « Aucune éthique du passé n'avait à prendre en compte la condition globale de la vie humaine, ni le futur lointain, ni l'existence de l'espèce humaine... Pour la première fois on pouvait dire : « Fiat justitia, pereat mundus », que la justice soit faite même si le monde devait en disparaître. Le monde signifie ici l'enclave renouvelable dans un Tout impérissable. Ce mot ne peut même plus être prononcé de façon rhétorique quand la ruine du tout devient une probabilité par les actes de l'homme, qu'ils soient justes ou injustes. »

Curieusement, la conséquence des écrits de Hans Jonas n'est pas un retour dans le monde divin du mythe, de la magie et du rituel, dans cet état de sûreté que constitue un « château-fort imprenable ». Sa revendication d'une nouvelle responsabilité tient à la conscience que l'homme peut agir. Seul l'homme dispose de l'anticipation imaginative, est capable de traduire en actes ce qu'il a appris et ce qu'il a voulu.



Seul l'homme accomplit une anticipation subjective du processus de travail.

L'animal, le chat guettant la souris, la fourmi construisant la fourmilière, agit de façons successives, sans plan ni but : « Quand un chat guette une souris, il le fait pour lui sauter dessus au moment le plus propice et s'il saute il le fait pour tuer la souris, et il la tue pour la manger, et il la mange pour assouvir sa faim. Mais il ne guette pas le chat pour assouvir sa faim. » Jonas construit ainsi une chaîne causale de la possibilité de travailler — depuis la raison dont dispose l'homme — jusqu'à sa responsabilité. Toutefois, on ne peut être responsable que des choses qui changent ou qui périssent. Le statique nous libère de la responsabilité, de même que le paradis qui se cache dans le principe « Espérance ». Ici se situe la contestation de Bloch chez Jonas. Selon lui, Bloch développe un éros platonique orienté vers l'éternité et non pas vers un temps limité. Ainsi l'homme n'est pas responsable de lui-même. « La fameuse phrase finale du principe « Espérance » de Bloch se termine ainsi :

« Ce qui brille dans l'enfance de tous mais où personne n'est encore jamais allé : la patrie. » Pour Jonas cette évocation du paradis est dès lors suspecte.

Il l'appelle un principe eschatologique. C'est la délivrance du monde et non pas celle dans le monde.

« Il faut espérer — par opposition au principe eschatologique de l'espérance — que, dans l'avenir, aussi chaque satisfaction engendre son mécontentement, chaque avoir son désir, chaque ordre son désordre, chaque liberté sa tentation — et même chaque bonheur son malheur. (Il s'agit peut-être de la seule certitude de l'homme sur laquelle nous pouvons compter). Ceci me semble être le rêve de la qualité humaine, nourrie du passé, qui nous le présente in actu et non pas dans une perspective d'avenir. »

L'homme in actu est un concept presque matérialiste. On peut le traduire par « dans l'histoire ». Et cela nous rappelle un des débats les plus tranchants, les plus brillants et les plus riches en conséquences de l'histoire intellectuelle de l'Europe de l'après-guerre : la controverse entre Albert Camus et J.P. Sartre.

Au fond il ne s'agissait de rien d'autre que de la question suivante : Révolte (de l'individu) ou Révolution (pour tous). On écrivait l'année 1952 et Albert Camus venait de sortir « L'Homme révolté ». Camus se sentait faussement interprété par une critique dans la revue *Les Temps Modernes* éditée par Sartre. Camus considérait la thèse « Tout le mal se trouve

dans l'histoire et tout le bien hors d'elle » comme une fausse interprétation de son œuvre. Sa thèse à lui était plutôt : « Celui qui ne croit qu'à l'histoire, marche à la terreur et celui qui ne croit à rien d'elle, autorise la terreur. »

L'histoire ne saurait nécessairement avoir de sens, ni un but final. La réponse de Sartre, d'une acuité tranchante et d'un éclat polémique à la Voltaire prouvait à Camus qu'il se situait dans la grande tradition classique de l'hostilité à l'histoire, que même le combat dans la Résistance avait pris pour lui un aspect de sacrifice. (« Depuis tant

d'années ils essayent de me faire entrer dans l'histoire... » écrivait Camus dans les « Lettres à un ami allemand »), qu'on devait payer son tribut à l'histoire pour avoir le droit de revenir après aux vrais devoirs, que cette révolte idéale n'était qu'un « jeu de prince », d'un privilégié.

Le « de profundis » de Sartre est autant emphatique que triste : « Donc ne le niez pas : vous n'avez pas refusé l'Histoire pour en avoir souffert et pour avoir découvert dans l'horreur son visage. Vous l'avez refusée avant toute expérience parce que notre culture la refuse et parce que vous placiez les valeurs humaines dans la haine de l'homme « contre le ciel ». Vous vous êtes choisi et créé tel que vous êtes, en méditant sur les malheurs et les inquiétudes qui étaient votre lot personnel et la solution que vous leur avez donnée, c'est une amère sagesse qui s'efforce de nier le temps... Vous vous révoltiez contre la mort, mais dans les ceintures de fer qui entourent les villes, d'autres hommes se révoltaient contre les conditions sociales qui augmentent le taux de la mortalité. Un enfant mourait, vous accusiez l'absurdité du monde et ce Dieu sourd et aveugle que vous aviez créé pour pouvoir lui cracher à la face ; mais le père de l'enfant, s'il était chômeur ou manœuvre, accusait les hommes : il savait bien que l'absurdité de notre condition n'est pas la même à Passy et à Billancourt. » (*Temps Modernes*, T.8 N° 82, 1952).

Connaissance au lieu de l'extase : on a envie de placarder les mots de Sartre sur les colonnes d'affiches. Cependant, le monde, notre monde est différent. Lors d'une récente enquête sur la littérature en Europe, Camus devançait de loin Sartre. L'Aufklärung se sépare de ses enfants et engloutit leurs pères...

HABERMAS, Jürgen

La Technique et la science comme idéologie.

Gonthier, 1978, 272 p.

Connaissance et intérêt. Gallimard

(Tel 38), 1979, 384 p.

Raison et légitimité. Payot (Critique politique), 1978, 216 p.

JONAS, Hans

La religion gnostique.

Flammarion, 1978.

Jan Vladislav

MICHAUX

**MICHAUX,
Henri,**

- Affrontements.
 Fata Morgana (Huit),
 1981, 96 p.
 Ailleurs.
 Gallimard (Blanche).
 1948, 316 p.
 Un Barbare en
 Asie.
 Gallimard (Blanche et
 Soleil), 1933, 242 p.
 Chemins cherchés,
 chemins perdus,
 transgressions.
 Gallimard, 1982,
 182 p.
 Les
 Commencements.
 Fata Morgana, 1983,
 56 p.
 Connaissance par
 les gouffres.
 Gallimard (Blanche).
 1978 nouv. éd.,
 283 p.
 Coups d'arrêt.
 Collet de Buffle,
 1975, 10 p.
 Ecuador.
 Gallimard (Blanche).
 1929, 196 p.
 Emergences-
 résurgences.
 Skira (Sentiers de la
 création), 1972,
 130 p.
 Epreuves.
 Exorcismes 1940-44.
 Gallimard (Blanche).
 1946, 126 p.
 L'Espace du dedans.
 Gallimard (Blanche).
 1944, 284 p.
 Face à ce qui
 se dérobe.
 Gallimard (Blanche).
 1976, 152 p.
 Face aux verrous.
 Gallimard (Blanche).
 1954, 248 p.
 Façons d'endormir,
 façons d'éveiller.
 Gallimard (Blanche).
 1970, 248 p.

12

HIVER 84-85

MAIS TOI, QUAND VIENDRAS-TU ?

Mais Toi, quand viendras-tu ?
 Un jour, étendant Ta main
 sur le quartier où j'habite,
 au moment mûr où je désespère vraiment ;
 dans une seconde de tonnerre,
 m'arrachant avec terreur et souveraineté
 de mon corps et du corps croûteux
 de mes pensées-images, ridicule univers ;
 lâchant en moi ton épouvantable sonde,
 l'effroyable fraiseuse de Ta présence,
 élevant en un instant sur ma diarrhée
 Ta droite et insurmontable cathédrale ;
 me projetant non comme homme
 mais comme obus dans la voie verticale,
 TU VIENDRAS,

Tu viendras, si tu existes,
 appâté par mon gâchis,
 mon odieuse autonomie ;
 Sortant de l'Ether, de n'importe où, de dessous
 mon moi bouleversé, peut-être ;
 jetant mon allumette dans Ta démesure,
 et adieu Michaux.

Ou bien, quoi ?
 Jamais ? Non ?
 Dis, Gros lot, où veux-tu donc tomber ?

Henri Michaux
 L'espace du dedans

Dans un trou creusé dans la terre je verse quelques gouttes de sang et je regarde
 mes morts venir le boire. Ungaretti, masque aztèque éveillé à la vie. Montale, un
 beau chérubin vieilli qui aurait compris et se serait donc arrêté de chanter.
 Michaux...

A un ami au loin ces dernières poussières
 (Dédicace de Vents et Poussières, 1962)

La première rencontre de cette amitié à distance — l'expression est de lui — se situe
 juste au lendemain de la guerre, mais Henri Michaux n'en sut rien. L'étudiant
 pragoise, encore assourdi par cinq années du lointain grondement de la guerre, se
 retrouvait soudain à Grenoble avec pour apaisant horizon le panorama des Alpes.
 Et un beau jour dans une librairie, il tomba sur le livre. Depuis l'enfance, il était
 fasciné par la figure du magicien, détenteur d'un livre noir, d'un grimoire donnant
 réponse à tout ; soudain, voici ce livre entre mes mains. Même le nom répondait à
 mon attente Epreuves, exorcismes... Aujourd'hui encore, je ne saurais dire en quoi
 ce livre fut décisif pour moi, je suis seulement qu'il le fut et profondément. Truce
 visible de cette ancienne rencontre : une longue série de traductions. Dès 1947,
 celles-ci parurent irrégulièrement, avec une certaine constance, dans toutes sortes de
 revues tchèques, connues ou obscures, revues qui n'avaient qu'une chose en
 commun : tôt ou tard, elles finirent toutes par être interdites.

Au bout de quinze ans, ces traductions étaient assez nombreuses pour faire une
 petite anthologie. Elle fut publiée dans le huitième volume de Světová Literatura,
 une fort intéressante revue pragoise dont on ne saurait trop souligner le rôle dans la
 culture tchèque des années 50 et 60. La revue faisait, elle aussi, partie des paradoxes
 qui marquèrent cette dramatique époque : bien que publiant exclusivement des textes
 étrangers, elle renforçait la conscience que nous avions de la véritable identité et
 appartenance culturelle tchèques. Comme bien d'autres écrivains, sans doute Henri
 Michaux n'a-t-il jamais su ce que son œuvre signifiait à cet égard pour les Tchèques,
 que ce soit Epreuves, exorcismes, Espace du dedans, ou Face aux verrous...

Qui n'est pas face à des verrous ?
 (Dédicace de Face aux verrous, 1954)

L'anthologie de textes de Michaux parue dans Světová Literatura sous le titre La
 Grande guerre des statues enhardit le traducteur : il glissa le numéro de la revue
 dans une grosse enveloppe et l'expédia à Paris. Bien entendu, il n'avait pas l'adresse

Henri Michaux : Acquarelle, 1970

de Michaux et dut se contenter de celle de son éditeur. Ce n'était rien d'autre que la proverbiale bouteille à la mer. Il n'attendait aucune réponse. Mais il y eut réponse : un livre et plusieurs lignes d'une dédicace qui valait toute une lettre. Et dès lors, les livres anciens et nouveaux de Michaux arrivaient régulièrement — enfin, dans la mesure où le permettait la stricte surveillance des postes tchèques.

Ces envois emballés maladroitement et à la hâte, mais par Michaux en personne, je les reconnaissais au premier coup d'œil, rien qu'à voir l'adresse écrite d'une minuscule écriture presque illisible qui faisait penser à la trace laissée dans le sable par un insecte rare ou au tracé d'un électrocardiogramme. Plus tard, seulement, à Paris, je compris que cette écriture, que je déchiffrais à grand-peine dans les dédicaces de Michaux, ressemblait surtout à ses propres dessins... La première fois que je vis l'un de ces dessins dans une galerie, je ne pus m'empêcher de songer à la remarque de Léonard de Vinci sur tout ce qu'on peut voir dans une tache sur un mur : des batailles et des nuages. Michaux créait intentionnellement des taches de ce genre : dans ses dessins, dans ses textes, dans l'écriture des adresses et des dédicaces envoyées à Prague. Dans le tourbillon de poussière soulevée par ses pas, dans les plis du papier qu'il froissait et jetait derrière lui.

La vie dans les plis,
technique des non-techniciens.
(Dédicace de La Vie dans les plis, 1949)

Ensuite, aux alentours de 1966, ce fut la véritable rencontre. J'habitais alors à quelques pas de la rue de Buci où Baudelaire avait logé quelque temps, non loin du café Procope qui fut l'un des points de chute de Verlaine. Un bout de papier avec l'adresse de Michaux écrite de sa propre main et arraché à l'un de ses envois, me mena dans une petite rue débouchant sur les quais. Je me trouvais devant une maison fermée par un grand portail sombre. Je n'eus pas le courage de sonner et décidai de m'en tirer avec une lettre. J'y inscrivis l'adresse et le numéro de téléphone du modeste hôtel du quartier où j'étais descendu, je glissai l'enveloppe dans la fente du portail et repartis. Je ne comptais pas avoir de réponse. Mais le soir même un message avec un numéro de téléphone m'attendait à l'hôtel. Je fis le numéro et j'entendis une voix hésitante, étrangement basse, une voix qui avait quelque chose de jeune et qui était plus timide que la mienne. Il m'invita chez lui en me faisant des excuses comme si c'était moi qui lui faisais une politesse.

Derrière ce sombre et infranchissable portail se trouvait la charmante cour d'un hôtel particulier. Des deux côtés d'un large escalier de bois, deux hautes portes mais dont une seule menait chez lui. Lorsqu'elle s'ouvrit, je vis apparaître une silhouette haute, presque sévère et pourtant avec un je ne sais quoi de timide et d'incertain. Lui qui avait un an de plus que le siècle ne paraissait pas son âge.

Le premier instant de gêne réciproque dissipé, je vis s'ouvrir devant moi une grande pièce dont les fenêtres donnaient sur un jardin. Il m'expliqua qu'il vivait là depuis peu, que, jusque dans les années 40, il avait logé dans des hôtels bon marché. C'est seulement lorsque les amateurs commencèrent à s'intéresser à ses dessins qu'il avait pu louer un appartement. Cette grande pièce, tapissée d'une étoffe grise ou verte, avec un canapé et des fauteuils autour d'une table basse à droite, un grand bureau devant la croisée, des piles de livres et de papiers partout, sur le rebord des fenêtres, sur les meubles et par terre, faisait penser au cabinet d'une sorte de savant en chambre, d'autant plus que sur le bureau j'aperçus un microscope et toutes sortes de flacons. Mon impression était encore renforcée par l'apparence de mon hôte. Il me regardait avec une curiosité délicate, mais persistante et soudain j'éprouvai la sensation très nette d'avoir déjà vécu cette scène. Mais il ne s'agissait pas d'un phénomène de déjà vu, seulement du souvenir du portrait tracé dans une circonstance analogue par René Bertelé :

« Vu ce matin pour la première fois Henri Michaux. J'attendais beaucoup de cette rencontre amorcée par des échanges de lettres. Une première minute difficile : visage fermé, pâle et glabre de Michaux. Et je pense aux "lances, haillons et précipices" d'un poème de Plume, mais très vite il se détend, parle, devient simple et gentil. Et voici que s'allongent "des plaines douces, aimables, rassurantes." »

Moi aussi, je connus cette « première minute difficile », moi aussi, je me trouvais soudain devant ce « visage fermé, pâle et glabre » et je n'étais pas sûr du tout que ce fût là l'homme qui avait choisi la vie du voyageur sans bagages, tout en transportant sans cesse le bagage le plus encombrant et le plus lourd, à savoir lui-même.

J'eus droit à un café alors que mon hôte se versa simplement de l'eau chaude dans une tasse de verre trempé. C'est ce que font les Chinois, dit l'invité. Je n'aime pas les drogues et le café, c'est aussi une drogue, dit mon hôte et, voyant l'étonnement sur mon visage, il m'expliqua l'origine de ses expériences avec les drogues, expériences qui forment une partie si importante de son œuvre et de sa recherche.

À une époque, Jean Paulhan avait voulu essayer de se droguer, mais il ne voulait pas le faire seul. Il entraîna donc son jeune ami. Paulhan ne poursuivait pas l'expérience, mais lui, Henri Michaux, avait entrevu une possibilité intéressante qu'il décida d'explorer jusqu'au fond, la possibilité de parvenir à « sa propre connaissance, entière », celle dont avait rêvé Rimbaud.

Derrière la tasse d'eau chaude et derrière le regard insistant et attentif de l'homme qui me parlait si clairement de « la connaissance par les souffres », je vis soudain moi aussi se profiler les « lances, haillons et précipices » évoqués par R. Bertelé. Jamais je n'aurais cru à tant de fermeté, de persévérance et d'inébranlable courage chez cet homme fin, frêle et réellement malade. Pour y croire, je dus me souvenir que ce même homme avait autrefois descendu toute l'Amazonie en pirogue. Pour être reconnu de nous, le courage doit toujours avoir une forme grossièrement tangible : c'est pourquoi nous l'accordons sans hésiter aux explorateurs, aux conquérants, aux guerriers, tout en tenant pour curiosités, jeux et futilités les explorations que les

Baudelaire, les Rimbaud et les Michaux ont mené en eux-mêmes. Et pourtant, elles mènent à la découverte de mondes plus importants pour nous, de mondes qui, à notre insu, sont sans cesse à notre portée. Et pour nous en montrer la voie, qui d'autre que des hommes tels que celui que j'ai là, en face de moi ? Il suffit d'accepter de faire un bout de chemin avec eux.

(A.J.V.) pour l'accompagner dans
quelques-uns de ses passages.
(Dédicace de Passages, 1950)

Je ne saurais prétendre que ce jour-là il y eut entre nous un dialogue animé. Plutôt deux monologues et qui plus est en bonne partie muets. Des deux, je ne connais que le mien. Il m'a fallu me trouver face au silence de Michaux pour commencer à comprendre ce lien apparemment incompréhensible entre l'apparence calme, scrutatrice et mélancolique de mon hôte et la rudesse, les cris et les révoltes de l'auteur des livres signés Henri Michaux.

En même temps, je commençai à saisir pourquoi l'auteur refusait l'appellation de poète et ne voulait pas que ses textes soient qualifiés de poèmes. Ce n'était pas fausse modestie. Mais, à ses yeux, ces textes n'étaient que le chemin vers la poésie, l'instrument de la connaissance de soi qui est « la première étude de l'homme qui veut être poète ». Cette connaissance n'est pas un but en soi — Michaux le savait tout comme Rimbaud l'avait su. Elle peut prendre les formes les plus diverses, du voyage sur l'Amazonie à l'expérimentation de la mescaline, mais elle ne peut jamais aboutir complètement. C'est pourquoi cet homme, sa tasse d'eau chaude à la main, refuse d'accepter un titre qui signifierait aboutissement, achèvement.

Et, dans son monologue, je ne pouvais m'empêcher d'entendre la voix d'un autre de mes grands morts, celle du poète František Halas, l'un des inspirateurs de la poésie tchèque après la seconde guerre mondiale. A l'instar de Michaux, Halas réservait le titre de poète à ceux qui étaient déjà morts, considérant que ce nom relève du domaine de la légende et du mythe.

Plutôt que le titre de poète, Michaux était prêt à accepter celui de peintre. Il feuilletait des photographies de ses dessins — il était trop pauvre pour posséder les originaux, me dit-il avec un sourire — et m'expliqua que le dessin et la peinture lui procuraient un soulagement, un refuge contre l'écriture. Et moi, toujours dans mon monologue intérieur, je me souvenais que, jusqu'à ses vingt-cinq ans, Michaux avait haï la peinture : « Comme s'il n'y avait pas assez de réalité, cette abominable réalité, pensait-il. Encore vouloir la répéter, y revenir ! » Mais il se trompait, parce qu'il ne connaissait pas la réalité réelle. Il ne s'en rapprocha qu'après avoir connu Klee, Ernst, De Chirico, après avoir essayé lui-même d'écrire, puis de peindre et d'amorcer la découverte du véritable espace du poète, l'espace du dedans.

J'écris pour me parcourir. Peindre,
composer, écrire : me parcourir.
Là est l'aventure d'être en vie.
(H. Michaux, Passages, 1950, p. 150)

Un autre jour, Michaux m'invita à déjeuner. Nous avions à peine négocié la rue Séguier pour déboucher sur le quai qu'un photographe surgit inopinément, comme s'il nous avait guetté. Michaux me lança un regard menaçant. Affolé, muet, je fis non de la tête : je ne le connaissais pas, ce n'était pas moi qui l'avait fait venir. Michaux comprit et s'empressa de refermer derrière nous la porte du restaurant. C'était un geste qui m'était familier. Enfant, je refermais la porte avec la même hâte pour que la nuit peuplée de spectres qui emplissait la cour ne puisse me suivre dans la chambre.

Le restaurant était vide, ce qui le tranquillisa. Il aurait voulu quelque chose de léger, mais nous étions venus tard et il n'y avait plus aucun des plats qu'il aurait voulu commander. À la consternation du serveur, il demanda alors une viande en sauce, ce qu'il y avait de plus lourd au menu. Cela aussi, c'était bien lui : il choisissait toujours contre lui-même et allait jusqu'au bout. Comme auparavant lorsqu'il s'était mis en tête de déménager. Le nouveau propriétaire de la maison lui demandait de libérer ce bel appartement avec vue sur le jardin. Michaux aurait pu se défendre, il avait un bail, mais il opta pour la solution la plus difficile : déménager, dans un autre quartier, dans une autre maison tout à fait moderne. Et il me donna immédiatement sa nouvelle adresse. Il savait que je la garderais pour moi. C'est là que dans les années 70 je lui envoyai la collection de ses textes parus à Prague dans une publication non-officielle ; il ne pouvait y avoir de publication officielle, à cause du nom du traducteur, le mien. Et dans ma dernière lettre, je lui fis savoir que je m'installais à Paris, que j'avais choisi l'exil. Il m'y accueillit avec un nouveau livre dédié :

Affrontements, ce souvenir lointain
de Henri Michaux
(Dédicace de Affrontements, 1981)

Je nous revois encore dans ce restaurant, serrés autour de la plus petite des tables, dans le coin le plus éloigné, bien qu'il y eût de la place partout. Cela ressemblait à l'escapade de deux écoliers ou de deux campagnards. Inutile de parler, tout était évident. Y compris le fait que, tout en refusant la curiosité des importuns et les honneurs publics, Michaux n'était nullement insensible aux hommages. Pour lui, l'hommage résidait dans quelque chose d'autre : ainsi, les larmes involontaires de cette femme entendant sur un disque son poème La Ralentie. Des amis du poète écoutaient le disque et leur bonne, une jeune femme, l'entendit aussi par hasard — ce fut elle qui se mit à pleurer. « Elle s'y est reconnue », dit Michaux et ses grands yeux bleus dans ce visage allongé à la Brancusi s'embuèrent à leur tour.

Il s'en excusa avec un sourire et voulut mettre la chose sur le compte de son âge, mais en vain. C'était un de ces instants où le souffle et le temps s'arrêtent en nous.

Tournant le dos, je partis, je ne dis rien, j'avais la mer en moi, la mer éternellement autour de moi. Quelle mer ? Voilà ce que je serais bien empêché de préciser.

(H. Michaux, « La Mer », Épreuves, exorcismes, 1945, p. 121)

Face aux verrous.
Gallimard (Blanche),
1954, 248 p.
Façons d'endormi,
façons d'éveiller.
Gallimard (Blanche),
1970, 248 p.
Idéogrammes
en Chine
Fata Morgana (Huit),
1975, 48 p.
L'Infini turbulent.
Mercure (Biblio,
Mercure), 1964
Jours de silence.
Fata Morgana (Huit),
1978, 48 p.
Klee. 74 œuvres
de 1908 à 1940.
Aventures de lignes
Catalogue
d'exposition. Flinker
K., 1974, 30 p.
Misérable miracle
Gallimard (Point du
Jour), 1972
Moments.
Gallimard (Point du
jour), 1973, 144 p.
Mouvements.
Tirage restreint.
Gallimard, 1982,
88 p.
La Nuit remue.
Gallimard (Blanche),
1970 nouv. éd.,
208 p.
Par la voie des
rythmes.
Fata Morgana (Huit),
1974, 108 p.
Passages.
(1937-1950)
Gallimard (Point du
jour), 1963 nouv. éd.
rév., 264 p.
Plume. Avec :
lointain intérieur
Gallimard (Blanche),
1970 nouv. éd.,
218 p.
Poteaux d'angle.
Gallimard (Blanche),
1981, 96 p.
Poteaux d'angle.
Herne (Envers),
1971, 48 p.
Poteaux d'angles.
Fata Morgana (Huit)
Saisir.
Fata Morgana (Huit),
1979, 112 p.
La Vie dans
les plis.
Gallimard (Blanche),
1949, 252 p.
Une Voie pour
l'insubordination.
Fata Morgana (Huit).

La démocratie est née d'une conception individualiste de la société, c'est-à-dire d'une conception qui voit dans la société, dans toute forme de société, et particulièrement dans la société politique, un produit artificiel de la volonté des individus — contrairement à la conception organique qui a dominé l'Antiquité et le Moyen âge, et pour laquelle le tout était supérieur aux parties.

Trois éléments, caractéristiques de la philosophie sociale de l'époque moderne, ont concouru à la formation de cette conception individualiste de la société et de l'Etat, et à la disparition de la conception organique. Ce sont :

a) la théorie du contrat, au XVII^e et au XVIII^e siècle, qui part de l'hypothèse qu'avant la société civile existe l'état de nature, dans lequel la souveraineté appartient à des individus singuliers, libres et égaux, qui se mettent d'accord pour établir un pouvoir commun, chargé de garantir leur vie et leur liberté (ainsi que leur propriété) ;

b) la naissance de l'économie politique, c'est-à-dire d'une analyse de la société et des rapports sociaux dont le sujet est encore une fois l'individu singulier, l'*homo œconomicus* — et non le *politikon zôon*, l'animal politique de la tradition, lequel n'est pas considéré en lui-même, mais seulement en tant que membre d'une communauté. Individu singulier qui, selon Adam Smith « lorsqu'il cherche son intérêt propre, agit souvent dans celui de la société de façon bien plus efficace qu'il n'entendait le faire » (on connaît du reste l'interprétation récente de Mac Pherson, selon laquelle l'état de nature de Hobbes et de Locke est une préfiguration de la société fondée sur l'économie de marché) ;

c) la philosophie utilitariste de Bentham à Mill, pour laquelle l'unique critère qui permette de fonder une éthique objective, et donc de distinguer le bien du mal sans recourir à des concepts vagues comme celui de « nature », ou à d'autres du même ordre, c'est de partir d'états essentiellement individuels, comme le plaisir et la douleur, et de résoudre le problème traditionnel du bien commun dans la somme des biens individuels ou, selon la formule de Bentham, la félicité du plus grand nombre.

A partir de l'hypothèse de l'individu souverain qui, par un accord avec d'autres individus également souverains, crée la société politique, la doctrine démocratique avait imaginé un Etat sans corps intermédiaires, une société dans laquelle ne s'interposeraient pas, entre le peuple souverain, composé uniquement d'individus (une personne, un suffrage) et ses représentants, ces sociétés particulières critiquées par Rousseau et supprimées d'autorité par la loi Le Chapelier (laquelle n'a été abrogée, en France, qu'en 1887). Or c'est tout le contraire qui s'est produit dans les Etats démocratiques : les groupes — grandes organisations, associations les plus diverses, syndicats des professions les plus variées, partis aux idéologies les plus opposées —, ont pris un poids politique de plus en plus grand, cependant que celui des individus diminuait. Ce sont les groupes, et non les individus, qui sont les acteurs de la vie politique dans une société démocratique. Dans une telle société n'existe plus une entité souveraine, le peuple ou la nation, composée d'individus qui ont acquis le droit de participer directement ou indirectement au gouvernement, c'est-à-dire le peuple conçu comme une unité idéale (ou mystique) ; mais on a affaire à un peuple divisé de fait en groupes opposés et concurrents, relativement autonomes par rapport au gouvernement central (autonomie que les individus singuliers ont perdue, ou qu'ils n'ont jamais eue, sauf dans un modèle idéal de gouvernement démocratique que les faits ont toujours démenté).

Le modèle idéal de la société démocratique était celui d'une société centripète. La réalité que nous

Norberto Bobbio

avons sous les yeux, c'est une société centrifuge, où le pouvoir n'émane pas d'un centre unique (la volonté générale de Rousseau), mais de plusieurs centres, et qui mérite le nom, sur lequel s'accordent tous les spécialistes de sciences politiques, de société polycentrique ou polyarchique — ou, selon une formule plus forte, mais pas entièrement fautive — polycratique. Le modèle de l'Etat démocratique fondé sur la souveraineté du prince était celui d'une société moniste ; la société réelle, sous-jacente aux gouvernements démocratiques, est une société pluraliste.

SIX PROMESSES NON TENUES

LA REVANCHE DES INTERETS

De cette première transformation (première en ce sens qu'elle concerne la distribution du pouvoir) une seconde découle. Elle a trait à la représentation. La démocratie moderne, apparue comme démocratie représentative, contrairement à la démocratie antique, aurait dû être caractérisée par la représentation politique, c'est-à-dire par une forme de représentation dans laquelle le représentant, ayant vocation d'agir dans l'intérêt de la nation, ne saurait avoir les mains liées par un mandat contraignant. Le principe sur lequel repose la représentation politique est l'exaet opposé de celui qui fonde la représentation des intérêts, où le représentant, devant agir dans l'intérêt particulier de celui qu'il représente, est soumis à un mandat contraignant (c'est le propre du contrat de droit privé, qui prévoit la révocation pour abus de mandat). Le mandat libre était à l'origine une prérogative du roi qui, convoquant les Etats généraux, avait demandé que les délégués des différents ordres ne fussent pas envoyés avec des *pouvoirs restrictifs*. Manifestation évidente de la souveraineté, le man-

dat libre fut transposé de la souveraineté du roi à celle de l'assemblée élue par le peuple. Depuis lors, l'interdiction du mandat impératif est devenue une règle constante de toutes les Constitutions qui instituent des démocraties représentatives. La défense à outrance de la représentation politique a toujours trouvé chez les partisans de la démocratie représentative un soutien résolu contre toute tentative de lui substituer la représentation des intérêts.

Jamais une loi constitutionnelle n'a pourtant été aussi souvent violée que celle qui interdit les mandats impératifs. Jamais un principe n'a été aussi peu appliqué que celui de la représentation politique. Mais, dans une société composée de groupes relativement autonomes qui luttent pour leur suprématie, lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts propres contre ceux des autres groupes, une telle norme, un tel principe, peuvent-ils jamais s'appliquer ? Mis à part le fait que tout groupe tend à identifier l'intérêt national à son intérêt propre, existe-t-il un critère universel qui permette de distinguer l'intérêt général de l'intérêt particulier de tel ou tel groupe, ou des intérêts combinés de groupes qui s'allient contre d'autres ?

Quiconque représente des intérêts particuliers a toujours un mandat impératif. Mais où trouver un représentant qui ne représente pas des intérêts particuliers ? Certainement pas du côté des syndicats, dont dépend du reste la négociation d'accords, comme les accords nationaux sur l'organisation et le coût du travail, qui revêtent une énorme importance politique. Au Parlement ? Mais qu'est-ce que la discipline de parti, sinon une violation flagrante de l'interdiction du mandat impératif ? Ceux qui profitent parfois du vote secret pour manquer à la discipline de parti ne sont-ils pas étiquetés comme des « francs-tireurs », c'est-à-dire comme des réprouvés que l'on désigne à la réprobation publique ? Et, surtout, l'interdiction du mandat impératif est une règle que n'accompagne aucune sanction : au contraire, la seule sanction que puisse craindre le député, dont la réélection dépend du soutien de son parti, c'est celle qu'entraînerait la violation de la règle opposée, qui lui impose de se considérer comme lié par le mandat qu'il a reçu de son propre parti.

On a une autre preuve de la revanche, définitive oserai-je dire, de la représentation des intérêts sur la représentation politique, dans le type de rapports qui se sont peu à peu instaurés, dans la majorité des Etats démocratiques européens, entre les grands groupes d'intérêts opposés (les représentants des industriels d'une part, des ouvriers de l'autre) et le Parlement, et qui ont donné naissance à un nouveau type de système social qu'on a appelé, à tort ou à raison, néo-corporatiste.

Ce système est caractérisé par un rapport triangulaire, dans lequel le gouvernement, qui représente théoriquement les intérêts nationaux, intervient uniquement comme médiateur entre les partenaires sociaux et tout au plus comme garant (généralement impuissant) du respect des accords conclus. Ceux qui, il y a dix ans environ, ont élaboré ce modèle, aujourd'hui au centre du débat sur les « transformations de la démocratie », ont défini la société néo-corporatiste comme une forme de solution des conflits sociaux : elle utilise une procédure, celle de l'accord entre grandes organisations, qui n'a rien à voir avec la représentation politique, mais est en revanche un exemple caractéristique de représentation des intérêts.

PERSISTANCE DES OLIGARCHIES

La troisième promesse non tenue concernait la mise en échec du pouvoir oligarchique. Je n'ai pas besoin d'insister beaucoup sur ce point, car il s'agit d'un thème souvent traité, et peu controversé, du moins

depuis qu'à la fin du siècle dernier Gaetano Mosca a exposé la théorie de la classe politique qu'on a appelée, sous l'influence de Pareto, « théorie des élites ». Le principe inspirateur de la pensée démocratique a toujours été la liberté, entendue comme autonomie, c'est-à-dire comme capacité de se donner soi-même des lois, selon la fameuse définition de Rousseau, ce qui devrait avoir pour conséquence la parfaite identification entre celui qui fixe une règle de conduite, et celui qui y est soumis, et donc la disparition de la distinction traditionnelle entre gouvernés et gouvernants sur laquelle s'est fondée toute la pensée politique. La démocratie représentative, seule forme de démocratie qui existe et qui fonctionne, est déjà en elle-même une renonciation au principe de la liberté entendue comme autonomie.

L'idée que, dans l'avenir, la « computercratie », comme on l'a appelée, permettrait l'exercice de la démocratie directe, c'est-à-dire donnerait à chaque citoyen la possibilité de voter par l'intermédiaire d'un cerveau électronique, est une hypothèse puérile. Si l'on en juge par toutes les lois qui sont votées chaque année en Italie, le bon citoyen serait appelé aux urnes au moins une fois par jour. L'excès de participation, qui engendre le phénomène que Dahrendorf a appelé, par dérision, le phénomène du citoyen total, peut avoir pour effet de saturer les citoyens de politique, et d'augmenter l'apathie électorale. Le prix à payer pour la participation de quelques-uns est souvent l'indifférence du plus grand nombre. Rien n'est plus mortellement dangereux pour la démocratie que l'excès de démocratie.

Bien entendu la présence d'élites au pouvoir ne supprime pas la différence entre régimes démocratiques et régimes autocratiques. Mosca le savait, bien qu'il fût un conservateur, (il se proclamait libéral mais non démocrate), il imaginait une typologie complexe des formes de gouvernement, afin de démontrer que, même si l'on trouve toujours des oligarchies au pouvoir, les différentes formes de gouvernement se distinguent quant à leur formation et à leur organisation.

Puisque je suis parti d'une définition de la démocratie qui insiste d'abord sur la procédure, il me faut rappeler que l'un des partisans de cette interprétation, Joseph Schumpeter, avait vu juste, lorsqu'il affirma que ce qui caractérise un gouvernement démocratique, ce n'est pas l'absence d'élites, mais la présence de plusieurs élites qui se font concurrence dans la conquête des suffrages populaires. Dans son récent ouvrage *The Life and Times of Liberal Democracy*, Mac Pherson distingue quatre phases dans le développement de la démocratie, du siècle dernier à aujourd'hui : la phase actuelle, qu'il appelle « démocratie d'équilibre », correspond à la définition de Schumpeter. Un spécialiste italien des élites, interprétant Mosca et Pareto, a distingué de façon synthétique et, à mon avis, incisive, les élites qui s'imposent de celles qui se proposent.

DEMOCRATIE POLITIQUE ET DEMOCRATIE SOCIALE

Si la démocratie n'a pas réussi à éliminer le pouvoir oligarchique, elle n'est pas davantage parvenue à occuper tous les espaces dans lesquels s'exerce un pouvoir dont les décisions engagent tout un groupe social. De ce point de vue, la distinction qu'il faut faire n'est plus entre pouvoir de quelques-uns et pouvoir du plus grand nombre, mais entre pouvoir qui vient du bas

et pouvoir qui vient du haut. Par ailleurs on devrait parler d'inconséquence plus que de non-accomplissement, étant donné que la démocratie moderne est née comme une méthode de légitimation et de contrôle des décisions politiques au sens étroit du terme, c'est-à-dire du « gouvernement » proprement dit, national ou local ; dans ce contexte, l'individu singulier n'est considéré que dans son rôle général de citoyen, et non dans ses rôles multiples de fidèle d'une religion, de travailleur, d'étudiant, de soldat, de consommateur, de malade, etc.

Après la conquête du suffrage universel, si l'on peut encore parler d'une extension du processus de démocratisation, celui-ci ne concernerait pas tant le passage de la démocratie représentative à la démocratie directe, comme on le croit habituellement, que le passage de la démocratie politique à la démocratie sociale ; non la réponse à la question « qui vote ? », mais à la question « sur quoi vote-t-on ? ». En d'autres termes, lorsque l'on veut savoir si la démocratie a progressé dans un pays donné, on devrait voir si ont augmenté non le nombre de ceux qui ont le droit de participer aux décisions qui les concernent, mais les espaces dans lesquels ils peuvent exercer ce droit. Tant que le processus de démocratisation n'aura pas entamé les deux grands blocs au sein desquels, dans les sociétés

avancées, le pouvoir s'exerce de haut en bas, c'est-à-dire l'entreprise et l'appareil administratif, il ne pourra se considérer comme achevé (je laisse de côté la question de savoir si une telle évolution est non seulement possible, mais souhaitable).

Mais il me semble assez intéressant d'observer que dans certains de ces espaces non politiques (au sens traditionnel du terme), par exemple dans les usines, on a parfois assisté à la proclamation de certains droits à la liberté individuelle, dans le cadre du système spécifique de pouvoir, d'une façon analogue à ce qu'a représenté la déclaration des droits du citoyen par rapport au système du pouvoir politique : je pense,

par exemple, au statut des travailleurs, proclamé en Italie en 1970, et aux initiatives en cours en vue de l'établissement d'une charte des droits du malade. Même en ce qui concerne les prérogatives du citoyen par rapport à l'Etat, l'obtention des droits à la liberté individuelle a précédé celle des droits politiques. Comme je l'ai déjà dit lorsque j'ai évoqué le rapport entre Etat libéral et Etat démocratique, l'obtention des droits politiques a été une conséquence naturelle de l'obtention du droit à la liberté individuelle, parce que la seule garantie du respect de ces droits, c'est le droit



de contrôler le pouvoir chargé de les garantir.

LE POUVOIR INVISIBLE

La cinquième promesse non-tenue qui distingue la démocratie réelle de son modèle idéal concerne l'élimination du pouvoir invisible. Contrairement au rapport entre démocratie et pouvoir oligarchique, qui a donné lieu à une abondante littérature, la question du pouvoir invisible a été jusqu'à présent trop peu explorée (notamment parce qu'elle ne se prête pas aux méthodes de recherche habituellement utilisées par les sociologues, comme les interviews, les sondages d'opinion, etc.).

Il se peut que je sois particulièrement influencé par ce qui se passe en Italie, où la présence du pouvoir invisible (mafia, camorra¹³, fausses loges maçonniques, services secrets incontrôlés et qui protègent les groupes subversifs qu'ils sont chargés de contrôler) est, qu'on me permette ce jeu de mots, des plus visibles. Il est cependant de fait que c'est dans le livre d'un écrivain américain, Alan Wolfe, *The Limits of Legitimacy* que cette question a été à ma connaissance la plus amplement traitée. Wolfe consacre un chapitre bien documenté à ce qu'il appelle « l'Etat double », double en ce sens qu'à côté de l'Etat visible existerait un Etat invisible. C'est un fait bien connu que la démocratie est née dans la perspective de chasser pour toujours des sociétés humaines le pouvoir invisible, afin de donner naissance à un gouvernement dont les actes devraient s'accomplir publiquement, au grand jour¹⁴ (selon l'expression de Maurice Joly). Ce sont les démocraties de l'Antiquité qui ont servi de modèle à la démocratie moderne, et notamment la petite cité d'Athènes, à l'époque heureuse où le peuple se réunissait sur l'Agora et prenait librement ses décisions, à la lumière du soleil, après avoir écouté les orateurs qui illustraient les différents points de vue. Platon, pour la dénigrer (mais Platon était un antidémocrate) l'avait surnommée « théâtrocratie » (expression que l'on retrouve, et ce n'est pas un hasard, chez Nietzsche). L'une des raisons de la supériorité de la démocratie, par rapport aux Etats absolus qui avaient relavorisé les *arcana imperii*, et soutenaient, en s'appuyant sur des arguments historiques et politiques, que les grandes décisions politiques devaient nécessairement être prises dans le secret des cabinets ministériels, loin des regards indiscrets du public, ce fut la conviction que le gouvernement démocratique pourrait enfin engendrer la transparence du pouvoir, le « pouvoir sans masque ».

Dans l'Appendice à la *Paix perpétuelle*, Kant a énoncé et illustré ce principe fondamental selon lequel « toutes les actions relatives au droit des autres hommes, dont le principe n'est pas susceptible d'être rendu public, sont injustes », voulant signifier par là qu'une action que je suis contraint de tenir secrète est certainement une action non seulement injuste, mais de nature à susciter, si elle était rendue publique, une réaction qui rendrait son accomplissement impossible : quel Etat, pour reprendre l'exemple que choisit Kant, pourrait déclarer publiquement au moment même où il négocie un traité international, qu'il ne le respectera pas ? Quel fonctionnaire de l'Etat pourrait déclarer publiquement qu'il va utiliser l'argent public pour servir des intérêts privés ?

On voit, à poser ainsi le problème, que le fait d'exiger la publicité des actes de gouvernement est important non seulement, comme on a coutume de le dire, pour permettre aux citoyens de connaître, et partant, de contrôler, les actes de ceux qui détiennent

BOBBIO, Norberto

La Guerre et ses théories. PUF (Annales de philosophie politique 9), 1970, 216 p. On Mosca and Pareto. Droz, 1972, 80 p.



le pouvoir, mais aussi parce que cette publicité est déjà en elle-même une forme de contrôle : c'est un expédient qui permet de distinguer ce qui est licite de ce qui ne l'est pas.

Ce n'est pas un hasard si la politique des *arcana imperii* est allée de pair avec les théories de la raison d'Etat, c'est-à-dire avec des théories selon lesquelles l'Etat a le droit de faire des choses qui sont interdites aux personnes privées ; et dans ce cas l'Etat est contraint, pour ne pas faire de scandale, d'agir en secret. (Pour donner une idée du pouvoir exceptionnel du tyran, Platon écrit qu'il n'est permis qu'au tyran et à lui seul d'accomplir publiquement des actes scandaleux que le commun des mortels n'oserait qu'en rêve imaginer d'accomplir).

Il va sans dire que le contrôle public du pouvoir est encore plus nécessaire à notre époque, car les moyens techniques dont disposent ses détenteurs pour connaître dans les moindres détails tout ce que font les citoyens qu'énormément augmenté, et sont pratiquement illimités. Si j'ai exprimé quelques doutes quant au bien que pourrait faire la « computeratie » à la démocratie des gouvernés, je n'en ai aucun sur les services qu'elle pourrait rendre aux gouvernants. Ceux qui exercent le pouvoir ont toujours rêvé de connaître chaque geste, d'entendre chaque parole de leurs sujets (si possible sans être vus ni entendus) : ce rêve est aujourd'hui réalisable.

Aucun despote de l'Antiquité, aucun monarque absolu des temps modernes, même avec mille espions à son service, n'est jamais parvenu à obtenir sur ses sujets les informations que le plus démocratique des gouvernements peut attendre des cerveaux électroniques. La vieille question qui court à travers toute l'histoire de la pensée politique : « Qui gardera les gardiens ? » peut aujourd'hui être formulée ainsi : « Qui contrôlera les contrôleurs ? » Si l'on ne parvient pas à fournir une réponse appropriée à cette question, la démocratie, en tant qu'avènement d'un gouvernement visible, est perdue. Plus que d'une promesse non tenue, il s'agirait alors carrément d'une tendance contraire aux présupposés même de la démocratie : une tendance non plus au contrôle maximum du pouvoir par les citoyens, mais au contrôle maximum des sujets par le pouvoir.

FORMATION DES CITOYENS

La sixième promesse non-tenue a trait à l'apprentissage de la citoyenneté. Depuis deux siècles, les discours qui vantent les mérites de la démocratie ne manquent jamais de souligner que la seule façon de faire d'un sujet un citoyen, c'est de lui attribuer ces droits que les théoriciens du droit public du siècle dernier appelaient *activa civitatis* ; selon cette thèse, l'apprentissage de la démocratie s'opère dans l'exercice même de la pratique démocratique. Il ne lui est pas antérieur ; ni selon le modèle jacobin, pour lequel vient d'abord la dictature révolutionnaire puis, dans un second temps seulement, le règne de la vertu. Ni selon le modèle de la démocratie classique, puisque le règne de la vertu (laquelle pour Montesquieu constituait le principe de la démocratie, par opposition à la peur, principe du despotisme), c'est la démocratie elle-même, qui ne peut se passer de la vertu — au sens de l'amour de la chose publique —, mais en

même temps la développe, l'alimente, et la renforce.

L'un des textes qui illustrent le mieux ce point de vue se trouve dans le chapitre sur la meilleure forme de gouvernement des « *Considerations sur la démocratie représentative* » de John Stuart Mill ; celui-ci établit une distinction entre citoyens actifs et citoyens passifs, et précise qu'en général les gouvernements préfèrent les seconds, — parce qu'il est beaucoup plus facile d'avoir en main des sujets dociles ou indifférents — mais que la démocratie a besoin des premiers. Si les citoyens passifs devaient l'emporter, conclut-il, les gouvernements feraient bien volontiers de leurs administrés un troupeau de moutons tout juste bons à brouter l'un à côté de l'autre, (et j'ajouterais, à ne rien dire, même quand l'herbe vient à manquer). Cela le conduisait à proposer l'élargissement du suffrage aux classes populaires, à partir de cet argument que l'un des remèdes à la tyrannie de la majorité, c'est justement de faire participer aux élections les classes populaires aussi, et pas seulement les classes aisées qui représentent toujours une minorité de la population et tendent naturellement à pourvoir exclusivement à leurs propres intérêts. La participation aux élections a, disait-il, une grande valeur formatrice ; c'est par la discussion politique que l'ouvrier, dont le travail est répétitif et se borne à l'horizon étroit de son usine, réussit à comprendre la relation entre des événements lointains et ses propres intérêts, à établir des rapports avec des citoyens différents de ceux avec lesquels il est en rapport quotidien, et à devenir membre conscient d'une communauté.

L'éducation à la citoyenneté a été l'un des thèmes favoris de la science politique américaine des années cinquante, un thème rangé sous l'étiquette de la « culture politique » et qui a fait couler des flots d'encre rapidement pâlie : parmi les nombreuses distinctions que l'on a alors établies, je rappellerai la distinction entre « culture de sujets », c'est-à-dire orientée vers les *outputs* du système — les bénéfices que l'électeur espère tirer du système politique —, et culture de la participation — c'est-à-dire orientée vers les *inputs* — qui est le propre d'électeurs qui se considèrent comme potentiellement engagés dans l'articulation des demandes et la formation des décisions.

Regardons ce qui se passe autour de nous : dans les démocraties les plus affirmées, on assiste, impuissants, au phénomène de l'apathie politique, qui touche souvent presque la moitié du corps électoral. Du point de vue de la culture politique, il s'agit là de personnes qui ne sont orientées ni vers les *outputs*, ni vers les *inputs* : tout simplement, elles se désintéressent de ce qui se fait au « palais », comme on dit en Italie — et l'expression me paraît bien choisie. Je sais que l'on

peut interpréter avec bienveillance cette apathie politique. Mais les interprétations les plus bienveillantes ne m'enlèveront pas de l'esprit que les grands théoriciens de la démocratie n'inclineraient guère à reconnaître dans ce renoncement à user de ses droits le résultat d'un bon apprentissage de la citoyenneté.



Dans les régimes démocratiques, comme celui de l'Italie, où le taux de participation aux consultations électorales est encore très élevé (mais il baisse à chaque élection), on a de bonnes raisons de croire que la tendance est à la diminution du vote d'opinion, et à l'augmentation du vote-monnaie d'échange, un vote, pour employer la terminologie asseptisée des *political scientists*, orienté vers les *outputs*, ou, pour user d'un terme plus cru mais peut-être moins trompeur, clientélaire, fondé, même s'il s'agit souvent d'une illusion, sur le *do ut des* (donnant-donnant : soutien politique contre avantages personnels). On peut là encore donner des interprétations bienveillantes du vote considéré comme monnaie d'échange. Mais je ne peux m'empêcher de penser à Tocqueville : déplorant dans un discours à la Chambre des députés (le 27 janvier 1848) la dégénérescence de l'esprit public, laquelle « de plus en plus substitue des intérêts particuliers aux sentiments, aux opinions, aux idées communes », il se demandait, tourné vers ses collègues, « si n'aurait pas augmenté le nombre de ceux qui votent par intérêt personnel, et si n'aurait pas diminué le nombre de ceux qui votent sur la base d'une opinion politique » ; et il flétrissait cette tendance comme l'expression d'une « morale basse et vulgaire », selon laquelle « ceux qui jouissent de droits politiques estiment... pouvoir en faire un usage personnel dans leur intérêt particulier ».

LE GOUVERNEMENT DES TECHNICIENS

Six promesses non tenues. Mais pouvaient-elles l'être ? Je répondrai : non. Le projet politique démocratique a été conçu pour une société beaucoup moins complexe que la nôtre. Ses promesses n'ont pas été tenues du fait d'obstacles qui n'avaient pas été prévus, ou qui ont surgi à la suite des « transformations » (c'est je crois le terme qui convient) de la société civile. J'en indiquerai trois.

Le premier : au fur et à mesure que les sociétés passaient d'une économie familiale à une économie de marché, et d'une économie de marché à une économie protégée, réglementée, planifiée, les problèmes politiques qui exigent des connaissances techniques se sont multipliés. Les problèmes techniques exigent des experts, une foule toujours croissante de spécialistes. Saint-Simon, qui souhaitait voir le gouvernement des experts se substituer à celui des légistes, s'en était déjà rendu compte il y a plus d'un siècle. Avec le développement d'instruments de calcul dont Saint-Simon n'aurait même pas pu avoir l'idée, et que seuls des experts sont en mesure d'utiliser, l'exigence de ce que l'on appelle le « gouvernement des techniciens » a prodigieusement augmenté.

Technocratie et démocratie sont antithétiques : si dans la société industrielle le pouvoir de décision revient à l'expert, il n'appartient donc pas au premier citoyen venu. La démocratie est fondée sur l'hypothèse que tous peuvent décider de tout. Pour la technocratie, au contraire, ne sont appelés à décider que les quelques uns qui « s'y connaissent ». A l'époque des Etats absolutistes, le *vulgarum*, je l'ai déjà dit, devait être tenu à l'écart des *arcana imperii*, (secrets d'Etats) car on le jugeait trop ignorant. Aujourd'hui, il est assurément moins ignorant. Mais les problèmes à résoudre — lutte contre l'inflation, plein emploi, distribution plus juste des revenus — ne sont-ils pas devenus toujours plus compliqués ? Ne supposent-ils pas des compétences scientifiques et techniques qui en font autant de « secrets » pour le citoyen moyen d'aujourd'hui (même plus instruit) ?

Le second obstacle dont on n'avait pas prévu le surgissement, c'est la croissance continue de l'appareil bureaucratique : un appareil de pouvoir hiérarchisé du sommet à la base, et donc diamétralement opposé au système de pouvoir démocratique. Si l'on se représente un système politique comme une pyramide, à partir de cette idée que dans une société il y a différents degrés de pouvoir, dans la société démocratique le pouvoir va de la base au sommet ; dans une société bureaucratique, il va au contraire du sommet à la base.

Etat démocratique et Etat bureaucratique sont historiquement beaucoup plus liés l'un à l'autre que leur caractère contradictoire ne pourrait le laisser supposer. Tous les Etats qui sont devenus plus démocratiques sont devenus en même temps plus

bureaucratiques, parce que le processus de bureaucratisation a été en grande partie une conséquence du processus de démocratisation. La preuve en est qu'aujourd'hui le démantèlement de l'Etat assistantiel (qui s'est appuyé sur un appareil bureaucratique comme on n'en avait jamais vu) dissimule l'intention, je ne dirai pas de démanteler, mais de réduire dans des limites bien précises le pouvoir démocratique. On sait assez pourquoi démocratisation et bureaucratisation sont allées de pair — Max Weber du reste l'avait déjà vu. Quand seuls les propriétaires avaient le droit de vote, il était naturel qu'ils demandent à la puissance publique de s'exercer qu'une seule fonction : la protection de la propriété. C'est ainsi que sont nées la doctrine de l'Etat limité, de l'Etat-gendarme, ou, comme on dit aujourd'hui, de l'Etat-minimum, et la représentation de l'Etat comme une association de propriétaires pour la défense de ce droit naturel suprême qu'était justement pour Locke le droit de propriété. A partir du moment où le droit de vote a été étendu aux analphabètes, il était naturel que ceux-ci demandent à l'Etat de créer des écoles gratuites, et d'assumer par conséquent une charge inconnue de l'Etat des oligarchies traditionnelles ou de la première oligarchie bourgeoise. De même quand le droit de vote fut étendu aux non-propriétaires, à ceux qui ne possédaient rien d'autre que leur force de travail, ceux-ci réclamèrent à l'Etat une protection contre le chômage, et, par la suite, des assurances sociales contre la maladie et la vieillesse, des mesures en faveur de la maternité, des logements à bon marché, etc. C'est ainsi que l'Etat assistantiel, l'Etat social, a été, qu'on le veuille ou non, la réponse à une demande venue d'en bas : une demande, au plein sens du terme, démocratique.

LE FAIBLE RENDEMENT DU SYSTEME

Le troisième obstacle est étroitement lié au problème du rendement du système démocratique dans son ensemble, problème qui au cours des dernières années a donné naissance au débat sur ce qu'on a appelé « l'ingouvernabilité » de la démocratie. De quoi s'agit-il ? En bref, l'Etat libéral d'abord, puis son élargissement en Etat démocratique, ont contribué à émanciper la société civile par rapport au système politique. Ce processus d'émancipation a fait de la société civile une source absolument inépuisable de demandes adressées au gouvernement qui, s'il veut remplir correctement sa fonction, doit leur apporter une réponse appropriée. Mais comment peut-il le faire quand les exigences qui émanent d'une société libre et émancipée sont chaque jour plus nombreuses, plus pressantes, plus coûteuses ? La condition indispensable de tout régime démocratique, c'est, je l'ai dit, la protection des libertés civiles : or la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association, constituent autant de voies par lesquelles le citoyen peut réclamer à ses gouvernants toutes sortes d'avantages et de services, une plus juste répartition des ressources. Le nombre de ces demandes, la rapidité avec laquelle elles se succèdent, sont tels qu'aucun système politique, si efficace soit-il, n'est en mesure d'y faire face. Il en résulte ce qu'on a appelé une « surcharge », et la nécessité pour le système politique d'opérer des choix drastiques. Mais choisir, c'est exclure : et les demandes non satisfaites engendrent le mécontentement.

En outre, la rapidité avec laquelle se succèdent les exigences des citoyens contraste avec la lenteur que les procédures complexes propres à un système politique démocratique imposent à la classe politique lorsqu'il s'agit de prendre les décisions nécessaires. Il se crée ainsi un véritable déphasage entre l'expression toujours plus rapide des besoins, et leur satisfaction toujours plus lente. C'est le contraire de ce qui se passe dans un système autocratique : celui-ci, ayant tordu le cou à l'autonomie de la société civile, est en mesure de contrôler la demande, et se montre effectivement plus rapide à lui faire face, puisqu'il n'est pas tenu de respecter les procédures complexes qui ralentissent la prise de décision dans un système parlementaire. En résumé, la démocratie a la demande facile, mais la réponse difficile ; l'autocratie, au contraire, est en mesure de rendre la demande plus difficile, et dispose

de plus de facilités pour y répondre.

Et pourtant... Après tout ce que je viens de dire, on pourrait s'attendre à une vision catastrophique de l'avenir de la démocratie. Il n'en est rien. Contrairement à ce qui s'est passé dans la période de l'entre-deux-guerres, que Elie Halévy a appelée, dans un ouvrage célèbre, « l'ère des tyrannies », au cours des quarante dernières années l'espace des régimes démocratiques s'est considérablement élargi : le livre de

Juan Linz, *La caduta dei regimi democratici*⁽¹⁾ emprunte l'essentiel de ses références aux années qui ont suivi la première guerre mondiale ; en revanche, celui de Julian Santamaria « *Transizione alla democrazia nell'Europa del Sud e nell'America Latina* »⁽²⁾, tire les siennes de la période postérieure à la seconde guerre mondiale. Après la première guerre mondiale, il a suffi de quelques années en Italie, de dix ans en Allemagne, pour abattre l'Etat parlementaire. Après la seconde, dans les pays où la démocratie a été restaurée, elle s'est maintenue, et dans d'autres pays ce sont des régimes autoritaires qui ont été abattus. Même dans un pays de démocratie qui ne gouverne pas, ou mal, comme l'Italie, la démocratie ne court pas de danger sérieux — même si je ne peux m'empêcher de frémir en disant cela.

Entendons-nous bien : je parle de dangers internes, ceux qui peuvent venir de l'extrémisme de droite ou de gauche. En Europe de l'Est, où des régimes démocratiques ont été étouffés à peine nés, ou bien n'ont pas réussi à naître, le péril est venu, et vient toujours, de l'extérieur. Mon analyse a porté sur les difficultés internes de la démocratie, pas sur les menaces liées à la place des différents pays dans le système international.

Or je conclurai que les promesses non tenues et les obstacles imprévus dont j'ai parlé ne sauraient « transformer » un régime démocratique en régime autocratique. La différence essentielle entre les uns et les autres demeure ; le contenu minimum de l'Etat démocratique n'a pas disparu : garantie des principaux droits de liberté, pluralisme politique, élections périodiques au suffrage universel, décisions collectives, ou concertées, ou encore prises à la majorité, en tout cas toujours à la suite d'une libre discussion entre les parties, ou entre les alliés au sein d'une coalition gouvernementale. Il y a des démocraties plus ou moins solides, plus ou moins vulnérables que d'autres ; elles s'approchent à des degrés divers, du modèle idéal, mais même celle qui s'en éloigne le plus ne saurait en aucune façon être confondue avec un Etat autocratique — encore moins avec un Etat totalitaire.

Je n'ai rien dit des menaces extérieures, car je parle de l'avenir de la démocratie, pas de l'avenir de l'humanité — sur lequel, je dois l'avouer, je ne suis pas disposé à faire le moindre pari.

Il me semble toutefois que je peux risquer cette constatation finale, même si elle est un peu hasardeuse : jusqu'à maintenant aucune guerre n'a éclaté entre des Etats soumis à un régime démocratique. Ce qui ne veut pas dire que les Etats démocratiques n'aient pas fait de guerres ; mais jusqu'à présent ils n'en ont jamais fait entre eux. L'affirmation, je l'ai dit, est téméraire, mais j'attends toujours un démenti : Kant n'avait-il pas raison de poser comme premier article d'un éventuel traité pour la paix perpétuelle que « la Constitution de tout Etat doit être républicaine » ? Certes le concept de « républicain

LET'S MAKE THINGS



PERFECTLY CLEAR

que » auquel se réfère Kant ne coïncide pas avec ce que nous entendons aujourd'hui par « démocratie » : Mais l'idée que l'organisation interne des Etats pourrait faire obstacle à la guerre est une idée forte et féconde ; elle a inspiré nombre de projets pacifistes qui se sont succédé depuis deux siècles, même s'ils sont restés lettre morte. Les objections opposées au principe de Kant sont toujours venues de ce qu'on n'avait pas compris que, ce principe étant universel, il ne vaut que si tous les Etats, et pas seulement

quelques-uns, revêtent la forme de gouvernement nécessaire à l'établissement de la paix perpétuelle.

Pour terminer il me faut apporter une réponse à une question fondamentale que j'ai souvent entendue poser, surtout par des jeunes gens, si prompts aux illusions comme aux désillusions : si la démocratie est avant tout un ensemble de règles de procédure, comment peut-elle prétendre compter sur des « citoyens actifs » ? Pour faire des citoyens actifs, ne faut-il pas des idéaux ? Bien sûr, mais comment ne pas voir quels grands combats pour des idéaux ont engendré ces règles de procédure ? Essayons de les énumérer :

— Surgit d'abord, après des siècles de sanglantes guerres de religion, l'idéal de tolérance. Si à l'heure actuelle quelque chose menace la paix dans le monde, le danger vient une fois de plus du fanatisme, de la foi aveugle dans sa propre vérité, et la force capable de l'imposer : pas besoin d'exemples : nous en avons chaque jour sous les yeux.

— Vient ensuite l'idéal de la non-violence : je n'ai jamais oublié l'enseignement de Karl Popper, pour qui la différence fondamentale entre un gouvernement démocratique et un gouvernement non-démocratique, c'est que seul le premier permet aux citoyens de se débarrasser de leurs gouvernants sans effusion de sang. Ces règles formelles de la démocratie, si souvent tournées en dérision, ont introduit pour la première fois dans l'Histoire des techniques permettant de résoudre les conflits sociaux sans recourir à la violence. Ce n'est que lorsque ces règles sont respectées que l'adversaire cesse d'être un ennemi (qu'il faut abattre) pour devenir un opposant qui pourrait bien demain prendre notre place.

— Troisièmement, l'idéal de l'évolution de la société à travers le libre débat d'idées et le changement des mentalités et des modes de vie : seule la démocratie permet que naissent et s'étendent des révolutions silencieuses comme celle qui, au cours des dernières décennies, a transformé les rapports entre les sexes, et constitue peut-être la plus grande révolution de notre époque.

— Enfin, l'idéal de la fraternité venu de la Révolution française. L'Histoire humaine est dans une large mesure, une histoire de luttes fratricides. Dans sa « Philosophie de l'Histoire », Hegel définit l'Histoire comme « un immense abattoir ». Comment lui donner tort ? Dans aucun pays au monde, les méthodes démocratiques ne peuvent se maintenir si elles n'entrent pas dans les mœurs. Mais comment entreraient-elles dans les mœurs, si n'est pas reconnue la fraternité qui unit tous les hommes dans une communauté de destin ? Une telle reconnaissance est d'autant plus nécessaire aujourd'hui, que nous devenons chaque jour plus conscients de ce destin commun : et nous devons, si quelque faible lueur de raison éclaire notre chemin, agir en conséquence.

(1) En français dans le texte.

(2) *La mafia napolitaine* (NDT).

(3) La chute des régimes démocratiques.

(4) Transition à la démocratie en Europe du Sud et en Amérique latine.

Voilà maintenant trois ans, François Mitterrand était élu président de la République française. Tout début juin, des journalistes lui demandèrent son sentiment sur la série presque ininterrompue de défaites électorales subies par l'Union de la gauche au cours des élections partielles de l'année écoulée. Il leur répondit que les Français s'étaient prononcés contre la tempête, mais qu'ils n'avaient pas forcément voté contre le capitaine du navire.

Nous avons pu cet été assister à une démonstration spectaculaire de la présence d'esprit et du talent manœuvrier de Mitterrand, mais, ni avant ni après le 17 juin, il ne souleva les questions que tout observateur de la scène politique française est en devoir de se poser : ni celle de savoir, par exemple, si le capitaine et son équipage du moment se montreraient capables de sortir de la tempête d'ici aux élections législatives du printemps 1986 ; ni s'il resterait lui-même à son poste, dans le cas où l'équipage serait jeté par-dessus bord par les électeurs en 1986 ; ni même si le navire gardait toujours le cap sur une destination connue... Car, tout au long de ce printemps et de cet été du mécontentement français, la réalité fut surtout faite de charivaris et d'errements, de doutes et de divisions.

2

Le général De Gaulle évoquait un jour le contraste existant entre l'agitation toute superficielle des politiciens français et l'unanimité latente qu'il croyait deviner dans la population. Plus récemment, Jacques Delors — l'énergique ministre des Finances du précédent gouvernement, qui, n'ayant finalement pas été retenu comme Premier ministre par Mitterrand, préféra prendre la présidence de la Commission de la Communauté européenne — faisait état de plusieurs « domaines de large consensus », et non des moindres, que l'on pouvait retrouver jusque chez les politiciens de l'opposition. A vrai dire, le consensus s'avère plus flou que véritablement défini, et ce pour des raisons qui varient selon les cas.

Le premier cas est celui de la politique étrangère et de la Défense. Il existe effectivement un consensus autour des principes élémentaires de la diplomatie gaulienne, au rang desquels on retrouve l'autonomie nucléaire et l'indépendance nationale, l'intervention dans les affaires mondiales et la coopération entre Etats européens (avec l'Allemagne de l'Ouest, en particulier). Mais, de plusieurs manières, Mitterrand a apporté quelques modifications à ces principes. Il a opéré un rapprochement avec les Etats-Unis, en raison du souci que causent aux Français l'accroissement de la puissance militaire soviétique et l'équilibre des forces en Europe. Par ailleurs, il s'est efforcé d'intensifier la collaboration franco-allemande, en même temps que de ranimer une Communauté européenne apathique : les Français, en effet, s'inquiètent de la montée du pacifisme et du nationalisme en Allemagne fédérale ; ils ont, en outre, le souci de voir les pays indépendants d'Europe occidentale montrer leurs capacités à relever le défi lancé par le Japon et les Etats-Unis pour la « troisième révolution industrielle ».

De façon générale, ces retouches ont été bien acceptées, même par le parti néo-gaulliste de Jacques Chirac. Et les adversaires politiques du président n'ont rien trouvé à redire ni à sa conduite lors du voyage à

Moscou en juin dernier — au cours duquel il parla sans ambages de Sakharov —, ni à la manière qui fut la sienne de défaire les innombrables nœuds qui ligo-taient la Communauté européenne depuis des mois. Il existe toutefois des contradictions profondes, non dépassées, entre le désir d'indépendance nationale et la mise en œuvre d'une intégration plus étroite à l'Europe occidentale, à la fois sur le plan politique et sur le plan militaire ; de plus, la lune de miel franco-américaine est à la merci de la politique que mènera le président Reagan durant son second mandat. Des choix difficiles seront donc à faire, spécialement en matière de Défense, qui pourraient faire violence au consensus actuel.

Le deuxième cas est celui de la Constitution élaborée par De Gaulle, en 1958. A l'heure actuelle, seule l'extrême-droite, menée par de vieux ennemis du général (Le Pen, ancien parachutiste, ne lui pardonna jamais la « perte » de l'Algérie française), ose s'en prendre aux institutions de la Cinquième République. Mitterrand, qui se montra le plus féroce critique du pouvoir présidentiel aussi longtemps qu'il fut dans l'opposition, n'aurait jamais pu obtenir l'assentiment du Parti socialiste à son actuelle politique économique (et même à l'abandon du projet de loi sur la réforme de l'enseignement privé, qui occasionna tant de conflits avec l'opposition) s'il n'avait disposé de ce formidable pouvoir dont jouit l'exécutif sous la présente Constitution — pouvoir que lui, Mitterrand, tente d'étendre

ajoutent : du marxisme aussi). La tardive découverte du Goulag, d'Hannah Arendt, d'Orwell, et le traumatisme provoqué par les événements de 1981 en Pologne ont contribué à la formation de ce nouveau militantisme qui, à son tour, a renforcé l'« antipacifisme » français, l'attachement au principe de la dissuasion nucléaire et, en politique étrangère, le « pro-américanisme ».

L'élite intellectuelle a donc abandonné ses positions idéologiques d'antan, non pas en faveur de cette science sociale qu'annonçait et préconisait le sociologue Michel Crozier, il y a une vingtaine d'années, mais pour d'autres positions idéologiques, encore plus vagues et bien peu cohérentes. Du reste, ce nouveau consensus n'a aucunement créé l'harmonie entre intelligentsia et pouvoir. Le fait que des intellectuels aient dénoncé la présence de ministres communistes dans le précédent gouvernement, ainsi que les aspects marxisants de la politique mitterrandienne et du credo socialiste, est un trait significatif de cette mésintelligence⁽²⁾. Même au sein du peloton plutôt réduit d'intellectuels soutenant encore Mitterrand, on se montre très critique à l'égard des éléments « jacobins » ou étatistes de la gauche et l'on se trouve dans les mêmes dispositions anticommunistes, antitotali-

naires, ultra-libérales ; il en résulte que ces partisans semblent parfois plus proches des censeurs que des défenseurs politiques du régime.

En fin de compte, l'auto-satisfaction que l'intelligentsia tire de ses positions anti-quelque chose accentue la division entre le nouveau consensus et le bataillon déjà clairsemé et toujours plus réduit des penseurs pro-soviétiques ou progressistes ; du côté de la droite, elle parvient à brouiller la ligne de démarcation séparant les vrais libéraux des « néo-conservateurs » agressifs et réactionnaires, et de la

nouvelle droite. Brouillée, elle aussi, la ligne qui sépare tous ceux qui accepteraient un socialisme à la française réalisant ce que fit la social-démocratie allemande en 1959 à Bad Godesberg — à savoir le rejet clair et net du marxisme —, et ceux qui jugent néfaste tout égalitarisme, qui prétendent que, du socialisme au fascisme et au Goulag, la voie est toute tracée. Le détestable conformisme de gauche n'est pas loin de se voir remplacer par la plus dangereuse des confusions.

Jacques Delors faisait aussi référence au consensus qui se fait autour de la politique et des concepts économiques du gouvernement français. C'est vrai dans la mesure où ce gouvernement a été contraint de s'engager dans la voie d'une plus grande austerité, à partir du printemps 1982. Entre le remède de choc que Delors et son successeur Pierre Bérégovoy ont prescrit ces derniers mois et celui qu'administra le Premier ministre Raymond Barre de 1972 à 1981, il existe moins de différence qu'entre la politique économique actuelle et celle de type keynésien que les socialistes appliquèrent dans l'enthousiasme de 1981. Il n'en reste pas moins que le découps des choix économiques de

MITTERRAND FACE A LA FRANCE

Stanley Hoffmann

encore aujourd'hui. Pourtant, en dépit de cet accomplissement général, la France pourrait bien être à la veille d'une période de tourmente institutionnelle, comme je vais tenter de le démontrer plus loin.

Il existe un troisième consensus, celui de l'intelligentsia, formée des plus brillants universitaires et écrivains français, parisiens pour la plupart. Depuis le milieu des années 70, ces intellectuels n'ont cessé de s'écarter des dogmes marxistes ou gauchistes qui prévalaient depuis la Libération en 1944 et qu'au prime abord, Mai 68 semblait avoir renforcés ; rétrospectivement, en effet, les événements de mai 1968 semblent avoir plutôt été l'un des principaux facteurs de liquidation de la vieille orthodoxie. Bon nombre de gauchistes non-communistes de cette période sont devenus d'ardents anticommunistes, ont redécouvert les valeurs libérales et se sont ralliés à la défense des droits de l'homme. Ils ont été rejoints par certains intellectuels transfuges du parti communiste et par d'anciens gauchistes modérés, artistes et écrivains, qui ont progressivement viré à droite. Des conservateurs libéraux proches de Raymond Aron et des doctrinaires anti-égalitaires de la nouvelle droite, qui fut pour un temps à la mode, ont ainsi eu droit à un peu plus de considération.

Aujourd'hui, cette intelligentsia se rencontre sur un terrain commun : celui de l'antitotalitarisme, de la dénonciation des méfaits de l'Union soviétique en particulier et du communisme en général (d'aucuns

1981 est à l'origine des difficultés majeures que le gouvernement affronte aujourd'hui : il avait alors laissé s'accumuler le déficit en augmentant les salaires et les allocations de chômage, en dépensant sans compter pour nationaliser dans le secteur bancaire et dans l'industrie, tout en réduisant la semaine de travail...

Au printemps 1984, Mitterrand redéfinissait ouvertement le projet de société socialiste, celui d'une société d'économie mixte (que la France connaissait depuis 1944). Il affirmait la priorité de la production sur la distribution, excommunait le protectionnisme comme solution au redressement économique, proclamait que les seuls objectifs de la France devaient être la modernisation de l'industrie et sa compétitivité (même au prix d'un accroissement du chômage) et qu'il fallait en revenir à la sanction du profit. Il donnait ainsi au secteur privé désentravé un rôle principal dans le retour à la croissance.

L'austérité s'est installée en deux étapes, d'abord en juin 1982, puis en mars 1983. Elle s'est traduite par toute une série de mesures : augmentation des impôts existants et création de nouveaux prélèvements, pour freiner la consommation ; réduction draconienne des dépenses publiques et des charges de couverture sociale, pour combattre l'inflation ; troisième dévaluation du franc en mars 1983, afin de permettre à la France de demeurer dans le système monétaire européen et de mieux exporter ; strict contrôle des prix et pressions pour éviter que les salaires n'augmentent plus vite — ni même aussi vite — que les prix.

Mais, par-dessus tout, l'austérité a signifié l'abandon de la très vénérable institution des aides versées par l'Etat, pour endiguer le chômage, à tous ces canards boiteux d'industries caduques ou non compétitives.

L'une dans l'autre, les mesures prises l'an passé ont plus gravement touché le secteur public (dont les socialistes, en 1981, désiraient faire le moteur de leur politique économique) que le secteur privé, et ce en dépit des doléances formulées par le monde des affaires à propos de la fiscalité et des charges sociales excessives pesant sur le secteur privé. Il est clair que la tentative de limiter le déficit budgétaire a contraint au sacrifice des investissements dans le secteur public.

La décision de Mitterrand de réduire le poids des impôts et autres prélèvements obligatoires en 1985, sans pour autant augmenter le déficit, n'ira pas sans entraîner une nouvelle diminution des aides de l'Etat aux industries nationalisées : cela se traduira surtout par des coupes sombres dans les subventions qui leur étaient allouées pour couvrir leurs propres déficits.

Les gouvernements conservateurs qui furent au pouvoir avant 1981 n'avaient pas tenté — ou n'avaient pas pu appliquer des mesures telles que la « désindexation » des salaires, la réforme de la Sécurité sociale et la réduction des dépenses hospitalières, la fermeture de mines de charbon ou d'aciéries et le ralentissement de la production laitière. Dans le cas du charbon, de

l'acier, comme dans celui du lait, le gouvernement de Mitterrand eut, lui, la possibilité de présenter ces impopulaires décisions comme l'aboutissement inévitable de celles prises par la Communauté européenne.

Jusqu'ici, le bilan financier est plutôt bâtarde. La dette extérieure de la France est très importante (de l'ordre des cinq cents milliards de francs) et son remboursement sera un fardeau bien lourd à traîner. Le chômage, en progression puisqu'il touche aujourd'hui dix pour cent environ de la population active, continuera sur sa lancée. Quant au pouvoir d'achat moyen des foyers, il a pratiquement cessé d'augmenter ; celui des plus bas revenus s'est certes accru, mais pour la majorité des autres catégories, les chômeurs surtout, il a régressé. En revanche, l'inflation marque le pas, tout en restant plus forte qu'en Allemagne fédérale ou aux Etats-Unis (elle s'est ralentie à six et demi pour cent). La balance commerciale s'améliore elle aussi, grâce aux exportations. Pour la première fois depuis longtemps, les investissements privés vont en augmentant, même s'ils restent insuffisants pour provoquer une poussée vigoureuse des importations. Les entreprises privées redevennent rentables et la productivité est à la hausse.

Il est vrai que la plupart des acteurs de la scène politique ne croient guère qu'il existe une alternative



aux orientations actuelles.

Le nouveau Premier ministre considère sa politique comme la seule voie possible vers la modernisation. Pourtant, les problèmes abondent. Tout d'abord, et pour ce qui concerne le court terme, la pression inflationniste, dangereuse pour une politique orientée vers les exportations, est toujours très forte. Un grand nombre de facteurs peuvent encore faire dérailler le redressement de la France : taux d'intérêt élevés sur la dette de l'Etat ; déficit couvert en partie seulement par les économies réalisées ; énormes augmentations des tarifs et des prix pratiqués par les entreprises nationalisées, après que l'Etat ait cessé de les subventionner ; risque d'augmentation de prix des biens de consommation et des services, si l'engagement de Fabius à supprimer progressivement le contrôle des prix venait en application ; danger des campagnes syndicales pour une réévaluation des salaires du fait du rétablissement des profits ; sans parler de la menace d'une éventuelle augmentation des prix du pétrole, si la guerre du Golfe venait affecter le marché mondial des hydrocarbures.

Ensuite, il n'y a pas seulement différence, mais contradiction entre l'austérité, prélude au redressement économique, et une relance ou une croissance véritables et en profondeur. Le redressement opéré par Reagan reposait sur trois éléments : l'effort brutal de rénovation de l'industrie au travers de la récession, la réduction des impôts et, paradoxalement, d'énormes investissements de fonds publics, en particulier dans le

domaine militaire. Tout aussi paradoxalement, la France socialiste entreprend aujourd'hui une douloureuse, mais inévitable restructuration industrielle, comme elle va s'essayer à la réduction des impôts ; pour le troisième élément, c'est le coup d'arrêt.

Quelques-unes des mesures gouvernementales continuent d'avoir un effet de freinage sur l'investissement et l'innovation : ainsi en est-il de la réduction des investissements publics, des efforts faits pour restreindre la demande (afin de ne pas raviver l'inflation) et d'éviter un déficit de la balance des paiements, comparable à celui de la période 1981-1982), de la rivalité entre entreprises privées et nationalisées quand elles sont à cours d'argent frais pour couvrir leurs déficits, et du fardeau imposé tant à l'Etat qu'au secteur privé par ce que l'on appelle le « traitement social du chômage », c'est-à-dire tout le dispositif d'indemnisation et de recyclage des chômeurs. En fait, ces mesures n'ont que modérément réussi à adoucir les épreuves ; elles se sont révélées carrément inefficaces quant à la création d'emplois nouveaux et elles ont détourné des fonds utilisables à d'autres fins plus productives. L'action insistante des syndicats pour obtenir la semaine de trente-cinq heures pourrait, elle aussi, handicaper la compétitivité française, sans apporter grand-chose à la lutte contre le chômage.

En troisième lieu, les rigueurs de l'austérité et la mollesse de la reprise expliquent pourquoi cette politique est impopulaire, même parmi ceux qui en comprennent la nécessité (aussi longtemps qu'elle ne les atteint pas personnellement), et pourquoi, dans les milieux politiques, le consensus est loin d'être solide. La droite, si elle approuve les efforts en cours, condamne la gauche pour ses « folies » économiques de 1981 et 1982 et pour s'être obstinée dans des « erreurs » telles que le contrôle des prix et autres contraintes imposées aux entreprises.

A gauche, les communistes et un petit nombre de socialistes regroupés autour de Jean-Pierre Chevènement (qui démissionna de son poste de ministre de l'Industrie et de la Recherche, début 1983, mais qui devint celui de l'Education nationale dans le gouvernement Fabius) critiquent la politique actuelle et réclament une injection de fonds publics pour stimuler la croissance et contenir la montée du chômage. A mesure que l'on se rapproche des élections de 1986, si — à l'encontre des attentes du président de la République — le « redéploiement industriel » continuait de coûter des emplois et, *a fortiori*, si la modeste relance projetée par le gouvernement pinait (en raison, par exemple, d'un ralentissement américain qui porterait atteinte aux exportations françaises), le consensus risquerait fort de voler en éclats et cette politique pourrait elle-même être modifiée, dans un but électoraliste. Imprudemment, Mitterrand a parlé de l'austérité comme d'une « parenthèse » ; si cette parenthèse trainait en longueur, le prix qu'elle coûterait à l'électorat de la gauche (aux ouvriers, à cause des licenciements et à la classe moyenne, à cause des impôts) pourrait donner lieu à de pressants appels à la trêve ou à des réclamations exigeant que les coûts supplémentaires de l'opération soient dorénavant infligés à ceux d'en face...

3

La manière optimiste d'observer la scène française consiste à mettre l'accent sur l'« adhésion générale » de la France à ses institutions, à son attachement aux libertés, à son rejet — ainsi que Mitterrand l'a relevé — des deux extrêmes que sont la libre entreprise « sauvage » et le collectivisme, à la sympathie

HOFFMANN, Stanley

Gulliver empiété. Essai sur la politique étrangère des Etats-Unis. Seuil, 1971, 636 p.
Sur la France, Seuil (Points-Politique 78), 1976, 320 p.
Une Morale pour les monstres froids. Pour une éthique des relations internationales. Seuil, 1982, 256 p.
Le Dilemme américain. Suprématie ou ordre mondial. Economica (Politique comparée), 1982, 390 p.
La Nouvelle guerre froide. Berger-Levrault, 1983, 270 p.

HOFFMANN, Stanley HOFFMANN Inge

De Gaulle, artiste de la politique. Seuil, 1973, 128 p.

quelle éprouve pour l'alliance européenne et la réconciliation franco-allemande, à sa résignation à l'austérité, à sa capacité de tolérance d'un taux de chômage sans précédent — en d'autres termes, à mettre l'accent sur tous les signes d'une situation stable. Ainsi l'optimiste peut-il souligner que les hommes politiques français se sont, pas à pas, rendus à la réalité des faits. La droite, elle, fut forcée — par De Gaulle et par la nécessité — d'accepter la décolonisation et l'extinction d'une société archaïque et moribonde, de souscrire à l'industrialisation, à la nécessité de la compétitivité et de la croissance. Quant à la gauche qui, tout au long de son histoire dans l'opposition, avait entretenu de vieux mythes et s'était créé de nouvelles illusions, elle fut obligée — par Mitterrand et par la nécessité — d'adhérer à la *realpolitik* pour les affaires étrangères, d'accepter l'austérité à la maison et de soumettre ses rêves de justice sociale aux rudes impératifs de la croissance économique et du profit pour le secteur privé.

A l'inverse, on peut avancer de sérieux arguments en faveur d'une version pessimiste, mettant l'accent sur la persistance des *blocages* et des contradictions. Le *blocage* le plus évident en est un très ancien : c'est celui de l'inextricable dédale de groupes de pression organisés, parfaitement en mesure de faire chanter ou de traire la vache à lait que constitue l'Etat, au nom de leurs membres ou de leurs mandants. Le « néo-corporatisme », par lequel des groupes de pression économiques de toutes sortes comptent sur l'Etat pour être protégés, lequel, en retour, s'appuie sur eux pour atteindre les objectifs économiques qu'il assigne à la nation, est en effet une composante inévitable des pays industrialisés du monde moderne.

Nulle part le vieux modèle libéral de la représentation politique ne peut suffire à prendre en mains et à résoudre tous les problèmes que pose une société pluraliste. Dans la France de l'après-guerre, ce sont justement, sous la Quatrième République, la paralysie d'une Assemblée nationale morcelée, puis, sous la Cinquième, la perte de pouvoir et d'autonomie du législatif, qui ont fortement encouragé les groupes de pression à s'organiser et à revendiquer ; au début, il s'agissait de manipuler le Parlement et, par la suite, d'influer sur un exécutif puissant. Et l'on sait combien les périodes de stagnation économique ou de récession favorisent toujours la montée des mécontentements...

L'espèce de néo-corporatisme que connaît la France a subi de profonds changements depuis 1981 ; désormais, ce sont surtout les conflits qui dominent. Avant 1981, l'Etat traitait presque d'égal à égal le plus puissant syndicat d'agriculteurs, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) et travaillait en étroite collaboration avec le Centre National du Patronat Français (CNPF). La volonté de ne pas provoquer un affrontement général avec les travailleurs et les fonctionnaires (en majorité de gauche), après Mai 68, avait poussé les gouvernements conservateurs au pouvoir à pratiquer une politique contractuelle de concertation avec les syndicats, y compris avec le plus important d'entre eux, la Confédération Générale du Travail (CGT), inféodée au Parti communiste. Aussi était-ce toujours avec les petits commerçants que l'Etat connaissait les relations les plus orageuses. Après 1981, ses rapports avec les entreprises du secteur privé ont carrément viré à l'aigre. Le premier ministre de l'Agriculture de l'actuel septennat a déclaré la guerre à la FNSEA et même si son successeur, Michel Rocard, a, depuis, proposé l'armistice, la confiance d'antan s'est perdue, d'autant que les récentes décisions européennes sur les produits laitiers et les subventions accordées aux agriculteurs allemands ont entraîné un regain des tensions.

De tous les syndicats, c'est Force ouvrière, le moins empreint d'idéologie et le moins à gauche puisqu'il est à la fois ouvertement antimarxiste et indifférent aux ambitieux projets de société, qui s'est le mieux

comporté aux élections professionnelles. La CGT a pâti de ses liens avec le Parti communiste et la non-communiste Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) a souffert, elle, de ses propres contradictions ; son brillant dirigeant, Edmond Maire, a très tôt — ou prématurément — critiqué la prodigalité des années 81-82 mais elle s'est révélée, à la faveur de divers conflits, beaucoup plus intransigente que la CGT.

De toute évidence, la rivalité qui sévit entre les organisations syndicales ne fait qu'alimenter les mécontentements. C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement de la gauche leur a plus souvent imposé sa volonté qu'il ne les a consultées, une autre étant, bien entendu, la nature de la politique mise en œuvre depuis la mi-82, politique que la nouvelle rhétorique du libéralisme économique n'a pas contribué à populariser auprès de ces syndicats.

La troisième raison de cette absence de dialogue est la conviction qu'ont bon nombre d'hommes politiques en place de connaître les intérêts des travailleurs et leur intention d'en assurer eux-mêmes la protection. Avec le départ des communistes du gouvernement, les actions antigouvernementales de la CGT ont toutes les chances d'aller en s'intensifiant. Le seul lien privilégié qui demeure entre la gauche au pouvoir et le monde du travail est celui entretenu avec les syndicats d'enseignants.

Tout cela, évidemment, participe d'un autre *blocage* : celui des résistances à l'innovation et aux initiatives. Car, malgré tous les changements advenus dans les années 60 et 70, les rigidités ne manquent pas. Il est encore difficile de fonder une entreprise industrielle ou commerciale, et la sphère intellectuelle se montre plutôt stérile ces derniers temps. Le système d'enseignement porte une lourde responsabilité dans ces résistances ; Chevènement parle maintenant de le rendre plus ouvert aux nécessités de l'économie, mais c'est ce qu'ont dit tous ses prédécesseurs depuis les années 60. D'innombrables réformes ont remanié les programmes et l'organisation de la scolarité mais le système, pour l'essentiel, est resté intact. L'extrême centralisation de tout l'appareil de l'enseignement public étouffe les initiatives et les expériences. Quant aux élèves, ils gardent le sentiment qu'il vaut mieux bachoter que d'affirmer sa personnalité, si l'on veut triompher à la course d'obstacles d'examens visant à éliminer les plus faibles et ceux qui viennent des milieux les plus défavorisés...

Dans le supérieur, le divorce entre enseignement et recherche continue de stériliser l'un et l'autre dans bon nombre de disciplines. Entre les fameuses *grandes écoles*, qui pourvoient une poignée d'heureux survivants d'avantages à vie, et la masse des étudiants encombrant des universités pareilles à des îlots ou des parkings coupés du reste de la société, le fossé est aussi grand que jamais.

Le redoutable corporatisme des divers syndicats d'enseignants rend inconcevable toute réforme qui trancherait dans le vif. Aujourd'hui comme autrefois, on apprend ce dont on a besoin pour ses examens : on n'apprend pas à *faire* les choses... Et, tandis que l'ouverture des frontières à la concurrence internationale oblige la France à améliorer sa gestion des affaires, on constate que, plus on va vers les secteurs non-compétitifs (la bureaucratie par exemple), plus la vieille routine se survit à elle-même. Là, comme dans les universités, la gauche en a rajouté dans la rigidité.

L'Etat, avec son goût immodéré des règlements et des contrôles, est évidemment l'un des premiers agents de ce manque de souplesse. Et c'est ici que l'on bute sur ce qui constitue sans doute la plus intéressante des contradictions existant à l'heure actuelle entre l'Etat français et la société qu'il est censé servir. Il existe, au sein de la société française, une profonde aspiration à l'émancipation, qui peut revêtir bien des aspects : cela va de la prolifération de toutes sortes d'associations (certaines se consacrant aux voyages, aux loisirs ou

bien aux sports, d'autres se préoccupant des problèmes de parents d'élèves) à la multiplication des stations de radio privées, en passant par le succès remporté par les programmes de formation permanente, le développement des associations de consommateurs ou encore la renaissance des scènes de théâtre provinciales, etc.

Tout cela semble de peu d'importance aux yeux d'un Américain par rapport à ce qui se passe aux Etats-Unis mais, comparé au passé récent de la France, les proportions que prennent ces activités autonomes sont tout à fait frappantes. Très longtemps, en effet, les entreprises de type pluraliste ont été contrariées sinon réprimées par ces puissances que sont l'Eglise catholique, le Parti communiste — autre église — et l'Etat. Aujourd'hui, l'Eglise a perdu beaucoup de son autorité et les communistes ont fort à faire avec leurs propres difficultés. Reste l'Etat. Car la poigne de l'Etat, elle, reste forte.

Prenons, par exemple, la décentralisation, c'est-à-dire la délégation du pouvoir depuis Paris vers les provinces, l'une des réformes dont les socialistes tirent quelque fierté. Le transfert est réel et les pouvoirs locaux jouissent effectivement de prérogatives plus étendues. Pourtant, les régions (comme la Bretagne ou la Provence), qui constituent les seules unités territoriales que leur taille autoriserait à bénéficier d'une autonomie véritable, n'ont guère profité de cette réforme ; leurs compétences administratives restent beaucoup plus vagues que celles définies pour les départements et les municipalités. Qui plus est, l'élection au suffrage universel des assemblées régionales, annoncée comme imminente, a de nouveau été repoussée — pour la bonne raison sans doute que l'opposition en aurait tiré profit. La majeure partie des moyens financiers dont disposent les pouvoirs locaux pour assurer leurs nouvelles attributions leur viennent encore de l'Etat, sous forme d'allocations et de subventions. Ils n'ont toujours pas compétence pour lever leurs propres impôts, le personnel politique de province considère toujours l'administration de la cité ou du département comme une étape sur le chemin de la capitale où le pouvoir règne toujours en maître : si les fonctions de l'Etat ont été remaniées, elles n'ont certes pas été réduites.

Dans d'autres domaines, la poigne de l'Etat s'est même raffermie. Ainsi diverses catégories de médecins se sont-elles vues contraintes de renoncer à leur clientèle privée. Ainsi les entreprises nationalisées sont-elles supposées conduire leurs affaires en toute autonomie, alors que l'Etat ne désigne leur président que pour une période de trois ans (il vient d'ailleurs d'en remplacer quelques-uns dont la seule faute, apparemment, était d'avoir la nuque un peu trop raide) ; de plus, il contrôle les prix et les salaires qu'elles pratiquent et intervient parfois même dans leurs choix industriels et commerciaux. Les entrepreneurs privés se plaignent, eux, d'avoir à obtenir l'aval de l'Etat pour pouvoir licencier ; et, du fait de la nationalisation du secteur bancaire, les sociétés en difficulté qui recourent à l'aide de l'Etat redoutent de se voir par là-même nationalisées ou, du moins, de passer sous son contrôle.

Etant donné son aspiration au pluralisme et à l'émancipation, la « société civile » française se rebelle souvent. Deux révoltes différentes ont contribué à ce que Mitterrand prenne ses théâtrales décisions du mois de juillet. Tout d'abord, celle de début juin : la direction de la première entreprise privée de construction mécanique, Creusot-Loire, préférait le dépôt de bilan à une prise de contrôle de l'Etat : ce geste de colère soulignait l'existence d'une situation similaire dans bon nombre d'autres sociétés. Puis, la manifesta-

tion du dimanche 24 juin : un million et demi de participants, venus des quatre coins de la France, se rassemblaient à Paris pour exprimer pacifiquement et dans un ordre parfait (l'organisation en revenait plutôt aux parents d'élèves qu'à l'Eglise catholique) leur refus de la réforme scolaire préparée par le gouvernement : le projet confirmait pourtant l'obligation faite à l'Etat de participer au financement des écoles privées et le droit, pour ces écoles, d'appliquer leurs propres « projets éducatifs ». Si tant est qu'ils aient jamais lu le texte de la réforme, les manifestants déclaraient s'inquiéter de ce qu'une part (insignifiante) des sommes allouées par les municipalités soit soumise à la nécessité, pour l'école privée, de reconnaître à plus de la moitié de ses enseignants le statut de fonctionnaires : ils s'alarmaient aussi du fait que le projet prévoyait la réouverture du dossier scolaire dans un délai inférieur à dix ans.

Evidemment, l'enjeu réel de la manifestation était beaucoup plus vaste. Quelque temps auparavant, le gouvernement était plus ou moins parvenu à un accord avec les représentants laïques et religieux de l'école privée : il s'en était remis aux dispositions de la Constitution, qui allaient lui permettre d'obliger la majorité de l'Assemblée à accepter le compromis. Et puis, en toute dernière minute, le gouvernement de Mitterrand avait accepté les amendements présentés par les députés socialistes. Plusieurs parlementaires et ministres, dont Mauroy, avaient malencontreusement interprété, en termes archaïques, le sens de tous ces affrontements : c'était la Lumière devant l'obscurantisme catholique, la vocation de l'Etat à libérer les jeunes esprits de l'emprise parentale, les pourfendeurs de préjugés contre un système privé élitiste et réactionnaire. Pourtant, le 24 juin, les défenseurs de l'école libre ne rejoignirent pas l'opposition politique

— ce fut le contraire. Sans nécessité aucune, les socialistes s'étaient engagés dans une bataille opposant la vieille république jacobine et sa conception de l'Etat et un puissant mouvement de fond réclamant le pluralisme, le droit à la diversité et au domaine privé.

Cette série d'épreuves aux issues encore incertaines permet de vérifier deux choses. La première est la maladresse sans borne d'un gouvernement Mauroy rédigeant un projet de loi qui ne pouvait manquer de créer des difficultés, soit avec la majorité parlementaire, soit avec l'opinion publique en général, soit — et ce fut le cas — avec les deux. La maladresse fut telle que le président de la République décidait, le 12 juillet, de rapporter le projet de loi : il entraînait ainsi la démission d'un ministre de l'Education épuisé et découragé. A ce stade, le gouvernement était passé maître dans l'art d'exaspérer ses adversaires tout en décevant ses partisans.

La deuxième constatation est celle de la profonde ambivalence que l'on trouve chez les socialistes. Dans leur parti assez peu structuré, la tradition jacobin-marxiste, centralisatrice et étatiste, cohabite toujours avec la tradition proudhonienne, autogestionnaire et libertaire. Les modérés du parti — braves social-

démocrates qui refusent cette étiquette au souvenir du triste destin que la précédente organisation socialiste, la SFIO, connut tout au long des années 30, 40 et 50 — relèvent de l'une et l'autre traditions ou évoluent dans l'une et l'autre directions. Il existe dans le parti un courant qui voit en l'Etat l'unique moteur du progrès, la seule incarnation de l'intérêt national, au travers de l'instruction publique, de l'information publique ou de l'entreprise publique : et puis un second courant qui préconise une société civile prenant son destin en main. Mitterrand lui-même avait ainsi défini le programme socialiste : il y avait l'instauration de « zones de liberté » et l'extension du secteur public !

En fait, après la vague des nationalisations et le verbiage des premiers temps autour du *dirigisme*, c'est dans l'autre direction que le gouvernement s'est surtout avancé (paradoxalement d'ailleurs, si l'on songe à l'alliance avec les communistes) : la mainmise de l'Etat sur la télévision s'est relâchée ; les stations de radio privées ont été (dans certaines limites) autorisées à émettre et, plus récemment, à vivre d'annonces publicitaires ; des conseils d'administration ont été élus à la Sécurité sociale et les *lois Auroux*, donnant aux travailleurs de nouveaux droits d'expression dans les entreprises, sont entrées en vigueur en même temps que les mesures de décentralisation.

Et pourtant, les socialistes ont laissé leurs adversaires se draper dans la bannière de la liberté, grâce à ce réel talent qu'ils ont d'attirer l'attention sur leurs



défauts et sur leur incapacité à convertir les discours en pratique. Ils ont ainsi fait passer une loi abaissant l'âge de la retraite des magistrats et hauts fonctionnaires : elle est apparue comme une victoire du népotisme. Ils ont élaboré un projet de loi sur la presse, dont l'objet, tout à fait légitime, était d'empêcher la constitution de monopoles privés ; mais ils en ont exclu les journaux politiques (pour ménager les communistes) et les regroupements de titres régionaux (puisqu'ils en possèdent quelques-uns) : devenue machine de guerre avec pour cible unique Robert Hersant, propriétaire du *Figaro* et d'une ribambelle d'autres journaux, anti-mitterrandiste forcené, leur loi a autorisé les amis de M. Hersant à se poser en défenseurs de la liberté de la presse...

La même mésaventure leur est arrivée avec le projet de loi sur la réforme scolaire. Le texte final affirmait le triomphe du pluralisme dans l'enseignement : il se démarquait ainsi nettement de la promesse — ou de la menace, pour l'autre bord — lancée par la gauche, en 1981, d'instaurer un « grand service public, laïque et unifié » ; le changement de position était tout aussi remarquable que le glissement opéré en matière de politique économique. Et c'est précisément pourquoi l'omnipotente Fédération de l'Education Nationale (FEN), appuyée par les puissants militants de la laïcité bien représentés parmi les députés socialistes (presque la moitié d'entre eux sont enseignants dans l'école publique), a été exaspérée par la manière dont le

gouvernement avait marchandé le projet initial. Au fil des mois, les tenants de l'étatisme au sein du Parti socialiste se sont vus obligés de se livrer au plus étonnant des strip-teases, en s'effeuillant un à un de tous leurs atours idéologiques : début mai 1984, il ne leur restait plus qu'une feuille de vigne sur laquelle Mitterrand avait écrit « économie mixte » ; et lorsque l'archétype du social-démocrate, le Premier ministre Pierre Mauroy autorisa les députés socialistes à apporter des amendements de dernière minute à cette loi si peu jacobine, c'était cette fois le cilice qu'il enfilait, et la gauche toute entière avec lui.

Cette ambivalence à propos de l'Etat et de la société française, on la retrouve tout autant à droite. Finalement, les socialistes, après leur accession au pouvoir, se sont révélés moins étatistes que la droite ne l'avait craint, même si elle ne leur en sait que peu de gré. Car celle-ci, dans l'opposition, est devenue foncièrement anti-étatiste et ultra-libérale ; certains de ses membres et des clubs qui lui sont affiliés voudraient voir l'Etat se retirer de la radio et de la télévision, et laisser la responsabilité de l'éducation nationale aux instances régionales. C'est, aujourd'hui, le discours reaganien qui domine à l'UDF, la formation centriste et conservatrice qui regroupe les partisans de Raymond Barre et de Giscard d'Estaing (le dernier livre de l'ex-président de la République s'étend longuement sur la « démocratie auto-régulée », la liberté-principe organisateur de la société moderne et la libération des forces créatives⁽¹⁾) ; il prévaut également au RPR de Jacques Chirac, qui a rejoint dans le plus grand

enthousiasme la croisade contre la toute-puissance de l'Etat. Pourtant, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ni Giscard ni Chirac ne se sont exactement livrés au démantèlement de l'Etat et des élites parisiennes que Giscard dénonce à présent : sous Giscard, la domination des *énarques* produits par l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et des *polytechniciens* était plus assurée que jamais...

L'ambivalence n'est d'ailleurs pas l'apanage du monde politique : c'est un climat de la société française elle-même. Les citoyens français attendent de l'Etat et la liberté et la

protection économique. De fait, tous les sondages confirment l'attachement unanime au système de couverture sociale mis en place à la Libération. Chaque catégorie réclame l'aide de l'Etat, tout en réprouvant ses interventions : ceux qui vitupèrent contre l'emprise de l'Etat sur les moyens d'information et de communication n'en acceptent pas moins les faveurs que leur accorde ce même Etat, sous forme de tarifs postaux et de barèmes d'imposition préférentiels ; les manifestants du 24 juin exigeaient un enseignement privé libéré de toute contrainte, mais n'en réclamaient pas moins que l'Etat finance le coût du personnel enseignant et des locaux : le patronat voudrait une déréglementation, surtout en matière d'emplois, mais il entend bien obtenir l'aide de l'Etat pour parer aux faillites (preuve en est que les patrons — et les dirigeants de la CGT, plus encore — protestent bruyamment lorsque l'Etat cesse de financer les causes perdues de l'industrie) ; et, si les syndicats somment cet Etat d'investir davantage pour créer de nouveaux emplois, aucune lame de fond populaire ne semble prête à déferler pour revendiquer une décentralisation pleine et entière.

On en vient parfois à éprouver le sentiment que ce ne sont ni les réformes, ni le changement social, et encore moins les *projets de société*, que les Français attendent de leur gouvernement : au fond, ce qu'ils souhaitent, c'est la sécurité, la protection physique. Ce sont la criminalité urbaine et l'immigration « menaçante » (plus précisément, celle des Nord-Africains et des Noirs), qui ont éloigné un grand nombre d'électeurs d'un gouvernement socialiste qui a aboli la peine

de mort. C'est ce sentiment d'insécurité qui a fait du ministre de la Justice, parce qu'il se soucie quelque peu des droits des accusés, la cible d'attaques féroces et qui a permis à Le Pen de toucher les dividendes de la peur. Au moment où, aux yeux de beaucoup, le parti au pouvoir représente soit un Etat se mêlant de tout, soit un Etat tout aussi malfaisant, mais incapable d'assurer comme avant la protection des citoyens, au moment où l'opposition conservatrice semble se rallier aux apologies de l'anti-étatisme décalquées de la « révolution conservatrice » de Reagan ⁽⁶⁾, Le Pen a su jouer sur le vieil instinct « bonapartiste » des Français ; cet instinct les fait rêver d'un pouvoir énergique et populiste, non pour imposer une surveillance bureaucratique ou des institutions fascistes, mais plutôt pour éliminer toute menace pesant sur la loi et l'ordre et pour assurer la protection des *petits*.

C'est dans les villes que Le Pen a obtenu le plus de voix et les deux tiers de ses électeurs n'étaient pas des habitués de l'extrême-droite : beaucoup venaient du RPR de Chirac ; beaucoup avaient voté en 1981 pour Mitterrand, soit aux deux tours, soit après avoir soutenu Chirac contre Giscard d'Estaing. Interrogés à la sortie des isolements, ceux qui avaient voté Le Pen ce 17 juin mentionnaient l'insécurité, l'immigration et la défense des libertés comme leurs préoccupations majeures... L'ambivalence est ici à son comble.

4

Les blocages résultant de conflits entre groupes de pression ne se montrent pas désastreux pour un pays tant que ses institutions politiques sont en mesure de fonctionner. Le scrutin du 17 juin a posé la question de savoir si la traduction des mécontentements en votes contre la gauche va permettre aux institutions françaises de fonctionner avec la même efficacité qu'auparavant.

A l'heure actuelle, même les mouvements qui n'ont pas été lancés par les partis de droite (les actions en faveur de l'école libre ou l'hostilité à l'égard des immigrés, par exemple) finissent par être exploités ou récupérés par la droite.

Bien sûr, la gauche peut espérer, d'ici le printemps 1986, remobiliser ceux de ses partisans qui se sont abstenus de voter le 17 juin dernier ; il est à noter que le taux d'abstention a été particulièrement élevé dans les circonscriptions où elle a le plus perdu de terrain. Mais elle va devoir surmonter de redoutables obstacles.

Jusqu'en 1984, les reculs du Parti communiste ont servi les desseins des socialistes qui bénéficiaient directement du déclin de leurs alliés. Mais, en 1984, communistes et socialistes ont tous deux perdu du terrain. C'est l'une des raisons pour lesquelles le PC a décidé de ne pas lier plus longtemps son sort à celui d'un gouvernement socialiste appliquant une politique d'austérité devenue, pour son électorat et ses militants, de plus en plus difficile à défendre. Si le déclin du PC devait se poursuivre, non seulement la gauche toute entière aurait du mal à retrouver une majorité à l'Assemblée, mais, dans toute coalition au centre, les socialistes seraient à la merci de leurs partenaires situés plus à droite — comme ce fut le cas durant la Quatrième République. De plus, l'affaiblissement et le délitement de la puissante machine du PC rendrait la mobilisation des travailleurs et autres électeurs de la gauche beaucoup plus laborieuse. Du reste, toutes ces dernières années (et pas seulement depuis 1981), le PC et la CGT, par leur empressement à vouloir sortir du ghetto politique dans lequel ils étaient confinés, ont plus souvent joué le rôle de modérateurs que d'agitateurs. Quel serait alors le comportement de travailleurs désespérés par un chômage en augmentation, une austérité qui s'éternise, si le PC devenait une force

initiatrice de revendications plutôt que d'en être la camisole de force ?

D'ici à 1986, le Parti communiste (qui désormais n'attire plus les jeunes, en dépit du chômage) devra faire un choix des plus difficiles — que sa décision de quitter le gouvernement sans dénoncer clairement l'Union de la gauche ne règle pas tout à fait : au bout du compte, il lui faudra bien se décider, soit à retourner dans son ghetto (ce qui n'est pas le souhait de l'électorat communiste), soit à faire une croix sur son passé et à prendre le risque de devenir un autre parti social-démocrate, derrière les socialistes. En ce cas, il devrait se tourner enfin vers ce « modèle italien » que ses dirigeants ont toujours dénigré. Quant au retour au ghetto, même par paliers, il contrarierait sans doute le mouvement de réforme interne de ses structures et de son idéologie. Faire l'économie de cette douloureuse conversion a sans doute été, pour le Parti, l'une des raisons majeures qui l'ont poussé à quitter le gouvernement.

Pendant ces deux années, l'opposition « légitime », centriste ou de droite, aura à cœur de récupérer les bulletins de vote qui sont allés à Jean-Marie Le Pen ⁽⁷⁾. Elle a conscience que ces électeurs ont trouvé l'UDF et le RPR bien timorés : du coup, elle aura plutôt tendance à jouer partout l'obstruction et à gonfler davantage encore sa rhétorique.



Mitterrand a essayé de reprendre l'initiative, tout en confiscant à la droite la question de la défense des libertés. Le 12 juillet, il demandait donc au Parlement de réviser l'article 11 de la Constitution qui, sous certaines conditions seulement, autorise le président de la République à appeler au référendum. Il annonçait dans la foulée qu'il consulterait le peuple français, au mois de septembre, sur la nouvelle clause constitutionnelle qui, à l'avenir, accorderait au président le droit d'appeler au référendum pour tout ce qui touche aux libertés publiques. Il laissait aussi entendre qu'il pourrait par la suite appliquer cette procédure à la question scolaire.

La réplique de la droite (à l'exception notable mais non inhabituelle de Raymond Barre) fut de faire avorter la révision de la Constitution en s'attachant à la faire rejeter par un Sénat qu'elle tient bien en main. Peu lui importait si ce même Sénat avait été le premier à lancer l'idée d'un référendum sur la désormais défunte réforme scolaire et si elle, la droite, avait constamment essayé d'étendre les prérogatives du président, sous la Cinquième République, contrairement au point de vue de la gauche... En fait, ce sont toujours les gaullistes qui se sont montrés les plus chauds partisans des référendums et les plus tièdes, quant aux pouvoirs concédés au Sénat...

A la veille des élections du 17 juin, Mitterrand semblait amorcer un pas en direction du centre, à l'aide d'insinuations sibyllines : elles étaient destinées à allécher les anciens éléments radicaux ou démocrates-chrétiens ralliés depuis au Parti républicain de Giscard, via l'hétéroclite UDF, et ses appels à l'économie mixte et à la remise en chantier de l'unité européenne leur étaient certainement destinées. Le retrait du projet de loi sur la réforme scolaire, l'annonce d'une réduction des impôts en 1985 et le remplacement de Mauroy, réformateur populiste à l'ancienne mode, par le jeune et flegmatique Fabius, un énarque pragmatique et calculateur, participent à l'évidence de cette stratégie — que le départ des communistes du gouvernement devrait en principe aider. Mitterrand faisait également allusion à la possibilité d'une nouvelle loi électorale admettant partiellement la représentation proportionnelle : ce serait une manière de se dégager de l'éternelle confrontation droite-gauche qu'entraîne l'actuel système des deux tours pour l'élection d'un candidat unique par circonscription. Ainsi, et si la gauche n'avait plus la majorité absolue à l'Assemblée nationale

à la suite des élections de 1986, Mitterrand pourrait tout de même tenter de former un gouvernement avec des communistes (à condition qu'ils acceptent d'y participer à nouveau), des socialistes et des centristes.

Malheureusement, les perspectives d'alors se sont bien assombries depuis les résultats du 17 juin. Une liste centriste encouragée par Mitterrand n'a obtenu que trois et demi pour cent des voix et le Parti socialiste se retrouve abandonné à lui-même. La présence dans le gouvernement Fabius d'hommes tels que Chevènement, qui furent

d'ardents défenseurs de l'alliance avec les communistes, ne peut cacher le fait que le PC compte ostensiblement sur l'échec final des socialistes pour regagner des voix, voire une certaine prépondérance au sein de la gauche.

Et le départ des communistes n'a pas rendu ce centre plus ou moins mythique vraiment bienveillant à l'égard des socialistes ; à l'exception de quelques politiciens, la droite a plutôt hâte de mettre ceux-ci à la porte que de les aider à se maintenir au pouvoir...

D'autre part, un changement de la loi électorale est aujourd'hui un peu hasardeux. Avec le système actuel, la droite « légitime » a toutes les chances d'écarter la plupart des candidats de Le Pen de la future Assemblée ; il va cependant falloir qu'elle passe des accords au coup par coup avec l'extrême-droite, si elle veut recueillir ses voix au second tour. Mais la droite « légitime » obtiendrait sans doute ainsi la majorité absolue des sièges à l'Assemblée. Avec une représentation proportionnelle, elle n'aurait plus besoin de ces accords pour faire élire ses propres candidats, mais les hommes de Le Pen entreraient à l'Assemblée et elle n'atteindrait plus la majorité absolue. Il se pourrait alors que les deux droites cherchent le compromis pour parvenir à gouverner ensemble : les « modérés » sont

en effet davantage prêts à l'alliance avec les « extrémistes » qu'à une coalition avec des socialistes en déroute.

Quel que soit donc le système électoral, tous les partis de droite peuvent acculer Mitterrand à ce choix difficile : se soumettre, en acceptant un gouvernement de droite ; se retirer sur le champ, après qu'il ait perdu soit la bataille parlementaire, soit un référendum ; ou bien dissoudre l'Assemblée, et démissionner s'il devait encore perdre les législatives qui s'ensuivraient.

Paradoxalement, le destin personnel de Mitterrand pourrait différer de celui des partis de gauche. Le président est un vieux routier de la politique, et l'opposition regorge de candidats virtuels à la présidence — Giscard, Chirac, Barre... — qui ne s'aiment guère entre eux. De toutes façons, des complications politiques et constitutionnelles ne sont que trop probables d'ici 1986, que ce soit sur le référendum de Mitterrand, sur le problème de l'école non résolu, sur le système électoral ou sur le front de l'emploi. Après 1986, la France risque, au pire des cas, de s'engager dans ce fameux conflit opposant un président de la République à une Assemblée dominée par ses adversaires, que redoutent les professeurs de droit constitutionnel depuis plus de vingt-cinq ans. Dans le meilleur des cas, il en sortira un gouvernement de coalition formé de socialistes et de conservateurs modérés (à condition que ces derniers finissent par accepter la solution, pour une raison quelconque). Mais la marge de manœuvre du président en serait notablement réduite et la France se verrait ramenée aux pratiques de la Troisième et de la Quatrième Républiques.

Cet assombrissement de la scène politique ne serait pas bien grave s'il n'était que l'expression d'une tendance nationale à la dramatisation, ou d'une frustration des espoirs qui ont aidé à porter la gauche au pouvoir voilà trois ans. Il y a un peu de tout cela (nombre de commentateurs ont comparé la manifestation monstre du 24 juin à celles de Mai 1968), mais il existe deux réalités plus conséquentes. La première est la persistance, dans la population comme chez les intellectuels, d'un mode de pensée idéologique affectant les sentiments et les actions, longtemps après que les vieilles idéologies aient perdu toute cohérence et que leur substance se soit évaporée.

Revenons à la question scolaire : pour la plupart des manifestants, le conflit n'était pas seulement une occasion de rejouer le mélodrame rebattu de l'Eglise contre l'Etat ; il s'agissait, même très confusément, d'exprimer le malaise éprouvé devant l'actuel système d'enseignement public, où l'augmentation du nombre d'élèves, l'arrivée massive d'enfants d'immigrés et les diverses tentatives de réforme ont abouti à une baisse du niveau général, à l'alourdissement constant des programmes, à un égarisme de mauvais aloi, à une sélection sévère et précoce.

Malgré cela, le débat public n'a porté ni sur ces problèmes concrets, ni sur le projet de loi lui-même : tout s'est déroulé dans l'espace interplanétaire du symbolisme émotionnel ; c'était le « ne touchez pas à nos enfants » contre le « droit de l'Etat d'assurer l'équité dans le respect des libertés ». Rarement a-t-on vu gens s'enflammer sur un enjeu aux aboutissants somme toute minimes, avec tant de subjectivité et de mysticisme ! Sous cet aspect, la comparaison avec 1968 est valable. Un pouvoir légal et conforme à la raison ne peut tout simplement pas trouver sa place en France ; ce n'est pas parce qu'un pouvoir traditionnel y survit, ni parce qu'il y aurait pléthore de figures charismatiques, ni même — comme certains historiens (étran-

gers) l'ont suggéré — parce que le bon Français moyen se serait fait contaminer par les politiciens et les intellectuels. En vérité, le déperissement des vieilles lunes idéologiques qui jouaient un rôle d'intégration (comme de division) a produit des masses flottantes de citoyens, dérivant d'un choix politique à l'autre sans allégeance aucune, et a créé le vide propice à de brusques mouvements de passion... Ces passions grandioses et insaisissables donnent à la vie politique française le piquant du danger, ce que n'offre évidemment pas la simple interaction des intérêts et des idées.

La seconde réalité est le fait que l'image que la France a d'elle-même, en tant que société moderne, est en crise. La Cinquième République de De Gaulle avait réussi à rendre leur fierté aux Français et à bâtir une image de la France-pays industriel avancé, capable tout à la fois de transcender ses structures économiques et sociales traditionnelles et de rester dans la course auprès des autres pays industrialisés, plus puissants ou plus précoces qu'elle en ce domaine. Mais, alors que les Français commençaient à regagner confiance, la crise pétrolière de 1973 est venue marquer la fin des « Trente Glorieuses » de la croissance. Les récessions et les chocs économiques successifs des années 70 et 80 ont impitoyablement mis à nu tous les points faibles du tissu industriel français, toutes les failles de sa modernisation : la tendance à l'inflation, le caractère artificiel de bon nombre de fusions industrielles, la fragilité de beaucoup de ses entreprises ou établissements agricoles surprotégés.

Les dirigeants français ont pensé, de manière périodique, qu'ils pouvaient s'en sortir (du moins ont-ils imaginé pouvoir le faire) par l'innovation technologique. Le socialisme « haute technologie » préconisé par Mitterrand, avant même son pèlerinage à Silicon Valley, n'en est que le dernier avatar. Mais il ne s'agit pas vraiment d'une vision nouvelle, susceptible de relayer ou de rajeunir celle des années 60, ou bien de provoquer le consensus. Toute seule, la France ne dispose pas des moyens nécessaires pour concurrencer ceux qui, à l'étranger, ont déjà pris de l'avance. Même si les possibilités offertes aux secteurs où la technologie française excelle sont exploitées à fond, ces secteurs dépendent encore largement des programmes et dépenses d'équipement de l'Etat — et celui-ci se montre souvent malheureux dans ses paris, quand il n'est pas à court d'argent... Qui plus est, le développement de ces secteurs ne créera sans doute pas assez d'emplois pour tous ceux qui arrivent sur le marché du travail et qui s'ajoutent à ceux déjà au chômage.

En attendant, chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles confirmant le déclin industriel qui touche, en particulier, des industries que l'on croyait solides — dans l'acier, les charbonnages, le textile, les chantiers navals et même l'automobile et les machines-outils. Certaines entreprises nationalisées sont en difficulté : l'Electricité de France traîne un lourd endettement du fait de ses surinvestissements dans le nucléaire ; Renault et l'Acrospatiale sont en déficit et voient leurs ventes diminuer. Le nombre des faillites est en augmentation. Citroën et Michelin veulent licencier des milliers d'ouvriers, le nouveau plan Acier coûtera entre vingt et vingt-cinq mille emplois, et le désastre de Creusot-Loire pourrait en coûter trente mille de plus...

A partir de ces constatations, aucune vision, aucun accord n'existe sur ce qu'il convient d'entreprendre : personne ne sait quoi faire pour fournir des emplois, dans une société où les établissements à venir seront sans doute davantage fondés sur le capital que sur le travail intensif, où les sociétés de service ne peuvent éponger les excédents de main-d'œuvre et où les projets de réduction du temps de travail ne peuvent offrir ni des emplois ni des revenus suffisants pour tous. Aucun parti politique n'avance des idées un tant soit peu convaincantes, que ce soit pour améliorer l'enseignement secondaire et supérieur, ou sur ce qui

arrive quand ni l'Etat ni le secteur privé ne savent où ils vont, ou quand les charges de la couverture sociale pèsent trop lourdement sur les ressources disponibles. Quelques économistes se penchent sur ces questions. Et les professionnels de la politique s'occupent de politique. De Gaulle avait proposé la restauration du prestige de la France auprès du monde et la modernisation à l'intérieur du pays : les Français, dans leur majorité, doutent du prestige, car ils ne croient plus à la réussite de la modernisation. En dépit des succès que Mitterrand remporte sur la scène internationale, l'image de nation « dans la course » que la France se fait d'elle-même risque de se ternir fortement. Et les Français connaissent les pires tourments lorsqu'ils s'aperçoivent que la destruction de cette image coïncide, sur leur territoire, avec une grave crise économique et politique.

Ce qui frappe le visiteur, ce sont les signes évidents d'une crise plus profonde et plus secrète : la disparition de la confiance accordée à l'Etat, agent du progrès et de la pérennité de la nation — disparition de l'Etat républicain de jadis et de l'Etat gestionnaire de naguère⁽¹⁾. Avec un socialisme découragé et confus, un libéralisme réduit à des clichés, l'extrême-droite montante joue aujourd'hui le rôle de rassembleur des mécontents qu'assuraient autrefois les communistes (et qu'ils tenteront de reprendre). Le déclin du Parti communiste lui-même, qui ne mérite que trop bien son sort en tant qu'appareil, laisse pourtant un vide dangereux. Si le PC devait se remettre de cet affaiblissement, ce serait, une fois de plus, aux dépens des socialistes. Partout on commence à douter de jamais retrouver la croissance et la prospérité.

Les institutions de la Cinquième République, les qualités de modération de citoyens qui — s'ils aiment à s'affronter verbalement — se défient de la violence, la persistance d'une aspiration profonde et quasi générale à l'unité nationale et aux solutions raisonnables, ainsi que le souci personnel qu'a le président de la République de sa fonction dans un moment historique, sont des atouts qui peuvent encore être efficaces.

Mitterrand fait état de sa détermination à préserver l'unité nationale et à tenir compte des doléances légitimes, même si elles émanent de la droite. Il se déclare toujours fidèle à la gauche, ce qui contrarie la droite, mais son penchant à laisser ouvertes toutes les alternatives et le goût qu'il a d'apaiser tous les différends déconcerte la gauche. Avec toute la capacité de recul, toute l'impénétrabilité et tout l'art de l'esquive qui le caractérisent, parviendra-t-il à mener à bien une tâche exigeant plus d'inspiration que de calcul, plus d'imagination que de talent manœuvrier ?

En fin de compte, si, de l'expérience socialiste, la sauvegarde des considérables acquis et le rattrapage des nombreux déboires ne tiennent qu'à l'aptitude d'un seul et énigmatique personnage à décider de la conduite à avoir pour son pays, il est difficile d'être optimiste quant à l'avenir de la gauche en France.

Notes

(1) Voir mon article intitulé « L'Avenir de la défense européenne », paru dans *Intervention*, numéro 8, février-avril 1984, pp. 80 à 84.

(2) Le livre de Jean-Marie Domenach, ancien rédacteur en chef de la revue *Esprit*, paru aux éditions du Seuil, en 1984, sous le titre : *Lettre ouverte à mes ennemis de classe*, est, à cet égard, tout à fait caractéristique.

(3) Voir la contribution de Suzanne Berger, sous le titre « Religious transformation and the future of politics », dans l'ouvrage dirigé par Charles Maier *Changing Boundaries of the Political*, à paraître chez Cambridge University Press.

(4) Voir « Réalités régionales : un président de région s'explique » par Jean-Marie Rausch, paru dans *Projet*, numéro 185-186 de mai-juin 1984, p. 579.

(5) Deux Français sur trois, éditions Flammarion, 1984.

(6) C'est le titre du livre à succès de Guy Sorman *La Révolution conservatrice américaine* (éditions Fayard, 1983), où le réaganisme est présenté à la fois comme une transformation en profondeur du système politique américain et comme un modèle pour la France.

(7) Cf. l'analyse qu'en a faite Jérôme Joffé dans *Le Monde* du 30 juin, pp. 1 et 7, et dans celui du 1^{er} et 2 juillet 1984, p. 10.

(8) Voir le remarquable ouvrage de Claude Nicolet, intitulé *L'idée républicaine en France*, et paru chez Gallimard, en 1982.

1

« L'Automne suédois » *. C'est le titre d'un essai de l'écrivain ouest-allemand Hans Magnus Enzensberger consacré à la situation suédoise après les élections de 1982. Il évoque des visions lugubres de décadence, de déperdition d'énergie, de mort lente. La Suède est pour Enzensberger une nation à bout de souffle et le symbole qu'il choisit pour évoquer les malheurs de ce

pays montre bien ce sens aigu de la métaphore qui est celui d'un poète. Pour l'esprit nordique, c'est l'automne et non l'hiver qui est en effet le contraire de l'été, et l'été est le temps mythique de la vie et des forces juvéniles. A l'imaginaire nordique, le pic de l'été apparaît comme le temps où les rêves s'accomplissent. La disparition de la lumière à l'automne a une signification morale. C'est l'effondrement du rêve confronté à la réalité.

Le symbolisme de l'automne se charge, pour l'esprit suédois, de bien d'autres réminiscences. Dès la fin du siècle dernier, c'était déjà un cliché dans le monde nordique que d'évoquer une Suède irrévocablement atteinte par l'âge. Dans son roman *Le patriote sans pays* (1895), l'écrivain finlandais K.A. Tavastjerna met en scène un homme faussement accusé par ses compatriotes d'être un agent russe. Le héros s'enfuit vers la Suède. Le romancier compare la différence de climat politique entre les deux pays à ce que ressentirait « un homme fuyant une bagarre sauvage entre des lycéens (pour se réfugier) dans une réunion d'hommes mûrs... qui, après un dîner particulièrement

siècle pour mettre en place un nouveau sentiment national, tourné vers l'avenir.

Cet état de dépression nationale a beau être désormais en grande partie liquidé, la Suède contemporaine se retrouve, un siècle plus tard, en proie aux fantômes de la morosité et du doute de soi. La culture politique suédoise des années 1980 paraît plus fragile, moins convaincue de ses propres valeurs, que celles des pays voisins. Cela peut sembler aller à l'encontre de l'idée traditionnelle qu'on se fait de la Suède comme exemple pour le monde entier, imbu de sa valeur. En fait, la fragilité de ce pays apparaît dans une certaine mesure comme la conséquence imprévue de sa situation de modèle. En termes de psychologie sociale, la conscience de faire l'admiration du monde entier se trouve aux antipodes de l'état de doute qui affectait la conscience nationale suédoise il y a un siècle. Mais dans ce cas précis, la dialectique de l'histoire ne semble pas avoir prévu de synthèse. L'incertitude fondamentale ressurgit, tandis que décline la trajectoire d'une Suède incarnant l'idée du progrès social.

Tout cela étant posé, il paraît évident que le cas de la Suède ne saurait s'expliquer simplement en termes d'un modèle scandinave en général, bien que des problèmes économiques et sociaux analogues se posent à tous les pays nordiques. Les difficultés qu'impose,

dans une période d'inflation et de récession mondiales, le maintien d'une sécurité sociale qui englutit plus de la moitié du PNB sont évidentes. A l'exception partielle de la Norvège qui possède du pétrole, tous les pays nordiques connaissent un déficit chronique de la balance des paiements et du budget. Tous semblent avoir atteint un point où il ne peut plus

être question d'augmenter l'impôt. Tous se trouvent secoués par la vague internationale de conservatisme et de néo-libéralisme qui semble remettre en question les bases même du système nordique de valeurs. Les répercussions politiques de cette situation ont sans nul doute porté atteinte à l'image qu'on avait d'un monde nordique qui constituerait l'assise inébranlable de l'harmonie sociale. Les social-démocrates, longtemps considérés comme les seuls véritables gardiens des Etats-providences nordiques, sont en train de perdre toutes les élections.

S'il est vrai que nous arrivons, comme le suggère Rolf Dahrendorf dans un ouvrage paru récemment, vers la « fin du siècle social-démocrate », il n'est pas étonnant de voir les pays scandinaves plongés dans un état de malaise idéologique. Les mots clef dont Dahrendorf se sert pour caractériser l'ère de la social-démocratie sont ceux-là mêmes qui sous-tendent les valeurs politiques du monde nordique : croissance économique, égalité, travail, rationalisme, Etat et internationalisme.

Si, pour une raison ou une autre, on ne parvient pas à la croissance économique dans un futur proche ; si le maintien du système de sécurité sociale mis en place depuis la deuxième guerre mondiale apparaît comme

Norvège, les roues du commerce et de l'industrie s'étaient mises à tourner, symboles d'une autre forme de puissance. L'élite politique et intellectuelle suédoise s'est sentie de plus en plus dépassée par les élites des autres pays. Les radicaux, tel Strindberg qui, dès les années 1880 soutenait ouvertement le cosmopolitisme, comme la seule attitude possible pour un Suédois, tournaient en ridicule les tentatives de ces élites pour redorer le blason du nationalisme. Il a bien fallu aux Suédois les trois premières décennies du vingtième

trop onéreux : si la technologie ne sert plus à créer des emplois mais à en supprimer ; si le scientisme se voit éclipsé par un « retour au sacré » ; si les citoyens

accusent de plus en plus l'Etat de ne pas tenir sa promesse de mettre en place une société de justice et de liberté ; si l'idée d'une communauté internationale soumise, de par la volonté commune, à un ensemble de lois laisse une fois de plus la place à une politique de grandes puissances et à une concurrence militaire et économique étalée au grand jour entre les nations-Etats ; alors ce bouleversement n'inquiétera plus seulement les social-démocrates nordiques, mais touchera le cœur même de la culture des pays scandinaves. La crise de la social-démocratie serait alors aussi une crise d'identité nationale et la Suède serait plus durement frappée encore que ses voisins.

2

Pour un observateur profane, la Suède peut encore présenter une image qui semble faire exception à la crise générale de la social-démocratie. En 1982, le Parti social-démocrate d'Olof Palme est revenu en force au pouvoir. Même les puissances industrielles ont salué en ce nouveau gouvernement un progrès par rapport à la fragile coalition à laquelle il succédait. Son travail a commencé par une série de mesures économiques draconiennes, dont une dévaluation de 16% de la *krona*, qui rappelait la première mesure de la politique nouvelle qui avait permis à la Suède d'éviter les pires effets de la dépression des années 1930. Cette mesure s'avéra étonnamment efficace : les exportations suédoises se sont accrues de presque 10% et la balance commerciale montre à nouveau un confortable excédent.

Pourtant, dans ce troisième automne suédois après la restauration des social-démocrates, il paraît évident que la vieille magie des années trente ne va pas opérer une deuxième fois, bien que les raisons de l'échec ne soient pas immédiatement perceptibles. Ce n'est pas qu'une partie appréciable de la population suédoise se soit déprise des vertus fondamentales de l'Etat-providence, mais de plus en plus de personnes trouvent son coût trop élevé. Selon toutes les apparences, la qualité de la vie est encore nettement supérieure en Suède à celle de la plupart des autres pays du monde. Même dans nos sombres années 1980, la Suède ne connaît pas de bidonvilles, de paysages industriels délabrés, de terrains vagues pleins de détritus à la lisière des villes. Les trains continuent à y partir à l'heure, longeant paisiblement d'immenses forêts, des lacs miroitants et de coquettes maisons de bois peintes en rouge sombre. La notion de *rygghet*, le chaud et enveloppant réconfort contre tous les maux, qui a servi pendant un demi-siècle de phare à l'effort social suédois, reste encore remarquablement nette et précieuse.

Il en va de même de la notion de *jämlikhet*, cette passion égalitaire presque aussi puissante qu'un moteur d'ordre moral. La proverbiale *titelsjuka* — littéralement maladie du titre — caractéristique du gratin de la société suédoise, a perdu sa dernière expression symbolique il y a quelques années, lorsqu'il cessa d'être obligatoire de citer les titres de noblesse dans l'annuaire téléphonique. Le curieux usage qui voulait qu'on s'adresse aux étrangers par leur titre suivi de la troisième personne est tombé en disgrâce dès les années 1960. La forme plurielle de politesse « vous » a été presque complètement abandonnée en faveur du singulier « tu ». Tout le monde s'appelle par son prénom, jusques et y compris les autorités dans leurs rapports avec les administrés.

Pourtant, un revirement paraît s'amorcer : on voit apparaître un certain ressentiment à l'égard de cet effort pour simplifier les rapports que poursuivaient les autorités. Un auteur vient de protester, dans un journal libéral de Stockholm, contre l'emploi du

L'AUTOMNE SUEDOIS?

Arne Ruth

raffiné, avec pléthore de vins, débattent de religion et d'affaires d'Etat par-dessus leur verre d'arrak. » Comparée à la Finlande et plus encore à la Norvège, le plus jeune partenaire de l'union de la péninsule scandinave, la Suède apparaissait comme paralysée. Quant à Strindberg, il méprisait les tenants de l'union en décrivant la Norvège comme « un pays jeune et sain enchaîné à un pays décrépît et pourri. » Par dessus les fjords, Björnsterne Björnson lui faisait écho : « Les Suédois sont un vieux peuple plein de doutes, les Norvégiens un jeune peuple plein de foi. »

Un poète suédois contemporain a capté ce climat de malaise psychologique national en décrivant son pays comme « un vieillard brisé et plein de crainte / qui étale obstinément les mérites de son jeune temps / que le rêve d'été de cette Suède-là est révolu / et que, son souvenir en tête, on murmure à présent : oublie ! / à toute pensée qui regarde en avant. » Le rêve d'été des Suédois, c'est bien sûr l'ère de grandeur que leur pays connut il y a un siècle et demi. Près d'un siècle de paix continue a laissé en friche leurs talents guerriers. Partout, et même dans les pays voisins, Danemark et

« tu » dans les messages officiels. Selon lui, ce terme ne servirait qu'à donner un masque béni au visage de Big Brother. Son raisonnement était délibérément tiré par les cheveux, mais il montrait que les manifestations symboliques de la *jämlikhet* commencent à perdre du terrain sous la pression d'une nouvelle perception de la réalité. L'efficacité sociale des mythes n'est réelle que dans la mesure où ils ne sont pas perçus consciemment comme tels.

Une série d'événements récents ont ébranlé la mythologie de la Suède moderne. Le 4 octobre 1983, 75 000 personnes venues par trains spéciaux de toute la Suède, ont défilé dans les rues de Stockholm pour protester contre le projet gouvernemental qui consiste à vouloir détourner une partie des bénéfices de l'industrie suédoise pour mettre en place cinq fonds d'investissement régionaux des employés, en partie contrôlés par les syndicats. Le nombre de manifestants fut au moins le double de tout ce qu'on avait pu prévoir. Et, malgré le soutien massif de cette opération par les milieux d'affaires influents, les manifestants n'étaient à l'évidence pas uniquement des hommes d'affaires. Une grande majorité des Suédois semble voir ces fonds d'un œil soupçonneux. Signalons qu'à l'heure actuelle, 1% environ des ménages suédois détiennent les trois quarts des actions de l'industrie du pays. Ce fait a beau être d'une inégalité hurlante, il se trouve pour l'instant obliéré par la peur de voir les syndicats devenir des actionnaires importants de ce pouvoir industriel.

Peu après cette manifestation, le gouvernement a dévoilé son plan de réduction à long terme du déficit budgétaire suédois dont le chiffre est particulièrement élevé. Ce projet montrait clairement que les social-démocrates ne pouvaient plus offrir au pays des réformes sociales, fussent-elles mineures. Dans les années à venir, leur politique va revenir à « se serrer la ceinture ». L'aspect le plus important de ce projet budgétaire concernait cependant une mesure financière d'importance relativement secondaire. Abandonnant une politique qui a recueilli le consensus national pendant toute la période de l'après-guerre, le gouvernement proposait un gel de l'aide suédoise aux pays en voie de développement. Pour le moment du moins, on abandonnait l'ancien objectif d'affecter à l'aide au développement 1% du PNB.

Il y a un an, le gouvernement suédois fut secoué par un scandale qui obligea un de ses ministres à présenter sa démission. Il s'agit du ministre de la justice, Ove Rainer, longtemps haut fonctionnaire avant d'entrer au gouvernement. Un journal social-démocrate l'accusait en effet de ne payer que des impôts minimes, alors que son revenu se montait à plus de deux millions de couronnes. Il s'avéra que Rainer avait fait appel à une échappatoire de la législation fiscale suédoise, stipulant que l'intérêt, déductible, d'un gros emprunt pouvait être payé par anticipation. L'emprunt lui-même étant investi en obligations d'Etat de valeur croissante. Bien que parfaitement légale, sa transaction était si manifestement contraire à la morale social-démocrate qu'il dut abandonner son poste.

A la même époque, on assistait aussi à une controverse sur le nombre sans cesse croissant d'enfants qu'on avait dû retirer à leurs parents, soupçonnés de mauvais traitements, et placer sous la protection des services sociaux. Ces mesures ont fait l'objet d'une grande publicité au plan international, mais c'est seulement à une date récente qu'elles ont pris une certaine importance dans l'actualité suédoise. Une conférence de presse, organisée pour tenter de donner aux médias internationaux le point de vue officiel sur la question, tourna court. Plutôt que d'éluder le débat, les autorités officielles ont cherché à expliquer ces mesures comme la conséquence des pressions psychologiques sans cesse croissantes que subit la vie familiale en Suède. Mais leurs efforts n'ont rien arrangé, au contraire : bon nombre d'observateurs étrangers y ont vu la confirmation plus frappante encore de l'échec

de la politique gouvernementale dans ce domaine.

Le nombre exceptionnel de correspondants qui ont couvert l'événement témoigne de la grave altération de l'image internationale de la Suède depuis quelques années. La Suède est vraiment tombée en disgrâce. Il y a une quinzaine d'années, c'était un cliché du journalisme politique ouest-européen que de faire de la Suède l'utopie réalisée de la paix industrielle et de la justice sociale. Le stéréotype des années 80 semble être au contraire celui d'une Suède patrie de Big Brother.

Mais ce renversement d'opinion traduit une transformation du climat idéologique européen plutôt qu'une transformation réelle du contenu moral de la politique sociale suédoise. Des enfants ont été retirés à leur famille dans l'âge d'or du modèle suédois sans qu'on voie pour autant des journalistes du monde entier se précipiter en Suède. (Soit dit en passant, les autorités suédoises viennent également en aide aux femmes battues à un degré dont on n'a pas idée dans les autres pays, mais jusqu'à présent cet état de fait ne semble pas émouvoir l'opinion internationale.) Et il y a toute raison de croire que la proportion d'enfants maltraités est tout aussi importante dans les autres pays européens. La question semble moins être celle du bien-être des enfants que celle, idéologique, des prérogatives de l'Etat par rapport aux droits de l'individu et de la famille. Dans le climat idéologique en pleine mutation des années 1980, le cas de la Suède prend une nouvelle signification politique. Son image de marque s'est transformée : la peur de la modernité y a remplacé le désir — il faut bien dire que les espoirs de modernité ont notablement fondu depuis quelques années.

Cette nouvelle atmosphère n'est pas sans affecter aussi la perception suédoise interne de la réalité. Dépouillée de la rhétorique politicienne, l'idée d'un fonds appartenant aux salariés s'inspire manifestement de la logique de compromis et de pragmatisme qui a jadis fait tant de miracles comme moteur du changement de la société suédoise. Le raisonnement économique qui la sous-tend semble irréfutable. Il fouetterait le sang à l'investissement fixe qui s'amenuise depuis quatre ans. Il n'ouvrirait qu'une brèche mineure dans l'édifice dynastique qui donne depuis tant d'années un parfum de féodalité à l'industrie suédoise, sans mettre en cause la répartition fondamentale des pouvoirs. Il représenterait pour les syndicats une contre-partie aux sacrifices salariaux nécessaires à la réduction du déficit budgétaire.

Pourtant, malgré les assurances du parti social-démocrate que ces fonds ne contrôlèrent pas plus de 7% des actions cotées à la bourse de Stockholm d'ici à 1990 et ne dépasseraient pas ce seuil par la suite, patrons comme actionnaires préférèrent y voir un pas décisif vers l'abolition de la propriété privée en Suède. Certains investisseurs étrangers ont beau avoir prédit que ces fonds auraient un effet positif sur le marché des valeurs suédoises, les plus grands investisseurs privés suédois — s'il faut en croire leurs déclarations — semblent décidés à fuir la Suède à mesure que le gouvernement passera des paroles aux actes. L'opposition conservatrice s'est engagée à révoquer la décision, prise à la fin de 1983 par le Parlement, de commencer à mettre ces fonds en place. Ce problème baigne dans un

climat d'*Apocalypse Now* qui contraste profondément avec l'esprit de pragmatisme rationaliste qui est censé caractériser le discours politique suédois. Il s'ensuivit une polarisation de l'opinion publique qui surpassa tout ce qu'on a pu connaître depuis la deuxième guerre mondiale.

Le sort du ministre qui a réduit ses impôts en faisant appel à une astuce légale connue de tout capitaliste suédois représente lui aussi un signe révélateur du changement de climat idéologique. Malgré leur soif d'égalité, les Suédois ont cherché toutes sortes de procédés pour échapper à l'accablante taxation progressive. Pendant l'essentiel de l'après-guerre, les classes moyennes et supérieures ont tiré d'importants profits des prix à la hausse du foncier et du fait que les intérêts de toutes sortes d'emprunts étaient déductibles des revenus. Le gouvernement suédois n'a jamais eu pour politique d'empêcher les citoyens de s'enrichir, mais la morale relative à l'enrichissement et à la conservation de sa fortune s'est trouvée codifiée par une étiquette aussi rigoureuse et compliquée que la morale sexuelle victorienne. La règle de base était de récompenser, quelquefois même généreusement, les investissements productifs et de considérer comme fondamentalement immorales les transactions financières visant au profit personnel plutôt qu'au développement industriel. Et faire appel à un formalisme légal pour diminuer ses impôts au-delà d'un certain seuil fait

figure de tabou parmi les classes aisées. Payer moins de 10% sur un revenu de deux millions de couronnes traduit manifestement un manquement à l'étiquette. Malheureusement pour le système, le ministre qui a essayé d'en profiter ne faisait que suivre la tendance générale de ces dernières années.

3

On dit souvent que le secret de la morale sociale suédoise réside dans le mot *lagom*. De toute manière, ce mot peut au moins servir à éclaircir certains des dilemmes auxquels se trouve désormais confronté le modèle suédois. Impossible à traduire exactement, il signifie à la fois juste comme

il faut et modérément suffisant, mais aussi correct et convenable. Il fait appel à une idée de quantité et à un jugement moral sur cette quantité, évidemment par rapport à d'autres. Le « juste milieu » capte l'un des sens importants du mot, mais est loin d'en épuiser la complexité. L'expression est censée faire référence aux coutumes de l'ancienne Suède où les hommes buvaient en groupe, se passant la cruche commune de main en main. « Faire le tour » se dit en suédois *gå laget om*.

Selon cette étymologie, *lag-om* serait une abréviation de *laget om*. De toute manière, cette image de libation collective constitue une métaphore tout à fait révélatrice des implications morales du mot. Tout comme il est, bien sûr, impardonnable de boire plus que sa part à la cruche commune, il est tout aussi incorrect de ne pas boire assez, car cela revient à se désolidariser du groupe. Curieusement, ce concept de *lagom* semble être exclusivement suédois. Les Danois et les Norvégiens n'en connaissent que des équivalents approximatifs.

La société suédoise actuelle semble se trouver confrontée à un nombre croissant d'individus qui agissent parfois de concert, sous forme de puissants groupes d'intérêt, et ne connaissent plus les inhibitions qu'imposait le code du *lagom*. De plus en plus, les autorités se voient tentées d'imposer ce code par des mesures administratives, mais une partie importante de la population ressent cette attitude comme une altération du délicat équilibre entre la répression et la

DAHRENDORF, Ralf

L'Après social-démocratie, dans le n° 7 de la revue « Le Débat », déc. 1980
La Crise en Europe, Fayard, 1982, 352 p.

ROBINSON, Derek

La politique suédoise des salaires fondée sur le principe de solidarité, OCDE (Documents), 1974, 42 p.
Le projet suédois de démocratie culturelle. Essai de comparaison avec la France, Documentation française (Notes et études documentaires 4205), 1975, 72 p.

GUSTAFSSON, Lars

La Mort d'un apiculteur, Presses de la Renaissance, 1983, 204 p.

STRINDBERG, Auguste

Au Bord de la vaste mer, Oswald-Neo, 1981, 288 p.
Petit catéchisme à l'usage de la classe inférieure, Actes-Sud, 1982, 60 p.
Théâtre complet, 3 vol., Arche, 1982-83

compassion qui constituait le *lagom* de l'Etat et du gouvernement local. Dans une situation de croissance économique, le concept de la part « équitable » était

bien évidemment beaucoup plus facile à préserver : il était alors possible de compenser pour chacun l'injustice du moment par l'espoir d'une part meilleure à venir : l'une des métaphores les plus souvent employées par la langue politique suédoise à l'ère d'une croissance apparemment illimitée était celle du « gâteau commun » — et elle avait tout lieu de l'être. Que

verte » déferla sur le pays : elle finit par centrer son action sur la question de la force nucléaire et, en 1976, propulsa au gouvernement le Parti centriste, d'inspiration rurale, au sein de la première coalition non-socialiste depuis 1932.

Dès son apparition ou presque, la vague verte a exploité la notion de *lagom*, qui semblait s'adapter à merveille aux enseignements de la pensée écologique. Ainsi le parti-pris foncièrement conservateur inhérent au concept de *lagom* se trouvait-il remis à l'honneur et utilisé pour justifier une contestation du rationalisme instrumentaliste des planificateurs et des technocrates gouvernementaux et industriels. Enfin, avec l'apparition des premiers signes d'un refus de l'impôt, déclenché par les controverses de 1976 autour des vedettes comme Ingmar Bergman ou Astrid Lindgren, un conservatisme à l'ancienne, conforté

par une économie néo-classique, se mit à s'intéresser de très près à la croissance de la fonction publique. Le secteur public, trouvait-il, avait carrément outrepassé les bornes du *lagom*.

Ainsi le modèle suédois, après avoir pour un temps désamorcé la contestation de la classe ouvrière, autour de laquelle il s'était construit, se trouvait-il confronté sur ses ailes à deux types différents de conservatisme, contestant l'un comme l'autre le concept de progrès qui en constituait la base. Considérés dans la logique de ce modèle, ses deux opposants apparaissent comme antisociaux ; le conservatisme écologique rejette les transformations technologiques nécessaires au maintien de l'industrie à un niveau compétitif tout en refusant de payer le prix économique d'un rejet complet de la société industrielle. Le conservatisme anti-secteur public veut réinstaurer le marché libre, tout en refusant d'accepter la nécessité d'une intervention de l'Etat pour pallier les déchirements sociaux engendrés par les forces du marché. Mais ni l'un ni l'autre ne fournissent une solution satisfaisante au problème du bouleversement d'un système ou près d'un tiers des électeurs sont des retraités et un quart des employés du secteur public. Il en résulte une nouvelle érosion de l'esprit collectif, pourtant indispensable au système. La demande généralisée de sécurité reste, mais ce qui diminue, c'est la volonté de payer le prix personnel qu'il faut pour la garantir. Les social-démocrates sont doublement pris au collet : leurs efforts surhumains pour redonner au système son sens traditionnel des valeurs rationnelles ne font qu'alimenter le feu des technocrates et des tenants de l'entreprise privée. A la fin de l'Automne suédois, Enzensberger résume ainsi leur situation :

« Les éternels intuits voudraient que les insensés retrouvent la raison et se libèrent de leur péché. Mais ils passent à côté du problème. Chaque nouvelle réglementation ne fait que percer un nouveau trou, chaque nouvelle mesure de contrôle visant à réduire le risque de l'imprévu ne fait que l'augmenter. Plus le tissu des institutions se resserre, plus elles deviennent vulnérables aux perturbations externes ou internes... Le bon pasteur s'imaginerait que ce sont les intentions, bonnes ou mauvaises, qui gouvernent le monde. Il croit à la possibilité de prédire, et par là même d'influencer les processus sociaux. Et si tout cela n'était qu'une illusion ? Et si le bon pasteur lui-même n'était qu'un concept irrationnel ? Et si l'évolution de l'humanité n'était — pour employer un terme théorique — qu'un processus stochastique ? »

Ce qui semble donc constituer le cœur même du tourment qui paralyse le système suédois, ce sont les contradictions inhérentes à la notion de progrès réglementé qui le sous-tend. Les mythes concomitants d'une sollicitude paternelle et d'une solidarité nationale égalitaire, incarnés dans le concept du *folkhem* ou Maison du peuple, développé par Per Albin Hansson, pâlisent à mesure que s'estompe la foi dans la

rationalité du modèle. Retrospectivement, celui-ci présente le spectacle paradoxal d'un pays qui déve-

loppe plus que tout autre société les apparences de la modernité mais qui reste dans son for intérieur l'incarnation de la *Gemeinschaft* (communauté) mythique de Tönnies. Une fois disparus les capotons des traditions, la brutalité moderne des forces de la *Gesellschaft* (société) detraque l'équilibre délicat des structures sociales. Enfin, à mesure qu'il perd son rôle de symbole international de la modernité, le système se voit privé d'un autre atout fondamental : l'énergie morale qu'engendraient ses aspirations universalistes.

4

Au cours des années 1960, c'est de l'intérieur que vinrent certaines des prophéties les plus perspicaces sur l'avenir des sociétés de bien-être scandinaves. Dans un article de journal paru en 1965, l'écrivain danois Henrik Stangerup traduisait l'état d'esprit commun à ce moment-là chez un grand nombre d'intellectuels scandinaves :

« Nous vivons dans la Scandinavie actuelle l'une des plus importantes expériences de l'histoire mondiale. Cela peut paraître prétentieux, cela ne l'est pas. La Scandinavie d'aujourd'hui est la société mondiale d'avant-garde. Ce qui se produit chez nous, arrivera demain dans les autres pays, dès qu'ils auront atteint un niveau comparable de liberté et de bien-être. Notre liberté de parole et de presse est pratiquement illimitée. Notre niveau de vie fait envie au monde entier. Nous avons, pour tout dire, toutes les occasions imaginables de vivre notre vie en développant librement nos potentialités humaines et créatives... Pour peu que nous sachions comment employer notre liberté et la réaliser dans notre vie... notre expérience sera profitable (au) monde entier qui nous entoure. »

Ce sentiment d'aller dans le sens de l'évolution du monde, d'être l'agent de l'histoire en réalisant les rêves les plus anciens de l'humanité, représente une formidable force d'inspiration depuis que l'idée de progrès s'est emparée de la mentalité occidentale. Les mouvements sociaux ont essayé de s'approprier cette énergie vitale en se présentant comme les pionniers du futur. Parfois, toute une nation a incarné pendant quelque temps la notion de progrès : ce fut le cas pour la France et la Russie révolutionnaires, tout comme pour la Belgique de 1831 et, en un sens différent, pour la Grande-Bretagne à l'ère de la révolution industrielle. Rares sont les nations qui ont conservé ce rôle pendant longtemps. Bien entendu, l'Amérique représente l'exception. Depuis leur révolution, les Etats-Unis n'ont pas cessé de représenter les forces du changement. Voici ce qu'écrivait, de manière tout à fait caractéristique pour un scandinave progressiste de l'époque, un clergyman norvégien en 1781 : « Que Dieu aide l'Amérique à conquérir sa liberté pour que l'humanité ne périclite pas en esclavage. »

Pour ceux qui vivaient hors de leurs rivages, la vision des Etats-Unis avait une valeur essentiellement symbolique. C'était pour eux le moyen de formuler leurs espoirs et leurs craintes. La tradition d'anti-américanisme européenne — le mépris aristocratique pour la « vulgarité » de la culture américaine et l'hostilité politique à ce mélange d'égalitarisme et d'individualisme qui fait la société américaine — prend ses racines dans le rejet de cette tradition d'idéaliser l'Amérique.

La même dialectique d'adoration et de haine se manifeste lorsqu'on veut faire jouer aux pays nordiques et surtout à la Suède le rôle de pionniers du progrès social.

Après la guerre, le mythe de la voie moyenne prit une importance significative, au point d'entrer dans le folklore politique du monde anglo-saxon. Finalement, le thème du compromis de classes a été supplanté par l'idée d'un progrès général. On assista à la publication



Gravure du XVIII^e siècle

le gâteau se soit vu remplacé par la « ceinture serrée » laisse entrevoir les problèmes que pose le maintien du code du *lagom* en période de crise économique. La Suède a en commun avec ses voisins et l'Occident en général les pressions sociales qui résultent du ralentissement du progrès économique. A l'ère de la prospérité, cependant, le code du *lagom* servait à atténuer les effets de la course aux revenus : les individus et les groupes avantagés par le marché acceptaient de renoncer à une partie de leurs profits pour le bien commun. L'idée de progrès ne présentait donc aucune ambiguïté du point de vue social. Jusque fort avant dans les années 1970, elle pouvait servir à intégrer le paysan, l'ouvrier et le capitaliste à la même culture nationale.

La première rupture importante remonte à la grève de Kiruna en 1969-70 : les ouvriers des mines de fer nationales de Laponie du Nord organisent alors une grève sauvage et restent trois mois sans travailler, en signe de révolte contre les conditions humainement dégradantes de travail. Une vague de grèves sauvages s'ensuit dans tout le pays. Pour les social-démocrates il y avait là un signe inquiétant ; celui du grand risque qu'ils couraient de perdre leurs liens particuliers avec la classe ouvrière, liens sur lesquels avait reposé la continuité de leur pouvoir.

Leur réaction ne se fit pas attendre : au lieu de continuer à mettre l'accent sur les aspects matériels du progrès, ils le mirent désormais sur la qualité des conditions de travail dans l'industrie. Une commission sur la démocratie à la base fut chargée de préparer une nouvelle législation sur les « droits fondamentaux du travailleur à la négociation », celle-ci pouvant porter sur tous les aspects de son travail, y compris ses méthodes, son organisation et le choix des machines et de l'équipement. A la fin des années 1970, les syndicats avaient officiellement reçu le droit de participer aux décisions de leur compagnie affectant les transformations majeures dans l'organisation de la force de travail. Les fonds de travailleurs, proposés initialement comme un premier pas vers la prise en main officielle de l'industrie privée par les syndicats, mais dépourvus par la suite de leurs implications quant à un changement éventuel de société, sont eux aussi issus de la controverse déclenchée par la grève de Kiruna.

L'action des mineurs a été la première manifestation d'importance d'une résistance croissante aux transformations techniques et économiques qui avaient permis à l'industrie suédoise d'être continuellement compétitive sur le marché mondial. Au cours des années 1970, le message de la croissance limitée vint s'ajouter à une nouvelle nostalgie — surtout perceptible chez la jeunesse citadine — celle de la simplicité des valeurs rurales de la génération précédente. Une « vague

d'une série de livres intitulés par exemple : *La Suède-la machine du progrès* ou encore *La Suède-prototype d'une société moderne*. Traités savants ou ouvrages dans la tradition de Lincoln Steffens, ces livres ont contribué à imposer l'idée d'une Suède, puis d'une

Scandinavie constituant les fers de lance de la modernité. Parallèlement à cette veine utopiste, une tendance contradictoire s'élevait pour attaquer ou ridiculiser les vertus prétendument progressistes de la Suède moderne : le « lieu propre et bien éclairé » de la réflexion de Kathleen Noni, la patrie des « nouveaux totalitaristes » de Roland Huntford. Le taux de suicide prétendument élevé ne tarda pas à devenir l'idée bateau de cette image négative de la Suède et du monde nordique.

Sur le continent européen, le mythe suédois a suivi une trajectoire légèrement différente. En 1935, un an avant le livre de Childs, un Français tout aussi admiratif, Serge de Chessin, écrivait *La Clef pour la Suède*. Mais les plus efficaces à propager le mythe suédois furent les militants de la gauche allemande et autrichienne : ils avaient vécu en exil en Suède pendant la guerre et avaient ensuite rapporté avec eux dans leurs patries dévastées le concept du compromis de classes. Grâce aux efforts d'hommes comme Willy Brandt, Herbert Wehner, Bruno Kreisky et d'une quantité d'autres social-démocrates moins connus, cet idéal d'une Suède modèle pour la reconstruction de l'Europe vint s'ancrer profondément dans le paysage politique européen. Il finit par gagner même la France où il parla à l'imagination et de la gauche non communiste et des technocrates gouvernementaux. Des organisations comme l'OCDE et le BIT contribuèrent à diffuser en Europe occidentale certains aspects importants de la politique novatrice suédoise dans le domaine du marché du travail. Sous les chanceliers Brandt en Allemagne fédérale et Kreisky en Autriche, on assista à un effort constant, en partie couronné de succès : pour promouvoir ces pays à leur tour à une position de modèle : manifestement calqué sur l'exemple suédois, le thème du « modèle allemand » fut l'un des arguments majeurs de la campagne électorale d'Helmut Schmidt en 1976.

Quand l'idée d'une Suède donnée comme modèle au monde entier est-elle venue à l'esprit des Suédois ? Dans les années 1930, l'idée ne valait que pour l'Amérique, et elle marchait assez fort pour faire vendre les journaux. Après la guerre, des personnages comme Dag Hammarskjöld ou le comte Folke Bernadotte se mirent à symboliser la diffusion de la mentalité du fonctionnaire suédois dans le monde entier, faisant chanter l'imagination de leurs compatriotes.

Dès avant le début des années 1950, le concept du modèle suédois s'était fait une place bien à lui dans la rhétorique politique interne de la Suède. Les institutions officielles s'étaient habituées aux journalistes étrangers et aux experts qui venaient visiter le pays pour étudier les limites de la modernité sociale. Les pays nordiques voisins avaient formé une association informelle avec la Suède, permettant de mettre en place des réformes sociales analogues, qui avaient généralement la Suède pour point de départ. Aux yeux du reste du monde, le statut de modèle s'était élargi peu à peu jusqu'à s'appliquer aux trois pays scandinaves, puis à la Finlande et dans une certaine mesure à l'Islande. On avait l'impression que les pays nordiques étaient inspirés par une mentalité identique, impression encore renforcée par le fait que ces pays avaient tendance à agir et à voter comme un bloc aux Nations-Unies et dans les autres instances internationales.

Dans le courant des années 1950, un autre sujet important se mit à préoccuper la conscience collective suédoise : le souci de la misère du Tiers-monde. Le terrain avait été préparé par les efforts humanitaires de Scandinaves comme Fridtjof Nansen et Bernadotte. Des missionnaires du mouvement revivaliste contribuèrent eux aussi à diriger l'énergie morale sur la faim et la pauvreté des régions reculées du globe. Le prix

Nobel de la paix 1952 fut décerné à Albert Schweitzer, ce qui contribua à donner au problème du Tiers-monde une actualité encore plus brûlante. En termes de conscience politique, le bouleversement se produisit cependant au moment où la situation raciale en Afrique du Sud commença à faire beaucoup de bruit. Au début des années 1950, le ton fut donné par Herbert Tingsten, en sa qualité de rédacteur en chef du *Dagens Nyheter* : plusieurs jeunes écrivains lui emboîterent le pas. En 1961, Lars Gustafson, qui représentait alors la toute nouvelle génération d'écrivains, notait que « dans aucun autre pays, y compris la Grande-Bretagne, on n'avait consacré autant d'espace dans les journaux à décrire et à commenter la situation de la population de couleur en Afrique du Sud. »

L'observation de Gustafson se situait dans le cadre d'une polémique réfutant les protestations des conservateurs contre l'idée d'une Suède servant de conscience au monde. Dans une version plus développée de son essai, publiée en 1964 sous forme d'un pamphlet en anglais, Gustafson étend la portée de la controverse en s'attardant longuement sur les problèmes moraux qui découlent de l'intérêt de l'opinion publique suédoise pour les affaires du Tiers-monde.

En dépit de sa conviction que la protestation morale n'a besoin d'autre justification que la conscience d'une oppression, Gustafson reconnaissait que les positions en faveur de la protestation découlaient en Suède d'une série de circonstances assez particulières. Il les attribuait à une combinaison de deux facteurs : un sentiment de culpabilité face à la situation particulièrement privilégiée de la Suède en ce qui concerne la sécurité militaire, économique et politique, et le désir de sortir de l'isolement imposé à la Suède par sa situation de « péninsule spirituelle et physique aux franges de l'Europe ». En fait, écrivait-il, la politique internationaliste a remplacé les précédentes notions d'identité nationale en s'élevant au rang d'une idéologie partagée par la grande majorité des Suédois :

« Cette espèce de conscience internationale est, je crois, un moyen de sortir et une constante consolation de tout ce que nous avons pendant si longtemps ressenti comme un isolement. Si le patriotisme suédois existe de nos jours, il s'incarne dans notre volonté de nous faire entendre à propos des réalités auxquelles nous confronte cette nouvelle solidarité. »

5

Cette façon de voir dans l'internationalisme suédois un simple succédané de patriotisme a quelque chose de déconcertant. Les Suédois eux-mêmes, aussi bien que les observateurs étrangers, ne se sont pas privés de faire remarquer l'absence, dans la Suède moderne, d'un sens traditionnel de l'héritage national. Nombre

de ceux qui ont écrit à propos de la Suède se sont étonnés de voir la culture politique suédoise dénuée, pendant de longues décennies, de tout sens de nationalisme romantique, alors qu'elle était manifestement inspirée par un fort sentiment de volonté commune. On peut citer, à ce propos, parmi les premiers un commentaire de Margaret Cole, paru en 1938 dans une anthologie sur la Suède moderne rédigée par un groupe d'études de la Société Fabienne : « Les Suédois sont beaucoup moins dominés par leur propre histoire nationale que la plupart des autres pays d'Europe. »

Ce mélange spécifique de neutralisme et de moralisme, qui est typique de l'attitude suédoise vis à vis du monde, est antérieur à la vision de la Suède comme modèle de société. Dans son étude de 1944 intitulée

Débat sur la politique extérieure suédoise 1918-1939, Tingsten montre que son triomphe comme fondement de la politique extérieure suédoise remonte à l'entre-deux-guerres. Selon

lui, il repose surtout sur un concept théorique, celui de la divergence d'attitudes entre petits Etats et grandes puissances. C'était

une idée assez communément répandue dans la pensée de la fin du XIX^e siècle que de considérer les petites nations comme intrinsèquement morales, à la différence des grandes qui ne pensent qu'à agrandir leur empire et à vénérer la force. On peut citer Jacob Burckhardt comme l'un des plus anciens défenseurs de cette théorie. Le destin du Danemark face à la Prusse et à l'Autriche en 1863-64 a contribué à rendre cette idée encore plus frappante aux yeux des Scandinaves. L'opinion publique considérait que les jeux étaient faits d'avance : les petits Etats étaient condamnés à être mangés par les grandes puissances.

Au début du XX^e siècle, les libéraux scandinaves se plaisaient à mettre en parallèle la situation des petites nations à l'ère des grandes puissances avec celle d'un ouvrier face à la force sans cesse croissante des grandes entreprises. Pour maîtriser une pareille situation, il n'y avait qu'une solution : s'associer. La solidarité des travailleurs entre eux ouvrait la voie à l'organisation des forces laborieuses comme contre-poids à la puissance des grandes entreprises ; de même, la solidarité entre les petits Etats pouvait apparaître comme la seule solution efficace contre l'arrogance des grandes puissances dans leur volonté de dominer le monde.

Le souci éclairé de leurs propres intérêts unirait, croyait-on, les petits pays, dans le but commun d'imposer aux grandes puissances le respect de la loi internationale. En réglant leurs propres conflits internationaux par l'arbitrage plutôt que par la force militaire, les petits Etats pouvaient servir d'exemple moral. La dissolution, entièrement pacifique, de l'union suédo-norvégienne fut perçue comme un signe à l'adresse du monde. Plus tard, la solution à l'amiable du conflit des îles Åland entre la Suède et la Finlande et le compromis apporté à la question des frontières du Jutland du Sud entre le Danemark et l'Allemagne après l'armistice de 1918 contribuèrent à renforcer le sentiment que les pays nordiques étaient les pionniers de la lutte pour un ordre mondial juste et pacifique.

À la fin de la première guerre mondiale, l'opinion publique suédoise était fortement sensible à l'idée que les petits Etats œuvraient pour le mieux de leur intérêt national en respectant un code de conduite international — même si cela devait signifier, comme dans le cas de la Suède et des îles Åland, de renoncer à des prérogatives territoriales. Au moment du débat sur l'entrée de la Suède à la Société des Nations, la minorité conservatrice objectait qu'il ne fallait pas



sacrifier les intérêts de la Suède à des considérations internationales. La majorité libéraux-social-démocrates n'eut aucun mal à gagner la partie en montrant que c'était dans son propre intérêt que la Suède devait entrer dans la Société des Nations. L'entreprise prit des dimensions utopiques. Pour reprendre l'expression de Tingsten, on sentait que « la situation dans les pays scandinaves pouvait être considérée comme un modèle de futur ordre mondial... On était tenté de penser que le monde entier — ou du moins l'Europe — pourrait, après une série de

transformations radicales de conception nébuleuse, se transformer en une association analogue de pays, une Scandinavie à grande échelle.

Nils Andrén distingue, pour ce qui est des fondements de la neutralité suédoise, deux écoles traditionnelles de pensée, les « réalistes » et les « moralistes ». Cette distinction permet d'illustrer assez bien les idéaux qui ont dicté cette aspiration à l'universalité.

Les deux groupes voient l'évolution de la politique extérieure suédoise comme un processus d'apprentissage. Cependant, pour les réalistes, c'est l'évolution des réalités stratégico-politiques au cours de l'histoire qui a constitué le principal facteur d'élaboration de la politique suédoise. Tant que ces réalités ont favorisé une stratégie militaire expansionniste, la conscience nationale suédoise était héroïque plutôt que pacifiste. En fait, la mythologie de l'ère de la « grandeur » a longtemps survécu à ses fondements politiques. C'est seulement au moment de la dissolution de son union avec la Norvège, au moment où la Suède a perdu ce qui lui restait de son ancien statut de grande puissance, que cette vision héroïque a fini par s'évanouir. La politique de neutralité — adoptée en réponse à l'amoindrissement de la puissance militaire et du rôle politique de la Suède en tant que grande puissance locale — a fini par se confondre avec une prise de conscience « moderne » de la paix et de la justice humanitaire.

Dans la terminologie d'Andrén, les « moralistes » interprètent ce processus comme le résultat d'une maturation politique et morale. Les dirigeants et le peuple du pays ont gagné en sagesse. La vision de la Suède comme une nation « vieillie », qui était pour l'ère héroïque antérieure un signe fatal de faiblesse, est ici transformée en atout : loin de rester à la traîne des forces progressistes, la Suède devient l'annonciatrice d'un nouvel ordre international. Elle est la toute première parmi les nations à avoir atteint l'âge adulte.

Le système de valeurs « moraliste » repose sur l'espoir d'arriver à satisfaire les intérêts et les revendications des nations sans sortir du cadre d'une légalité qui a tout prévu. La justice apporte l'harmonie. Lorsque Tjningsten, prenant une position fondamentalement réaliste, voit dans cet idéalisme une version de la première foi libérale en une « main invisible », il n'a certainement pas tort. Mais si cet idéalisme semble désespérément utopique comme programme d'action au jour le jour, il n'en est pas pour autant absolument irrationnel comme système de valeurs fondant une politique nationale. Il est tout à fait normal qu'un pays résolu à demeurer en dehors de tout système d'alliances considère que la totalité des nations devrait se soumettre à une législation internationale. Qu'une telle position apparaisse aussi comme supérieure du point de vue moral prend une signification croissante dans un contexte politique où une politique extérieure ne peut se faire sans le soutien de l'opinion publique. Lorsque après la première guerre mondiale la résistance conservatrice au suffrage universel fut enfin balayée en Suède, la coalition libéraux-démocrates retira un grand bénéfice du fait que sa politique extérieure pouvait apparaître, au commencement de cette ère nouvelle, comme le prolongement de la philosophie sociale qui orientait sa politique intérieure. Les réalistes ne tardèrent pas à reprendre à leur compte les principes sur lesquels reposait l'interprétation moraliste de l'intérêt national suédois et, comme le fait remarquer Andrén, ils ne les ont depuis que très rarement remis en question. La politique internationaliste a donc bien été élevée au statut d'une idéologie nationale en Suède. L'égalité chez soi et la justice au-dehors, voilà en fin de compte les deux principes complémentaires et interdépendants de la politique suédoise.

Cependant, entre les deux guerres, le concept de justice internationale a reçu une interprétation nettement conservatrice. Le social-démocrate Osten Undén, principal maître d'œuvre de la politique de neutralité de la Suède moderne explique pourquoi la Suède se doit de soutenir un ordre international que de nombreux citoyens considèrent comme injuste en comparant la situation à celle du compromis intérieur de classes. Selon lui, remettre à plus tard la recherche d'une législation internationale parce qu'il existe des injustices serait aussi absurde que si la classe ouvrière, avant de voter, « déclarait qu'elle ne peut participer à l'ordre en place tant que toutes les lois périmées ou injustes n'ont pas été révisées... Si nous voulons œuvrer pour la paix, il nous faut accepter comme point de départ les conditions actuelles et faire confiance au

lutar et aux forces pacifiques du développement pour réformer le monde. »

Comme le fait remarquer Tjningsten, l'analogie est biaisée : les masses laborieuses en colère ont obtenu qu'on leur fasse « justice » par des moyens souvent contraires à la loi. Dans l'entre-deux-guerres, cette inconscience resta en suspens. Après la deuxième guerre mondiale,

il s'avéra cependant de plus en plus difficile de réconcilier l'idéologie de l'égalitarisme chez soi avec une politique étrangère qui entraînait un cautionnement du *statu quo*. À mesure qu'on devenait de plus en plus conscient de la misère du Tiers-monde, on en vint à opposer « la justice » à un ordre mondial formel, « la liberté » à une conception purement technique de la paix. De façon croissante, les guerres de libération sont apparues comme un moyen juste pour les démunis du monde de briser les chaînes d'un système essentiellement colonial.

Bien que la Suède n'eût pas de passé colonial, elle profitait manifestement d'une situation contre laquelle s'élevaient les guerres de libération. Dans l'optique des rapports Nord-Sud, sa politique extérieure n'avait plus rien d'une incarnation des valeurs universelles. C'est la découverte de ce double système de valeurs qui a en grande partie alimenté la révolution étudiante suédoise de la fin des années 1960.

C'est également de cette découverte que la protestation politique suédoise contre la guerre du Vietnam a tiré une grande part de son énergie. Pour certains observateurs, la sévère critique de la politique américaine, inaugurée par Olof Palme dans son discours de Gävle en 1965, n'était qu'un geste d'apaisement en direction de la faction militante de son propre parti. C'est sans doute en partie exact, mais cette interprétation est manifestement beaucoup trop machiavélique. En 1965, Palme n'avait aucun moyen d'évaluer la puissance des forces politiques qui allaient se mobiliser contre la guerre du Vietnam. En s'élevant contre la politique américaine, il prenait le risque de s'aliéner un grand nombre de social-démocrates de base, traditionnellement pro-américains. Or il aurait été politiquement beaucoup plus grave de perdre leur appui que de s'aliéner quelques milliers de jeunes gauchistes.

L'attitude de Palme à propos du Vietnam doit être plutôt interprétée comme une tentative de reformuler la politique suédoise traditionnelle d'internationalisme à la lumière de l'importance grandissante de l'opposition Nord-Sud dans la politique mondiale. Dans le discours de Gävle, Palme essayait surtout d'analyser la situation au Vietnam sous l'angle de la divergence d'intérêts entre les petits Etats et les grandes puissances. Ce discours a marqué le retour de la doctrine du « petit Etat » comme thème important du débat sur la politique étrangère de la Suède. Par la suite, ce thème est devenu l'un des piliers du discours de Palme dans le domaine des affaires internationales. Dans

la politique intérieure suédoise, il a servi de trait d'union entre les militants contre la guerre au Vietnam et l'opinion libérale-conservatrice pour qui l'Amérique avait trahi son soutien traditionnel du principe de souveraineté nationale en intervenant dans une guerre civile. Le même thème fut utilisé avec la même efficacité pour critiquer l'Union soviétique au moment de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

Au cours des années 1970, la doctrine du « petit Etat » devint de plus en plus une manière de montrer que la Suède se plaçait sans équivoque du côté des nations pauvres dans le conflit Nord-Sud. La Suède n'a jamais fait officiellement partie du mouvement des pays non-alignés — et c'est seulement en 1973 qu'elle assista pour la première fois, comme hôte, à la conférence des pays non-alignés d'Alger — mais de nombreuses déclarations officielles soutiennent les objectifs de ce mouvement.

Cette politique étrangère suédoise qui élargit son champ de vision jusqu'à englober des déclarations de solidarité avec les nations déshéritées du monde peut donc être considérée comme une entreprise visant à satisfaire l'aspiration fondamentale à l'universalité, où l'intérêt national suédois apparaît comme entièrement compatible avec la lutte pour la justice internationale. La Suède, et quelques autres pays d'un degré d'évolution comparable, ont donc com-

mencé à dépasser la logique politique des relations économiques néo-coloniales. Comme le rapport de la Commission Brandt, la vision réformiste de Palme, tout en soulignant que la libération politique du Tiers-monde ne peut pas toujours être obtenue par des moyens pacifiques, revient en fait à l'idée d'une coopération harmonieuse entre riches et pauvres, dans l'intérêt des deux parties, sur la base d'un système de marché contrôlé. C'est le modèle suédois à l'échelle mondiale.

La Suède a le devoir de donner l'exemple aux autres nations. Cela va imposer des sacrifices, mais il en naîtra également des avantages. Dans la « Déclaration de politique extérieure du gouvernement social-démocrate » de mars 1976, cette dualité est développée d'une manière exemplaire.

Le texte commence par affirmer que, grâce à son aide au développement et à son soutien actif aux petites nations dans leurs efforts pour limiter leur dépendance vis-à-vis des superpuissances, la Suède est parvenue à établir une situation de coopération confiante avec ces Etats neufs. Il poursuit en soulignant l'importance des relations commerciales

et industrielles entre la Suède et les nations en voie de développement, ce qui ne fait qu'alimenter davantage le procès que lui font parfois ses concurrents industriels, à savoir que le discours sur la solidarité internationale n'est qu'une manière détournée de rechercher des débouchés commerciaux.

De fait, cette suspicion ne semble pas entièrement infondée. De 1962 à 1977, l'aide suédoise au développement du Tiers-monde est passée de 100 millions de couronnes à presque trois milliards, soit de 0,12% à 0,85% du PNB. En termes de sacrifice économique réel, ces chiffres sont cependant loin d'être impressionnants. Pendant toute la période des années 1970, les exportations suédoises vers les pays en voie de développement ont rapporté quatre à cinq fois la

Gravure du XVIII^e siècle



somme consacrée à l'aide à ces pays. Pour être juste, il faut néanmoins dire que l'aide suédoise n'a jamais été assortie de conditions commerciales, au contraire des pratiques de la plupart des autres pays industriels.

A l'heure actuelle, cela n'est plus absolument exact. Lorsque, après la crise pétrolière de 1973-74, la Suède s'est trouvée confrontée à l'énorme problème de sa balance des paiements et au risque d'un chômage croissant, l'aide au développement a été considérée de façon de plus en plus nette sous l'angle des avantages qu'elle pouvait apporter en retour à l'industrie suédoise. Le changement de cap, inauguré par la coalition non-socialiste de 1976, n'a pas été remis en cause par les social-démocrates. A l'automne 1983, la proposition de gel du volume de l'aide au développement, qui revenait en fait à l'abandon de l'objectif du 1%, fut défendue par Olof Palme avec cet argument : augmenter encore le niveau de l'aide reviendrait à une provocation à l'égard du travailleur ordinaire, contraint de subir une diminution de son revenu réel. Face à la crise économique dont l'état enserrait la Suède, sa déclaration apparaît comme une appréciation réaliste des limites de la doctrine de la solidarité internationale. Les libéraux furent le seul parti à défendre encore le 1%, jadis unanimement accepté.

Ainsi donc la Suède ne paraît plus pouvoir s'offrir, autant que par le passé, le luxe de se croire dans une catégorie différente des autres pays industriels, pour ce qui est de ses relations avec le Tiers-monde. Bien sûr, on ne trouve encore aucun politicien suédois qui partirait en bataille pour la défense de l'« ancien » ordre économique comme l'a fait Henry Kissinger à la suite de la session de 1975 des Nations-Unies. La pression politique va continuer à restreindre le champ d'action de l'industrie suédoise dans des pays comme l'Afrique du Sud ou le Chili. Les relations entre les gouvernements de libération du Tiers-monde et les social-démocrates suédois vont rester cordiales. L'opinion publique suédoise et parfois les porte-paroles gouvernementaux vont protester — et à juste titre — contre les ingérences des superpuissances dans les affaires de pays souverains.

Mais, pour l'essentiel, le mythe de l'internationalisme suédois ne peut que se dégonfler sous l'impact des conflits d'intérêt réels entre les anciens et les nouveaux pays industrialisés, entre les nations riches par tradition et celles qui se trouvent dans un état de misère désespérée au Nord et au Sud. Simultanément, l'accroissement de la pression militaire dans la zone nordique, consécutif à la fin de la détente entre les superpuissances, a toutes chances de réduire la crédibilité d'une action internationale comme moyen de promouvoir la sécurité suédoise. La politique extérieure suédoise court le risque de passer par un processus de rétrécissement similaire à celui d'avant 1939, de la solidarité internationaliste des années 1920 à la tentative de formuler une proposition de sécurité sectorielle après l'échec du système de sanctions de la Société des Nations, puis enfin, lors de sa neutralité isolationniste des années de guerre, à une interprétation si restrictive de l'intérêt national que même ses voisins nordiques en ont éprouvé un sentiment de trahison.

Même si le cours actuel des choses n'a encore rien d'aussi catastrophique, les observateurs de droite ne manqueront pas de retirer un malin plaisir du fait que la politique extérieure suédoise apparaît incapable de remplir ses promesses utopiques. Manifestement, c'est le traumatisme causé par une Suède jouant le rôle de conscience morale qui alimente maintenant la

campagne de dénigrement du modèle suédois dont la vogue s'étend sur les Etats-Unis et l'Europe occidentale. L'ironie de l'histoire veut cependant que les courants politiques qui inspirent cette croisade anti-suédoise dérivent de la même source idéologique que la politique suédoise d'internationalisme : le libéralisme classique.

Tout cela n'apparaît pas pour l'instant, du fait que la restauration d'une économie néo-classique au cours de ces dernières années s'est appliquée à négliger un aspect important du message libéral : la promesse d'un ordre mondial harmonieux. Bien sûr, la substitution de « l'impulsion sauvage » par le « calcul civilisé », pour reprendre les termes de Benjamin Constant, faisait partie du programme du libéralisme économique des premiers temps. Les valeurs universelles de liberté, de progrès et de raison, étaient opposées au particularisme des valeurs féodales, de l'archaïsme et de la force brutale. L'économie, l'industrie et la technologie apparaissaient comme des forces libératrices de la pénurie engendrée par l'état de guerre. On se proposait d'acquiescer les biens matériels grâce à des échanges pacifiques plutôt qu'à la guerre et la répression. Mais dans la version moderne de l'économie néo-classique, la promesse d'harmonie ne dépasse pas

le domaine de la politique intérieure. Cette version semble véhiculer l'idéologie de l'affrontement international comme un préalable matériel autant que politique.

Pour ajouter à l'ironie de la chose, la notion de *Realpolitik* se trouve remise en circulation au moment même où il devient impossible de réfuter l'observation de Constant selon laquelle les guerres modernes sont foncièrement contre-productives. Si l'artillerie des armées napoléoniennes ne justifiait pas encore qu'on considère comme absurde l'héroïsme personnel et le plaisir de la bataille, il n'en va pas de même de l'arsenal nucléaire des superpuissances. Ainsi le problème de l'internationalisme incarné par le modèle suédois n'est pas, comme le voudraient certaines interprétations droitières simplistes, celui de son manque de rationalité, mais bien plutôt celui de l'irrationalité croissante de la politique internationale.

A mesure que les comportements des Grands sur la scène mondiale obéissent de moins en moins à une série de règles admises par tous, il devient également de moins en moins possible qu'une nation se présente en gardienne de la raison universelle. Dans ce sens, la crise de l'universalisme suédois ne traduit pas seulement la perte de validité d'une idéologie nationale

spécifique, mais constitue un symptôme du vaste dilemme qu'engendrent les contradictions inhérentes aux notions mêmes de rationalité et de progrès.

6

Au moment de la commémoration en Suède, en novembre 1932, du 300^e anniversaire de la mort du roi Gustave Adolphe II, l'un des principaux orateurs fut Johan Nordström, professeur d'histoire des idées à l'université d'Uppsala. Avec force images rhétoriques d'une magnificence presque baroque, Nordström s'appliqua à faire ressurgir le *Zeitgeist* de l'ère de la grandeur suédoise. Il évoqua le règne de Gustave Adolphe, le « Lion du Nord » comme le « Printemps de l'histoire suédoise », auréolé d'une mythologie d'anciens faits héroïques dont la naïveté même attestait pour lui la vitalité de cette époque. Pour la première fois, la culture nationale suédoise prenait une signification universelle : elle arrivait jusqu'au cœur de l'Europe comme un agent libérateur. L'empire suédois qui se formait là était spirituel autant que matériel ; loin de résulter d'une vulgaire quête de pouvoir, il avait une visée morale.

Cette interprétation délibérément romantique que faisait Nordström de la montée de la Suède sur le devant de la scène européenne au XVII^e siècle était doublement anachronique. Comme représentation de l'esprit de la période impériale, elle n'avait manifestement que peu de rapports avec la réalité. Elle était en contradiction avec les recherches historiques récentes qui avaient mis au jour les raisons clairement matérielles de l'expansion militaire suédoise. L'adoration du « roi-guerrier » passa rapidement de mode. En fait, les festivités de 1932 furent la dernière grande célébration suédoise à puiser sa source dans la tradition de la mythologie de grandeur.

Pourtant, malgré la coupure apparente entre la pensée de Nordström et les valeurs de son temps, son discours peut se lire aujourd'hui comme une audacieuse prémonition du nouveau *Zeugeist* qui devait se manifester dans la Suède des années 1930. La vieille tradition historique fut rapidement remise sous prétexte qu'elle ne convenait pas à une nation aspirant au sommet de la modernité. Cependant, la nouvelle mythologie conservait des éléments significatifs de la tradition dont elle prenait la place. Une fois de plus la culture suédoise allait servir de force libératrice à l'échelle du monde. La Suède, patrie des valeurs modernes, allait construire un nouvel empire spirituel.

Au niveau des structures administratives, un important élément de continuité existait d'ailleurs : l'appareil d'Etat responsable du rétablissement économique de la Suède dans les années 1930 était l'héritier des principes ultra-modernes de gouvernement, établis trois siècles plus tôt par le chancelier de Gustave Adolphe, Axel Oxenstierna. La tradition d'une administration rationnelle des intérêts publics est le legs fondamental et toujours préservé de l'ère de grandeur de la Suède.

Grâce à ce qu'on ne peut appeler autrement qu'un cas exemplaire de régénération démocratique, une force politique considérée comme subversive seulement deux décennies plus tôt s'est découverte la vocation de nouvelle gardienne de cette tradition. Les corps constitués apparus en réaction au capitalisme industriel — syndicats ouvriers et associations de paysans — se sont vus admis à participer à la gestion des affaires de l'Etat. Il en découlait une transformation non seulement de la division formelle du pouvoir mais aussi de la qualité morale de la société. Les nouvelles forces sociales ont imprégné l'Etat de leurs valeurs. C'était une transaction à double sens : l'autorité de l'Etat allait cautionner ces valeurs et même les laisser pénétrer dans le système éducatif, mais le mouvement ouvrier devrait en échange abandonner son idéologie sectaire. Ce faisant il se transformait en gardien de l'intérêt national.

On oublie parfois que ce bouleversement politique résulte d'un effort conscient pour apporter une réponse démocratique aux mêmes pressions économiques et sociales qui sur le continent ont conduit au fascisme. L'alliance conclue entre paysans et ouvriers des trois pays scandinaves dès 1933 avait pour trait important son objectif moral de lutte contre le fascisme : au Danemark, l'« accord de Kanslergade », qui prévoyait des mesures d'aide aux chômeurs en échange d'un abaissement des impôts sur les bénéfices agricoles, fut conclu le 30 janvier, le jour même de l'ascension d'Hitler au pouvoir. En Suède, où un accord analogue fut passé quelques mois plus tard, la visée anti-fasciste était encore plus manifeste.



Gravure du XVII^e siècle

Dans les élections qui eurent lieu trois ans plus tard, les liens établis entre ouvriers et paysans devaient apporter un avantage politique aux social-démocrates. Ceux-ci bénéficièrent d'une majorité absolue au Parlement et donc d'une base solide pour servir d'appui au stade suivant du compromis historique : l'accord de Saltsjöbaden de 1938 entre l'industrie et les syndicats.

L'autorité politique de la social-démocratie fut encore renforcée par le succès de sa politique économique. Les social-démocrates avaient courageusement attaqué la sagesse conventionnelle des économistes tant suédois qu'étrangers. Indépendamment de Keynes, Ernst Wigforss, ministre des Finances, avait soutenu que la création d'emplois et la hausse des salaires auraient pour effet d'augmenter le pouvoir d'achat global de la société, de procurer plus de débouchés aux fabricants pour leurs produits et de supprimer le chômage. Ses actions lui ont donné raison.

Les masses laborieuses s'avérèrent être les réalisateurs véritables des plans de développement économique et social tracés des décennies auparavant par les membres de l'ancienne élite. La synthèse politique des social-démocrates garantissait la stabilité sociale

et la croissance économique tant à l'industrie qu'à la fonction publique. Les ouvriers et les paysans reçurent la promesse d'une sécurité sociale, d'un pouvoir politique et d'une part équitable de la richesse industrielle en pleine croissance. L'autorité morale que les social-démocrates ont tiré de leur succès dans la définition du bien commun a facilité le passage du sens traditionnel au sens moderne de l'identité historique. Les événements des années 1930 — de l'exposition de Stockholm à l'accord de Saltsjöbaden — représentaient même à cette époque le point de départ d'un projet de société pour les Suédois : la vision rassurante de la maison du peuple a servi de mythe fondateur à ce qui apparaissait comme un ordre social tout à fait nouveau. Une nouvelle conscience collective était née, celle d'un destin commun qui traversait les clivages de classes comme les clivages géographiques.

Le plus stupéfiant, en ce qui concerne cette mutation, est qu'elle s'est produite à une époque où la culture démocratique semblait avoir perdu sa force vitale dans tous les autres pays d'Europe. En 1932, Herbert Tingsten produisait une étude sur l'évolution de la politique démocratique qu'il intitulait « Triomphe et crise de la démocratie ». Il traduisait ainsi le sentiment général de morosité qui était celui des libéraux européens de son temps. Dans son essai de 1944 sur Arthur Koestler, George Orwell exposait sa vision des années 1930 comme point de départ d'une ère de décomposition politique : « Depuis les années 1930, le monde ne nous donne nulle raison d'optimisme. Nous ne voyons rien, hormis un grouillement de mensonges, de haine, de cruauté et d'ignorance. Et au-delà de nos problèmes actuels s'en profilent d'autres, plus importants, qui n'en sont encore qu'à pénétrer dans la conscience européenne. »

Alors que la tendance politique générale des années trente semblait donner la préférence à des gouvernements autoritaires pour rétablir la croissance économique et la stabilité sociale, la Scandinavie en général et la Suède en particulier allaient en sens inverse. Paradoxalement, le climat intellectuel suédois était dans l'ensemble à l'optimisme, bien que d'une manière feutrée et réformiste. Le contraste avec l'humeur dominante de la décennie constituait pour les observateurs étrangers un thème favori. Typique, par exemple, ce commentaire du *London Economist* qui, dans un rapport spécial de 1938, décrivait la Suède comme une île d'espoir dans un océan de désespoir.

Ainsi l'entreprise de mise en place d'un nouveau consensus national en Suède se trouvait-elle investie



d'une signification politique et morale universelle. Face aux forces réactionnaires et autoritaristes, la Suède prenait le rôle de gardien des valeurs de 1789. La vision que le pays avait de son avenir devait inextricablement liée à l'effort de promotion de son modèle de société comme solution démocratique au dilemme libéral. Dans cette optique, l'évolution de l'Etat-providence pouvait apparaître comme la réalisation ultime du rêve libéral. Les droits théoriques du citoyen furent complétés par le droit à un niveau de vie convenable pour tous : ainsi, le concept de l'égalité

des chances commençait-il à devenir moins fictif. L'espoir de l'entreprise libérale semblait reposer sur l'abandon de la théorie traditionnelle de l'autonomie du marché.

Fait curieux, cette perspective idéologique est manifestement présente dans les premières interprétations internationales de l'Etat-providence. L'expression apparaît, semble-t-il, pour la première fois en anglais en 1941, dans un livre de Sir William Temple, *Citizen and Churchman*. Alors archevêque d'York, Temple utilisait cette formule par opposition au concept d'« Etat autocratique » symbolisé par l'Union soviétique de Staline et l'Allemagne d'Hitler. Finalement, les Alliés élevèrent la prospérité au statut d'objectif de guerre. La Charte atlantique et le rapport Beveridge semblaient promettre un monde d'après-guerre reposant sur une nouvelle vision libérale : le double appui d'une assurance sociale généralisée chez soi et d'une coopération internationale au-dehors. Tout cela correspondait entièrement à la vision suédoise du futur.

Ainsi, même à une époque où son impuissance et son isolement dans la neutralité contraignaient la Suède à faire d'immenses concessions aux Allemands, le sentiment d'être la gardienne de la civilisation demeurait une force collective vitale, établissant, en un certain sens, le lien entre sa politique de neutralité et l'effort de guerre allié. Et les concessions même à l'Allemagne pouvaient ainsi être rationalisées et dotées d'une justification morale. Même le droit de transit que la Suède accordait aux trains transportant les soldats allemands en permission de leur combat en Norvège pouvait être expliqué comme un service rendu à la cause alliée. Qui aurait eu à gagner d'une occupation allemande de la Suède ? Certainement pas les partisans norvégiens pour qui la Suède était une terre d'asile et un centre de coordination de leurs actions.

On tenta alors de définir les limites de la neutralité, le point à partir duquel elle se réduisait à une absence de choix moral et à une trahison des principes mêmes qu'elle était censée préserver. Mais cette distinction ne s'imposa plus après le retournement de la situation

consécutif à la bataille de Stalingrad. Le débat reprit au début de la guerre froide, mais à cette époque on croyait déjà dur comme fer que la neutralité représentait le fondement du système de valeurs incarné par le modèle suédois. La guerre froide pouvait s'interpréter comme un regrettable renversement de la progression générale de l'histoire vers une coopération pacifique. Mais, malgré l'échec des espoirs véhiculés par la Charte atlantique, la vision sociale d'un Etat-providence semblait désormais partout en voie de réalisation et la Suède ouvrait le chemin.

Dans son livre de 1970, *Sweden : The Prototype of Modern Society*, Richard F. Thomasson répond à la célèbre affirmation de Seymour Martin Lipset selon laquelle l'Amérique est la première des nations nouvelles, en déclarant que la Suède a éclipsé l'Amérique et incarne désormais mieux que quiconque la modernité. La Suède a beau être venue tard aux valeurs modernes, remarque Thomasson, elle a fini par les accepter avec une intensité toute particulière. Les Suédois, note-t-il, ne se contentent pas d'apporter toute leur foi aux notions de démocratie, d'égalité, d'empirisme et de rationalisme matérialiste, ils leur adjoignent également une foi profonde dans la malléabilité des institutions. Effectivement, c'est la Suède plus encore que les Etats-Unis qui apparaît dans l'analyse de Thomasson correspondre à la description que fait Frank Thistlethwaite de la mentalité américaine : « Une société mouvante et expérimentale, libre de toute valeur rigide, aimant plus que tout le libre-arbitre et octroyant toutes les promesses du futur à ceux qui ont la virilité de rejeter le passé. »

Au moment même de la publication du livre de Thomasson, la réalité démentait cette vision idyllique de la société suédoise. Les mineurs de Kiruna avaient ébranlé la croyance satisfaite selon laquelle le rationalisme matérialiste était capable à lui seul de donner la mesure du bien commun. Le consensus sur les valeurs modernes, tant acclamé, apparaissait soudain comme ni plus ni moins que l'arrogance d'une élite accoutumée à gérer les affaires de l'Etat suivant une définition purement formelle des objectifs politiques. La majorité des gens ne voyaient plus dans le paternalisme de la maison du peuple, avec sa façon de dire « nous le ferons à votre place » une preuve de bienveillance mais au contraire d'autoritarisme.

Et quand les sociaux-démocrates ont tenté de reconquérir l'adhésion en mettant l'accent sur des valeurs abstraites comme la qualité du travail et le partage du pouvoir dans l'industrie, la faiblesse fatale du modèle apparut en pleine lumière : ces valeurs symboliques n'avaient plus de force contraignante. La mythologie du progrès s'était révélée incapable de légitimer les nouvelles prises de position politiques. La droite eut l'impression que la nouvelle direction déviait du modèle. La jeune gauche, entamant déjà sa révolte existentielle contre le modernisme technocratique, vit dans le discours modéré de la social-démocratie le dernier pouvoir d'une rationalité instrumentale. Et quand intervinrent la crise pétrolière et la récession qui suivit, ce qui subsistait encore de l'ancien conservatisme, fut vite érodé.

7

Rien ne s'effondre aussi facilement que ce qui réussit. Le modèle suédois ne pouvait survivre sans l'élan que donnent des succès répétés : il fallait, pour que le système conserve la dévotion de ses citoyens-sujets, que les promesses du futur soient constamment renouvelées. Il est cependant impossible de maintenir un tel cap constamment et pour tous. Et de fait, que tant de gens l'aient cru pendant si longtemps est l'une des énigmes et un des miracles de l'histoire moderne.

Où en sont donc maintenant les Suédois ? Dans un état de marasme qui n'est pas sans ressembler à celui que Stanley Hoffmann attribue aux autres Européens — leur sentiment d'identité nationale (et partant du destin national) flottant en pièces et en morceaux sur les vagues du présent immédiat. Mais le mythe européen n'a jamais séduit les Suédois et leur rejet du passé a d'autres origines que celles auxquelles Hoffmann attribue les raisons de la misère spirituelle de l'Europe moderne.

Ce rejet a aussi été plus radical. La modernisation a atteint son but en Suède au point de supprimer même les atavismes, ces obstacles à l'efficacité collective dont l'existence sur le continent a si longtemps perturbé les « eurocrates » de Bruxelles. Il se peut simplement qu'en détruisant ces poches de résistance la Suède ait également éliminé un facteur crucial de régénération. En attendant, la modernisation se poursuit, mais en abandonnant la plupart de ses anciennes promesses : il s'agit maintenant tout bonnement de passer tant bien que mal cette période difficile. Les social-démocrates sont revenus pour administrer les fragments de la destinée collective : leur image de marque tient cependant plus à l'aptitude qu'on leur prête en ces temps troublés à faire échec aux risques du chômage et d'un arrêt de la croissance qu'à un quelconque projet positif de société.

Nulle solution de rechange politique plausible ne se profile à l'horizon. La droite, guidée par les stratégies de la puissante SAF (organisation des employeurs) s'emprisonne dans un fondamentalisme néo-laissez-faire importé de Chicago, manifestement inapplicable comme politique gouvernementale dans un pays où la participation politique et la mobilisation syndicale sont à un niveau beaucoup plus élevé qu'aux Etats-Unis. En face les groupes écologistes et les diverses factions de gauche perdent du terrain. Le problème de fond auquel se heurte tout mouvement de recherche d'une autre voie tient au fait que le projet de modernité ne s'appuie sur aucune tradition morale impérative. A la différence de l'Amérique où des interprétations contradictoires de la Constitution sont sources de constant renouvellement politique, la Suède ne dispose pas d'un texte de référence accepté par tous dont pourraient se réclamer les partis opposés. La Constitution suédoise est trop récente. Elle résulte trop du rationalisme laïque des années soixante pour servir d'inspiration morale. Les organisations de travailleurs peuvent se poser en héritières légitimes d'un seul et unique principe, celui de la tradition de participation démocratique en tant que telle. Mais ce principe même risque de s'éroder à mesure que les technologies de l'ère informatique imposent un réajustement des structures traditionnelles de l'emploi et de l'intégration sociale.

L'agonie du modèle suédois s'accompagne de discussions extrêmement douloureuses sur une entité nébuleuse appelée l'image de marque de la Suède. A la différence des débats motivés par des préoccupations analogues qui ont lieu dans les pays nordiques voisins, la discussion suédoise se caractérise par un manque quasi total de perspective historique. Au Danemark, la remise en question de l'identité nationale prend pour cadre — de façon surprenante — la référence aux traditions instituées par le pasteur, historien, éducateur et homme de lettres N.F.S. Grundtvig dont le bicentenaire de la naissance en 1983 est venu à point pour relancer le débat. La Suède ne dispose pas d'un pareil héros culturel sur qui se focaliserait l'analyse des strates profondes de l'identité nationale. La tradition norvégienne de nationalisme et d'idéaux démocratiques remonte à la Constitution de 1815 (qui, soit dit en passant, est tenue en une telle vénération encore de nos jours que tous les amendements sont rédigés en danois de l'époque). La référence historique constante des Finlandais est leur tradition de lutte pour l'indépendance nationale et pour la réconciliation intérieure une fois la guerre civile terminée. Et tous les voisins nordiques de la Suède ont une expérience commune, bien que marquée de connotations différentes, celle du traumatisme de la dernière grande guerre. Pour toutes ces raisons, l'émission du sentiment traditionnel de la collectivité nationale qui se manifeste également dans ces pays semble y avoir fait beaucoup moins de ravages qu'en Suède.

Parmi les mythes suédois modernes, il en est un qui, aussi curieux que cela puisse paraître, conserve encore son assise solide : c'est l'épine dorsale de la conscience nationale, le sentiment collectif de partager un destin exceptionnel. Au contraire de son équivalent américain, ce sentiment n'a jamais été explicitement élevé au rang d'une idéologie. Néanmoins tous les Suédois sont manifestement persuadés que leur pays est, en profondeur, invulnérable aux crises qui ébranlent le reste du monde. Nourri par l'isolement géographique

du pays et sa chance d'être resté en dehors de toutes les guerres européennes depuis le temps de Napoléon, ce mythe s'est vu encore renforcé par les miracles de créativité technologique, sociale et politique, qui ont fait passer la Suède du XX^e siècle d'un état de société de misère et d'arriération à celui d'un modèle pour le monde. L'achèvement de la modernisation a coïncidé avec les bouleversements d'une révolution technologique après la deuxième guerre mondiale, au moment où la Suède a été à peu près la seule nation européenne à rester en possession d'une industrie intacte et hautement efficace. De ce fait ce pays possédait une infrastructure matérielle qui lui a permis de s'élever au statut d'un petit pays ayant la liberté d'action d'une grande puissance.

L'exploit le plus remarquable des élites du XX^e siècle suédois a donc été leur habileté à transformer de handicap en atout la situation de petit Etat qui est celle de leur pays. Le mouvement apparent du siècle semblait vouloir reléguer les petites nations au statut de colonies des grands empires : la Suède a réussi à le contrecarrer. Le succès même de cette gageure a alimenté une idéologie nationale où se combinaient des éléments en apparence contradictoires : le sentiment d'un but collectif aussi fort que tout ce qu'avaient jamais pu rêver les nationalistes du XIX^e siècle, mais indépendant des valeurs préindustrielles et même carrément hostile à ces valeurs. La foi en un avenir terrestre a remplacé la religion : la révolution sociale et technologique était, pensait-on, non seulement inévitable, mais moralement indispensable. Paradoxalement, c'est l'anti-traditionnalisme qui devint la tradition dominante, un dynamisme que venait renforcer le narcissisme d'une élite qui se sentait le point de mire d'une admiration générale. La Suède moderne était un mini Prométhée délivré. Il va être très tentant de continuer sur cette voie. L'organisation industrielle et l'innovation technologique sont parmi les plus anciens et les plus importants courants de la culture suédoise. La Suède est fort capable de répondre, mieux que la plupart des nations européennes, au défi du futur. Mais il faudra pour cela trouver le rocher

pason de ses voisins nordiques et du reste de l'Europe. Ses problèmes sont ceux de l'ensemble des pays européens. L'exception suédoise semble avoir vécu. Toute tentative suédoise de prendre place dans le développement historique devra commencer par la réévaluation des liens traditionnels de la Suède avec les pays voisins.

8

Dans son livre de voyages scandinaves, l'auteur tchèque Karel Čapek décrit, admiratif, les charmes du modèle suédois de la première époque : « La Suède est un pays où on trouve des ponts et des routes en quantité, mais peu de politique ; un pays où les filles vont sans fard, les chiens sans muselières ; où les rues sont sans agents, les cabines de bains sans serrures, les portes sans loquets ; un pays où voitures et vélos peuvent être laissés sans surveillance ; où on vit sans peur et où les gens sont d'une extrême hospitalité. » La vision des chroniqueurs politiques européens des années 1980 est manifestement tout à fait inverse. On ne peut rester insensible à certaines réalités : si la Suède possède toujours de nombreux ponts et de nombreuses routes, elle se caractérise aussi par un excès de politique politicienne, par trop de muselières qu'on met aux gens autant qu'aux chiens et une force de l'ordre plus qu'abondante. Les filles y sont toujours belles, mais on aurait du mal à en trouver une qui ne soit pas fardée. D'ailleurs même les garçons s'y fardent aujourd'hui. Et personne ne serait assez fou pour laisser son vélo sans surveillance plus de quelques instants dans une rue de Stockholm.

Mais il en va de même de toutes les grandes villes, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest. Qu'on juge utile de relever ces phénomènes (et d'autres qui leur sont apparentés) pour prouver que Big Brother a choisi la Suède pour laboratoire, avant de s'emparer du reste du monde, démontre à la fois combien le journalisme moderne a besoin de retournements sensationnels et à quel point l'Europe se trouve en proie à une vision pessimiste du futur. Ce qu'on attaque aujourd'hui dans le contre-modèle suédois, c'est une forme particulière de modernité technologique et administrative, celle-là même en qui on saluait il y a une quinzaine d'années la messagère d'un merveilleux futur. Les attaques contre la Suède constituent une espèce d'exorcisme bizarre.

Mise à part la référence évidente, celle de la puissance mythique du chiffre 1984, la vision de George Orwell plane sur tout ce débat à plus d'un titre.

Des voix rassurantes s'élèvent pour affirmer que, sauf en Suède, les prophéties d'Orwell ne se sont pas réalisées, mais un sentiment de malaise flotte dans l'air, et rappelle les années 1930. Le monde des années 1980 nous donne aussi peu de raisons d'optimisme que celui d'alors. Et pour tout empirer, nous ne pouvons même plus nous en prendre à ces incarnations manifestes du Mal qu'étaient Staline et Hitler. Hier modèles de la démocratie, la minuscule Suède et la gigantesque Amérique ont aujourd'hui perdu leur éclat. Mais leur malheur n'a produit ni héros, ni méchants.

Se pourrait-il que les « plus graves problèmes » annoncés par Orwell dans son essai sur Koestler aient mis quarante ans à pénétrer dans la conscience européenne ? Se pourrait-il que l'illusion qu'avait la Suède d'être la maîtresse de son sort n'ait été qu'un beau roman que les autres pays d'Europe occidentale se sont également raconté ? Si tel est le cas, la colère qui s'abat maintenant sur le modèle suédois résulte simplement de la frustration causée par un même malheur : la perte de l'héritage historique et l'incapacité de retrouver une âme nationale, maintenant qu'on a reconnu l'ambiguïté des bienfaits du modernisme et que les autres visions possibles du futur ne sont que les clichés d'hier remis à la mode du jour.



d'où faire jaillir de nouveaux mythes culturels, lesquels sont indispensables pour libérer une nouvelle fois l'énergie sociale qui a si longtemps caractérisé le modèle suédois. Pour la première fois depuis le début du siècle, la Suède se trouve parfaitement au dia-

Gravure du XVIII^e siècle

Dans certains documents mis en circulation après le troisième plenum, le Parti communiste chinois déclarait que « toutes formes du système de responsabilités » seraient encouragées, à condition qu'elles concourent à l'accroissement de la production et à l'augmentation des revenus. Le Parti soutenait qu'il ne devait exister « aucun rejet a priori de telle ou telle formule ni aucune pratique uniforme et arbitraire », donnant par là carte blanche aux paysans pour tenter de multiples expériences visant toutes à « s'enrichir par le travail ».

Bien que la nouvelle ligne politique ait été accueillie diversement selon les groupes sociaux, tant sur la forme que sur le fond, les Chinois faisaient valoir, dès le mois de mai 1983, que 98% des forces productives s'étaient tournées vers un mode quelconque du système de responsabilités. Ils se targuaient aussi du fait que, entre 1979 et 1982, la production agricole s'était globalement accrue de 7,5% par an, soit deux fois plus que l'augmentation moyenne annuelle pendant les vingt-six années précédentes ; en outre, le revenu de l'agriculteur chinois avait plus que doublé depuis 1978, allant jusqu'à atteindre les deux cent soixante-dix yuans par an.

En apparence donc, la nouvelle politique semblait tout à fait satisfaisante. Cependant, derrière les déclarations et les statistiques officielles, la réalité se montre aujourd'hui autrement plus complexe... Si, du moins à ses débuts, le système de responsabilités a donné un sérieux coup de fouet à l'agriculture considérée dans sa totalité, il a aussi libéré certaines forces négatives qui, avec le temps, risquent de croître et embellir.

Ainsi peut-on s'inquiéter du problème des céréales, que Mao appelait la « clef de voûte » de l'économie chinoise. En effet, entre 1977 et 1981, la hausse des chiffres bruts du rendement agricole fut spectaculaire dans tous les secteurs... sauf dans celui des céréales. En données annuelles, la production des oléagineux avait augmenté de 26,2%, celle du coton de 9,7%, celle du sucre de 15,6% et celle de la viande de boucherie de 12,9% ; en revanche, l'accroissement de la production céréalière n'avait pas dépassé 3,5%.

Ces résultats s'expliquent aisément : pour maintenir les céréales, produit alimentaire de base, à portée de bourse de l'ouvrier moyen, l'Etat doit strictement en contrôler les cours, quitte même à les revendre en ville à un prix bien inférieur à celui qu'il a lui-même payé au producteur. Si le gouvernement chinois laissait flotter les cours sur les marchés libres (ce qui, sans aucun doute, stimulerait la production), il se verrait contraint d'augmenter très fortement les salaires, ce qui ne manquerait pas d'entraîner une montée en spirale de l'inflation.

Bref, l'Etat doit soutirer en douceur aux paysans le maximum de céréales au plus bas prix possible. Dans la mesure où les céréales ne peuvent être vendues qu'à l'Etat et au prix fixé par lui (contrairement aux autres produits agricoles écoulés sur les marchés libres), il est évident que c'est la récolte qui rapporte le moins. Du coup, les producteurs se gardent bien de dépasser les quotas requis. Mieux : dès que les chiffres imposés sont atteints, très nombreux sont ceux qui se hâtent de reconverter leurs terres dans des opérations plus rentables — cultures maraîchères, arachides, coton, tabac, par exemple. Et la conséquence de cette liberté octroyée aux agriculteurs par le système de responsabilités est le rétrécissement constant des surfaces allouées aux céréales.

Force est de reconnaître que, depuis 1979, la Chine a vu ses terres à grain diminuer d'année en année. Le gouvernement prétend que la production céréalière s'est accrue de 11% en 1982. Quelques économistes, pourtant, ne se bornent pas à mettre en doute l'exactitude du pourcentage ; ils insistent aussi sur le

LE VENT QUI POUSSE A CHEMINER SEUL.

II.

Orville Schell

Reprinted by permission © Orville Schell
Originally in the New Yorker

fait que la superficie des terres à céréales ne cesse de se réduire comme peau de chagrin, que l'augmentation des rendements se révélera bientôt illusoire et qu'il faudra bien constater la baisse de production.

D'ailleurs, non seulement les paysans chinois se refusent à faire pousser plus de céréales que n'en exigent les quotas, mais bon nombre d'entre eux abandonnent la terre purement et simplement pour se trouver des occupations un peu plus lucratives.

Dans les régions fertiles, cet exode n'a pas créé de problèmes majeurs ; dans celles à maigre rendement, comme certains secteurs de la province du Hebei, des voyageurs ont pu constater l'existence de vastes étendues laissées en friche — ce qui ne s'était jamais vu de mémoire d'homme. Un réalisateur de cinéma américain, Richard Gordon, a fait ces deux dernières années quelques allers et retours dans la province du Shanxi pour les besoins d'une série de films documentaires sur la vie villageoise ; il compare la migration des paysans provoquée par la nouvelle politique économique chinoise à la « fuite des cerveaux ». « Tout le monde sait que, pour s'enrichir, il faut quitter les champs pour aller jouer des coudes ailleurs », me disait-il récemment.

« Le résultat, du moins dans certaines zones rurales, c'est que les pauvres bougres qui restent à bîmer la terre sous un soleil brûlant pour un yuan la journée (tandis que d'autres se font cinq fois autant, sinon plus, de mille autres manières) sont considérés comme de parfaits abrutis. » Cela dit, tous les paysans qui délaissent les champs pour chercher fortune ne trouvent pas forcément le filon. En fait, il apparaît qu'un grand nombre de gens ayant quitté leur vieille commune se retrouvent aujourd'hui sans travail. Pékin Information rapportait il y a quelque temps que, dans certaines provinces rurales tel le Zhejiang, en gros la moitié de la population active était devenue « main-d'œuvre excédentaire ».

Il ne se passe pourtant pratiquement pas de jour sans

qu'on puisse lire dans la presse chinoise un article parlant de paysans malins auxquels le nouveau système économique a ouvert le chemin de la prospérité. Ainsi le *China Daily* cite-t-il le cas de deux frères de la province du Heilongjiang, Na Debao et Na Deren, qui se sont fait un petit extra de cinq mille yuans pour la seule année 1982 : pour nourrir leur élevage d'hermines destinées à la pelletterie, il leur a suffi de faire la chasse aux rats du village.

Un autre jour, toujours dans le *China Daily*, on trouve un article intitulé « Les grenouilles protégées » : on y raconte que les autorités du Hubei ont dû interdire la pêche et la vente des grenouilles pour sauver les batraciens de l'extinction, tant les paysans avaient pris l'habitude d'arrondir leur pécule à leurs dépens (à raison de cinq yuans le kilo !) sur la place de Wuhan, la capitale de la province : le quotidien précisait que « chaque jour, des tonnes de cuisses de grenouilles en provenance de la campagne étaient déversées sur la ville ». Un autre jour encore, la presse célèbre avec enthousiasme un judicieux habitant de la province du Anhui qui a réussi à commercialiser sa propre marque de pépins de pastèque salés : il a baptisé son produit *Xiazi Guazi*, à savoir « Les pépins de la pastèque idiote »...

Puisqu'il n'est plus illégal, en Chine, de posséder des véhicules personnels, les paysans achètent des camionnettes et des tracteurs. Pékin Information rapporte qu'une usine d'automobiles de Nanjing a atteint l'ahurissant record de vente de trois cent quarante-six camions à des personnes privées, pour la courte période allant du 6 janvier au 20 février de l'année dernière. Avec la création de millions de fermes indépendantes, la nécessité d'assurer la livraison des récoltes sur les marchés a fait du transport une excellente affaire. « Maintenant, à la campagne, si vous avez un tracteur, ça vaut de l'or », m'a dit un étudiant de l'université de Pékin.

A quoi il ajoutait : « Posséder un tracteur pour transporter les récoltes des autres est un excellent moyen de devenir riche, pour un paysan : il y a une énorme demande et, de plus, le gas-oil nécessaire aux diesels est subventionné par l'Etat. Et devinez quoi ? Les gars du privé sont en train d'étouffer les compagnies de transport nationalisées, parce qu'ils sont plus souples, plus efficaces et surtout meilleur marché ! »

Apparemment, cette explosion de la libre entreprise dans le secteur du transport en milieu rural ne fait pas plaisir à tout le monde. Du moins certains officiels semblent-ils résister à l'idée que des petits entrepreneurs privés puissent concurrencer les compagnies d'Etat. Au début de l'année dernière, par exemple, plusieurs camions et tracteurs qu'avait achetés un groupe de paysans du Hunan furent confisqués par les autorités locales, sous prétexte que cela « encourageait le capitalisme ». Au fil des semaines, l'incident se transforma en une sorte de grande cause méritant toute l'attention des officiels du Parti, à Pékin. Le *Quotidien du Peuple* titra même : « Est-il juste de confisquer les camions et les tracteurs des paysans ? » — Question à laquelle l'article qui suivait répondait par un non sans équivoque, puisque les entreprises de ce type étaient « génératrices d'une meilleure productivité des denrées alimentaires dans les zones rurales » et qu'il n'y avait donc pas lieu de les proscrire « pour autant qu'elles n'étaient pas liées à des manœuvres spéculatives ou toute autre activité illégale ». Dans les mêmes colonnes, un encadré condamnait la saisie de véhicules pour n'être qu'une « exploitation sous une forme déguisée, contraire à la politique du Parti et aux lois de la nation ». En fin de compte, les autorités exploiteuses reconnurent leur erreur d'appréciation, et elles restituèrent les engins à leurs propriétaires.

Quand Le *Quotidien du Peuple* fait paraître un



article de cette eau, l'intention n'est pas simplement de corriger une erreur isolée, mais bien de transmettre un message politique au pays tout entier.

Dans le cas cité ici, le message était clairement destiné à la vieille garde maoïste — le Hunan est la province natale de Mao —, pour lui signifier qu'il était temps pour elle d'adhérer à l'esprit du système de responsabilités, ou de connaître la nouvelle ligne prônée par Deng Xiaoping, ou tout autre rappel à l'ordre de cet acabit... Parmi les quarante millions de Chinois que compte le Parti, il est difficile d'évaluer combien d'inscrits partagent les sentiments politiques des autorités du Hunan. Ce que l'on peut dire, c'est qu'un tiers au moins de ses membres adhèrent entre 1966 et 1976 — en pleine Révolution culturelle —, quand le plus sûr critère de sélection était de souscrire pleinement au radicalisme de l'idéologie maoïste. Il est vraisemblable qu'un grand nombre des militants de cette génération s'en tiennent encore à leurs convictions de l'époque et que l'évolution récente de la Chine leur inspire une sainte horreur.

En Chine, quand telle équipe dirigeante appliquant telle ligne politique a conquis l'hégémonie, il est quasiment impossible d'estimer les forces de l'opposition, puisque celle-ci ne peut contrôler aucun organe de propagande. On peut tout de même se faire une idée de son importance à la lecture, entre les lignes, de la presse du parti. Par exemple, si *Le Quotidien du Peuple* ne cesse de claironner sur tous les tons combien est « juste » une ligne politique donnée, de quelle manière le Parti est « résolu » à la mener jusqu'à son terme et comment les masses ne se laissent pas « détourner » de l'appui qu'elles lui apportent, on peut sans grand risque présumer qu'il y a anguille sous roche quelque part !

Preuve supplémentaire que tous les Chinois ne sont pas réjouis par ce qu'ils ont vu du style de modernisation à la Deng Xiaoping : la « campagne de rectification » lancée à l'automne dernier. Selon un document émanant du Comité central et publié en octobre 1983, l'objet de la campagne était d'éliminer de « graves impuretés de pensée, de style et d'organisation » à l'intérieur du Parti, d'en finir avec « le laxisme et la mollesse » et de « consolider le Parti » en aidant ceux des camarades qui croiraient encore à l'incarnation maoïste de la Révolution chinoise : il s'agissait de « corriger leurs erreurs » et de les libérer des « entraves des idées gauchistes du passé ».

Que certains Chinois aient encore quelques wagons de retard sur la nouvelle ligne politique apparut à l'évidence un mois plus tard : la police municipale de Wuhan nettoya brusquement la grand-rue de ses quelque cinq cents petits boutiquiers, sous prétexte que leur activité n'était pas conforme à la loi ; se souvenant sans doute tout à coup de la campagne de rectification, le maire de la ville, Wu Guanzheng, n'eut plus qu'à présenter ses excuses aux commerçants intempestivement chassés, à leur promettre des dédommagements et à les inviter à déjeuner !

L'un des aspects du nouveau système économique qui ulcère à coup sûr ceux dont l'esprit est encore encombré de graves impuretés et d'idées gauchistes est la pratique de plus en plus courante de l'embauche de main-d'œuvre par les entrepreneurs privés.

Dans un ouvrage intitulé *Les Réformes économiques en Chine* (anthologie récemment publiée par les Editions de l'université de Pennsylvanie), He Jianzhang, directeur-adjoint de l'Institut d'économie de la commission étatique du Plan, et Zhang Wenmin, chercheur-assistant chargé de cours à l'Académie chinoise des sciences sociales, apportent quelques précisions sur le sujet : « L'adoption par l'Etat d'une politique économique plus souple ne signifie pas qu'il donne le feu vert pour une renaissance du capitalisme. Il est vrai que la Constitution chinoise autorise l'existence d'un secteur économique privé, mais à condition de ne pas exploiter les autres. Permettre l'embauche de bras [...] va à l'encontre des principes essentiels du socialisme scientifique. Quand la Chine se propose de laisser certaines personnes s'enrichir les premières, cela signifie qu'elles ne le feront pas en tirant profit de la force de travail d'autres personnes,

mais qu'elles s'en tiendront aux principes socialistes. »

Il n'en reste pas moins que l'embauche de main-d'œuvre, en particulier dans les petites fabriques en copropriété, est effrénée. Quelle est l'attitude officielle du gouvernement ? Aucun de ceux à qui j'ai posé la question en Chine ne semblait le savoir au juste. Quelqu'un m'assura que la barre avait été mise à neuf employés : un autre pensait que c'était plutôt à sept ; un troisième avait entendu dire que les entrepreneurs du privé avaient le droit d'embaucher des apprentis mais que, pour le reste, ils ne pouvaient recruter leur personnel qu'au sein de leur famille. Cet interlocuteur-ci admettait toutefois, en parlant d'un grand éclat de rire, qu'une telle limitation lui paraissait absurde si elle devait être appliquée dans les villages où la quasi totalité de la population porte le même patronyme !

Comme tant d'autres choses en Chine, la politique du gouvernement en matière d'embauche de main-d'œuvre privée est, elle aussi, sujette à de fréquents changements. Curieusement, en dépit du manque de

d'octobre 1982 pour y voir bien clair dans cette histoire d'embauche dans la Chine de Deng. L'article, signé de Christopher Wren, chef du bureau du *Times* à

Pékin, rapportait les propos d'un certain « camarade dirigeant du Comité central » (que je supposai être le secrétaire général du Parti, Hu Yaobang). Ce personnage influent aurait déclaré à l'époque : « Nous ne devrions pas encourager cette pratique [l'embauche à titre privé] ; cela ne veut pas nécessairement dire que nous userons de décrets pour la faire cesser. » !

William Hinton s'était rendu pour la première fois en Chine en 1937. Il y revint dix ans plus tard dans le cadre du programme d'aide et de reconstruction des Nations unies. Après l'accession des communistes au pouvoir, il resta sur place, comme spécialiste en matériel agricole et enseignant, jusqu'en 1953, date à laquelle il rentra aux Etats-Unis pour écrire un livre et exploiter sa ferme de Pennsylvanie. En 1966, il publia *Fanshen*, où il racontait la mise en œuvre de la réforme agraire, à la fin des années 40, dans un petit village du Shanxi nommé la Grande Courbe (Zhangzhuang). Un second ouvrage publié en 1983, *Shenfan*, décrit, lui, le processus de collectivisation qui s'ensuivit, toujours dans le même village.

Durant mon séjour à Pékin, lorsque, par hasard, je rencontrai Hinton — un grand et solide gaillard coiffé d'une tignasse toute blanche —, il revenait juste de Mongolie intérieure où il avait été conseiller en agronomie pour une importante manifestation organisée conjointement par le ministère de l'Agriculture et

des Forêts et la FAO, dans le district de Wengniute. Il repartait le soir même pour la Grande Courbe. Je voulus connaître son sentiment sur le fonctionnement du système de responsabilité dans les campagnes : « A vrai dire, je ne suis pas sûr qu'ils sachent eux-mêmes où diable ça va les conduire », me répondit-il, perplexe.

« Le gouvernement ne cesse de chanter les brillants succès remportés par l'agriculture, mais certaines choses que j'ai pu observer me laissent un peu moins optimiste. En Mongolie, où l'économie est essentiellement pastorale, une grande part des moutons et des bovins était naguère propriété communale ; aujourd'hui, les troupeaux ont été dispersés et redistribués sous contrat aux multiples foyers. Les gens ont obtenu de garder toute la laine, le lait et la viande pour trois ans ; après quoi, ils doivent rembourser la collectivité en bétail de valeur équivalente. Alors c'est à chacun de se débrouiller et, bien sûr, ils essayent tous de se faire au

plus vite le maximum d'argent, en poussant la reproduction de tous les bestiaux sur lesquels ils peuvent mettre la main pour grossir leur cheptel. »

Il ajouta, l'air soucieux : « Le résultat de tout cela est un grave surpâturage. Où que vous alliez en Mongolie, les gens vous disent qu'il y a vingt ans l'herbe montait jusqu'à la panse des chevaux. Maintenant, une grande partie de la prairie s'est transformée en dunes sous l'action de ces incroyables vents mongols qui vous halaient une motte de terre végétale mal enracinée jusqu'à la mer du Japon, à plus de mille cinq cents kilomètres de là ! Et au printemps, le vent peut souffler sans interruption trois jours durant, à près de cent trente à l'heure. D'ailleurs, l'air est si saturé de poussière qu'il n'est plus question de mettre le nez dehors... »



règles bien établies, ce n'est pas non plus l'anarchie. Les Chinois ont un sens aigu des limites à ne pas dépasser, même quand ils ne connaissent pas les modalités précises d'une loi existante. Aujourd'hui en particulier — tandis que la législation retarde à tel point sur une réalité en perpétuel mouvement que les décrets se retrouvent souvent obsolètes avant d'avoir pu être imprimés —, les gens doivent se mouvoir avec une sorte de sixième sens entre l'« admissible » et ce qui ne l'est pas. Ils se montrent extrêmement sensibles aux lois non écrites qui constituent, en fait, les véritables frontières à l'intérieur desquelles s'inscrivent leurs vies.

Il me fallut attendre de rentrer de Chine et de tomber sur une coupure du *Times* remontant au mois

En Mongolie, les autorités locales n'ignorent pas les problèmes auxquels Hinton fait référence. La preuve en est que, quelques jours avant notre conversation, une station de radio de Mongolie intérieure avait diffusé un appel urgent à « toutes les unités et tous les individus » pour qu'ils replantent dare-dare de l'herbe et des arbres, partout où il fallait sauver les prairies de l'épuisement et des risques de désertification.

Quand je demandai à Hinton si les tentatives de l'Etat pour réguler le pâturage en Mongolie avaient été efficaces sous le système de responsabilités, il me répondit : « Autant que je sache, non. Ils ont des tas de projets, mais, fondamentalement, c'est le chacun pour soi. Un exemple : près de notre centre d'exposition, il y avait une exploitation d'Etat qui produisait des graines fourragères. Selon moi, l'opération était d'importance, puisque c'était l'un des rares endroits où l'on trouvait des semences pour reconstituer les pâturages gravement endommagés. Eh bien, l'ordre vint de Pékin d'appliquer le système de responsabilités à l'exploitation, ce qui signifiait qu'elle ne recevrait plus aucune subvention et qu'il lui faudrait vivre de ses seules ressources. Le directeur était assez malin pour se rendre compte que ce n'était pas avec de la semence pour fourrage qu'il allait faire beaucoup d'argent. Alors, que croyez-vous qu'il fit ? Toute la superficie fut émietée en parcelles louées aux paysans du coin pour y faire des cultures de rapport : sur les quelque cent trente hectares que comptait le domaine, trois seulement furent maintenus dans leur affectation première ! Le directeur a certes tiré des bénéfices conséquents de l'opération mais, pendant ce temps, c'est la terre de Mongolie qui est emportée par le vent... Et vous pouvez voir ce genre de choses partout dans le pays. En Chine centrale, les gardiens de troupeaux privés font paître le bétail sur des flancs de montagnes qui devraient leur être interdits sous peine de les voir finir en éboulis dans le Fleuve Jaune... »

Le souci de préserver l'environnement n'a jamais été particulièrement vif dans la Chine moderne. Les gens avaient d'autres chats à fouetter, année après année, que de se préoccuper de plans à long terme. Ces derniers temps, toutefois, à mesure que le pays voyait le calme revenir et se trouvait de plus en plus à l'écoute du monde extérieur, quelques scientifiques chinois commençaient à aborder le problème. Des articles traitant d'environnement paraissaient ici et là. Pendant mon séjour à Pékin *Le Quotidien du Peuple* publia un papier portant en exergue : « Renforcer le contrôle des terres est une tâche qui ne souffre plus aucun délai ». L'auteur spécifiait qu'en certains endroits, les ressources naturelles avaient été exploitées en dépit du bon sens, qu'on les avait considérablement appauvries, avec pour conséquences, outre la baisse du rendement, l'érosion de la couche arable, la désertification, la pollution et un équilibre écologique fortement bouleversé ; il concluait par cette mise en garde : « La mise en friche et la destruction des sols sont devenues des menaces sournoises et d'une extrême gravité pour toutes les régions rurales de Chine. »

Hinton me disait en soupirant : « Oh, certes, quelques rares fonctionnaires sont inquiets... Mais que peuvent-ils faire ? Le phénomène de privatisation dans tous les domaines a oblitéré ce qu'il y avait de conscience collective devant un problème comme celui de la mise en valeur des terres. Les responsables des communes et des brigades, qui auraient pu faire de la planification à long terme de manière efficace, n'ont plus guère de pouvoir — ce qui laisse les paysans libres de pousser toutes choses à leurs limites, au nom de leur seul petit intérêt. »

Richard Gordon tourne actuellement un film sur la Grande Courbe. Il fait part, lui aussi, de son souci de voir s'affaiblir la direction des collectifs dans les campagnes : « Il est vrai, je crois, que la plupart des paysans sont soulagés de ne plus avoir le Parti sur le

dos. Mais certains aspects de l'infrastructure se trouvent en situation très critique : l'entretien des murs de soutènement des terrasses, la prévention des inondations, la construction de barrages ou les travaux d'irrigation, par exemple, ne peuvent être assurés par des foyers isolés. Et comment le gouvernement va-t-il s'y prendre s'il lui faut réorganiser des gens en grand nombre pour résoudre ce type de problèmes, alors que chacun est parti cultiver dans son coin ? »

« Prenons un exemple : près de la Grande Courbe, il existe un bassin de retenue, construit pendant le Grand Bond en Avant et d'où l'on pompait l'eau vers les terres alentour. Il a fallu le système de responsabilités pour que les problèmes surgissent. Les gens qui étaient chargés de pomper l'eau pour les canaux n'acceptaient de travailler qu'à la condition d'être payés pour tout le cubage fourni par la station ; à la Grande Courbe, on n'admettait de payer que l'eau effectivement reçue, soit un tiers du débit de la station de pompage, puisque le reste se perdait du fait des fuites, s'évaporait ou était carrément détourné par des villages situés plus à proximité du bassin. Impasse totale dans les négociations. Et puisque l'eau n'était plus déversée, les paysans se sont mis à récupérer les blocs de béton bordant les canaux pour se construire des maisons... Ils ont même subtilisé tout le câblage de cuivre des moteurs des stations de pompage auxiliaires le long des canaux pour aller les vendre à la ferraille ! Le réseau d'irrigation a été fichu en l'air et, puisqu'il n'existe plus aucun système d'organisation collective, il n'y a plus personne pour le remettre en état. »

A mon retour aux Etats-Unis, j'eus l'occasion de m'entretenir de ces problèmes avec Wang Guangsen, professeur au collège agricole du Nord-Ouest, près de la ville de Xian, mais qui bénéficie, à l'heure actuelle, d'une bourse d'études à l'Institut de recherche alimentaire de l'université de Stanford. « La mobilisation des masses, dans les années 50, a permis de réaliser beaucoup de choses, me dit-il, même s'il est arrivé que les ouvrages soient de conception rudimentaire ou que leur exécution laisse à désirer. Toujours est-il que les surfaces irriguées, sur l'ensemble du territoire, ont augmenté de cent pour cent... D'ailleurs, j'ai moi-même travaillé à certains de ces projets. »

A la question de savoir comment les gens seraient mobilisés dorénavant, le professeur Wang répondit : « Oh, ce ne sera plus aussi facile que ça l'a été... Nous ne pouvons plus désormais obliger les gens à faire les choses. Les revenus d'un paysan lui étaient autrefois versés par la collectivité ; s'il ne participait pas au travail collectif, il n'était pas payé. Alors qu'aujourd'hui... Bon, je suis aussi concerné... Nous devons trouver une nouvelle méthode. Nous devons persuader les paysans qu'à long terme ces tâches vont dans leur intérêt. Le Parti et le gouvernement doivent accentuer le travail idéologique. »

Maintenant que le Parti pèse de tout son poids contre la communisation de la Chine, il est tentant de décrire l'expérience collectiviste et de dire qu'elle est tombée en déconfiture. Mais ce serait une déformation des faits : en bien des régions, la collectivisation maoïste n'entraîna pas la débâcle. En général, les spécialistes en économie chinoise s'accordent pour considérer que l'expérience fut bénéfique pour un tiers des communes ; les résultats auraient été mitigés pour le deuxième tiers et désastreux seulement pour le dernier. Pourtant, le Parti semble accorder peu d'attention à la diversité du pays, à la variété des expériences et ne pas saisir le sens de son propre mot d'ordre pressant les cadres de « rechercher la vérité dans les faits », puisqu'il s'est lancé dans la décollectivisation tous azimuts.

Après son séjour dans le Shanxi, Richard Gordon faisait cette remarque : « Aujourd'hui encore, il existe en Chine une telle pesanteur bureaucratique qu'il est très difficile pour un cadre d'admettre le moindre écart à ce qu'il pense être la ligne générale. Une fois qu'on a fait passer la directive venue d'en haut, terminée ! Tous les cadres se sentent obligés de sauter dans le train en marche, aucune dérogation n'est permise. »

« Et personne ne veut prendre une initiative qui risquerait d'attirer les critiques. C'était vrai du temps de la Bande des Quatre, mais ça l'est toujours. Leur mentalité est toujours aussi lamentable... » Le professeur Wang me disait ceci : « Passer d'un extrême à l'autre est un de nos problèmes. » Quant à William Hinton, c'est avec un peu d'exaspération dans la voix qu'il me déclarait : « Le Parti ne semble faire aucune distinction entre ce qui mérite d'être conservé du vieux système et ce qui ne le mérite pas. Nous assistons à l'effondrement de l'agriculture collective en Chine et à l'abandon d'une éthique qui insistait sur le travail en commun et non sur la compétition. »

Dans l'ancien système, les communes et les brigades assuraient un service social essentiel auquel on se référait sous le nom de *wubao*, et qui procurait les Cinq Garanties : nourriture, habillement, soins médicaux, logement, ainsi que les frais d'enterrement pour les vieux, les indigents ou les malades sans famille et abandonnés à eux-mêmes. Depuis que ces structures rurales ont été démantelées ou remodelées, nul ne sait exactement qui va prendre en charge l'aide sociale. De temps à autre, la presse se fend d'un article à la louange de tel gouvernement provincial qui a mis sur pied des « groupes d'entraide », ou de telle famille de paysans aisés qui a bénévolement secouru des voisins nécessiteux. Ce qui donne à penser que le gouvernement central n'a pas de politique sociale bien définie. William Hinton me disait encore : « Je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui qui que ce soit pour s'occuper des gens de manière un peu organisée. Ce qui me préoccupe davantage, c'est de savoir qui va pouvoir venir à leur secours en cas d'inondation, de sécheresse ou de famine — ou si, tout d'un coup, la vie économique en milieu rural tournerait à l'aigre. Si l'un ou l'autre se produisait (ce qui n'est pas impossible), il y aurait des tas de gens jetés sur les routes à mendier, sans un coin où aller et sans rien à manger... » Après avoir marqué une pause, il ajoutait avec fatalisme : « Si vous me posez la question, une telle situation renverrait la Chine au plus près de ce qu'elle était avant 1949. »

Hinton et Gordon avaient tous deux observé un autre phénomène notoire dans les campagnes : une forme de décollectivisation qui n'a pas l'aval des autorités. « Dans les zones rurales, selon Hinton, les gens morcellent ou mettent en pièces détachées tout ce sur quoi ils peuvent mettre la main. Ils se disent que si les choses doivent être réparties, autant y aller soi-même et se servir avant que d'autres le fassent. » Gordon se rappelait de quelle manière les paysans d'un village avaient « décollectivisé » leur école : « L'un d'eux a pris une porte, un autre quelques poutres, tandis qu'un troisième filait avec les fenêtres. Apparemment, la théorie était simple : puisque l'école est la propriété de tous et puisqu'un ordre venu d'en haut dit de décollectiviser, alors le peuple doit se partager l'école comme la terre ! »

Un peu plus tard, ayant raconté l'histoire au professeur Wang, celui-ci prit un air doux et attentif pour remarquer : « Oui, quelques petites usines, voire des écoles et des dispensaires, ont été pillés au moment de la mise en place du système de responsabilités. Nous nous inquiétons de ce type de comportements. Nous voulons que les paysans améliorent leur sort en usant de moyens collectifs comme de moyens privés. Cependant, les gens perdent parfois la tête. C'est grave, bien sûr, mais nous n'y pouvons rien... Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'en regard des effets bénéfiques du système de responsabilités, ces incidents n'ont relativement guère d'importance. »

Autre équipement communal ayant subi la décollectivisation sauvage, le matériel lourd. Des gens de passage racontent avoir vu des engins de travaux pu-

bliques et d'énormes moissonneuses livrées à la rouille en rase campagne et désossées de toutes les pièces susceptibles d'être revendues.

Hinton observait lors de notre entretien : « De toute façon, la plupart de ces grosses machines sont devenues des dinosaures : depuis que les champs ont été démembrés par petites parcelles, les agriculteurs n'ont plus besoin de matériel complexe. En fait, il est difficile à la majorité d'entre eux de justifier l'usage du moindre équipement mécanique ; à part les petites égreneuses et les moyens de transport, il n'existe pratiquement plus d'agriculture mécanisée proprement dite. Ça a peut-être été la première des Quatre Modernisations de la Chine mais, pour autant que je puisse en juger, elle a diablement pris du plomb dans l'aile... »

Les Quatre Modernisations — agriculture, industrie, recherche scientifique et défense nationale — sont la préoccupation majeure du nouveau programme de Deng Xiaoping. William Hinton n'est pas le seul à exprimer son scepticisme à leur égard ; les Chinois eux-mêmes, qui aiment à brocarder les sempiternelles listes numérotées des choses à faire ou à ne pas faire (les Trois Exterminations, les Quatre Clarifications, les Cinq Limites, etc.), ont avec ironie produit une autre version des Quatre Modernisations : l'Élitisation des cadres, la Libertisation des paysans, la Primatisation des ouvriers et la Diplomatisation des intellectuels !

Des Quatre Modernisations officielles, la mécanisation de l'agriculture semble être celle qui a le plus souffert. Au cours de ces dernières années, de nombreuses usines fabriquant du matériel agricole ont dû fermer leurs portes ou bien revoir complètement leurs installations pour produire des articles plus compétitifs. Melinda Liu, correspondante de *Newsweek* en Chine, me parlait d'une usine de ce type, dans la province du Shandong, qui s'était mise à fabriquer du papier d'argent pour emballages de cigarettes ; Jack Potter me racontait une visite qu'il avait faite dans un atelier de maintenance pour tracteurs, dans la province du Guangdong, et qui venait de se reconverter dans l'ameublement.

Il est intéressant de remarquer que, dans le même temps, la demande et le prix des animaux de trait (les ânes, par exemple) connaissent une très forte augmentation. La région autonome ouïghoure, à l'extrême ouest de la Chine, expédie des centaines de milliers d'ânes vers le centre du pays, en faisant de confortables bénéfices — les petits malins parlent à ce propos de l'Anification de la Chine ! Quant aux officiels, s'il leur arrive de faire allusion à la mécanisation agricole, c'est avec quelque réticence ; on en parle comme d'un objet de culte, envisageable à très long terme. Hormis quelques velléités de regrouper les paysans pour qu'un jour ils puissent s'offrir un matériel coûteux, personne ne semble avoir la moindre idée sur la manière de mener à bien la mécanisation, si l'on tient compte de la réalité du monde agricole sous le système de responsabilités. Toute enquête sur le devenir de ce monde se heurte à la litanie des statistiques officielles démontrant combien spectaculaire a été la production — comme si le problème de la mécanisation était sans aucun rapport avec l'avenir agricole de la Chine.

Plutôt que de réinvestir dans l'agriculture, les Chinois préfèrent, en apparence, se reposer sur l'infrastructure existante. La question est de savoir s'ils pourront continuer à célébrer l'accroissement de leur production sans l'apport de nouvelles techniques et sur la base de nouveaux critères de rendement. Dans les faits, la décollectivisation remet le tout entre les mains des agriculteurs eux-mêmes. Le paysan qui cultive sa terre avec un contrat de trois ans peut vouloir acheter de l'engrais ou des semences de meilleure qualité ; on comprend toutefois qu'il hésite à investir des capitaux dans un projet à long terme et sans dividendes immédiats, comme un système d'irrigation ou des champs en terrasses... S'il dispose des fonds, il est beaucoup plus judicieux, de son point de vue, de les investir dans une toute autre activité, lucrative celle-là — acheter un camion et monter sa propre affaire de transport, par exemple.

Paul Pickowicz, qui dirige le programme d'Études chinoises à l'université californienne de San Diego, a

fait plusieurs séjours, ces cinq dernières années, dans la commune de Wugung (province du Hebei). Au cours d'un déjeuner à l'hôtel de Pékin, il me parlait de l'avenir de l'investissement paysan dans le système agricole chinois comme d'une « question insoluble », selon lui ; il me faisait remarquer que l'agriculture se trouvait maintenant sur les rangs de la petite industrie pour la recherche de capitaux privés : « A Wugung, c'est la fabrication de toile de jute et de corde, les filatures de coton, l'élevage de volaille et de visons qui rapportent gros aux familles. Tout le monde sait que ce n'est pas en investissant dans l'agriculture que l'on se bâtit une fortune. »

En 1975, un officiel avec qui je travaillais à la brigade de Dazhai raconta avec fierté à quelques-uns d'entre nous l'anecdote suivante : « Un jour — c'était avant la Libération —, un paysan nommé Wang se préparait à rentrer chez lui après une longue journée de travail aux champs. Avant de ramasser ses outils, il décida de s'assurer de l'étendue de ses biens en refaisant



l'inventaire de ses cinq lopins de terre. Il eut beau compter et recompter, il n'en put trouver que quatre. Il refit encore ses calculs : impossible de dénicher le cinquième. La nuit était presque tombée quand, découragé, il finit par ramasser sa casquette. Et là, devant lui, sous le couvre-chef, il trouva enfin la cinquième parcelle ! »

Dans la Chine ancienne, en effet, les parcelles étaient si réduites et si dispersées que non seulement elles étaient difficiles à trouver, mais à cultiver efficacement et surtout à protéger du vol au moment des récoltes. Quand la terre fut collectivisée et cultivée en commun, les problèmes se firent moins aigus. Les vols de récoltes, en particulier, devinrent plus faciles à éviter, dans la mesure où chaque membre du groupe pouvait prendre son tour de garde pour éloigner les chapeurs.

Mais depuis que la terre est à nouveau morcelée en une mosaïque de minuscules lopins, voilà que les membres de chaque foyer rural doivent repartir jouer les sentinelles en saison de récolte. Relatant ses expériences dans le Shanxi, Richard Gordon m'avait dit : « Partout, en plein champ, on voit des petites guérites où les paysans viennent passer la nuit pour surveiller leurs récoltes. Non seulement ils triment tout le jour aux champs mais, en plus, il leur faut y rester toute la nuit à faire le guet. A mesure qu'approche le moment de la récolte, on sent dans l'air une tension presque palpable. Dès qu'une famille commence à

récolter, tout le secteur est obligé de s'y mettre — c'est comme si un grand vent balayait la région. Pas un paysan ne veut rester seul en arrière avec ses cultures sur

pieds, parce qu'il sait qu'il s'expose au vol. » William Hinton avait remarqué le même phénomène : « En certains lieux, les paysans commencent à récolter bien avant que les cultures aient atteint la maturation, à cause des voleurs. Ils réduisent parfois de trois semaines la période de croissance, ce qui revient à dire qu'ils perdent un bon pourcentage de la récolte à laquelle ils auraient normalement pu s'attendre. »

Ceux qui se sont lancés dans les poissons d'élevage, le bétail, les arbres fruitiers ou forestiers commencent, eux aussi, à faire l'amère expérience de la rapine. L'arboriculture est une opération particulièrement rentable depuis la grande vague de construction dans l'habitat paysan, qui a entraîné une forte demande en

bois de charpente. Pour qu'ils n'empiètent pas sur les précieux lopins de terre arable et pour être plus faciles à couper, les arbres sont très souvent plantés sur le bas-côté des routes. Cette plantation linéaire sur des kilomètres et des kilomètres rend évidemment la surveillance impossible : il est très facile, la nuit, de venir abattre quelques arbres et de disparaître furtivement avant l'aube en emportant les troncs. Hinton me disait que les voleurs ne craignaient pas de s'attaquer aux poteaux téléphoniques. Il ajoutait d'ailleurs : « Il ne s'agit plus du tout de quelques individus isolés travaillant pour leur compte ; on a affaire à des bandes de jeunes durs qui battent systématiquement la campagne. Et s'ils sont suf-

fisamment nombreux, ils se fichent bien de savoir ce qui est gardé et ce qui ne l'est pas : s'ils peuvent maîtriser le ou les gardes, ils se servent — un point, c'est tout. »

Gordon observait à ce propos : « Ce qui se passe, je crois, c'est que la population dans les campagnes est en train de se scinder en deux blocs ; c'est surtout visible chez les jeunes. D'un côté, il y a ceux qui commencent à s'en sortir et qui sont engagés dans le nouveau système. De l'autre, il y a tous ceux qui n'ont rien réussi et qui réalisent peu à peu qu'ils ne réussiront sans doute jamais rien. C'est cette catégorie-là qui rejoint les bandes de malfaiteurs. »

Avant que la nouvelle politique économique ne prenne effet, les entreprises commerciales effectuaient leurs opérations d'achat et de vente par l'intermédiaire d'acheteurs officiels liés au gouvernement, les *caigouyuan*. Depuis la décollectivisation de l'agriculture et la décentralisation de l'industrie, individus et entreprises se sont mis à négocier directement les uns avec les autres, tous cherchant à être plus compétitifs que le voisin et à conquérir les marchés. Ce nouvel univers d'affairisme entre acheteurs et vendeurs a engendré la caste des *touji shangfan*, ou « courtiers spéculateurs » qui font profession de s'entremettre pour leurs clients dans les transactions sur lesquelles ils touchent une commission.

Un *caigouyuan* attaché à une usine du Hunan, par exemple, avait l'habitude d'utiliser la filière gouvernementale pour acheter du charbon aux mines du Shanxi. Aujourd'hui, la direction de l'usine peut passer ses commandes de charbon en envoyant sur place un

intermédiaire qui négociera au mieux avec les dirigeants miniers (en offrant boissons, diners fins et pots-de-vin éventuellement) jusqu'à conclure le meilleur contrat possible.

Les Chinois nomment ce procédé du *yanjiu yanjiu* — expression à double sens, puisqu'elle veut aussi bien dire « étudier la question » ou « creuser un peu le sujet » que « vin et cigarettes »... (Quand j'ai interrogé William Hinton sur la pratique du *yanjiu yanjiu*, il a éclaté de rire et m'a répondu : « Dans certains secteurs, on est bien au-delà du vin et des cigarettes : ils veulent des filles et du fric ! »). A la campagne, si les entremetteurs opèrent à plus petite échelle, ils n'en sont pas moins puissants. Ils peuvent aider un paysan à écouler ses produits, trouver du travail à quelqu'un, dénicher l'outil ou la pièce détachée dont on a besoin. Les intermédiaires n'ont d'autre crédit que celui de leur *guanxi*, cet invisible réseau de relations à l'aide duquel s'effectuent la plupart des transactions. Dans certaines parties de la Chine, ils se sont si bien introduits qu'ils commencent à contrôler des secteurs entiers du commerce ; c'est à tel point que pour vendre tel produit ou faire du transport sur telle route, il faut d'abord payer le prix de leur protection.

Avec l'apparition de ces nouvelles composantes sociales que sont les bandes de malfaiteurs, les paysans riches et les entremetteurs, la société chinoise se restructure peu à peu selon les nécessités du système de responsabilités. Ces récentes formes de richesse ou de pouvoir menacent de dé-laminer la société sans classes de l'époque maoïste. Il serait exagéré de dire que nous assistons à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne ou — dans le cas des jeunes sans travail qui rejoignent les gangs — d'une sous-classe de « désaffranchis ». Le risque demeure et il est difficile de croire que la redistribution du pouvoir économique ne s'accomplira pas sans une transformation radicale de la société.

Déjà, le pouvoir absolu qu'exerçaient naguère les cadres du Parti dans les campagnes a été sapé. La preuve la plus évidente réside sans doute dans le changement de situation de ces cadres : alors que, sous le règne de la Bande des Quatres, ils recevaient des « points de travail » pour leurs activités politiques au nom du Parti, beaucoup se sont vu intimer l'ordre de se « tenir à l'écart » politiquement et de se mettre à gagner leur vie comme des paysans, en cultivant ou en se lançant dans quelque affaire.

Un diplomate américain me dit un jour : « L'argent et les gens qui en font remplacent le Parti, dans une large mesure, comme source de légitimité. » Et il ajoutait : « C'est un bouleversement profond qui a, je crois, provoqué un affaiblissement du pouvoir et de l'esprit du Parti. Ses dirigeants ont libéré une force extrêmement puissante et aux effets imprévisibles. Ils doivent s'imaginer que secteur d'Etat et secteur privé peuvent coexister — quelque chose qui ressemblerait aux modèles économiques adoptés par la Hongrie et la Roumanie... Actuellement, la Chine est déjà bien au-delà du système de ces pays. J'ignore quel sera pour finir l'effet de tout cela sur le pouvoir du Parti mais les Chinois ont ce proverbe : "Quand un oiseau a trop grandi, il brise sa cage". »

La force d'impact du Parti communiste, surtout dans les campagnes, a toujours été une chose bien difficile à évaluer, mais on ne pouvait en tout cas pas douter de son prestige. Or, en dépit des proclamations officielles, il est clair que ce prestige se porte mal dans les campagnes aussi bien que dans les villes. Le revirement de ligne politique, quel qu'il ait été l'accueil fait ici ou là, a contribué à dissiper son aura d'inaffabilité. Le plus grand changement d'attitude des Chinois réside sans doute dans le fait qu'il existe un autre tremplin vers la réussite — l'enrichissement — qui, laissant de côté la politique, les détourne aussi de son centre vital ; ils considèrent donc avec beaucoup moins de sérieux la sphère politique en général et le Parti communiste en particulier.

Aujourd'hui, rares sont les jeunes intellectuels chinois qui cherchent d'arrache-pied à y entrer. Et s'ils le font, c'est par intérêt plutôt que par idéalisme, car le Parti confère encore nombre de privilèges (promotion rapide, logement plus confortable, possibilité de poursuivre des études, mise à disposition d'une voiture et même occasions de voyager). Dans une résolution adoptée lors de la deuxième session plénière du

Comité central, au mois d'octobre 1983, les dirigeants chinois eux-mêmes faisaient état du souci que leur causaient ces tendances mercantiles à l'intérieur du Parti : « De nos jours, certains membres et cadres du Parti ont complètement oublié que notre but est de servir le peuple de tout notre cœur. Au lieu d'exercer correctement leur mandat et de saisir l'opportunité que leur offrent le Parti et le peuple de contribuer au bien-être des masses, ils recherchent par tous les moyens possibles des avantages pour eux-mêmes ou une poignée de leurs proches. [...] Ces penchants malsains et ce phénomène d'abâtardissement ont gravement porté préjudice à l'image du Parti dans l'esprit du peuple. » Pourtant, même en s'en sortant de la sorte, le Parti se retrouve souvent dans la situation embarrassante d'avoir à courtiser des jeunes gens parvenus à une certaine notoriété (athlètes, vedettes de cinéma ou étudiants reçus dans une université prestigieuse) pour qu'ils prennent leur carte. Au lieu de conférer du prestige à ceux qu'il choisit, le Parti se voit réduit à recruter ceux dont le prestige peut rejaillir sur lui...

Tous les problèmes engendrés par le système de responsabilités sont d'une importance secondaire, comparés à celui que pose la poussée démographique. Entre 1964 et 1982, en effet, la Chine s'est renforcée de trois cent-dix millions d'âmes. Il naît aujourd'hui dans le pays vingt-cinq bébés à la minute ! Si le mouvement se poursuit, la Chine se trouvera dans l'impossibilité d'améliorer le niveau de vie de ses citoyens. Même une production alimentaire fortement accrue se verra vite épuisée par les nouvelles bouches à nourrir. Cette natalité inquiétante a incité le gouvernement à lancer le mot d'ordre de « Un couple, un enfant », dans l'espoir d'empêcher la population du pays — estimée, en 1982, à un milliard huit millions — de dépasser le milliard deux cents millions en l'an 2000. Les couples qui, d'eux-mêmes, s'en tiennent à un enfant unique se voient accorder des primes, des pensions de retraite plus élevées et un traitement de faveur pour ce qui concerne l'habitat et l'éducation ; les familles comptant plus d'un enfant encourent des réductions de salaires, une diminution des soins médicaux et l'imposition de taxes particulières. Il est demandé aux femmes de signaler l'absence de leurs règles aux fonctionnaires de la santé publique, de manière à dépister au plus tôt tout signe de conception. Les femmes enceintes qui n'ont pas reçu l'autorisation de porter un enfant et celles qui en ont déjà un sont fortement encouragées — et très souvent contraintes — à avorter, parfois même aussi tard qu'au sixième mois de leur grossesse.

Dans les villes, où le problème de la surpopulation est particulièrement aigu et où les campagnes de propagande et le contrôle du gouvernement sont plus efficaces, le mot d'ordre « Un couple, un enfant » obtient quelque succès. Mais, en Chine, près de quatre-vingt pour cent de la population vit à la campagne et c'est là, pour reprendre les termes du *Quotidien du Peuple*, que la politique de contrôle des naissances « vaincra ou échouera ». Les résultats obtenus en milieu rural n'ont guère été encourageants jusqu'ici. Le gouvernement chinois invoque deux raisons : « arriération idéologique » et « influences économiques ». L'« arriération idéologique » renvoie à l'aspiration confucéenne des paysans d'avoir une famille nombreuse, dont au moins un garçon, pour en perpétuer le nom. « Influences économiques » est un terme que les autorités laissent dans le vague ; le rendre explicite les obligerait à reconnaître l'aspect le plus contrariant et le plus délétère du système de responsabilités, c'est-à-dire la pression que celui-ci exerce sur les foyers paysans pour qu'ils disposent de la main-d'œuvre familiale la plus nombreuse possible.

Du temps de la collectivisation, l'arriération idéologique était plus facile à surmonter ; les cadres du Parti exerçaient alors un pouvoir absolu et, surtout, la nécessité d'une progéniture abondante pour fournir de la main-d'œuvre tombait d'elle-même : les gens cultivaient ensemble une terre commune et la taille d'une

famille était hors de propos. Mais aujourd'hui, tandis que la grande majorité des foyers ruraux ne peuvent compter que sur eux-mêmes, la famille nombreuse est soudain devenue une nécessité économique. Récemment, nombreux sont les paysans qui ont retiré leurs enfants de l'école pour augmenter la force de travail aux champs.

Même si un paysan et sa femme décident de se plier consciencieusement à la politique de contrôle des naissances du gouvernement, il y a fort à parier que leur résolution mollira si le premier enfant est une fille. Si élever une fille coûte aussi cher qu'élever un garçon et si les bureaucrates du contrôle des naissances recensent un enfant pour un enfant, sans tenir compte de son sexe, les paysans savent bien qu'une fille ne se montrera pas de la même utilité qu'un garçon ; et puis, l'âge venu, elle se mariera et s'en ira vivre sous le toit de son époux.

Un paysan sans fils manquera de bras pour le travail et n'aura plus personne pour le prendre en charge, lui et sa femme, la vieillesse venue. Avant la Révolution, le problème des filles était traditionnellement résolu par l'infanticide. Aujourd'hui, sous la double pression du contrôle des naissances et des réalités du système de responsabilités, les paysans suppriment à nouveau les bébés de sexe féminin dès leur naissance. Au mois de novembre 1982, le *Journal de la Jeunesse chinoise* faisait état de « certaines de ces petites infortunées, abandonnées au bord d'une route ou au coin d'une rue, quand elles ne sont pas noyées ». Le journal poursuivait : « De tels actes, cruels, inhumains et brutaux, ne peuvent être tolérés. [...] Si, de toute urgence, il n'est pas mis un terme à ce phénomène, un grave problème social risque de se poser d'ici une vingtaine d'années : un grand nombre d'hommes ne pourront trouver à se marier. » L'article faisait encore remarquer qu'en certaines zones rurales, trois sur cinq des bébés survivants étaient des garçons. De très récentes relations de voyages en quelques coins disséminés de Chine mentionnent aussi que quatre vingt-cinq pour cent des petits enfants survivants sont de sexe mâle.

« La petite production engendre capitalisme et bourgeoisie continuellement, jour après jour, heure après heure, spontanément et sur une grande échelle », affirmait, en 1920, Lénine, dont les écrits restent le canon de l'orthodoxie en Chine. Alors la Chine est-elle en train de « passer au capitalisme » ?

Les théoriciens chinois du marxisme assurent avec conviction qu'aussi longtemps que l'Etat détiendra la majeure partie des moyens de production, il n'y aura pas lieu de craindre une amorce de capitalisme. Dans sa contribution à l'anthologie sur *Les Réformes économiques en Chine* (ouvrage cité plus haut), Fang Sheng, maître-assistant à la faculté d'Economie de l'université de Pékin, écrivait ceci : « De toute évidence, ce n'est pas une approche marxiste que de faire une vérité universellement applicable d'une citation de Lénine datant de 1920 et écrite dans le contexte des conditions spécifiques de la Russie d'alors. Il se référerait à une situation dans laquelle l'économie privée était encore dominante et où la question de savoir qui, du socialisme ou du capitalisme, sortirait vainqueur était encore aléatoire. »

« Sous prétexte que certains hommes d'affaires ont d'importants revenus — parfois supérieurs au salaire moyen d'un travailleur d'une grande entreprise —, il y a des gens pour dire "qu'est-ce que c'est d'autre que du capitalisme ?" Voilà bien un préjugé futile ! De gros revenus et un portefeuille rebondi signifient que l'on devient riche et rien d'autre. » Un officiel du Parti de la province du Jiangxi, Wang Yuanlong, faisait écho à cette manière de penser en répondant au correspon-



Collection Bernd Melchers



dant de Pekin Information dans la région : « L'actuel fossé entre riches et pauvres a surtout pour origine une différence de capacité de travail. Ce n'est

pas l'indice d'une polarisation de classe causée par l'exploitation. [...] Nous ne permettrons jamais l'émergence de deux classes antagonistes, une seconde fois, dans ce pays. Notre but est le bien-être de tous. Mais comme pour les gens qui montent à bicyclette, tout le monde ne peut pas pédaler de front. Nos paysans non plus ne vont pas améliorer leur situation tous en même temps : certains y parviennent avant d'autres. Nous ne devons pas pour autant en revenir à l'égalitarisme, dans lequel nul n'est en mesure de prospérer. »

En mars 1983, à l'occasion du centième anniversaire de la mort de Karl Marx, le secrétaire général du Parti, Hu Yaobang, fit un long discours sur le thème du « Rayonnement de la Grande Vérité du Marxisme [qui] éclaire la Route au-devant de nous ». On se serait cru dans une faille spatio-temporelle. Hu déclarait avec une conviction approchant le sublime : « Dès sa naissance, le marxisme a fait la preuve de sa considérable puissance, à laquelle nul autre système idéologique ne peut se mesurer. Marx nous a instruits, nous l'avons étudié, tiré force et sagesse de ses écrits et nous continuerons de le faire. [...] Le siècle passé a démontré maintes et maintes fois que l'histoire du marxisme est celle du triomphe sur les assauts successifs lancés par toutes sortes de tendances idéologiques hostiles et que sa voie révolutionnaire est demeurée invincible. »

En dépit de l'éloquence de Hu, je n'ai trouvé personne, en Chine, tirant force et sagesse du marxisme et encore moins s'avancant dans la lumière de son rayonnement. J'en ai rencontré à peine plus qui accordaient à l'idéologie marxiste tout juste une génuflexion de pure forme. En revanche, j'ai pu constater le rayonnement de tous les gens occupés à faire de l'argent. Derrière la confiance affichée officiellement, on perçoit des défaillances dans le zèle socialiste. Les vrais croyants du marxisme éprouvent le sentiment grandissant de leur inadéquation à ce qui se produit de vraiment neuf et fondamental dans leur pays.



à traverser parfois, dans les polémiques de ces fidèles, un vague désir de modification, tandis qu'ils palagent et se démentent pour

faire entrer les incongruités de la situation actuelle dans un scénario socialiste crédible. Semblables aux gens qui sifflotent en passant devant un cimetière en pleine nuit, les dirigeants chinois explorent le terrain en tâtonnant et en faisant des vœux pour que tout se passe bien. Préoccupés par l'inflation, ils ont récemment tenté de réintroduire des mesures de réglementation (par exemple, en contrôlant les prêts à la construction privée ou bien en plafonnant les primes versées aux ouvriers), mais leurs tentatives ne sont au mieux que des expédients. Les théoriciens de la Révolution doivent faire face à l'éprouvante tâche de fournir des justifications idéologiques à des événements qui leur échappent — et qui échappent peut-être aussi au Comité central lui-même. Les services de propagande du Parti s'affairent néanmoins à mettre en route des campagnes pour promouvoir la « civilisation spirituelle socialiste ». Là encore, ils ne font que créer un certain malaise quant à l'avenir politique, mais sans gêner outre mesure ceux qui s'occupent activement de devenir riches.

Existe-t-il un seul Chinois qui s'intéresse réellement au fait que le mois de mars ait été officiellement

consacré « Mois de l'éthique et de la politesse socialiste » ? Combien de Chinois sont-ils émus par la campagne d'encouragement aux vertus socialistes ? Rappelons que ces vertus comprennent les Cinq Devoirs (le protocole, les bonnes manières, l'hygiène, la discipline et la moralité), les Quatre Beautés (l'idéologie, la langue, la dignité et l'environnement) et les Trois Amours (celui de la patrie, celui du socialisme et celui du Parti communiste chinois).

Le président Mao avait l'habitude de rappeler que la théorie était indissociable de la pratique. La maxime semble avoir été retournée depuis par des dirigeants qui dévoilent leur foi confucéenne en ce que le maintien moral peut se cultiver indépendamment des réalités de ce monde. Ils s'efforcent d'instiller au peuple les vertus socialistes et, dans le même temps, ils l'encouragent à mener une vie qui s'apparente de plus en plus à celle des gens dans les pays capitalistes : cette position est en totale violation du principe marxiste selon lequel la superstructure de valeurs d'une société est nécessairement liée à l'infrastructure du système économique et de classe en vigueur. Un peu comme des diplomates qui s'obstinent à représenter leur pays à l'étranger longtemps après la chute du gouvernement qui les a nommés, les gardiens de la « civilisation spirituelle socialiste » continuent de prêcher la morale d'un système qui s'évanouit sous leurs yeux.

Certains des avocats des vertus socialistes à l'ancienne sont, de toute évidence, des maoïstes luttant contre le nouveau pragmatisme avec les armes dont ils disposent. Mais le conflit se déroule à l'intérieur des esprits aussi bien qu'entre les individus. De nombreux dirigeants chinois paraissent souffrir d'un dédoublement de leur personnalité politique. Tirés dans un sens par la tentation prométhéenne de la libre entreprise, de l'initiative individuelle et par la nécessité de moderniser la Chine de toute urgence, ils sont tirés en sens contraire par le désir nostalgique de sauvegarder l'intégrité de la révolution marxiste chinoise. Ainsi persistent-ils à exalter la morale socialiste, alors qu'ils libèrent les forces de la libre entreprise — comme si, d'une manière ou d'une autre, l'esprit pouvait échapper à la corruption de la chair.

Mais cette réticence à laisser fuir la vieille idéologie communiste sur un terrain qui se dérobe sous leurs pieds n'est peut-être pas si inexplicable que cela. Après tout, c'est cette idéologie-là qui leur a permis, dans un premier temps, de faire la révolution ; par la suite, dans les années 50, elle a su mobiliser des multitudes de gens pour bâtir l'infrastructure agricole (irrigation à grande échelle, endiguement des crues, mises en valeur des terres), sur laquelle la Chine repose toujours. Ce n'est pas tout.

À la différence de la plupart des autres pays du Tiers-monde, où le développement économique est en soi un but suffisant, la Chine a toujours aspiré à quelque chose de plus : être le modèle d'une certaine forme de grandeur ou de certitude spirituelle. Déplorant l'incapacité du confucianisme (la dernière grande orthodoxie d'Etat en Chine) à sauver le système dynastique et le pays tout entier, au tournant du siècle, les fonctionnaires lettrés se lamentaient aussi de ce qu'en perdant sa culture ancestrale, la Chine était privée de ce qu'ils appelaient son *guocui*, ou « l'essence de la nation ».

Sans cette âme qui avait assuré l'équilibre politique et la pérennité des valeurs du passé, la Chine vacilla, comme prise de vertige, durant la première moitié du XX^e siècle. L'une des périodes les plus sombres de son histoire. Il fallut attendre Mao Zedong et son nationalisme paysan révolutionnaire pour réunifier la Chine, que s'incarne une nouvelle « essence de la nation » et que soient enfin restaurées la détermination et la fierté chinoises. Aujourd'hui, à l'instar des vieux lettrés conservateurs se cramponnant obstinément au confucianisme, quitte à le voir faire capoter la Chine, les révolutionnaires de la génération de Mao s'en tiennent à l'héritage du marxisme et de la pensée maoïste, malgré l'évidence de son échec dans leurs propres entreprises politiques. Peut-être craignent-ils, eux aussi, de voir la Chine perdre tout contact avec cette dernière incarnation de son *guocui* : une fois encore, elle se trouverait culturellement et politiquement déracinée, et elle retomberait en ruine.

FIN

AUJOURD'HUI
politique
dossier : L'ECOLE DANS LA SOCIÉTÉ EN CRISE
LES HÉRITIERS DU COMMUNISME INTERNATIONAL
FÊTE L'UNION FÊTE LA GAUCHE ?

Les six derniers numéros disponibles

- La crise, la droite.
- Paix, pacifisme, Pershing.
- L'avenir de la gauche en Europe.
- Le centre introuvable.
- Le nouvel ordre industriel mondial.
- La France plurielle.
- Syndicalisme : renait-il à 100 ans.
- La gauche et l'entreprise.
- L'école dans la société en crise.

ABONNEMENT 1 AN (6 NUMÉROS)
FRANCE 200 F Etranger 220 F

**MEDIA : LA FIN DU SERVICE PUBLIC ?
L'ECOLE DANS LA SOCIÉTÉ EN CRISE II**

dans le n° 7 à paraître courant décembre

ABONNEMENT MIXTE AVEC LETTRE INTERNATIONALE
1 AN FRANCE 250 F ETRANGER 300 F
Règlement par chèque ou CCP au nom de « Politique » 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris (CCP 30 31670 La Source)

JAROSLAV SEIFERT

LE PARAPLUIE DE PICCADILLY

POÈMES TRADUITS DU TCHÈQUE PAR JAN RUBEŠ

PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 1984

ACTES SUD
HUBERT VANNEN ÉDITEUR

JAROSLAV SEIFERT

PRIX NOBEL 1984

PROLOGUE

Ce n'est pas rien, être poète.

Il découvre dans la forêt
un oiseau au chant argentin
qui vole au-dessus de son nid,
et il ne peut s'empêcher de penser
— ô, volupté pécheresse... —
au tiède, au moulonneux recoin
de l'aisselle de sa bien-aimée.

Et il s'enfonce dans la forêt
parce qu'il entend des voix
et qu'autour tout frissonne doucement ; —
et pensez-donc !

il voit, à portée de sa main,
de duveteux triangles de jeunes femmes, —
un premier, un deuxième, —
qui reculent de plus en plus flous
et ne laissent que le désir.
Hélas !

ce ne sont que des fleurs et des feuilles,
et des troncs de sapins rosés
qui brillent après l'averse.
Le plus beau, c'est en plein jour, —
et après, — la nuit.

Mais ça, ce n'est pas moi !

Jadis, le poète prit parole,
et ça a échauffé le sang, —
les hommes ont couru aux armes
et les femmes, sans discuter, ont coupé
leurs chevelures de miel et de pourpre ténébreux
pour en faire des cordes d'arc.
C'est plus élastique que le nylon.
Aujourd'hui, elles ont les cheveux trop courts,
et elles se contentent donc de préparer la charpie
pour les blessures humaines,
elles courent vers les blessés
et transportent leurs têtes sanguinolentes
sur les civières de leurs seins.

Et si le tyran ne tombe pas,
— et même ça, ça s'hérite —
le poète est condamné au silence
et la main carrée des barreaux,
étouffera de ses griffes
sa bouche qui chante.
Mais il crie ses poèmes à travers les barreaux
pendant que les dépeceurs de livres
se mettent rapidement au travail.

Mais ça, ce n'est pas moi !

En désespoir de cause,
il frappe un mot contre un autre,
pour en faire jaillir la certitude,
mais il n'y en a pas en ce monde,
Et c'est en vain qu'il jette ses mots brûlants
loin, plus loin que la mort,
pour secouer le secret muet,
pour incendier cette nuit qui reste, là, inerte,
dans cette fosse énorme,
la nuit qui se colle
aux pauvres ossements
souillés par le vert-de-gris du briquet
oublié dans la poche du pantalon
du fusillé.

Mais ça, ce n'est pas moi !

1967

Trad. A. Markowicz



Jan Kristofori.

GUILLAUME APOLLINAIRE

Nous n'aimons pas nous souvenir

oublions

nous retournant du fond de la rue
mais de vous poète je me souvenais comme vous marchiez
voici quelques années et vous dites moqueur : bergère ô Tour Eiffel
L'automne des barques traversent la ville comme lentement voguent les ans qui passent
où est partie votre Muse quand vous avez quitté la ville
j'ai croisé des milliers de femmes dans les rues aucune n'était aussi belle
mais l'étoile de Bethléem de l'Etoile brille toujours
J'apprends la poésie comme la trompette le soldat
qui gonfle ses joues dans le métal d'or aux fenêtres de la caserne
et les sons interminables volent à travers les rues battant des ailes
Paris c'est le miroir de l'Europe j'y vois votre sourire
je monte je monte sur cette échelle vers les étoiles
dans les branches métalliques la ballerine rose joue de la guitare
le papillon épuisé se pose sur la rose de ses cheveux
mais le jour est trop court pour étreindre toute la ville
de la fenêtre — Trocadéro jaillit la lune face d'assassin jobarde
et c'est drôle parce que toutes les choses de la terre sont belles
j'embrasse les seins de pierre du sphinx au rez-de-chaussée du Louvre
me souvenant de votre femme comme elle pleurerait sur le lièvre de vos vers
la fusée couleur d'or meurt avant même la mise à feu
qu'aucun poème ne soit plus beau que celui-ci
sur la ville de vos soirs ceux que vous aimiez tant
Votre tête en bandeau blanc je la revois toujours
et c'est drôle je m'appuie contre l'affût d'un vieux canon
la nuit me cache mon Guide dans Paris
la Tour Eiffel est une harpe d'Eole
l'art gonfle ses voiles

regardant là-haut

écoute le vent des jours et de beaulé
ô timonier mort

1925

Trad. A. Markowicz

LES BRAS DE VENUS

Un chevalier bien vague
s'assied à la rivière
et il raconte aux vagues
le récit de ses guerres.
Qu'est-ce ? — Poignée de brise
dans le creux de sa paume,
perle à son vin promise,
peur de n'être un fantôme...

Mais cela n'est guère
son but sur cette terre.

Quand le coq s'égosille
la rosée se dépose.
Il dit, comme une fille,
en effeuillant les roses :
— Quelle force animale
détruit ces grains vermeils
dont les roses pétales
sont des ongles d'orteil !...

Mais cela n'est guère
son but sur cette terre.

Mais voir la beauté naître
auprès de l'eau qui court
et la voir disparaître,
et attendre ce jour
où — ces doutes, ce flot
s'assourdissant soudain —
la Vénus de Milo
prend sa tête en ses mains.

C'est bien cela, — misère ! —
son but sur cette terre.

Trad. A. Markowicz 1936

NUIT

Seuls les enfants rient en leur sommeil, — leur rire
Se blottit tout contre l'oreiller moelleux.
Des rois en couronne et des cireurs qui cirent
En procession longue tournent autour d'eux.
Page merveilleuse qu'ils viennent de lire
Dans le livre d'heures le plus merveilleux.

Seule rit la femme en son sommeil, — les rires
De ses petits diables brillent sous ses yeux.
Tout ce qu'ils salissent, tout ce qu'ils déchirent !... —
Et leur rire alors s'arrête un petit peu.
Page merveilleuse qu'elle vient de lire
Dans le livre d'heures le plus merveilleux.

Mais pour ce sommeil et pour ce rire heureux
Si les hommes dorment, — que ce soit d'un œil,
Comme sur des heaumes, comme au temps des preux.
Or, je vis un ange en lourd manteau de deuil,
Marchant, sur les soldats, du ciel en feu.

1938

Trad. A. Markowicz

Et la neige qui fondait aux tuiles...
Je sortis dans Prague de beauté.
Le brouillard courait, couvrant ma ville
presque toute d'un voile argenté.
Parle encore, ma parole amère :
le récit parcourt la forteresse
par le lierre lourd de ses tristesses
sous la chambre de Monsieur le Maire.

La première fois que la chopine
fut aux mains arides du mourant
on a vu qu'un prisonnier dessine
le démon avec son propre sang ;
puis les mains laissent tomber, trop lasses,
le dessin sanglant qui crie - résiste ! -
(le geôlier réglementaire assiste
à la scène sans changer de place).

Dès que les barreaux deviennent lyres,
quand la rose rouille a misé, à
mon chant même l'oiseau doit dire :
— Chante ! j'en oublie de m'envoler. -
Or le songe écite le front pâle,
et il fuit l'horreur des cils humains
et le temps du prisonnier s'étale
dans le temps, et sait ce qu'est demain.

Alchimistes, préparez vos drogues,
ressassez vos malheureux discours,
transcrivez vos sombres décalogues,
que Satan vous prête son concours.
Comment puis-je croire à l'horoscope
si la croix m'a tailladé le front ?
Par l'abcès de la fenêtre, et — hop ! —
le fossé, — je me retrouve au fond.

Seau qui cogne sur le puits de pierres,
tête d'homme contre les barreaux.
Je m'enfuis, moi, jusqu'au Belvédère,
cœur léger, les toits sont là, si beaux !
Ce palais d'été, c'est ma cachette ;
eh, sorcière aveugle, attrape-moi !
Mai file son fil, — on l'aperçoit
sans les yeux, — frêle quenouille abstraite !...

Dans son fin chausson de ballerine
s'est levée l'aiguille de la tour
quand aux châtaigniers qui s'illuminent
de chandelles Prague voit le jour.
Les diamants scintillent à leur place,
attendant que des marais la lune
sorte pour que les grenouilles, l'une
après l'autre, au vert-de-gris croassent.

Reste, reste, instant de joie, et brille !
que je sonne comme un souvenir
ou un rire, que l'oiseau m'habille
d'un haillon de plumes pour mourir.

Le Château que la verdure étouffe...
Ma fenêtre sous les fleurs rutile
et l'oiseau s'y pose à peine et file
dans le clair obscur de nos jardins

1946

Trad. A. Markowicz

SEIFERT, Jaroslav

Mozart à Prague.
Anthologie de
l'Audiothèque.
Bruxelles, 1958
Sonnets de
Prague. Change
errant/Action
poétique, Paris, 1960
Le parapluie
de Picadilly.
Actes-Sud, Arles,
1984
De nombreuses
revues publient
régulièrement,
depuis 1928, les
poèmes de J. Seifert.
Voir
Bibliographie des
œuvres
littéraires tchèques
et slovaques
traduites en
français
Institut
d'études slaves,
9, rue Michelet, Paris
6^e, 1981, 46 p.
K. Bartošek : « Un
inconnu ou des
ignorances ? »
La Quinzaine
littéraire, n° 427,
1-15 nov. 1984.

BOULIER

○ Ton sein —
c'est comme une pomme d'Australie

● Tes seins —
ce sont deux pommes d'Australie

○ Comme je l'aime, ce boulier d'amour !

Trad. A. Markowicz

LE CHATEAU DE PRAGUE

— Mais vite, mais, cours voir ça !... »
disait-on chez moi. Doux Jésus !
De vieux soldats titubaient dans la rue
et des chevaux affamés tiraient des canons.
A contre-cœur. — La guerre, qui était finie,
et l'orchestre qui jouait pour rien.

Quelques femmes les saluaient des fenêtres.
Certaines, encore en négligé ; —
et moi, c'est comme ça que j'imaginai

un poème d'amour.

Notre jeune voisine avait eu
son mari de tué dans les tranchées.
Il y était allé deux jours après le mariage.
Elle sanglotait partout où elle allait
et elle maudissait la guerre.
Parfois, elle me caressait les cheveux
(— « T'es un gentil garçon. » me disait-elle).
Gentil, c'était à voir. Sous sa blonde
je devinais une ondulation voluptueuse,
et, des fois, je regardais,
rêveur, la fente de sa jupe.
Après, l'empereur est mort
et son empire a été démoli.

Le noir et le jaune, l'asphalte et le soufre,
et ces deux couleurs, quelque peu délavées déjà,
cent fois nous les avions maudits.
Mais elles flottaient toujours. Elles ont flotté
jusqu'à l'instant où, sous la statue du Prince,
ils se sont mis à chanter, — un petit groupe ;
et ils chantaient comme si, sous le Musée, la fontaine
répandait du vin.

Ce gosse sur les marches du monument,
c'était moi, —
et j'avancais avec les autres,
en haut, au Château de Prague
où vivait un vide que gardaient
les pattes d'araignée du silence.
Et les drapeaux noirs et blancs
se précipitaient des toits voisins
comme des anges en révolte
tombant du ciel à la renverse.

L'Etat s'est mis à tomber en pièces,
pressé par le peuple tout entier,
quatre-vingt-dix mille légionnaires
et cette voisine malheureuse
qui n'avait pas eu sa ration de baisers,
et par moi, à la fin, — mais un tout petit peu —
avec ce chant.

A la maison, on me répétait : « N'oublie jamais
cette minute — Comment l'oublier ?
Aujourd'hui encore, je m'en souviens.
J'étais tombé amoureux
pour la première fois de ma vie.

Alors, nous aimions la France
et elle nous a trahis.
Hitler s'est approché de la fenêtre
qui donnait sur les jardins, et, d'un air moqueur,
il a ordonné à Prague de se mettre à genoux.
Elle était déjà vieille, et elle savait bien
que ça ne serait pas une parade de cygnes et de paons.
Non. Entre ces cygnes et ces paons
j'aurais voulu préférer les cygnes.

Je traversais le pont, courant, la mort dans l'âme,
Les langues humides des vagues
roulaient tout doucement vers ses piliers.
Le Château était composé de vapeurs grises
et de roses cassées.
Le ciel le tenait dans ses mains.
Et les meurtrières de la tour, en demi-cercle,
voulaient le défendre contre une attaque
venue d'étoiles invisibles.
Mais personne ne donna l'ordre.

Seules les tours de Saint-Guy, toutes les trois,
vraient un trou dans les cieux
et des doigts serraient les gachettes
des arquebuses en argent.

Vous tous, vous qui avez des yeux,
les murs, les nuages, les fauves dans les ménageries,
les statues sur le pont,
regardez comme ils mettent sens dessus-dessous
nos colonnes endeuillées,
comme ils pillent notre terre.
Mais regardez donc à leur ceinture
comme battent les sombres tambours
et comme dans la Grande Cour filent les torches,
et comme s'élançant, si haut dans le ciel,
les cheveux enflammés des ténèbres.
Et déjà dans les étables ils détachent les chevaux
pour les charger en travers de la selle
avec la beauté de cette ville.

Quand les assassinats se sont arrêtés
et qu'ils ont dû s'enfuir,
ils n'ont même pas eu le temps de brûler le Château
et ils n'ont pas pu arracher aux griffes d'or
les perles mélancoliques,
plus grosses qu'un œuf de pigeon.

Et de nouveau la Grande Cour était pleine,
après bien des années.
Les uns sur les autres. Et le printemps précoce
injectait la sève dans les branches,
et les fontaines des arbres bruissaient de fleurs.
Ceux qui étaient derrière se sont mis sur la pointe des pieds
et ils tenaient des petits miroirs au-dessus de leur tête
pour mieux voir. C'est ce qu'on fait
quand les salves des canons
tirent les oiseaux par les pattes.

Sans doute ce n'était que comme ça qu'on pouvait croire
que la terre vole quelque part dans les ténèbres
et que les vieilles constellations changent de place,
et qu'il pleut une pluie de rubis.

Ou bien — ce qui est plus vraisemblable —
que quelqu'un a retourné le ciel
comme une peau de lapin.

LES BARRIERES DU CIEL

Quelques secondes avant sa mort
maman s'est tournée vers nous
et elle a crié, toute enrouée :

il n'y a rien.

Et puis, le silence lui a rempli la bouche.

Dans quel abîme s'était dispersé son chapelet
cent fois embrassé,
où retombaient les mots de ses prières
et les chuchotements de ses chants
qu'elle chantait depuis son enfance ?
Où étaient passées la peur et l'inquiétude
devant les événements les plus futiles ?
Tous, ils ont eu des noms de péchés,
et ils sont tous aussi mauvais

et aussi bons

les uns que les autres.

Quelles ténèbres a-t-elle rencontrées

à cette minute cruelle

où nos talons se décollent de la terre
pour retomber dessus tout de suite après ?
Je suis sorti sans faire de bruit sur le balcon
et, assis sur la chaise branlante de maman,
j'ai regardé tout là-haut, là,
les hauteurs célestes.

Tout au long de notre longue vie
elles nous regardent des fenêtres
et elles ne nous ordonnent rien du tout,
elles ne veulent rien de nous,

ou, si vous préférez,

elles sont indiciblement belles.
Et nous essayons de les acheter
par un grain d'encens,

un grain de chapelet,

des mots et des larmes.

Et après nous voulons soulever

leurs barrières lumineuses

par notre dernier soupir
qui, de tous nos efforts,
est le plus vain.

1967

Trad. A. Markowicz

ECRIT SUR UN GOBELIN

Prague,
dans le carur de celui qui la découvre
son nom, à tout le moins,
chantera pour toujours.

Elle est une chanson tissée dans le temps
et nous l'aimons.
Qu'elle résonne !

Mes premiers rêves — encore bienheureux —
scintillaient sur ses toits
comme des soucoupes volantes
et se perdaient je ne sais où
quand j'étais jeune.

Un jour, je me suis plaqué
la face contre les pierres d'un vieux mur,
près de la Grande Cour du Château,
et soudain dans mes oreilles a retenti
un grondement sombre.
C'était la suite des siècles qui grondait,
et la marne tiède et souple de la Montagne Blanche
me chuchotait tendrement à l'oreille :

Va, et vis sous le charme ;
Chante, — tu as à qui chanter ;
et ne mens pas !

J'allais, et je ne mentais pas.
Sauf à vous, mes amours,
mais un tout petit peu.

Trad. A. Markowicz.

LA COLONNE DE LA PESTE

Surtout, ne vous laissez pas convaincre
que la peste a cessé en ville.
Moi-même j'ai vu encore tant de cercueils
passer cette porte
qui n'y est pas la seule.

La peste sévit toujours et les médecins
lui donnent probablement d'autres noms
pour éviter la panique.
C'est toujours la même vieille mort,
rien d'autre,
et elle est si contagieuse
que personne ne lui échappe.

Chaque fois que j'ai regardé par la fenêtre,
les chevaux amaigris tiraient le fourgon maudit
avec le cercueil décharné.
Seulement, on ne sonne plus autant,
on ne fait plus de croix sur les maisons
et on n'enfume plus au genévrier.

1980

Trad. Jan Rubes

* * *

Vainement nous accrochons-nous

aux fils d'araignées en vol

et au fil barbelé.

Vainement appuyons-nous le talon

contre la glèbe,

pour ne pas être tirés trop vite
dans les ténèbres plus noires que la nuit
sans sa couronne d'étoiles.

Et chaque jour nous rencontrons quelqu'un
qui nous demande machinalement,
sans ouvrir la bouche :
Quand ? Comment ? Qu'y a-t-il après ?

Tourner et danser un moment encore
et respirer l'air qui sent bon,
même la corde au cou !

1980

Trad. Jan Rubes

*Chanson tissée dans le temps
et nous l'aimons.
Qu'elle résonne !*

*Mes premiers rêves — encore bienheureux —
scintillaient sur ses toits
comme des soucoupes volantes
et se perdaient je ne sais où
quand j'étais jeune.*

*Un jour, je me suis plaqué
la face contre les pierres d'un vieux mur,
près de la Grande Cour du Château,
et soudain dans mes oreilles a retenti
un grondement sombre.
C'était la suite des siècles qui grondait,
et la marne tiède et souple de la Montagne Blanche
me chuchotait tendrement à l'oreille :*

*Va, et vis sous le charme ;
Chante, — tu as à qui chanter ;
et ne mens pas !*

*J'allais, et je ne mentais pas.
Sauf à vous, mes amours,
mais un tout petit peu.*

Trad. A. Markowicz.

НОВО РУССИКУС

Alexandre Zinoviev

avec
George Urban *

1

Urban : Dans La Troisième guerre mondiale, le général anglais Sir John Hackett prédit qu'après un échange nucléaire limité et l'entassement d'une guerre conventionnelle en Europe centrale, l'Union soviétique éclatera en ses diverses républiques constitutives, sous la pression des séparatismes nationaux. Alors, comment pourriez-vous « quantifier » l'aspiration à l'indépendance nationale des Ukrainiens, des Litوانيens ou des Ouzbeks ?

Zinoviev : C'est un scénario inepte. Le général Hackett veut voir l'Union soviétique se désagréger, et il prédit des événements conformes à ses souhaits.

U. : Voulez-vous dire que l'esprit d'indépendance nationale n'existe pas dans les régions non-russes de l'URSS ?

Z. : Oui, absolument.

U. : Qu'il n'existe pas du tout ?

Z. : Il existe, mais trop faiblement pour compter. Il vous faut bien voir les choses telles qu'elles sont dans la réalité : à la seule exception des petites républiques baltes — qui, en fait, sont allemandes par la tradition et la culture —, les autres peuples et nations non-russes sont nettement bénéficiaires de leur rattachement à la Russie. Offrez à l'Ukrainien ou à l'Azerbaïdjanais moyen la possibilité de faire sécession d'avec l'Union soviétique, il la refusera ! Bien sûr, vous trouverez toujours d'infimes minorités de nationalistes et de dissidents pour penser autrement, mais l'écrasante majorité ne voudra rien savoir d'une indépendance nationale. Cela leur coûterait trop cher.

U. : On croirait entendre — si je puis me permettre — un partisan des Habsbourg justifiant le statu quo en, disons, 1913...

Z. : Pas du tout ! Moi, je parle d'un statu quo très authentiquement admis. Prenez les Azerbaïdjanais : bon nombre d'entre eux résident à Moscou ou à Leningrad ; ils y occupent des postes privilégiés, logent dans de somptueuses demeures, envoient leurs enfants dans des écoles d'élite et ainsi de suite. Ils y vivent sur le dos des Russes. Pour eux, la Russie est une colonie.

U. : La russification des républiques non-russes, sur laquelle on a tant glosé, serait-elle un mythe, selon vous ?

Z. : Tout à fait. Les républiques non-russes n'ont pas été « russifiées » selon la vieille acception impériale du terme. Bien au contraire : l'un des traits les plus significatifs de la Révolution d'octobre fut la colonisation de la Russie et du peuple russe. Les bolcheviks avaient très peur des misérables masses russes ; ils trouvèrent plus commode d'arracher à leur foyer des Ukrainiens, des Tatars, des Géorgiens, etc., et de fonder leur loi sur ces minorités de déracinés, beaucoup plus maniables. Aujourd'hui encore, à l'heure où cette tendance anti-russe est en passe d'être inversée, vous remarquerez qu'à Moscou, à Leningrad et

dans les autres grandes villes russes, au moins la moitié des grands anciens du parti, du gouvernement et de l'administration centrale ne sont pas des Russes.

Si vous vous penchez sur les listes d'écrivains, de généraux ou d'académiciens soviétiques, vous ne trouverez que très peu de patronymes russes : le gros des troupes porte des noms typiquement ukrainiens, géorgiens, arméniens ou à toute autre résonance que russe. Il n'y a pas si longtemps encore, les Russes étaient les parias de l'empire soviétique, de même qu'ils avaient été des parias sous le règne des tsars. C'étaient des paysans confinés dans leurs villages, cultivant la terre, alimentant les armées en chair à canon et, de manière générale, accomplissant les tâches les plus humbles, les plus serviles, pour des salaires de larbins.

Il en résulte que la grande majorité des gens qui dirigent notre pays et qui donnent le ton à sa culture — qu'elle soit littéraire, musicale, juridique ou scientifique — sont d'origines ethniques non-russes. Après la Révolution, quelque trois millions de Russes de l'intelligentsia furent massacrés. Puis, au cours de la campagne de collectivisation des années 28 à 32, ce furent près de quinze millions de paysans russes — le réservoir de base de notre peuple — qui périrent. Aujourd'hui seulement, les Russes se voient peu à peu émancipés et autorisés à postuler les fonctions de haut rang. Mais jusqu'à très récemment, les gouvernements de la Russie n'ont pas été des gouvernements russes. En fait, il n'y a plus eu de gouvernement russe en Russie (ou en Union soviétique) depuis Pierre le Grand. Après lui, nos tsars ont été, à tout le moins, germanisés par alliance.

Dès lors, on peut conclure sans grand risque d'erreur que toutes les minorités nationales ou nationalités ont joui d'un statut privilégié en comparaison du peuple russe, et qu'elles ont considéré la Russie comme leur colonie. Par exemple, toutes les républiques et nationalités possèdent leur Académie des sciences : il n'existe pas d'Académie russe des sciences.

U. : Cela est vrai du parti aussi : toutes les républiques ont leur propre parti communiste, mais il n'y a pas de Parti communiste russe.

Z. : Oui, c'est parfaitement exact.

U. : Et pourtant, des spécialistes bien informés, comme Leonard Schapiro, ont soutenu la thèse selon laquelle l'organisation dominante, le Parti communiste d'Union soviétique, est en réalité le Parti communiste russe...

Z. : C'est absolument faux : le PCUS n'a jamais été un phénomène russe.

Aujourd'hui, à l'Académie soviétique des sciences, environ dix pour cent seulement des académiciens sont russes, alors que les Russes comptent pour moitié dans l'ensemble de la population soviétique. Il en va de même pour le Comité central, le KGB, l'armée et tout le reste. D'un bout à l'autre de l'élite soviétique, le peuple russe est terriblement sous-représenté. Et c'est le lot de sa culture, dans tous les domaines, en Union soviétique.

U. : Tout cela va vraiment à l'encontre de presque tous les témoignages écrits ou verbaux que j'ai pu connaître jusqu'ici sur le sujet. Pendant dix ans, sous Brejnev, tous les membres du Comité central furent des Russes — alors que ceux-ci ne constituaient que soixante pour cent des effectifs du Parti. Des livres entiers ont été écrits sur la russification des républiques d'Asie centrale, des Etats baltes, de l'Ukraine... Je ne reviendrai pas sur ces témoignages très largement connus, mais diriez-vous qu'ils relèvent de la divagation pure et simple ?

Z. : Bien sûr, je le dirais — et je le dis ! Ces républiques n'ont pas été « russifiées », quel que soit le sens que l'on donne à ce mot.

U. : S'agit-il alors du contraire ?

Z. : Certainement. Si vous vous rendez en Union soviétique avec des préjugés bien ancrés dans la tête, vous trouverez toujours des preuves pour les confirmer.

U. : Mais n'est-il pas vrai aussi que, si vous pénétrez dans le système soviétique avec à l'esprit un modèle mathématique tenant debout, vous trouverez toujours des faits pour le corroborer lui aussi ?

Z. : Si vos a priori consistent à affirmer que les conflits nationaux détruiront le système soviétique, vous vous en retournerez avec un épais dossier plein de « preuves » démontrant que ces conflits existent bel et bien. Certains spécialistes occidentaux sont convaincus que l'alcoolisme causera la perte de l'Union soviétique : c'est une absurdité qui en vaut une autre.

U. : Vous admettez tout de même l'existence d'une russification linguistique ?

Z. : Absolument pas. Certes, on enseigne le russe à tous les citoyens soviétiques. Mais on ne peut parler pour autant de « russification ». Vous avez peut-être été abusé par une récente manifestation, en Géorgie, partout citée aujourd'hui comme étant un signe du ressentiment général qu'éprouveraient les Géorgiens à l'encontre de la langue russe et du peuple russe. Mais ce n'est pas vrai. Il est maintenant établi que seul un très petit nombre de manifestants possédaient quelques notions de géorgien. Quoi qu'il en soit, tous les Géorgiens parlent russe — ce à quoi ils ont tout intérêt : quand un Géorgien se rend à Moscou pour vendre ses produits, pour spéculer au marché noir ou pour faire publier son livre, il a besoin du russe et pas du géorgien. La Géorgie est une petite république. Le russe est la lingua franca de l'Union soviétique.

U. : Puisque vous semblez prendre le ton convaincu de l'impérialiste, permettez-moi de vous faire remarquer



* Dans la première partie de cette interview Zinoviev explique pourquoi il faut avoir vécu en URSS pour comprendre et interpréter le pays.

I. J. Bilbine

I. J. Bilbine

que, dans l'empire des Indes, la langue anglaise était parfaitement acceptée non seulement comme lingua franca pour les différentes tribus et populations indiennes, mais aussi comme passeport dominant droit à l'instruction, à l'avancement professionnel et à la réussite en affaires ; les Britanniques affirmaient avec force qu'une bonne gestion des affaires publiques et les intérêts économiques de l'Inde elle-même étaient mieux servis à l'intérieur de l'Empire britannique qu'en dehors de ce cadre. Pourtant, quand les dés furent jetés, l'intelligentsia indienne de formation britannique préféra l'indépendance aux avantages économiques et à la saine administration — et les Anglais durent prendre la porte.

Je veux dire ceci : aussi convaincants que soient les intérêts économiques ou culturels que vos Géorgiens trouvent dans la situation actuelle, vous ne pouvez attendre d'eux qu'ils renoncent à leur revendication d'indépendance nationale, tout simplement parce qu'après de froids calculs, ils s'apercevraient que leur situation économique est plus confortable sous la domination russe (en fréquentant des écoles russes, etc.) que s'ils disposaient librement d'eux-mêmes... Les nations ne procèdent pas de manière aussi rationnelle — ce que nous savons bien depuis le démantèlement des empires coloniaux qui a suivi la guerre.

Z. : Mais votre thèse sur la russification reste absurde. La langue russe est communément admise en Union soviétique.

U. : Comme l'était — et l'est encore — l'anglais en Inde.

Z. : L'adoption du russe ne procède pas de la russification. Je peux même avancer en toute certitude que le contraire approche davantage la réalité. Prenons l'Ukraine — que je connais bien, puisque j'y ai été fréquemment invité comme membre de jurys pour des soutenances de thèses de doctorat. Tous les Ukrainiens parlent le russe — et ils parlent aussi l'ukrainien. Les Russes n'ont pas colonisé l'Ukraine. Preuve en est qu'il est pratiquement impossible à un Russe de trouver du travail en Ukraine ; en revanche, en Russie, près de soixante pour cent des postes de haut niveau sont tenus par des Ukrainiens. A une certaine époque, soixante-dix pour cent des académiciens soviétiques étaient juifs, alors que les Juifs représentaient environ un pour cent de la population d'URSS.

Au moment où je fus pressenti, en tant que Russe, pour entrer à l'Académie, la ligne théorique officielle venait de préconiser l'admission d'un nombre plus important de Russes. Je fus donc attentivement interrogé par une commission de sélection sur la question de savoir si j'étais Juif ou bien Russe. Comme vous le savez, je suis Russe. Eh bien, en dépit de la ligne officielle de l'Académie, c'est un Juif qui fut élu. Et j'ai tendance à attribuer ce choix au phénomène auquel j'ai déjà fait allusion au cours de cet entretien : au fond d'eux-mêmes, les dirigeants soviétiques ont peur du peuple russe ; ils se sentent plus à l'aise quand ils ont affaire aux minorités détachées.

U. : En ce cas, comment expliquez-vous le « chauvinisme grand-russe » de Staline, qui lui valut le fameux aversissement de Lénine en 1922 ? Lénine, vous vous en souvenez, craignait que la constitution de l'Union ne mette pas les non-Russes suffisamment à l'abri des violations de leurs droits par cet homme russe typique, le chauvin, dont la nature profonde est d'être un scélérat et un tyran — le modèle classique du bureaucrate russe... »

Z. : Au premier chef, Staline n'a jamais été Russe, pas plus qu'il ne s'est jamais transformé en « homme russe typique ». Deuxièmement, Lénine était à l'époque un homme malade qui ne proferait plus guère que des inepties. De toutes façons, sa mise en garde ne pouvait avoir de sens que dans le contexte très particulier du début des années 20 — ce qui ne veut plus rien dire pour nous. Il est inutile de comparer ce qui ne peut l'être.

U. : Et que penser de l'hommage historique rendu par Staline « au peuple russe sans l'endurance duquel l'URSS aurait pu perdre la guerre », lors d'une célébration de la victoire, le 24 mai 1945 ?

Z. : En effet, Staline porta ce toast mémorable. Ce fut un exemple typique de l'opportunisme idéologique qui l'inspirait. Pour moi aussi, ce fut une circonstance inoubliable : elle me poussa à écrire un poème satirique (aujourd'hui publié dans l'*Avenir radieux*)...

qui me valut d'être jeté en prison. Cela dit et quelles qu'aient été les louanges chantées par Staline en 1945, on n'eut pas à attendre longtemps pour voir reprendre la répression contre la nation russe ! Une fois de plus, les camps se remplirent d'officiers, de soldats et d'intellectuels russes et le statut colonial fut imposé au peuple. Il faut dire aussi qu'en Union soviétique, les petites nations et les groupes minoritaires montrent un net penchant à répandre le bruit qu'on leur en fait voir de toutes les couleurs, qu'on leur cause « préjudice » du seul fait qu'ils sont Géorgiens, ou Azerbaïdjanais, ou Juifs. Mais c'est un mythe. Laissez-moi vous raconter une blague :

Deux Juifs soviétiques se rencontrent dans une rue de Moscou. « Alors, comment ça va la vie ? », demande le premier au second. Et l'ami de répondre, en bégayant effroyablement : « Ppp... pa-pas... pat-tr... trop-trop... b-bien... — Mais pourquoi ? Qu'est-ce qui s'est passé ? — J'ai... j'ai-p... p-posé... mmm-mac... ma caa-didature... ppp-pour être ppp-pr... préz-présentateur à la-t... à la télé, mais i-ils m'ont ref-refusé... ppp-parce... parce que je-j... je suis J-juif ! »

U. : Etes-vous en train de me dire que tout le racisme et



tout l'antisémitisme relèvent de ce type de fiction ?

Z. : Non... L'Union soviétique est un pays très vaste et, ici ou là, on trouve des manifestations racistes — à l'encontre des musulmans, des Arméniens, des Juifs, que sais-je encore... Mais l'anti-judaïsme (que je voudrais que l'on distingue de l'antisémitisme, puisque bon nombre des populations d'Asie centrale sont également sémites) est, dans une large mesure, un phénomène qui remonte aux deux ou trois dernières décennies et qui s'est développé parallèlement à la lente, mais certaine émancipation du peuple russe. Plus ils se sont montrés capables de tenir les emplois les plus divers, plus s'est dessiné le sentiment que la mainmise juive sur les postes élevés était sans commune mesure avec le nombre de Juifs soviétiques. Avant la deuxième guerre mondiale, les Juifs étaient des gens privilégiés dans notre pays — ce qu'ils sont encore aujourd'hui, à certains égards : s'ils y sont vraiment décidés, ils peuvent émigrer, ce qui n'est pas le cas pour un Russe ou un Tadjik.

U. : Je n'ai sans doute pas besoin de vous remettre en mémoire l'histoire des pogroms russes, l'antisémitisme

de Staline, le « complot des blouses blanches », l'indéniable poussée des campagnes dites « antisionistes », les rançons à l'émigration pour les Juifs, sans parler de tout ce que le juif soviétique moyen doit supporter d'antisémitisme, jour après jour, de la part du Russe ou de l'Ukrainien moyen... Le simple fait que son passeport interne le classe comme Juif à la rubrique « nationalité » en dit assez long.

Z. : Les Russes n'ont jamais été antisémites. En fait — et à maints égards — ils ont toujours préféré les Juifs à leurs semblables. Chaque fois que les Russes ont l'occasion d'élire quelqu'un à la tête d'un groupe ou à la direction d'une entreprise et qu'ils ont le choix entre un Russe et un Juif, ils élisent le Juif. C'est même une tradition russe qui remonte à loin, les Russes n'ayant jamais été très portés sur le commandement. Les Juifs l'étaient, parce qu'ils étaient compétents, qu'ils possédaient le goût du pouvoir et la matière grise nécessaires. Depuis la deuxième guerre mondiale, l'affranchissement des Russes s'est accompli à grands pas et la prédominance juive est devenue irritante. D'où le discours sur l'antisémitisme russe... Mais, comme je l'ai dit, avant la guerre, pratiquement toutes

les chaires de facultés — que ce soit à Moscou, à Léninegrad ou dans les principales villes de province — étaient occupées par des universitaires juifs ; l'Académie, elle aussi, était quasiment la chasse gardée des Juifs. A l'époque, il est vrai, le nombre des postes universitaires éminents n'excédait guère les quelques douzaines ; aujourd'hui, ce type de postes et leurs équivalents dans la recherche et l'application industrielles se comptent par dizaines de milliers. Il n'existe tout simplement plus assez de Juifs qualifiés pour concurrencer la centaine de millions de Russes.

U. : Ainsi, sans l'ombre d'une hésitation, vous attribuez l'antisémitisme à cette compétition grandissante pour les situations prestigieuses et bien rémunérées ?

Z. : Non. Il ne s'agit pas seulement d'un problème concernant les Juifs. Les Russes sont confrontés à nombre de groupes que l'on pourrait appeler des « mafias » et pour lesquels, bien sûr, ils n'éprouvent aucune sympathie. Partout où ils s'établissent, les Arméniens ont une sorte de mafia, leur cercle de solidarité — comme les Tatars, comme les Géorgiens et comme les Juifs. En un sens, la Révolution d'octobre a légitimé cela en mettant l'accent sur l'égalité de toutes les cultures et de tous les peuples. Le seul à n'avoir pas été autorisé à proclamer son unité et son originalité fut le peuple russe. Aussitôt que les Russes tentaient de prendre la parole avec leur voix propre, on entendait crier au « nationalisme », au « chauvinisme », voire au « fascisme ». L'antisémitisme actuel en Union soviétique peut être attribué, pour une bonne part, au caractère mafioso de la cohésion spécifique et des attaches transnationales qui lient entre eux les Juifs d'URSS. A l'instar des Arméniens et d'autres peuples et minorités nationales, ils jouissent de privilèges particuliers qui sont déniés aux Russes. Cela engendre des sentiments anti-judaïques que, personnellement, j'exécute.

U. : Pensez-vous que l'accent mis par les Américains sur l'émigration juive, en la prenant en compte dans leur politique économique, ait aidé ou desservi le judaïsme soviétique ?

ZINOVIEV, Alexandre

L'Avenir radieux.

L'Age d'Homme,

1978, 280 p.

Les Hauteurs béantes.

L'Age d'Homme,

1982, 560 p. ill.

Sans illusions.

L'Age d'Homme,

1979, 144 p.

Notes d'un veilleur de nuit.

UGE (10/18), 1983,

208 p.

Nous et l'Occident.

Gallimard (Idées 465),

1962, 288 p.

L'Antichambre

du paradis.

L'Age d'Homme,

1980, 898 p.

Le Communisme

comme réalité.

LGF (Poche-biblio

4004), 1983, 380 p.

La Maison jaune, 1.

L'Age d'Homme,

1982, 480 p.

La Maison jaune, 2.

Récit romantique

en quatre parties

avec avertissement

et morale.

L'Age d'Homme,

1982, 458 p.

Homo sovieticus.

Juliard, 1983,

240 p.

L'Evangile pour Ivan.

L'Age d'Homme,

1984,

Ni liberté, ni égalité,

ni fraternité.

L'Age d'Homme,

1983, 142 p.

Le héros de notre

jeunesse.

Juliard, L'Age

d'Homme, 1984,

206 p.

Z. : Cela a renforcé l'antisémitisme. Bien plus : cela a rendu les choses beaucoup plus difficiles pour cette grande majorité de Juifs qui ne peut pas ou ne veut pas émigrer. Si les Américains et le lobby juif des Etats-Unis avaient soutenu les revendications des dissidents Tatars, Arméniens, Ukrainiens ou Russes avec le dixième de l'insistance qu'ils ont mis à appuyer l'émigration juive, la situation des Juifs soviétiques serait sans doute très différente.

U. : Vous pensez que les dirigeants soviétiques autoriseraient benoîtement les Juifs à quitter le pays, si les Américains ne faisaient pas pression ? Ne perdraient-ils pas là, et un bon émissaire bien pratique à usage psychologique interne, et une monnaie d'échange très utile avec les Etats-Unis ?

Z. : Je ne peux répondre en toute certitude à cette question. Ce que je peux affirmer, c'est que nos Juifs devraient être autorisés à émigrer s'ils le désirent, pour la simple raison que la grande utilité des Juifs soviétiques en tant que détenteurs de savoir, de culture et de technicité, arrive maintenant à son terme. L'Union soviétique dispose de suffisamment de médecins, de scientifiques et d'enseignants pour s'en sortir sans l'apport spécifique des Juifs. Cela dit, si l'émigration ne s'avérerait pas possible, peut-être faudrait-il offrir à nos Juifs les moyens de se redistribuer plus équitablement à travers l'Union soviétique pour ne plus constituer des groupes minoritaires aussi compacts. Cette solution corrigerait probablement l'odieux phénomène de l'antisémitisme.

U. : Une assimilation totale — et ce en dépit de l'expérience allemande ?

Z. : C'est un sujet épineux et je ne suis pas qualifié pour en parler. Qu'il me suffise de dire que l'importance des particularismes nationaux est heureusement sur le déclin en Union soviétique. Je me définis comme Russe et je suis — comme vous avez dû le remarquer — profondément soucieux du bien-être et de la culture du peuple russe, puisque, depuis des siècles, ce peuple s'est vu partout et toujours désavantagé. Dans le même temps, je suis tout aussi conscient, bien que Russe, du fait qu'il ne coule pas la moindre goutte de sang slave dans mes veines. Je ne peux donc être un Russe raciste. Mes ancêtres venaient de Suède et de Finlande ; ils firent du russe leur langue et furent christianisés en tant que « Russes ». Par conséquent, je ne peux tenir la perpétuation de la pureté nationale ou raciale d'un groupe humain (qu'il soit juif, suédois, n'importe quoi) pour un grand impératif moral, non plus que pour un fait historiquement possible ou souhaitable. Très nombreux sont nos Juifs qui se considèrent plus Russes que les Russes eux-mêmes. Je n'y vois rien à redire.

U. : L'une des plus spectaculaires impérities de Marx fut son incapacité à prévoir la portée de l'appartenance raciale et du nationalisme. Ayant été nourri au marxisme, n'êtes-vous pas en train de commettre la même erreur ? Plus précisément, ne vous contredisez-vous pas quand, d'un côté, vous plaidez pour l'émancipation de la nation russe tandis que, de l'autre, vous minimisez l'importance de l'homogénéité nationale ?

Z. : Non, il n'y a pas contradiction. Je ne recherche pas l'homogénéité nationale. Ma préoccupation de l'avenir de la nation russe vient d'un intérêt profond pour le bien-être et la culture des Russes en tant qu'êtres humains ayant abordé le XX^e siècle avec une histoire et un acquis qui leur étaient propres. Cela n'a rien de racial. Songez que Pouchkine, sans doute le plus grand nom de la littérature russe, avait des origines abyssines par sa mère et qu'on pouvait le prendre pour un Africain tant il était noir de peau... Ou songez à Dostoïevsky et à son ascendance polonaise. Dans le monde civilisé d'aujourd'hui, il n'existe plus de races pures — d'ailleurs, me semble-t-il, il ne pourrait y en avoir. Dès lors, ma suggestion de voir dorénavant notre propre population juive (qui a si brillamment rempli sa mission culturelle) diluer utilement son identité dans l'émigration et l'assimilation volontaires n'est pas plus antisémite que mon intérêt pour une nation russe racialement mélangée n'est anti-russe.



U. : En fin de compte — et pour en revenir à notre sujet — vous considérez le peuple russe plutôt comme la victime que comme le bénéficiaire du système soviétique ?

Z. : Pas de tous les points de vue, ni tout au long des soixante-six années d'histoire de ce régime. Avant la Révolution, quatre-vingt sinon quatre-vingt-dix pour cent de la population russe étaient des paysans réduits au minimum vital, au plus bas de la pyramide sociale. Ils menaient des vies misérables, à très peu de choses près celles de serfs. La Révolution a effectivement changé les choses. Prenez le cas de ma famille, où l'on était paysans. Par suite de la collectivisation de l'agriculture, mes parents ont perdu tout ce qu'ils possédaient. Mais : mon frère aîné a fini par devenir directeur d'usine ; le deuxième en âge s'est retrouvé au grade de colonel ; trois de mes autres frères ont obtenu leur diplôme d'ingénieurs et moi, je suis devenu professeur à l'université de Moscou. Des millions de paysans russes ont pu, au même titre, bénéficier d'une scolarité régulière et certains d'entre eux, hommes et femmes, ont accédé aux professions libérales.

U. : Certes, mais pour en arriver là, il vous a fallu passer par-dessus les cadavres de ces millions de paysans que l'on a méthodiquement affamés durant toute la période des années 29 à 32...

Z. : Si vous tenez à le présenter comme ça, oui. Je voudrais juste faire remarquer que la collectivisation de l'agriculture a suscité une foule de possibilités nouvelles. Toute la vie du pays en a été radicalement transformée.

U. : Mais ce n'est pas très différent de dire que le gavage des juifs et des gitans à Auschwitz a constitué une audacieuse application de méthodes d'organisation sociale qui ont « suscité une foule de possibilités nouvelles »...

Z. : La collectivisation de l'agriculture a été une étape essentielle de la révolution bolchévique. Sans elle, notre pays se serait désagrégé. La révolution russe a commencé en 1861 et a atteint son apogée en 1917. Elle a effectivement eu lieu ; et le seul prolongement possible était la collectivisation.

U. : Ainsi, aujourd'hui encore, dissident prenant la parole en Europe occidentale, vous approuvez la collectivisation et ses quinze millions de victimes ?

Z. : Bien sûr que oui ! Je l'approuve sans réserve.

U. : Malgré les effroyables sacrifices ?

Z. : Malgré les sacrifices. La collectivisation a donné des millions d'ouvriers à l'industrie. Et qui disait industrie, disait développement.

U. : Je me demande si « donné » est bien le terme adéquat... N'ont-ils pas été affamés pour leur faire quitter leurs villages, ou forcés à le faire par la manière forte ?

Z. : Ils n'ont pas été « forcés » à entrer dans l'industrie. Evidemment, les koulaks ont été liquidés. Mais il était tout à fait possible aux simples paysans de ne pas quitter la terre. Il est vrai que la vie dans les grandes villes offrait d'irrésistibles tentations et que la vie à la campagne était fruste et ennuyeuse. Ma famille vivait de la terre et nous possédions une vaste et confortable maison : à Moscou, nous devions nous

débrouiller pour tenir à dix dans une seule pièce de dix mètres carrés — un mètre carré par tête de pipe, vous imaginez ! Eh bien, nous préférons pourtant vivre à Moscou...

U. : Mais il y a tout lieu de croire que, si l'on n'avait pas arraché leurs terres à vos parents, ils n'auraient pas quitté votre village. Leur déménagement n'était qu'une réponse à un acte d'expropriation arbitraire.

Z. : Je ne sais pas. De toute manière, ce n'est certainement pas le manque de nourriture qui les a poussés à partir. Ils sont partis parce que des perspectives plus intéressantes les ont attirés à Moscou. Les historiens nous affirment maintenant que l'exode des villageois était dû à la famine et à diverses autres contraintes. Certains ont peut-être quitté la terre pour ce type de raisons mais, pour la majorité, c'était partir en quête d'une vie meilleure — une vie collective au sein des institutions soviétiques.

U. : La vie collective, si c'est cela qu'ils recherchaient, ils auraient aussi bien pu la trouver à la campagne... Nous sommes quelques-uns en Occident à partager le sentiment que c'est précisément cette vie collective qu'ils fuyaient. Sommes-nous une fois de plus dans l'erreur ?

Z. : Ah mais, à l'époque, la vie collective n'était pas encore réellement organisée dans les campagnes. Elle l'est aujourd'hui, mais dans les années 20 et au tout début des années 30, la collectivisation de l'agriculture était encore un édifice à mi-chemin entre l'ancien système et le nouveau. Tout à fait indépendamment de cela, les gens, dans les villes, avaient tout loisir d'entrer dans une bibliothèque, d'aller au cinéma, d'apprendre les langues étrangères, de se rencontrer les uns les autres. Toutes sortes de choses — les spectacles et les événements culturels les plus divers (sans compter de meilleurs salaires) — leur étaient enfin offertes. N'oubliez pas que la Révolution a aussi été une grande révolution culturelle. Les colossales tragédies auxquelles vous avez fait allusion se sont accompagnées des plus grands espoirs en des jours meilleurs.

U. : Vous semblez, l'un dans l'autre, approuver la sentence de Lénine selon laquelle une génération devait être sacrifiée...

Z. : Je n'approuve ni ne désapprouve : je me place d'un point de vue scientifique, strictement neutre ; ce qui est arrivé, est arrivé. Point. Mon travail consiste à considérer la réalité telle qu'elle se répercute aujourd'hui dans les faits, non à émettre tel ou tel jugement.

U. : Mais, de fait, vous prononcez un jugement ! Lorsque vous affirmez que le système soviétique se serait désagrégé si la collectivisation n'avait pas été mise sur rails, vous soutenez bel et bien que ce système valait d'être sauvé, même au prix de quinze millions de vies humaines...

Z. : Le moindre pas du progrès réclame son dû et suppose certaines conséquences : quelques-unes sont positives, d'autres pas. Comme vous le savez, j'étais anti-stalinien. J'ai été arrêté et emprisonné, sous Staline, en raison de mon opposition à Staline. Puisque je suis un scientifique, je suis en mesure — et je le dois — de faire ressortir les raisons expliquant pourquoi le peuple russe a pu soutenir Staline. J'étais donc un anti-stalinien et, pourtant, il me faut bien avouer que c'est dans les prisons de Staline que, pour la première fois de ma vie, j'ai eu un lit pour moi tout seul, trois repas par jour et des vêtements corrects. Auparavant, j'avais toujours faim ; dès ma libération, je me suis remis à avoir faim en permanence. Imaginez l'horrible paradoxe : un anti-stalinien contraint néanmoins de souligner que la période stalinienne a été un grand moment de l'histoire de l'humanité ! Je n'ai d'ailleurs pas été le seul à penser ainsi : ma mère, qui haïssait Staline et ses pompes et ses œuvres, a gardé, jusqu'au jour de sa mort, une image de lui dans sa Bible — et des millions de Russes en ont fait autant.

U. : Un reliquat des temps tsaristes. Staline remplaçant le petit père des peuples ?

Z. : Je n'en sais rien... Staline représentait le dynamisme de la vie. Il personnifiait le pouvoir des petites gens. Quand il est mort, le pouvoir du peuple

J.J. Bilibine



est mort avec lui. Sans la Révolution, les membres de ma famille seraient restés paysans, rivaux à leur village : les choses étant ce qu'elles sont, ils ont eu une chance de participer au pouvoir du peuple.

U. : Est-ce que vous considérez votre brevet d'officier dans l'armée de l'air comme l'un des aspects bénéfiques de ce dynamisme de la vie sous Staline ?

Z. : Et comment ! Staline a purgé l'Armée Rouge. Qu'aurait été fondés ou non les procès de Toukhatchevski et de ses camarades (et Toukhatchevski lui-même était sans nul doute un soldat hors pair), l'épuration a permis de se débarrasser de cette vieille garde d'officiers incapables, dénués de tout allant, et de faire place à une promotion entièrement nouvelle. J'ai été de ceux-là, jeune lieutenant infiniment plus compétent — je vous l'assure ! — que l'officier que j'ai eu à remplacer après son arrestation.

U. : Les historiens militaires nous affirment que, si Toukhatchevski et les autres généraux n'avaient pas été exécutés, la campagne d'hiver de Staline contre la Finlande n'aurait pas piétiné si lamentablement...

Z. : C'est idiot. Je peux même ajouter autre chose : si Staline n'avait pas procédé à l'épuration de l'Armée Rouge, l'Union soviétique aurait essayé une belle défaite dans sa guerre contre Hitler. Notre pays a été sauvé du désastre par la qualité du nouveau commandement de l'Armée Rouge et par le moral et la compétence de la nouvelle génération d'officiers.

U. : « La vie est devenue meilleure, camarades, la vie est devenue plus joyeuse ». Jamais j'aurais cru raconter un dissident prêt, cinquante ans plus tard, à reprendre à son compte la célèbre fanfaronnade de Staline !

Z. : C'est que la vie était extraordinairement fascinante, même si elle était difficile... J'ai connu beaucoup de personnes qui avaient parfaitement compris qu'elles allaient être fusillées et qui, pourtant, célébraient encore les louanges de Staline. Staline était un symbole d'espoir et de force. Ainsi un ami à moi, qui savait qu'il commencerait à purger une longue peine de prison l'année suivante, s'est-il vu tout à coup nommé (comme cela arrivait souvent du temps de Staline) à la tête d'une grosse usine : il a saisi l'occasion parce que, pour lui, cette unique année de gloire valait mille ans d'une vie sans intérêt. « Je sais qu'ils me tueront, disait-il, mais cette année sera mon année ». Il avait l'intime conviction de prendre une part active à l'Histoire.

U. : Auriez-vous éprouvé un sentiment analogue et auriez-vous agi de la même manière ?

Z. : Sans aucun doute — et je me sens toujours dans les mêmes dispositions. Quarante ans me séparent aujourd'hui des épreuves de la guerre comme officier de l'armée de l'air soviétique : j'échangerais volontiers ces quarante années contre une seule semaine de ma vie antérieure lorsque j'étais pilote de chasse... Vous ne devez jamais perdre de vue que je suis un enfant de la Révolution, un produit de la Révolution. J'ai fait ma scolarité durant les années 30 et j'ai été élevé dans le romantisme de la Révolution. Pour moi, cette révolution et tout ce qui allait avec, cela constituait l'essence même de la vie. Et cela ne veut pas dire que je soutiens le régime soviétique actuel pour autant — non : je suis seulement un homme des années 20 et des années 30.

U. : Vous êtes, professeur, un Homme soviétique typique (bien que dissident), un homo sovieticus — pour reprendre le titre de votre dernier ouvrage...

Z. : Absolument : je suis un Homme soviétique. J'ai passé soixante singulières années de mon existence au

sein de la société soviétique et j'ai toujours fait de mon mieux pour la servir : je crois avoir été un bon soldat, un bon officier de l'armée de l'air, un bon professeur, un membre consciencieux et dur à la tâche de mon collectif. De ce point de vue, je suis l'Homme soviétique par excellence.

U. : Votre impitoyable mise à nu de la psychologie de la société et de l'homme soviétiques vous a pourtant valu d'être expulsé. Il faut donc croire que, tous comptes faits, vous ne correspondez pas à certains critères fondamentaux qui font l'Homme soviétique...

Z. : Oh mais j'en suis bien un et cela ne m'empêche pas de critiquer le système ! A travers toute l'Union soviétique, le système est constamment critiqué à tous les niveaux, mais ces critiques viennent de l'intérieur même du système : elles ne remettent pas en cause sa légitimité.

A l'Ouest, les gens sont enclins à penser que la société soviétique n'est, en réalité, qu'un gigantesque camp de concentration. Ce n'est tout simplement pas vrai. Certains de mes écrits satiriques ont d'abord été donnés en conférences. J'ai, par exemple, fait une lecture d'un chapitre des *Hauteurs béantes* — sur le thème du commandement, qui plus est ! — lors d'une conférence à l'Académie militaire : j'avais deux cents généraux devant moi et ils ont applaudi... On ne fait pas ça dans un camp de concentration.

Je considère l'existence du système soviétique



comme un fait naturel. Mon problème est de savoir comment vivre au sein de cette société particulière.

U. : Supposez un instant que votre poste de professeur à l'université de Moscou vous soit offert à nouveau et que l'on pardonnât vos opinions hétérodoxes avec magnanimité : vous retourneriez en Union soviétique ?

Z. : J'y retournerais sur le champ ! Mais faites-moi la grâce de comprendre : j'ai été — comme je n'ai cessé de le répéter — farouchement opposé à Staline et au stalinisme, mais cet environnement a tout de même été l'essentiel de ma vie : j'ai combattu pour la société soviétique dont Staline était le chef (et j'ai combattu pour elle de plein gré), mais j'ai été, dans le même temps, si parfaitement détaché de Staline que j'ai pu fonder mon assassinat.

U. : Vraiment ?

Z. : Oui, bien sûr. Pourtant, chaque fois que j'ai reçu l'ordre de mes supérieurs d'aller exposer ma vie pour Staline, je l'ai fait sans aucune hésitation.

U. : Supposez maintenant que, de retour en URSS et ayant rejoint votre « collectif », mais encore une fois enrouillé par le système, vous vous retrouviez interné en

hôpital psychiatrique : vous considéreriez-vous comme quelqu'un de psychologiquement normal, et déclarer anormal ou fou par erreur ?

Z. : Non, par du tout : je serais effectivement anormal.

U. : Bon, ne nous laissons pas enfermer, une fois de plus, dans l'éternel dilemme de la « normalité ». Vous ne pourriez être jugé « anormal » que dans la mesure où quiconque veut réformer la société soviétique est considéré comme « anormal » par les autorités. Mais vous, vous n'accepteriez certainement pas cette norme : vous vous sentiriez parfaitement normal mais dans un système anormal, non ?

Z. : Vous ne comprenez pas. Je serais anormal dans un système où la norme est d'accepter le système tel qu'il est. J'en serais un déviant.

U. : Mais est-ce qu'au plus profond de vous-même vous vous considéreriez comme un psychopathe ?

Z. : J'admettrais le fait que, du point de vue du système, je serais anormal... Et, puisqu'il ne peut y avoir d'autres points de vue à l'intérieur du système soviétique, il me faudrait bien accepter le fait d'être déviant, et vivre avec.

U. : Je suis désolé d'insister sur ce point mais, pour nous, c'est cette « anormalité » (qui vous a poussé à écrire les *Hauteurs béantes* et vos autres célèbres satires de la société soviétique) qui garantit précisément votre normalité. Nous admirons votre intelligence et votre courage, parce que vous avez écrit ces satires malgré les pressions du milieu ambiant ; et c'est ce milieu qui nous paraît relever de la pathologie. Comment vous amener à dire sans détour qu'en réalité vous partagez tout à fait notre opinion ?... Sinon, j'aurais tendance à croire que vous ne pouvez faire la distinction entre vous-même et le sujet de vos travaux.

Z. : La société soviétique est, à la fois, le sujet de mes travaux et l'étude de mon biotope. Mes livres et leur auteur sont des épiphénomènes anormaux dans le contexte de la vie soviétique.

U. : Et vous vous considéreriez comme malade et interné à bon droit ?

Z. : Dans ce contexte précis et sans échappatoire, oui, certainement.

U. : Mais, pour l'instant, nous sommes bien loin de ce contexte. Et vous êtes ici précisément parce que vous l'avez refusé...

Z. : Votre question est dépourvue de sens hors du contexte de la société soviétique : je ne peux donc pas non plus, de l'extérieur, y apporter une réponse. Nous ne sommes pas en Union soviétique.

U. : Une attitude morale indépendante, extérieure au système, ne peut-elle dès lors exister pour vous ?

Z. : Elle ne peut exister dès le moment où vous vous retrouvez à vivre à l'intérieur de ce système. La « morale » est tributaire de l'influence globale de votre environnement : l'indigent ne peut être très « moral », non plus que l'Homme soviétique, dans votre acception du terme.

U. : Un bon vieux principe léniniste, hein ?

Z. : Disons, plus simplement, une description de la réalité soviétique qui, vue de l'extérieur, est une réalité immorale. La morale occidentale est étrangère au système soviétique.

U. : Moi, je commence à me débarrasser sous les coups de votre dialectique au marteau-pilon : vous haïssez Staline et vous l'aimez tout de même ; vous étiez prêt à l'assassiner et vous étiez pourtant prêt à mourir pour lui... Andreï Amalrik m'a déclaré un jour que la société soviétique, dans sa totalité, était psychologiquement anormale. Je commence à comprendre ce qu'il voulait dire !

Z. : Je suis en train de dépeindre un phénomène soviétique absolument normal. Je me suis battu pour Staline quand mon devoir d'officier l'exigeait. J'ai été prêt à sacrifier ma vie pour Staline, pour mes supérieurs hiérarchiques et pour mes camarades. Quand vous avez l'honneur d'être officier dans l'armée de l'air, vous tenez à être un excellent officier.

U. : Je veux bien croire qu'il existe un certain état d'esprit dans lequel un jeune homme — ardent, vigoureux, désireux de s'emparer de tout ce qui s'offre à lui — puisse prendre plaisir à être un excellent soldat, quelle que soit la direction politique qu'il ait à servir. Se sentir parfaitement bien dans sa peau de jeune homme énergique est une ambition que nous avons tous eue. Je suppose que c'est cette sorte d'ambition qui vous a

URBAN, George

Survivre au futur ?

Mercure de France,

1973, 384 p.

Toynbee on Toynbee.

Oxford University

Press, London-New

York, 1974.

Déclente. St. Martin's

Press, London,

1976.

Hazards of Learning.

St. Martin's Press,

London, 1977.

Eurocommunism.

St. Martin's Press,

London, 1978.

Communist

Reformation,

Temple Smith,

London 1979, 454 p.

Stalinism. Temple

Smith, London 1982,

335 p.

dynamisé sous Staline ?

Z. : C'était cela, oui.

U. : Vous êtes-vous jamais demandé si vous vous battiez pour la Russie ou bien pour le communisme incarné par Staline ?

Z. : Non. Il était de mon devoir d'obéir aux ordres. Les Allemands étaient mes ennemis : mon rôle était de les combattre : j'ai pris du plaisir à le faire.

U. : Dans ce cas, vous reconnaîtrez que vous ne disposez d'aucun fondement moral pour condamner la grande majorité des soldats allemands qui se battaient pour Hitler : ils avançaient exactement les mêmes arguments que vous, à savoir qu'à la guerre on obéit aux ordres, qu'on s'y soumet d'autant plus volontiers que le devoir suprême est de servir sa patrie, ses supérieurs et ses camarades — et peu importe que l'on approuve ou réprovoie les dirigeants de son pays.

Z. : Les deux ne sont pas comparables. De toute manière, j'ai commencé à critiquer le système soviétique dès la fin de la guerre, et j'ai développé la critique la plus pertinente que l'on ait jamais faite en Union soviétique.

Vous devez cependant comprendre que les restrictions que j'apportais émanaient de quelqu'un vivant à l'intérieur même du système. Le régime soviétique, c'était chez moi, c'était ma famille, ma vie. Bon ou mauvais, j'en faisais partie. Il n'était pas en mon pouvoir de le changer. J'ai une fille : c'est quelqu'un de bien ou une dévoyée ; elle peut être brillante ou stupide. Mais est-ce que je l'aime moins si elle est idiote ou si elle déçoit mes espérances ? Bien sûr que non !

U. : Il est donc clair que vous ne désirez pas voir le système soviétique disparaître...

Z. : Ce n'est pas mon propos. En même temps, je perçois le grave danger que le système soviétique représente pour le monde occidental et je veux me rendre utile en prévenant ce danger. Je suis Russe d'abord et avant tout, et je désire voir le peuple russe heureux et prospère. Cela nécessite la désagrégation de l'empire soviétique. Ça, je le sais bien.

U. : C'est l'empire que vous voulez voir détruit, pas le système communiste ?

Z. : Puisque je désire voir le peuple russe accéder à l'indépendance en tant qu'Etat souverain, je dois logiquement espérer l'anéantissement de l'empire soviétique. Le système communiste, c'est une autre affaire.

U. : Votre Russie intégrerait-elle l'Ukraine ?

Z. : Non, je laisserais aux Ukrainiens le soin de résoudre leurs propres problèmes, dans le cadre qui leur conviendrait. Mon unique souci est l'avenir du peuple russe. J'écris mes livres en tant qu'écrivain russe s'adressant à des lecteurs russes. J'aimerais que mes contemporains lisent mes livres. Je veux que le peuple russe soit instruit, cultivé, plein de confiance en lui-même, de manière à ce qu'il puisse partager les trésors que recèle la culture universelle et qu'il puisse y apporter sa contribution. Je veux arracher les Russes à des siècles d'arriération et d'asservissement. Or il est impossible au peuple russe d'accéder à la moindre de ces choses dans le cadre de l'empire soviétique.

U. : Vous avez dit « le communisme, c'est une autre affaire ». Suggérez-vous par là que ce système survivrait à l'anéantissement de l'empire soviétique ou à sa désagrégation pour des raisons internes ?

Z. : Oui, mon pronostic est que le système survivrait. Je suis certain que le communisme a un avenir. Mieux : je suis convaincu qu'il finira par englober l'humanité toute entière. Mais l'empire soviétique périra.

U. : En clair, verriez-vous la destruction de l'empire soviétique dans une guerre comme le premier pas vers la libération du peuple russe et l'instauration d'un Etat russe indépendant ?

Z. : La question n'est pas de savoir ce que je voudrais qu'il arrive. Mais je suis sûr (aussi certain qu'on puisse l'être) que, dans l'éventualité d'une troisième guerre mondiale, l'Union soviétique et les Etats-Unis subiraient une défaite, chacun à leur manière. Inévitablement, l'Union soviétique se disloquerait en un certain nombre de petits et moyens Etats. Je reste convaincu que cela se révélerait salutaire tant pour les peuples directement concernés que pour le reste de l'humanité. Dans sa structure actuelle, l'empire soviétique présente un extrême danger pour l'Occident. Je ne cesse

d'insister sur ce point, car les pays occidentaux semblent sous-estimer les capacités de résistance du système soviétique. En tant que machine de guerre, l'URSS tient très avantageusement la comparaison avec le monde occidental, puisque c'est un empire en état de mobilisation permanente. Il est capable de détruire l'Europe de l'Ouest, il est capable de détruire les Etats-Unis, quitte à être lui-même détruit dans l'opération.

U. : Vous en parlez vraiment comme si la troisième guerre mondiale était inévitable...

Z. : Je suis persuadé qu'elle est inévitable.

U. : D'ici une dizaine d'années, par exemple ?

Z. : Je suis incapable de prédire des délais, mais je peux au moins affirmer une chose : c'est l'Union soviétique qui prendra l'initiative de toute guerre mondiale à venir. J'emploie le mot « initiative » à dessein ; je ne suis pas en train de dire que l'URSS amorcera une guerre « froide », comme ce fut un temps le cas. Elle déclenchera la guerre en fomentant ici un moyen d'agitation, en envenimant la l'agressivité à l'encontre de l'Occident — ainsi de suite.

La politique menée par l'Union soviétique en Angola comme en Ethiopie, en Afghanistan comme plus récemment en Amérique centrale, ne sont que quelques-unes de ces étapes sur le chemin de la guerre. Au moment de la crise iranienne, le Kremlin s'est trouvé dans une situation sans précédent pour réussir à frapper l'Occident à partir d'une position de force — il a raté cette occasion. Maintenant, il lui faudra au moins cinq ans pour reconcentrer, sur un point de vulnérabilité maximale de l'Occident, les différents atouts dont il dispose. Le réarmement rapide des Etats-Unis et la conscience grandissante que prend l'Occident de la réalité de cette menace soviétique peut, bien entendu, déréglar les calculs du Kremlin.

Cependant, laissez-moi ajouter aussitôt ceci : le gouvernement soviétique sait attendre... Si, disons dans cinq ans, la corrélation des forces en présence ne s'adapte pas au scénario soviétique, les dirigeants du Kremlin attendront leur heure jusqu'à ce qu'une crise quelconque du monde occidental leur offre l'ouverture nécessaire. L'empire soviétique n'est pas un agresseur de fortune : son expansionnisme sourd de l'essence même de sa philosophie et n'est guère susceptible de changer. Des ajournements tactiques, oui. Une mutation définitive, non.



3

U. : Vous venez de parler de « corrélation des forces ». Selon une opinion très largement répandue en Occident, nous serions sous-équipés et insuffisamment préparés pour une quelconque confrontation avec l'Union soviétique. Est-ce aussi votre avis ?

Z. : Oui et non. Tout système comporte des points forts et des faiblesses qui lui sont propres. Le monde occidental est constitué d'Etats indépendants, possédant chacun ses traditions et ses intérêts particuliers. Certes, ces Etats sont liés, dans une certaine mesure, par l'OTAN, mais leur coopération militaire ne peut, à l'évidence, être mise en parallèle avec la structure hyper-centralisée et totalitaire de l'Union soviétique. D'un autre côté, l'Occident est plus inventif, plus souple, il s'adapte mieux aux circonstances.

Mes quatre années de séjour en Europe de l'Ouest m'ont de plus en plus convaincu que les nations occidentales ont tellement de ressort et de si colossales réserves de pensée créatrice, tant dans les sphères militaires qu'en matières économiques et culturelles, que son mode de vie saurait survivre à tout ce qui

pourrait advenir, y compris une éventuelle occupation soviétique à la suite d'une guerre perdue. A l'époque où je vivais en Russie, j'étais persuadé que, d'une manière générale, nous étions mieux préparés à la guerre que nos adversaires. Je n'en suis plus aussi certain. La civilisation de l'Europe occidentale est un organisme vivant : il peut résister aux mauvais coups, se remettre de ses maladies et évoluer d'innombrables manières. Même le communisme prendrait une tournure civilisée, libérale, s'il atteignait jamais l'Europe occidentale.

U. : Insinuez-vous par là que, si le « mode de vie » occidental est en mesure de résister à une guerre perdue, notre ordre social, lui, n'y survivrait pas ?

Z. : Il me semble que le modèle occidental de démocratie libérale ne survivra plus très longtemps, avec ou sans guerre. Mais je crois vraiment que les formes occidentales de socialisme et de communisme seront d'une toute autre nature que ce que nous connaissons en URSS. Vous ne pouvez contraindre les Français, les Italiens ou les Américains à vivre comme des Russes : à supporter l'existence de camps, le travail forcé, la censure, un niveau de vie misérablement bas, le conditionnement idéologique et tout ce qui s'ensuit. Ils n'auront tout simplement pas à tolérer ça.

U. : Vous parlez comme un eurocommuniste...

Z. : Non : je ne fais que répondre à vos questions.

U. : Vous venez de me brosser un portrait plutôt optimiste des capacités de résistance et des ressources de la société occidentale. Qu'en est-il de l'URSS ? Vous n'avez cessé de répéter qu'elle constituait une menace pour le monde occidental.

Z. : Ici encore, nous devons bien peser les forces et les faiblesses inhérentes au système. L'Union soviétique est forte parce qu'elle est en état de mobilisation permanente — c'est un camp militaire. Tout Soviétique valide, homme ou femme, connaît son affectation comme en temps de guerre, en tant que réserviste entraîné dans les forces armées. En cas de réelle mobilisation, on n'aura plus besoin de lui dire où aller et quoi faire : il le saura puisqu'il aura derrière lui des années de discipline et d'entraînement.

U. : Je viens de lire la brochure du maréchal Ogarkov⁽¹⁾ enjoignant les Soviétiques de se préparer physiquement et psychologiquement à la guerre totale...

Z. : Oui, mais ce n'est même pas nécessaire puisque la vie quotidienne, en Union soviétique, est une vie d'embrigadement, de conditionnement idéologique, de dressage para-militaire et autres préparations du même genre. Le régime soviétique est — il l'a toujours été — en guerre avec le monde non soviétique. C'est son caractère distinctif.

U. : Toutes choses qui attestent sa très grande puissance militaire...

Z. : En effet, mais cette puissance n'est pas inusable et ne se convertit pas en expansionnisme triomphant. Laissez-moi développer le second point : quand les soviétologues occidentaux analysent le potentiel militaire de l'Union soviétique, ils ne tiennent pas compte d'un facteur humain essentiel, à savoir le tempérament du peuple russe. Un pays voué à la conquête du monde a besoin de citoyens dont il est dans la nature d'être des conquérants : il faut un peuple qui s'estime (à tort ou à raison) supérieur au reste de l'humanité et qui possède la détermination et les talents d'organisation indispensables pour régenter ses dépendances impériales. Chacun à leur manière, les Britanniques, les Allemands et les Français ont eu ces qualités réunies.

Les Russes ne les ont pas. Ils ne sont pas de la race des seigneurs. Comme je l'ai dit tout à l'heure, l'Histoire en a fait des parias. Ils ne se sentent pas investis d'une mission impériale, pas plus qu'ils n'estiment — à l'instar des Français, naguère — avoir le droit de marquer de leur culture des races moins favorisées. Mais vos spécialistes en soviétisme, bardés de tous leurs schémas, modèles et autres tableaux statistiques pointus, ne comprennent pas ce trait caractéristique.

téristique prépondérante de l'histoire et de la psyché russes.

U. : Je me demande si vous êtes très familiarisé avec ce que les observateurs occi-

dentaux ont réellement déclaré sur le sujet... George Kennan, par exemple, lors d'un entretien que j'ai eu avec lui en 1976, faisait état d'une appréciation sensiblement identique à celle que vous venez d'émettre.

La voici : « Je ne prête pas aux Russes des facultés politiques et idéologiques suffisantes pour se rendre maîtres de centaines de millions d'Européens de l'Ouest. Ils les trouveraient — en raison de leur nombre, de leurs antécédents et de leur subtilité — bien plus difficiles à enrégimenter et à contrôler que les peuples d'Europe de l'Est. [...] Les Allemands avaient plus d'assurance, plus de personnels efficaces et plus d'administrateurs capables que les Russes en auront jamais. Quand ils envahissaient un pays, ils disposaient d'hommes qui en parlaient la langue et pouvaient prendre en charge les réseaux ferroviaire et téléphonique : non seulement leurs compétences leur permettaient d'accomplir un nombre incalculable de tâches, mais leur aplomb était tel qu'ils pouvaient, jusqu'à un certain point, gagner le respect des populations locales. Les Russes seraient bien incapables d'assurer la moindre de ces choses. »

Et l'on pourrait citer des exemples analogues chez nombre d'autres historiens occidentaux...

Z. : Eh bien, si Kennan dit tout cela indépendamment de mes observations, tout est pour le mieux ! Le fait dont il faut se souvenir est que les Russes ne sont pas de la race des maîtres.

U. : Mais ne conviendrez-vous pas que vos slavophiles du XIX^e siècle pensaient tout autrement — que toute leur philosophie découlait de leur conviction que le peuple russe était investi d'une mission, d'un rôle messianique à jouer de par le monde ?

Z. : C'est ce qu'ils affirmaient, mais c'était — et c'est toujours — une idée qui ne tient pas debout. Une telle mission présuppose une supériorité culturelle, et c'est précisément ce que le peuple russe n'a jamais eu. Sans supériorité culturelle et sans la ferme conviction qu'il est de votre droit et de votre devoir de l'imposer, tout impérialisme missionnaire est une vue de l'esprit.

D'une manière générale, les Russes sont des gens indolents, désordonnés, dépourvus du moindre sens de la discipline et de l'autodiscipline. Toute volonté de dominer d'autres nations ou de « guider » le monde brille, chez eux, par son absence. Ils peuvent se montrer suffisamment forts pour empêcher les Américains de conquérir l'hégémonie du monde, mais, pour leur part, ils n'ont pas les moyens d'y arriver.

U. : C'est un point sur lequel Zbigniew Brzezinski est maintes fois revenu (qu'il ait été ou non en fonctions), ajoutant à l'adresse des néo-isolationnistes américains qu'il n'existait aucune autre alternative à la suprématie américaine.

Z. : Il faut avoir fait l'expérience de l'incapacité, voire de la mauvaise grâce, des Russes à imposer une quelconque domination pour y croire... Je me souviens que, durant ma carrière militaire au moment de la guerre, j'étais incapable d'asseoir mon autorité sur mes propres subordonnés. Et n'allez surtout pas croire que j'avais toute une armada allée sous mes ordres ! Pas du tout : j'avais trois hommes — trois ! Et j'étais absolument incapable de faire taire à ces trois misérables subalternes ce qu'il y avait à faire ! Alors chacun faisait comme il l'entendait... Plus tard, à Moscou, j'ai dû brièvement présider le collectif de mon université : j'ai vite abandonné ce truc parfaitement déplaisant.

U. : Déplaisant, dans quel sens ?

Z. : En ce sens que je ne pouvais pas tenir les gens. Qui plus est, je ne tenais pas du tout à les tenir ! Vous voyez, je suis un Russe typique : je n'avais absolument aucun désir de mener les gens à la baguette. Je voyais bien qu'ils avaient tous des goûts et des besoins psychologiques différents, mais pourquoi diable

leur aurais-je passé le harnais ? Des comportements de ce genre, vous en conviendrez, ne sont pas de ceux qui poussent à l'expansion impériale ou qui font des impérialistes comblés...

U. — Et pourtant, à la fin de la guerre, au moment où l'Armée Rouge fonçait vers l'ouest, on parlait beaucoup, à tous les échelons des forces soviétiques, de ne pas s'arrêter devant le front anglo-américain mais de « pousser jusqu'à l'Atlantique ». N'était-ce pas là l'expression populaire d'une ambition impériale ?

Z. : Deux remarques. D'abord, « pousser jusqu'à l'Atlantique » a peut-être été une formule de mise dans l'armée soviétique, mais c'est du caractère du peuple russe que nous sommes en train de discuter : toutes les troupes soviétiques ne sont pas russes et, même à l'heure actuelle, le haut commandement des armées soviétiques n'est pas à prédominance russe : il est à prédominance ukrainienne. Ensuite, le slogan avait été lancé par Staline — qui était Géorgien. Alors ne me dites pas que « pousser jusqu'à l'Atlantique » pouvait exprimer une aspiration impériale russe ! De toute façon, l'idée en elle-même était parfaitement grotesque, parce que la conquête du monde ne faisait pas partie de l'entraînement psychologique de l'Armée Rouge. Nous n'étions pas préparés à déferler sur l'Europe de l'Ouest.

U. : Si un nouveau leader à poigne de fer, à peu près du calibre de Staline, venait à prendre le pouvoir au

pour ceux qui en ont fait les frais, mais moi, j'avais dix-huit ans, trois sous en poche, le soleil brillait et les filles étaient bien jolies ?

Z. : Votre imagination est beaucoup plus féconde que ma dialectique !

U. : Vous disiez, il y a une minute, que la puissance soviétique n'était pas inusable ?

Z. : Oui, je faisais cette remarque : alors que la société occidentale peut très bien se comparer à un organisme sain, doté de toutes ses facultés de guérison, le système soviétique, lui, est malade, facile à mener au stade terminal, car il a un cancer — un cancer social — en son cœur-même. C'est une société stérile, figée et moribonde.

U. : Me voici, une fois de plus, complètement dépassé par votre raisonnement dialectique : très souvent au cours de cet entretien (et, bien sûr, à d'innombrables reprises dans vos livres), vous avez répété que le système soviétique était extrêmement puissant, que son potentiel militaire était sérieusement sous-estimé à l'Ouest et que, d'une manière générale, il symbolisait le type de société qui finira par concerner l'humanité toute entière. Et vous êtes maintenant en train de me dire que le système soviétique est cancéreux... Pouvez-vous m'aider à saisir votre mode de raisonnement ? Si le système soviétique est si vulnérable, en quoi est-il si fort ?

Z. : Oh, c'est un sujet bien trop vaste ! La nature et l'avenir de la société soviétique devront faire l'objet d'un autre entretien.



U. : Imaginez que nous sommes en février 1917 et que vous subodorez tous les sacrifices que la Révolution d'Octobre va drainer dans son sillage : guerre civile, massacres de la campagne de collectivisation et de la grande terreur, goulag, accession d'Hitler au pouvoir facilitée par l'erreur de jugement de Staline sur la situation dans la République de Weimar, etc. Souhaiteriez-vous toujours que la Révolution d'Octobre se produise ? C'est une question que vous formulez déjà dans l'Avenir radieux mais vous y apportiez une réponse ambiguë...

Z. : Je me battrais pour la Révolution, oui — aujourd'hui encore ou même demain. J'ai écrit tout un livre sur mon opposition au stalinisme (il a été publié en russe au cours de l'été 1983) ; mais, si j'avais à choisir entre vivre à la terrifiante époque de Staline et puis vivre dans une période plus fade et quêtée, j'opterais sans hésiter pour celle de Staline. Je n'ai pas envie de rabâcher. Laissez-moi

Krentlin, dans une situation critique à la limite de la guerre, ne pourrait-il pas mener un empire bien disposé et une Armée Rouge consentante (prête à agir avec le type de sentiments qui vous animaient lorsque vous combattiez Hitler) vers un expansionnisme impérial se drapant de slogans défensifs ? Est-ce que cela ne constituerait pas, automatiquement et dans la foulée, un expansionnisme à prédominance russe ?

Z. : Un personnage à la Staline ne pourra plus jamais sortir du rang en URSS. Staline fut une figure unique. C'était un fils de la Révolution : il incarnait la jeunesse de la société communiste et il fut indubitablement, pour nous tous, le plus grand homme du XX^e siècle. Lénine mit au monde la Révolution, mais ce fut sous Staline que le prodige nouveau-né se mit à grandir, à éprouver la joie d'être vivant, à tenter d'atteindre ces objectifs souvent utopiques que tous les jeunes hommes et femmes du monde voudraient atteindre, à toutes les époques et dans toutes les civilisations.

U. : Au fond, n'êtes-vous pas en train de me dire ceci : le stalinisme a peut-être été épouvantablement brutal

juste redire que l'époque de Staline a été celle de l'idéalisme, du dévouement, voire de l'héroïsme. Nous avions un but dans l'existence et nous nous battions pour l'atteindre. Au cours de l'histoire, ce n'est pas si fréquemment que l'on a l'occasion d'en faire autant...

U. : Mais pouvez-vous vous représenter, re-projeter dans votre esprit, les plaintes des torturés et des mourants, les pendaisons, les fusillades, qui décimèrent (vous venez de le rappeler) votre propre peuple sous Staline — et sous Lénine —, faisant bien plus de morts que ne put en complaisant Hitler dans tous ses camps de concentration ? Pouvez-vous revoir tout cela et persister à dire que la révolution bolchevique est une cause pour laquelle vous seriez prêt à reprendre le combat ?

Z. : Les événements que vous décrivez furent tragiques, mais non criminels. La Révolution a permis l'instruction et la santé publiques, la promotion sociale et un redémarrage général. Nous avons déjà parlé de tout cela. Certains en sont morts, d'autres s'en sont tirés. Si vous faites le compte de ceux pour qui la

Revolution a représenté une immense ouverture et de ceux pour qui elle a constitué une tragédie, vous seriez surpris de constater par quel colossal

excèdent les bénéficiaires de la Révolution l'emportent sur ceux qu'elle a perdus.

U. : Alors, tout bien considéré, le sacrifice de vies humaines était amplement justifié ?

Z. : « Sacrifice de vies humaines » a une connotation morale, ce qui est irrecevable quand on parle de l'Histoire. Les principes moraux n'ont pas à entrer en ligne de compte : l'Histoire s'est passée comme elle s'est passée. Mon travail consiste à ne considérer que cela et à en analyser les conséquences.

U. : ... en tant qu'Homme soviétique...

Z. : ... comme quelqu'un qui est né dans la société soviétique et qui sait qu'en mille ans même elle ne pourrait être détruite. Nous devons accepter ce fait tel qu'il est, tenter de l'améliorer et vivre avec aussi bien que possible. Cela seul me concerne, comme cela concerne le peuple soviétique.

U. : Vous êtes, me semble-t-il, doublement impliqué — sur les plans émotionnel et intellectuel — dans le système soviétique, et vous en paraissez presque hypnotisé, comme par une sorte de vérité première,

immuable. Mais notre compréhension de l'Union soviétique peut-elle être éclairée par quelqu'un d'aussi définitivement engagé ? Ou bien, paradoxalement, est-ce justement parce que vous êtes partie prenante que l'on peut y voir plus clair ?

Somme toute, il n'est pas si fréquent qu'un dissident notoire vienne nous rapporter les qualités et avantages présumés du régime qui l'a banni — ce qui fait, si je puis dire, tout le piquant de votre attitude et qui constitue un titre de gloire bien à vous ! Etes-vous conscient de ce rôle ? Peut-être l'avez-vous délibérément choisi pour vous distinguer des autres exilés soviétiques et faire ainsi les gros titres ?

Z. : Je suis un Homme soviétique et un scientifique, et je me flatte de connaître ce dont je parle.

Il ne m'appartient pas de juger si ce qui aide à votre compréhension vient de ce que je dis ou si c'est parce que c'est moi qui le dis.

Les faits sont pourtant simples. Nous pouvons considérer, dans tous les cas de figure, que le système soviétique est bien là et jusqu'à la fin de l'histoire de l'humanité. Dès lors, la question que je dois me poser n'est pas « comment me débarrasser de ce système ? » (puisque je sais pertinemment que je ne le peux pas), mais plutôt « comment puis-je amener ce système à mieux me loger, à mieux me nourrir, à améliorer le tout-à-l'égout de ma ville, etc. ? » C'est dans ce registre d'interrogations-là que l'on se montre constructif. Quant à l'Etat, au parti... autant vous indigner de la profondeur des océans ou de notre condition d'êtres mortels !

U. : Qu'a-t-il bien pu arriver à l'idéalisme russe ? L'histoire de votre pays au XIX^e siècle, et toute la littérature russe du XIX^e, n'est qu'une longue saga pleine de jeunes hommes et de jeunes femmes brûlant du désir altruiste — et souvent totalement irréaliste — d'apaiser leur conscience en sauvant le peuple russe et

l'humanité toute entière... Sans eux, votre Révolution d'Octobre aurait été inconcevable. Et voilà qu'un mathématicien et philosophe russe distingué, s'étant fait connaître du monde entier par ses satires de la société soviétique, vient nous expliquer que toute idée de changement du système soviétique doit se borner à l'amélioration du réseau de tout-à-l'égout ! Imaginez ce que Vera Zassouditch — en penserait !...

Z. : Oh, mais beaucoup de choses qui étaient possibles avant la Révolution ne le sont plus aujourd'hui... Vous pouvez difficilement rester idéaliste quand un camion de cinquante tonnes vous fonce dessus en pleine autoroute ! Pour nous, ce facteur matériel que vous avez relevé avec quelque dédain n'a rien de trivial. Quand le problème majeur de votre existence est d'agrandir votre espace vital de cinq mètres carrés, d'arriver à passer la porte d'un magasin d'alimentation pour parvenir à vous ravitailler, ou d'obtenir le médicament sans lequel votre enfant va mourir, les choses qui paraissent dérisoires au regard d'un Occidental acquièrent une importance capitale.

U. : Par conséquent, le système est parvenu à ses fins — l'assurance de sa survie — par le simple fait de laisser les gens dans le dénuement. Il est vrai qu'il y aura toujours des sociologues pour nous affirmer que la misère fait le lit de l'agitation et de la révolution..., comme il y en aura d'autres pour certifier qu'elle



paralyse tout esprit de rébellion et qu'elle provoque plutôt la soumission. La conjoncture soviétique, telle que vous la présentez, semble donner raison aux seconds. Si tel est le cas, grignoter le système sur les bords n'avancera à rien. Seul un bouleversement de fond en comble pourra — ou pourra — avoir un effet.

Z. : Et cette hypothèse, je l'ai déjà dit, peut être éliminée d'emblée, même à la suite d'une guerre... En Union soviétique, la pauvreté est grande, l'approvisionnement en denrées alimentaires et autres produits de première nécessité est pire qu'à aucun moment depuis la dernière guerre. Il est difficile d'imaginer que la situation puisse se détériorer davantage. Et ceci, bien sûr, limite toute velléité réformatrice des gens à la satisfaction de leurs besoins immédiats. Tout désir d'obtenir plus est effectivement neutralisé ; ajouté à l'omniprésence de l'Etat communiste, cela signifie aussi l'annihilation de tout idéalisme ou autre doctrine de salut s'apparentant à ce que nous avons connu au XIX^e siècle.

Imaginez, un instant, comment l'étudiant ou l'enseignant soviétique moyen s'y prend pour améliorer sa situation — pour devenir titulaire d'une chaire ou pour être chargé de cours. Eh bien, il ne cherchera pas à mettre en question le système universitaire en tant que tel (encore moins le système soviétique) : pour lui, dans la pratique, tous deux sont de même nature. Que fera-t-il alors ? Il multipliera ruses et manœuvres sornioises, à l'intérieur même du système ; il fera en sorte de convaincre ses supérieurs qu'il est homme à ne pas démentir d'une éventuelle promotion. Et comment s'y prendra-t-il ? En offrant des « petits cadeaux » ou carrément des pots-de-vin aux gens qu'il faut, en écrivant même quelques dénonciations.

J'ai longuement abordé le sujet des dénonciations dans *Homo sovieticus*. Qu'il me suffise ici de dire que la dénonciation est d'usage courant dans la société soviétique ; cela fait partie du mode de vie, cela va de soi : dans la lutte sans merci pour la survie, il faut bien se donner les coups de pouce que l'on peut. Les choses qui revêtent vraiment de l'importance pour le citoyen soviétique moyen, jeune ou vieux, sont la nourriture, le logement, les vêtements, les chaussures, la santé et l'avancement. Il n'y a tout simplement plus de place ou d'énergie de reste pour cette sorte d'idéalisme qui animait les jeunes russes du XIX^e siècle.

U. : Et qu'en est-il de la tradition russe du souci de la « vérité », du refus d'admettre le mensonge répandu par l'Autorité ?

Z. : Eh bien, si un étudiant clamait que, selon lui, le système soviétique ou le Parti sont fondés sur des mensonges, il serait expulsé des Jeunesses communistes sur le champ et son avenir professionnel serait très gravement compromis. Il ne peut donc donner libre cours à ses opinions. De toute manière, la majorité des jeunes gens adhèrent pleinement au système, mensonges officiels compris, même s'il leur arrive de critiquer — comme la jeunesse a toujours tendance à le faire — tel ou tel de ses aspects.

U. : Alexandre Soljenitsyne plaçait la nécessité de « cesser de mentir » au tout premier rang de ses priorités. Vous êtes certainement d'accord ?

Z. : Exigence ridicule : il est impossible de vivre dans le système soviétique sans mentir. Mais il faut nous pencher attentivement sur le mot « mensonge » et voir ce qu'il signifie réellement.

Selon les canons occidentaux, un mensonge est quelque chose d'explicitement répréhensible puisqu'il recouvre la négation de la vérité. Pas en URSS. Il existe, en Union soviétique, quelque cinquante mille écrivains ; ils ne peuvent écrire la « vérité » au sens occidental du terme, mais ce qu'ils couchent sur le papier n'est pas un tissu de « mensonges » pour autant. L'idéologie soviétique et ses sous-produits déterminent les paramètres à l'intérieur desquels un écrivain est tenu de travailler : il doit s'exprimer dans les limites de la phraséologie en cours. Mais la clé de ce discours orthodoxe est tout à fait connue de son public : le lecteur comprend ce que l'écrivain a voulu dire, même si l'observateur occidental a le sentiment que celui qui a écrit n'a servi que des « mensonges » à celui qui l'a lu. Soljenitsyne en fait une affaire un peu trop simpliste.

U. : Vous avez dit tout à l'heure que l'existence du système soviétique était pour vous un « fait naturel » que vous ne songiez pas à remettre en cause. Il m'apparaît maintenant que c'est un peu plus que cela : c'est un fait naturel que vous semblez soutenir avec un zèle un peu contre nature (me semble-t-il) pour quelqu'un qui a été si honteusement traité par le régime soviétique...

Z. : Le fait d'avoir été traité de la sorte ne biaise en rien ma manière radicale de le juger. Comme vous le savez bien, je n'ai jamais été à la traîne pour soumettre à une critique acerbe différents aspects de ce système. Je l'ai copieusement éreinté à propos de ses pénuries alimentaires, de ses effroyables normes en matière de logement et de toute la kyrielle de ses autres désastreux manquements.

Je vis, à l'heure actuelle, en Europe de l'Ouest. J'ai largement de quoi manger, j'occupe un appartement convenable et je possède trois chiens. Pourtant, croyez-moi, je donnerais tout cela et plus encore si je pouvais de nouveau participer à un collectif soviétique...

U. : Qu'est-ce qui est, précisément, le magnétisme de ce

« collectif » soviétique pour vous ?

Z. : La vie en Union soviétique est totalement pénétrée du sentiment du but commun qu'il faut poursuivre ; cela vous donne une orientation solide et une conscience de soi sans cesse renouvelée et enrichie. Vous avez l'impression qu'en dépit de tous les échecs vous allez quelque part. Personne à l'Ouest ne peut éprouver de tels sentiments.

U. : Le sentiment de la mission à accomplir, teinté peut-être de fanatisme ?

Z. : C'est qu'il s'agit de tout un mode de vie, de la vie en collectivité. L'*homo sovieticus* n'est pas un individualiste, pas même un individu peut-être... Toute définition que l'on peut donner de lui doit commencer par tenir compte du fait qu'il est membre d'un groupe et qu'on ne peut le considérer en dehors de ce groupe. Incidemment, j'ajoute que c'est ma tragédie personnelle en Occident : je n'appartiens à aucun groupe, je suis un poisson hors de l'eau. Il en va d'ailleurs ainsi de tous les Soviétiques exilés, hommes et femmes, même chez les dissidents les plus amers. Qu'ils vivent à Londres ou à Paris, ils transportent le système soviétique avec eux.

U. : Dans *Homo sovieticus*, vous avez écrit que le collectif de travail soviétique était « l'institution la plus juste sur terre ». Ce n'est pas l'image que nous nous faisons d'un *kolkhoze* ou d'une brigade d'usine *siakhonoviste*. A vrai dire, nous avons plutôt tendance à penser que le collectif soviétique est l'une des institutions les plus injustes de l'histoire moderne, parce qu'il signifie embrigadement, contrôle de la pensée, dépersonnalisation, sans compter le niveau de vie extrêmement bas. Sommes-nous dans l'erreur ?

Z. : Ah, nous revoilà confrontés au problème de l'incommunicabilité ! Les membres de certaines tribus primitives de Polynésie ou d'Afrique ne doivent leur bonheur qu'à leur parfaite adéquation à l'univers culturel de la communauté tribale. Ce ne sont pas des « individus » et la notion d'individualisme leur paraît éminemment saugrenue. Pour le Soviétique aussi, cette conception occidentale de l'individu, entité nantie de droits et digne de respect indépendamment du contexte social sur lequel elle se fonde, est tout à fait incompréhensible.

U. : Le christianisme semble avoir été reçu fort tard et surtout bien mal dans les terres russes...

Z. : Qu'il l'ait ou non été n'est pas mon problème pour l'instant. Il est vrai que le concept de l'individu-enfant de Dieu et dépositaire d'une conscience irremplaçable a complètement disparu du mode de pensée soviétique. Dès la petite enfance, les Soviétiques sont amenés à se considérer comme membres d'un groupe, et ils ne vont plus penser ou ressentir les choses d'aucune autre manière. Avoir de la « personnalité », se donner pour un individu, cela relève de l'excentricité, de l'irresponsabilité et du mépris du voisin.

Prenez mon exemple : dans mon institut à l'université de Moscou, je connaissais beaucoup de monde ; j'avais conscience de leurs dispositions, favorables ou hostiles, à mon égard et ils m'ignoraient pas l'opinion que j'avais d'eux. Nous étions accoutumés les uns aux autres, nous formions un groupe ; j'aurais donné ma vie pour n'importe lequel d'entre eux.

Voyez le contraste avec ma vie en Europe de l'Ouest aujourd'hui... Je donne des conférences dans de nombreux pays occidentaux, je publie des livres, des articles, et je passe à la télévision. Les gens écrivent de moi « Zinoviev est un sage », « Zinoviev est un grand satiriste », etc., etc. Je reçois même tout un courrier d'admirateurs ! Mais cela veut-il vraiment dire quelque chose pour moi ? Rien du tout.

Cela n'a aucune signification puisque je vis dans un isolement absolu — comme la grande majorité des Français, des Américains ou des Allemands, d'ailleurs : c'est le chacun pour soi dans son petit ghetto surchauffé et surequipé, chacun se battant dans son coin contre l'abaissement ou le désespoir dus à la réplétion, à l'isolement et à l'absence d'un grand projet commun. Si seulement quelqu'un de l'Union des écrivains soviétiques faisait savoir qu'il me tient pour un bon écrivain, alors là, oui, ce serait d'une extrême importance pour moi !

U. : C'est pourtant ces mêmes membres de l'Union des

écrivains qui vous ont expulsé de la société soviétique et qui vous ont condamné à l'indignité de devoir vivre à l'Ouest... Comment pouvez-vous leur reconnaître un droit quelconque à juger si vous avez écrit un bon ou un mauvais livre ?

Z. : Les poissons ont besoin d'eau pour vivre et les oiseaux, du ciel. Je suis un poisson et je viens du bocal soviétique. Je ne puis être un oiseau, quel que soit l'effort que je fasse. Vous aurez beau me répéter : « Viens voler avec nous, regarde ce ciel immense et merveilleux, profite du soleil ! », ce sera inutile, parce que je ne suis pas un oiseau. D'où l'exemple que j'ai cité : un éloge de la part de l'Union des écrivains reste le seul qui m'importe vraiment. Je suis un Homme soviétique...

U. : Il est pour le moins bizarre qu'ayant été banni d'Union soviétique pour comportement antisocial, vous en soyez encore à rechercher une approbation idéologique de la part de ceux-là mêmes qui ont provoqué votre « chute » ! Thomas Mann n'a pas demandé l'assentiment du Dr Goebbels pour les ouvrages qu'il a écrits aux Etats-Unis ; il se serait même trouvé sacrament embarrassé si des intellectuels ou des journalistes national-socialistes avaient chanté ses louanges !

Z. : Les Soviétiques ne peuvent se déposséder de leur identité. Ils peuvent devenir dissidents, vivre à l'étranger, être anti-soviétiques de la tête aux pieds : leur nature d'hommes soviétiques se distinguera encore dans tout ce qu'ils écriront ou feront. La littérature anti-soviétique la plus criante reste en phase avec l'idéologie soviétique — mais en phase négative.

U. : Ce que vous dites là, c'est que l'embrigadement et le conditionnement psychologique de la société soviétique (en place, maintenant, depuis soixante-six ans) se sont révélés beaucoup plus efficaces que tout ce que la plupart d'entre nous pouvait admettre. Tous comptes faits, Georges Orwell avait raison...

Z. : Oui, quelle qu'en soit la cause. Qui naît Soviétique, mourra Soviétique.

U. : Vous êtes assez ironique lorsque vous parlez de l'« isolement » de l'Occidental dans son « ghetto ». Quand je pense à tous ces millions de citoyens soviétiques dont l'unique ambition (généralement inaccessible) est de parvenir à un minimum d'isolement, sous la forme d'un appartement qu'enfin ils n'auraient pas à partager avec d'autres, le grief que vous nous faites n'est plus très convaincant ! Je ne trouve aucune situation sociale, autre que celle d'Union soviétique, illustrant mieux le mot de Sartre : « L'enfer, c'est les autres. »

Z. : Je ne suis pas d'accord, mais vous voyez juste en soupçonnant quelque chose : plus mon séjour à l'Ouest dure, plus ma vie en Union soviétique se perd dans le lointain, et plus l'image que j'ai du collectif soviétique vire au rose. Je reconnais que cela influence inévitablement ma manière de voir actuelle, avec une propension à oublier les aspects déplaisants de la vie en collectivité...



U. : Selon vous, comment se comporteraient les forces des « alliés » est-européens si l'Union soviétique se retrouvait en guerre ? Viendraient-elles grossir les rangs de la puissance soviétique ou se tiendraient-elles à l'écart ?

Z. : Il ne fait aucun doute qu'elles augmenteraient le potentiel de l'URSS.

U. : Vous voulez dire que les troupes hongroises, tchèques et polonaises offriraient leurs poitrines de goélette de cuir pour venir en aide à leurs oppresseurs ?

Z. : Ah, mais les choses ne se passent pas du tout de cette manière ! Prenez la Pologne : une partie non négligeable du peuple polonais peut se montrer

mécontente du régime socialiste tel qu'il existe aujourd'hui, mais la grande majorité des Polonais n'en accepte pas moins le système. S'il en allait autrement, le système aurait été balayé depuis un bon moment.

U. : Vous parlez vraiment comme si l'on ne s'était rien passé en Hongrie en 1956, ni en Tchécoslovaquie en 1968 et comme si la Pologne n'avait jamais eu droit à la loi martiale et à l'auto-occupation ! Il ne fait guère de doute que les régimes d'Europe de l'Est doivent leur survie à l'URSS et à aucun autre facteur.

Z. : Vous sous-estimez le poids des habitudes et des intérêts en jeu. Le statu quo social en Europe de l'Est est en relation étroite avec le bien-être d'une foule de gens occupant les postes clés : bureaucrates, militaires de haut rang, élite professionnelle au service de l'Etat — tous en sont les bénéficiaires. Cette oligarchie coopérera avec l'Union soviétique tant qu'elle demeurera persuadée que l'Union soviétique tient les bonnes cartes.

U. : Là encore, votre opinion diffère de celle à laquelle se rangent les milieux occidentaux bien informés. J'ai le souvenir d'avoir abordé la question avec Dean Rusk, l'ancien secrétaire d'Etat américain : il avait la ferme conviction que les pays satellites affaibliraient considérablement les capacités opérationnelles de l'armée soviétique, par exemple en sabotant les axes de communication (ce qui clouerait sur place ses divisions), et ainsi de suite.

Z. : Rien de tout cela ne serait possible, pour ce qui concerne le sabotage, tout soldat des forces armées soviétiques « sabote » son unité chaque jour de la semaine — c'est du plus banal en URSS ! Et le système survit quand même.

U. : Les petits larcins, les négligences dans le service, l'insubordination en temps de paix, c'est une chose. C'en est tout de même une autre, me semble-t-il, que le sabotage organisé de l'Armée Rouge, sur une échelle nationale et en temps de guerre ! Des voies de communications vitales pour l'Armée Rouge traversent la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est. Des populations polonaises ou tchèques récalcitrantes, sans parler d'une armée polonaise ou tchèque peu disposée à suivre le mouvement, pourraient créer d'énormes problèmes aux dirigeants soviétiques... C'était, entre autres choses, ce que Dean Rusk avait à l'esprit.

Z. : Dans l'abstrait, votre scénario semble plausible, mais, si l'on y regarde de plus près, il s'avère absurde. Vous savez, les généraux de l'Armée Rouge ne sont pas des abrutis. Les unités polonaises, tchèques ou est-allemandes se trouvent si étroitement rattachées aux divisions soviétiques que toute initiative de leur part est quasiment impossible. Ces unités dépendent totalement des forces soviétiques pour leurs approvisionnements en munitions et en pièces détachées, pour leurs installations de maintenance, pour les vivres et pour les missions de reconnaissance. Pour couronner le tout, elles sont intégrées à un dispositif de déploiement et à une structure de commandement qui exclut toute insubordination d'ampleur et, plus encore, toute insurrection à l'échelle nationale.

Souvenez-vous que, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, l'armée tchèque — importante et bien équipée — est restée le témoin impuissant des événements : parce que, selon le dispositif de déploiement intégré des forces du pacte de Varsovie, elle était tournée vers l'ouest. Cela dit, il est très improbable que les troupes « alliées » reçoivent des missions délicates en première ligne... Leur tâche serait plutôt de suivre l'avance soviétique, d'en consolider les acquis, de liquider les résistances et de tenir lieu de forces d'occupation. Toutes activités aisément contrôlables.

U. : Mais les Polonais, alors ? Ne constitueraient-ils pas, eux, une menace mortelle pour les axes de communication soviétiques ?

Z. : Non. Les forces d'Europe de l'Est, y compris les forces polonaises, sont au-

aujourd'hui trop complètement intégrées pour être en mesure de faire des choses pareilles. Il est trop tard, bien trop tard, pour que ces espoirs deviennent réalité. Evidemment, si l'empire soviétique commençait à se désagréger (par suite de revers militaires, d'un effritement intérieur, ou des deux combinés), les Européens de l'Est réaffirmeraient leur indépendance nationale et ajouteraient leur grain de sel à la chute de l'empire. Alors seulement, les facteurs dont vous avez dressé la liste pourraient entrer en jeu — mais pas avant, selon moi.

C'est du fait de l'effondrement de l'empire soviétique que les pays d'Europe de l'Est recouvreraient leur indépendance : elle ne saurait en être l'une des causes déterminantes. Vos question soulevait le problème du « seuil minimum », à savoir : combien de loyauté et de discipline sont-elles nécessaires, de la part des armées d'Europe de l'Est, pour assurer le bon fonctionnement de la machine militaire soviétique dans la phase initiale de la guerre ?

Prenez ma propre carrière militaire qui est un exemple éloquent. Pendant et après la guerre, j'ai été, comme je l'ai dit, farouchement opposé à Staline. Cela ne m'a pas empêché de combattre pour lui — comme nous l'avons tous fait — parce que j'étais officier dans l'Armée Rouge : je me suis donc battu pour lui, au mieux de mes capacités et avec tout le dévouement possible. A l'heure actuelle, la situation que nous observons en Pologne n'est pas sans présenter une certaine analogie : il se peut que des Polonais servant dans l'armée de leur pays éprouvent de l'aversion pour les Russes, le régime polonais, l'interdiction de Solidarité, tout ce que vous voudrez. Ils n'en sont pas moins « cimentés » au pacte de Varsovie. Le système les tient à la gorge et cet étranglement garantit le seuil minimum. Le Kremlin n'est peut-être pas capable d'insuffler de l'enthousiasme aux armées des pays satellites pour la défense de l'URSS, mais une coopération tiède est suffisante...

U. : Si l'on s'en tient à l'exemple polonais, cela a même été démontré : les forces armées polonaises et plus spécialement celles du maintien de l'ordre, les Zomos, n'ont pas hésité à user de la force contre leurs frères et sœurs. Elles hésiteraient moins encore à braquer leurs armes sur des Allemands !

Z. : Très juste.

U. : Au regard de l'histoire, tout semble suggérer que, dans une situation de crise proche de la guerre, l'alliance occidentale s'efforcerait d'amener l'Europe de l'Est à affaiblir la puissance militaire de l'URSS, non pas au stade avancé de la désintégration soviétique, mais d'entrée de jeu. Pensez-vous que l'on pourrait y parvenir en promettant, par exemple, aux Roumains ou aux Hongrois que les premiers à se tourner contre l'Union soviétique jouiraient d'un droit de préemption sur certains territoires faisant l'objet d'une contestation ?

Z. : Non : tous les Européens de l'Est devraient attendre que le destin de l'empire soviétique soit scellé, ou en passe de l'être, pour avancer leurs revendications. Jusqu'à cette échéance, aucune propagande ne peut se montrer efficace.

U. : Examinons maintenant les possibilités d'affaiblir le système soviétique par des voies pacifiques. Comme chacun sait, le Kremlin participe considérablement au soutien des mouvements occidentaux dits pacifistes, même s'il n'en a pas été le promoteur.

Z. : Oui, tout bien considéré, le mouvement « paci-

fiste » est une arme soviétique, de quelque manière détournée que les Soviétiques la manipulent et quelle que soit l'authentique bonne foi animant les pacifistes occidentaux.

U. : Pourquoi affirmez-vous aussi catégoriquement qu'il s'agit d'une « arme soviétique » ?

Z. : Parce que c'est un bon terrain de manœuvres pour lancer et diriger des manifestations de masses. Une fois le mécanisme mis en place et les gens entraînés à protester pour telle chose, il ne reste plus qu'à les utiliser pour telle autre. Le système soviétique procède par cellules et cadres interposés. Le Kremlin est parfaitement conscient de la nécessité de créer un réseau de base constitué de gens au profil identique et qui peuvent être utilisés pour mener à bien les objectifs soviétiques. Le mouvement pacifiste remplit très bien ce rôle. C'est un cheval de Troie contre lequel les démocraties occidentales ne peuvent pas grand-chose : on n'est pas plus contre la « paix » que contre la maternité...

U. : Ne pensez-vous pas que nous pourrions exporter,



ou réexporter, cette obsession de propagation de la « paix » vers l'Union soviétique et sa clientèle des Etats d'Europe orientale ? Ne pourrions-nous dire aux Ukrainiens, par exemple, que le déploiement d'un si grand nombre de missiles russes sur leur territoire ne garantirait en rien leur survie en cas de conflit nucléaire — exactement comme le disent les maréchaux soviétiques aux Allemands de l'Ouest ? Pouvez-vous concevoir des « marcheurs de la paix » ukrainiens, défilant dans les rues de Kiev sous des banderoles proclamant : « Les mères d'Ukraine ne laisseront pas leurs fils mourir pour la guerre d'Andropov ! », ou bien « Le KGB truque les chiffres pour grossir l'arsenal nucléaire américain ! », ou autres slogans du même tonneau ?

Z. : C'est strictement impossible. Vous devez comprendre qu'aucune force interne ne peut être assez influente pour refréner l'idée fixe de puissance militaire qui ne quitte pas le Kremlin. Si l'économie soviétique en avait les moyens, les maréchaux empileraient chars de combat et canons automoteurs jusque dans la moindre grange de paysan ! Pour un régime encore mal assuré de sa légitimité, tant à l'intérieur du pays que devant le monde libre, maximiser la puissance militaire à tout prix constitue un acte de foi. Des protestations intestines (si elles étaient envisageables dans le contexte soviétique) n'auraient pas le moindre effet. La puissance soviétique et la conviction intime de la réalité de cette puissance ne peuvent être endiguées que par une puissance en contre-poids, de

force égale sinon supérieure. Si les Soviétiques entrant en Afghanistan s'étaient heurtés à la résistance des Occidentaux, cela, en effet, aurait pu arrêter l'expansion soviétique. Mais des marches pour la paix...

J'ai bien dit « si les manifestations d'opposition interne étaient envisageables ». En réalité, elles ne le sont pas. Vous ne semblez pas capable de comprendre à quel point la société soviétique est faite de passivité et d'embrigadement. Si le gouvernement ordonne aux gens de défilier pour la « paix », ils descendront dans la rue avec les banderoles adéquates et ils défilent pour la paix. Mais si le gouvernement soviétique décide d'une manifestation en faveur de la guerre, les mêmes personnes se mobiliseront et défilent pour la guerre... Les gens, chez nous, sont résignés. Ils sont indifférents. Ils ne croient pas détenir une volonté qui leur soit propre, ou qu'ils pourraient la faire valoir s'ils en avaient une.

U. : Etant donné le sentiment profond qu'ont les Ukrainiens de leur identité nationale particulière et de leur citoyenneté de deuxième rang sous la domination russe (comme bon nombre d'entre eux le voient), ne pourrions-nous leur faire chuchoter ceci à l'oreille par nos services d'information : « Vous encourriez un très grand danger si une guerre nucléaire venait à éclater, avec tous ces missiles russes déployés sur votre territoire : faites la preuve de votre esprit d'indépendance nationale en exigeant le retrait des fusées étrangères, et sauvez vos vies » ?

Z. : Dire ce genre de choses n'aurait aucun sens et serait parfaitement oiseux.

U. : Et pourquoi donc ?

Z. : Parce que vous devez vous mettre dans la peau de l'Ukrainien typique ? La toute première réaction peut très bien s'avérer positive, il peut tout à fait répondre : « Ah oui, nous devons nous débarrasser de ces fusées. » Et puis, au bout d'un moment de réflexion, il s'apercevra que c'est sans espoir : il fait partie d'un groupe russe sur son lieu de travail comme dans son quartier ; s'il sort du rang, il perdra son travail et se verra disqualifié pour tout autre emploi : son dossier portera le sceau noir de l'infamie, s'il a la chance de ne pas se retrouver en prison. En revanche, s'il se conforme aux ordres venus d'en-haut, s'il manifeste comme on le lui demande pour la paix comme pour la guerre, on le laissera tranquille (pour autant qu'on soit laissé tranquille dans un système totalitaire...).

U. : Vous brossez le tableau d'une tyrannie sans la moindre faille, où toute contestation individuelle est non seulement impossible mais inconcevable. On en vient à se demander comment les mouvements réformistes est-allemands, tchèques, hongrois ou polonais ont jamais pu voir le jour...

Z. : Il s'agit là de tout autre chose. Mais laissez-moi poursuivre à propos des Ukrainiens. Il est de fait que les Ukrainiens sont parfaitement au courant du déploiement de missiles sur leur territoire et qu'ils sont conscients du danger que cela représente. Or, comment sont-ils au courant ? Parce que les Ukrainiens sont de grands marcheurs et que vous ne pouvez partir en randonnée sans tomber nez à nez avec ces missiles, où que vous alliez. Et puis nous avons tous quelqu'un dans l'Armée Rouge : quand nos soldats reviennent en permission, ils nous racontent où et comment cet armement est déployé et à quels objectifs il est assigné. Alors, si dans votre propagande vous avertissez les Ukrainiens qu'ils sont constamment sous la menace, du fait de la présence de tous ces missiles sur leur sol, vous ne leur dites rien de plus qu'ils n'aient appris par eux-mêmes depuis longtemps déjà.

Et ce n'est pas la fin de l'histoire. La plupart des Ukrainiens, tout en reconnaissant le danger, vous diront sans reprendre haleine : « Ah mais, c'est que nous devons nous protéger du chantage nucléaire exercé par les Américains, les Britanniques ou les Français. Sans ces missiles, les Américains pourraient bien nous détruire... ».

U. : En fait, cela revient à dire que les Ukrainiens versent un peu dans la schizophrénie : une moitié de leur esprit est anti-russe et l'autre gobe la propagande soviétique ?

Z. : Non, ce n'est pas cela. Comme tous les Soviétiques, les Ukrainiens sont très habiles en matière d'adaptation sociale. Dans un système totalitaire, rationaliser est la condition de survie psychologique

Alors les Ukrainiens rationalisent ce qu'ils savent bien ne pouvoir changer en aucun cas, et ils disent : « Certes, nous nous sentions autrement plus à l'aise sans ces missiles russes — mais il faut bien que nous fassions quelque chose contre la menace américaine. »

Et cette rationalisation sert de bouée psychologique. Que pouvez-vous vous raconter à vous-même et à votre famille quand on ne trouve plus un morceau de viande dans les boutiques ? On ne peut s'en prendre au système en général ou au gouvernement : ils sont ce qu'ils sont, on ne peut pas discuter avec eux et autant s'en prendre à Dieu ou à la nature humaine... Par conséquent, vous justifiez la situation du point de vue de l'idéologie soviétique : vous attribuez la pénurie de viande à ces ingrats de Polonais ou de Tchèques, qui s'acquittent de tous les sacrifices que vous avez faits pour eux pendant la guerre par un oubli scandaleux : ou bien vous en rendez responsables les Américains et leurs menaces nucléaires, qui obligent le gouvernement soviétique à accumuler des réserves de nourriture en prévision des mauvais jours...

U. : Encore une fois, nous touchons là à ce qui fait la différence essentielle entre votre attitude et la nôtre, en Occident. Vous dites du système soviétique et du gouvernement qu'ils « sont ce qu'ils sont », comme s'ils avaient été imposés aux Soviétiques par quelque force abstraite qu'aucune action humaine ne peut transformer. En Occident, nous ne croyons pas que les systèmes politiques viennent à exister et puissent survivre sous le seul effet de conditions irrésistibles. Nous pensons — et je pense personnellement — que le système soviétique se maintient en vie parce que les Soviétiques le tolèrent ; s'ils le tolèrent, ils doivent assumer une part de responsabilité quant à leurs propres malheurs et aux malheurs que ce système inflige à d'autres qu'eux.

Z. : La vérité est que les historiens occidentaux ne peuvent tout simplement pas saisir la mentalité soviétique. Ils semblent croire que les catégories qui s'appliquent au contexte occidental conviennent tout autant aux conditions qui prévalent dans la société soviétique. Ils s'imaginent que les notions de « vérité », de « liberté », de « démocratie », de « dignité humaine » ou de « droit des personnes » sont empreintes du même caractère impératif, provoquent les



Engels selon laquelle la liberté serait une « nécessité comprise » semble sous-tendre une bonne part de ce que vous m'avez exposé au cours de cet entretien. S'il existe une seule conception que le monde libre rejette et doit rejeter sous peine de trahir son essence-même,

c'est bien ce déni léniniste de la liberté de l'homme — au nom de la liberté de l'homme.

Pour ma part, je suis suffisamment optimiste en ce qui concerne l'histoire pour croire que l'Homme soviétique est un phénomène provisoire, que la quête de la liberté est une exigence si primordiale de toute vie humaine qu'elle survivra envers et contre tout, y compris là où l'apprentissage de la liberté est interdit, là où ses manifestations au grand jour sont réduites à néant. Mais cela nous entraînerait dans un autre débat. Je vous remercie de votre collaboration.

NOTES

(1) Zinoviev écrit, dans *Homo sovieticus* : « Je tiens le pari et je suis prêt par pure curiosité intellectuelle à bâtir avec un petit groupe d'assistants qualifiés une théorie capable de prédire les actions importantes des dirigeants soviétiques, l'évolution de la société soviétique pour les prochains dix-vingt ans et à mettre sur pied un modèle électronique de l'Union soviétique, permettant d'appliquer cette théorie générale à des faits concrets. » (pp. 231-232) (NDT).

(2) Le maréchal Nikolai Vassilievitch Ogarkov, chef d'état-major général de l'Armée Rouge, a été démis de ses fonctions le 6 septembre dernier. Ogarkov demandait implicitement une rationalisation d'ensemble du système économique pour pouvoir remporter la compétition avec les Etats-Unis. En affirmant que la guerre moderne se gagne dans les usines et les laboratoires, il critiquait durement l'appareil militaire-industriel soviétique. Il s'est exprimé à plusieurs reprises, notamment dans un article de *Kommunist* en juillet 1981, dans une brochure parue en 1982, et dans une interview publiée en mai dernier par la *Krasnaïa Zvezda* (l'Etoile rouge, quotidien des forces armées). (NDT)

(3) Vera Zassoulitch : militante russe née en 1849 ou 1851 et décédée en 1919. Elle participa d'abord au mouvement populiste, puis à l'organisation et à l'activité du groupe marxiste « Libération du travail » fondé par Plekhanov. Rédactrice de l'*Iskra* (l'Étincelle, fondée en 1900 par Lénine), elle se rallia au menchévisme (1903) et désapprouva la révolution socialiste d'octobre 1917. (NDT)

ESPRIT

TERRORISMES

Changer la culture
et la politique

19, RUE JACOB, 75006 PARIS — TEL. 033 25 45



par N. Benjelloun-Ollivier, J.M. Besnier, G. Chaland, J.L. Domenach, M. Gauchet, J.Y. Guérin, P. Hassner, P. Hazeb, A.H. Ibrahim, R. Kemp, G. Kapel, A. Kloury, Z. Ladi, S. Lem, M. Marion, G. Michaud, O. Mongin, Ph. Raynaud, O. Roy, M. Sabbah, A. Santos, W. Shawcross, P. Thibaud, S. Vaner, J. Vanhouck, M. Wieworka, G. Zaid

10-11 M 1667 Oct nov 1984
Etranger 70 F France 68 F

Abonnement
Pays
France
Etranger

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

1 an
6 mois
3 mois

Balland

PIERRE ASSOLINE
GASTON
GALLIMARD

Un demi-siècle
d'édition française



450 pages
154 x 235
95 F

A travers la vie du fondateur de la prestigieuse maison de la rue Sébastien-Bottin, c'est un demi-siècle d'édition française raconté avec des anecdotes, des informations, des révélations recueillies auprès des témoins et dans des archives inédites.

Par Pierre Assoline, journaliste, auteur en 1983 d'un *Monsieur Dumas* qui fit couler beaucoup d'encre.

Avant d'aborder ce problème inconcevable, il faudrait réintroduire dans les consciences les événements du 6 août 1945.

Il y a deux ans, on m'a montré la maquette d'un ouvrage à la Foire du Livre de Francfort. L'éditeur m'a posé une question au sujet du format. J'y ai jeté un coup d'œil et j'ai donné une réponse. Il y a trois mois, la poste m'a livré un exemplaire. Je l'ai posé sur mon bureau sans l'ouvrir.

Parfois, mon regard se posait sur le titre et sur la couverture, mais lire ce livre ne m'attirait pas et ne me semblait pas urgent, car je pensais déjà savoir ce que j'y trouverais. Ne me souvenais-je pas clairement du jour — j'étais alors dans l'armée à Belfast — où nous avons appris la nouvelle qu'une bombe A était tombée sur Hiroshima ? Et au cours de combien de réunions pour le désarmement atomique n'avions-nous pas évoqué la signification de cette bombe ?

Puis, un matin de la semaine dernière, j'ai reçu une lettre d'Amérique, qui accompagnait un article écrit par une amie, docteur en philosophie et marxiste. C'est une femme sensible et très généreuse. L'article parlait de la possibilité d'une troisième guerre mondiale. A ma grande surprise, à l'égard de l'Union soviétique, mon amie prenait une position très proche de celle de Reagan. Et, pour conclure, elle évoquait l'échelle probable des destructions que provoqueraient les armes nucléaires, puis se félicitait des possibilités positives que cela offrirait à la révolution socialiste aux Etats-Unis.

Ce même matin, j'ai ouvert et lu le livre posé sur mon bureau, intitulé *Le Feu inoubliable*.

Le livre est un album de dessins et de peintures de gens qui se trouvaient à Hiroshima au moment où la bombe fut lâchée. Il y aura bientôt quarante ans. Souvent les images sont accompagnées d'un texte qui explique ce qu'elles représentent. Aucun des artistes n'est un professionnel.

En 1974, un vieil homme était entré au centre de la télévision d'Hiroshima pour montrer, à qui voulait bien le regarder, un tableau qu'il avait peint ; son titre était : « Vers seize heures, le 6 août 1945, à proximité du pont Yurozuyo. » A la suite de cette visite, on eut l'idée de lancer un appel télévisé aux autres survivants pour leur demander de peindre ou de dessiner leurs souvenirs de ce même jour. Près de mille tableaux ont été reçus, ils sont exposés. Le texte de l'appel était : « Laissons à la postérité des images de la bombe atomique peintes par des citoyens. »

Certes, je ne puis examiner ces tableaux avec l'œil du critique d'art. On ne fait pas l'analyse musicale d'un hurlement. Mais, après les avoir regardés plusieurs fois, ce qui n'était qu'une impression devint une certitude. J'avais vu les images de l'enfer.

Ce n'est pas une hyperbole. Il y a une grande affinité entre les œuvres de ces femmes et de ces hommes qui n'ont jamais rien peint depuis leur départ de l'école, qui, en majorité, n'ont jamais voyagé hors du Japon, entre ces souvenirs fixés sur la toile pour les exorciser, et les nombreuses représentations de l'enfer dans l'art européen du Moyen Age.

Cette affinité est à la fois stylistique et essentielle : l'essentiel découle des situations représentées, de l'ampleur de la multiplication de la douleur, de l'absence de secours, d'aide ou de pitié, de l'égalité dans la misère et de la disparition du temps.

« J'ai soixante-huit ans. Je vivais à Midorimachi le jour où la bombe a explosé. Vers neuf heures du matin, j'ai regardé par la fenêtre et j'ai vu plusieurs femmes avancer dans la rue en direction de l'hôpital régional d'Hiroshima. Je me suis aperçu pour la première fois que, si les gens ont très peur, leurs cheveux se dressent réellement sur leur tête. Les cheveux de ces femmes se dressaient réellement sur leur tête ; la peau de leurs bras avait pelé. Je crois qu'elles avaient une trentaine d'années. »

De temps en temps, le récit sobre d'un témoin oculaire rappelle les surprises et les horreurs des vers de Dante dans *l'Enfer*. La température au centre de la boule de feu d'Hiroshima était de 300 000 degrés cen-

John Berger

tigrades. En japonais, on appelle les survivants d'Hiroshima « ceux qui ont vu l'enfer. »

« Soudain, un homme entièrement nu est venu vers moi et m'a dit, la voix tremblante : « Aidez-moi, s'il vous plaît ! ». Couvert de brûlures et gonflé, il souffrait des effets de l'explosion de la bombe A. C'était mon voisin, mais je ne l'ai pas reconnu, je lui ai demandé qui il était. Il m'a répondu qu'il était Sasaki, le fils d'Ennosuke Sasaki qui possédait une menuiserie à Funairi. Ce matin-là, il avait effectué un service volontaire, il avait évacué des maisons près du bureau préfectoral de Kato. Tout son corps avait été noirci par le feu. Il voulait retourner chez lui à Funairi. Il avait l'air misérable et endolori ; nu, il traînait derrière lui des

HIROSHIMA

morceaux de ses guêtres. De ses cheveux, il ne restait que ceux couverts par son képi militaire, il semblait avoir un bol sur la tête. Quand je l'ai touché, des lambeaux de sa peau brûlée se sont détachés. Je n'ai su quoi faire, alors j'ai demandé à un automobiliste de le conduire à l'hôpital d'Eba. »

Cette évocation de l'enfer ne permet-elle pas d'oublier plus facilement qu'il s'agit de scènes vécues ? L'enfer n'a-t-il pas un côté irréel qui rassure ? Toute l'histoire du vingtième siècle prouve le contraire.

En Europe, on a suscité très systématiquement les conditions de l'enfer. Il n'est pas nécessaire d'énumérer les noms des sites. Ni de répéter le but des organisateurs : nous les connaissons et nous avons

préféré les oublier.

Nous trouvons ridicule et révoltant que l'on ait arraché de l'histoire officielle

la plupart des pages concernant Trotski par exemple. Or, de notre histoire, on a arraché les pages concernant les effets des deux bombes atomiques lancées sur le Japon.

Naturellement les faits eux-mêmes figurent dans les manuels. Sans doute les étudiants apprennent-ils leurs dates. Mais ce que signifient ces faits — à l'origine, leur signification était tellement claire, si monstrueusement évidente que tous les journalistes en furent bouleversés, que tous les politiciens se sentirent obligés de dire « jamais plus » (même s'ils poursuivaient des projets différents) — ce que ces faits signifient, on l'a occulté. Il s'est agi là d'un processus de suppression et d'élimination systématique, lent et méticuleux. La réalité politique a caché ce processus.

Entendons-nous bien, je n'emploie pas le mot « réalité » dans un sens ironique. Je ne suis pas naïf du point de vue politique. J'ai le plus grand respect pour la réalité politique, et je crois que l'innocence des idéalistes politiques est souvent dangereuse. Mais il faut se rendre compte que, dans le cas présent, en Occident — pour des raisons évidentes, ce processus n'a pas eu lieu au Japon ni, pour des raisons différentes, en Union soviétique — les réalités politiques et militaires ont éliminé une autre réalité.

La réalité éliminée est à la fois physique et morale :

« Le pont Yokogawa sur la rivière Tenma, le 6 août 1945, huit heures trente du matin.

« Les gens criaient, gémissaient et couraient vers la ville. Je ne savais pourquoi. Des machines à vapeur brûlaient dans la gare de Yokogawa.

« La peau d'une vache était attachée à un fil télégraphique.

« La peau de la hanche d'une fillette pendait.

« Mon bébé est mort, n'est-ce pas ? »

Des discussions politiques et militaires se sont déroulées au sujet de la prévention, du système de défense, de l'équilibre des forces, des armes nucléaires tactiques, et — pathétiquement — de ce que l'on appelle la défense civile. Tout mouvement pour le désarmement nucléaire doit débattre de ces considérations et contester leur fausse interprétation. Les perdre de vue conduirait à des conceptions aussi apocalyptiques que celle de la Bombe et de certaines utopies. (La construction des enfers sur la terre était accompagnée en Europe par des projets de paradis terrestres).

Ce qu'il faut remettre en mémoire, réintroduire, divulguer et ne jamais laisser tomber dans l'oubli, c'est l'autre réalité occultée, à laquelle la plupart des mass media ferment leur canaux.

La télévision japonaise a montré ces tableaux. Peut-on imaginer la BBC passant ces images sur la première chaîne à une heure de grande écoute ? Et cela sans faire allusion à des réalités « politiques » et « militaires », simplement sous le titre : « Ce qui est arrivé le 6 août 1945. » Je défie la BBC de le faire.

Bien sûr, ce qui est arrivé ce jour-là n'était ni le début ni la fin de l'action. On avait projeté l'éventuelle décision finale de lancer deux bombes sur le Japon des mois et des années plus tôt. Oui, le monde fut bouleversé et surpris par la bombe lancée sur Hiroshima, mais il faut insister sur le fait qu'il ne s'agissait ni d'une faute de calcul, ni d'une erreur, ni de la conséquence (cela peut advenir en temps de guerre) d'une situation qui se détériore tellement vite qu'elle échappe à tout contrôle. Ce qui est arrivé a été prévu consciencieusement et avec précision. De petites scènes de ce genre ont fait partie du scénario :

« J'ai traversé le pont Hihiyama le 7 août vers quinze heures. Une femme, qui semblait enceinte, gisait par terre, elle était morte. Une fillette d'environ trois ans lui apportait de l'eau dans un bidon qu'elle avait trouvé. Elle essayait de faire boire sa mère. Dès que je vis cette misérable scène, j'enlaçai la pauvre petite et je pleurai avec elle et je lui ai dit la vérité. »

Il y a eu des préparatifs. Et il y a eu des suites : des agonies interminables, des maladies dues aux radiations, beaucoup de maladies mortelles qui se sont développées plus tard à cause des effets de la bombe, et des incidents génétiques fatals pour les générations à naître.

Je renonce à citer des statistiques, à énumérer les

centaines de milliers de morts, de blessés, d'enfants atteints de malformations.

Comme je ne préciserai pas combien la taille des bombes atomiques lancées sur le Japon était relativement « petite ». Ce genre de statistiques a tendance à distraire. Nous nous occupons des chiffres au lieu de la souffrance. Nous calculons au lieu de juger. Nous comparons au lieu de refuser.

De nos jours, on peut éveiller l'indignation populaire ou la colère si on parle de la menace ou de l'immoralité du terrorisme. En fait, cela semble occuper le centre du discours de la nouvelle politique étrangère américaine, (« Moscou est la base internationale du terrorisme ») et de la politique britannique à l'égard de l'Irlande. Les gens sont surtout choqués par les actions terroristes parce qu'il s'agit souvent de cibles innocentes et fortuites — une foule dans une gare, des gens qui attendent l'autobus pour rentrer après le travail. Les victimes sont choisies sans discrimination, dans l'espoir d'influencer ainsi les décisions politiques de leur gouvernement.

Lancer deux bombes sur le Japon était une action terroriste.

Le calcul relève du terrorisme. L'absence de discrimination relève du terrorisme. Les petits groupes de terroristes qui opèrent de nos jours sont, en comparaison, des meurtriers humanitaires.

Il faut faire une autre comparaison. Les groupes terroristes actuels représentent en général de petites nations ou communautés qui luttent contre de grandes puissances en position de force. En revanche, l'action à Hiroshima fut commise par la plus puissante alliance du monde contre un ennemi qui était déjà prêt à négocier et qui admettait sa défaite.

Appliquer l'épithète *terroriste* aux bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki est logiquement justifiable, et je le fais parce que cela peut faciliter la réintroduction de l'acte dans la conscience collective. Mais le mot en soi ne change rien.

Le témoignage de première main des victimes, la lecture des pages que l'on avait arrachées, provoquent l'indignation. Cette indignation a deux facettes : un sentiment d'horreur et de pitié à l'égard de ce qui est arrivé ; un sentiment d'autodéfense qui se manifeste par « cela ne doit plus jamais arriver (ici) ». Pour certains, le mot « ici » est entre parenthèses, pour d'autres, il ne l'est pas.

Notre horreur, la réaction que l'on a essayé de supprimer, nous obligent à comprendre la réalité de ce qui est arrivé. La seconde réaction nous éloigne malheureusement de cette réalité. Bien qu'il s'agisse d'une déclaration directe, celle-ci nous conduit dans les labyrinthes de la politique de défense, des arguments militaires et des stratégies globales, finalement à l'absurdité commerciale sordide que représentent les abris atomiques privés.

Le sentiment d'indignation a deux facettes parce que l'on a abandonné le concept du Mal. Toutes les civilisations, sauf la nôtre dernièrement, ont véhiculé un tel concept.

Les variations des bases religieuses ou philosophiques ne comptent pas. Le concept du Mal implique une force ou des forces contre lesquelles il faut continuellement lutter pour qu'elles ne triomphent pas sur la vie

et la détruisent. L'un des premiers textes écrits en Mésopotamie, 1 500 ans avant Homère, évoque cette lutte qui était la première condition de la vie humaine. Dans l'opinion publique d'aujourd'hui, le concept du Mal se réduit à un petit mot en faveur d'un point de vue ou d'une hypothèse (avortement, terrorisme, ayatollah).

Personne ne peut envisager la réalité du 6 août 1945 sans être forcé d'admettre que l'on avait commis le Mal. Ce n'est pas une question d'opinion ou d'interprétation, il s'agit là d'un fait.

Le souvenir de ce fait ne devrait jamais nous quitter. Des milliers d'habitants d'Hiroshima ont commencé à dessiner sur leurs petits bouts de papier pour cette raison. Nous devrions montrer leurs dessins partout. Ces images terribles peuvent susciter une énergie qui s'opposera au Mal et luttera éternellement contre lui.

Une leçon peut en être tirée : dans un certain sens, mon amie des Etats-Unis est innocente. Elle envisage un holocauste nucléaire sans voir sa réalité. Cette réalité englobe non seulement ses victimes, mais aussi ses auteurs et ceux qui les soutiennent. Depuis des temps immémoriaux, le Mal a souvent porté le masque de l'innocence. L'une des attitudes typiques du Mal est de regarder au-delà de ce qui est devant les yeux (avec indifférence).

« Le 9 août : il y avait un petit garçon de quatre ou de cinq ans sur le talus gauche d'un terrain militaire. Il était noirci par le feu ; couché sur le dos, il tendait ses bras vers le ciel ».

C'est seulement si l'on regarde au-delà ou ailleurs qu'on peut penser qu'un tel Mal était relatif, donc dans certaines circonstances, justifiable. En réalité — dans la réalité dont témoignent les survivants et les morts — il ne pourra jamais être justifié.

BERGER, John
MOHR, Jean

Le Septième Homme.
Livre d'images et de
textes sur les
travailleurs
immigrés en Europe.
Découverte/Maspero
(Voix), 1976, 256 p.
Une Autre façon
de raconter.
Découverte/Maspero
(Voix), 1981, 304 p.

INTERFÉRENCES

33, rue Linné PARIS V^e (Place Jussieu)
Tél. 707.70.06

Littérature - Sciences Humaines - Politique
Ouvrages scientifiques - Livres d'enfants
DISQUES

11 GALERIE DES PRINCES (Galerie Royale St Hubert)
1000 BRUXELLES — Tél. 02-512.88.57 - 511.57.6a



cinéma

QUATRE-VINGT-QUATRE

- ★ Toute l'actualité du cinéma
 - ★ Ses grands entretiens
 - ★ Ses « dossiers-auteurs »
 - ★ Ses rubriques spécialisées
- ... en kiosque
dès le 1^{er} du mois

★

en supplément

cinétéle

huit pages en couleurs
Tous les films du mois à la télé

spécimen sur demande 48 r. du Fd Poissonnière Paris 9^e

LIVRES
BANDES DESSINEES
REVUES
DISQUES
ESPACE ITALIEN

10, rue du Roi de Sicile,
métro St. Paul, Paris 4 tél. 277.32.40
ouvert du mardi au dimanche
12-22h

BABEL

BOMBARDEMENT

Jürgen **OU** Fuchs

DIALOGUE

Pour nous parler de la paix et du pacifisme, je voudrais d'abord préciser un point : à dix-huit ans, je suis devenu soldat de « l'armée populaire nationale », une armée permanente dont les sous-officiers m'ont appris à saluer les supérieurs, à faire un lit au carré, à ramper dans la boue, à tirer sur des silhouettes de carton et à protéger de mon corps les Kalachnikov quand une explosion nucléaire est annoncée à l'avant ou à l'arrière. J'ai très vite découvert la cruauté bête et banale de la caserne. Sans aller jusqu'à l'objection de conscience. J'avais pourtant lu Böll et Borchert. Je connaissais la phrase prononcée, après la seconde guerre mondiale, par quelqu'un qui, en tant que soldat, avait fait l'expérience de l'horreur et qui faillit être fusillé pour avoir dit : « Jamais plus nous ne nous mettrons en rang au coup de sifflet ». Je connaissais cette phrase, je l'approuvais, de même que la chanson interdite de Wolf Biermann : « Soldat, soldat gris, dans la norme / Soldat, soldat en uniforme / Les soldats se ressemblent tous / Qu'ils soient vivants ou morts. » Je connaissais tout cela et pourtant je n'eus pas le courage de dire non lorsque je fus appelé, lorsque ce fut le tour des jeunes gens de mon âge.

Inutile de préciser que, dans ces Etats dits « socialistes » par leurs dirigeants, il existe peu de possibilités d'échapper à l'armée. Il faut prendre de gros risques, accepter les discriminations professionnelles et la prison. On peut aussi y laisser sa vie quand il s'agit d'apporter une « aide fraternelle » et qu'on refuse justement d'exécuter les ordres. Je ne parlerai même pas des promesses que l'on fait ni des possibilités de carrière qui s'ouvrent à celui qui devient par exemple officier, « pour assurer la paix ». Nous, nous trouvions déjà courageux de ne faire que le service obligatoire, sans signer d'autre engagement.

A la caserne, j'ai appris à connaître l'Etat. Il voulait exercer sur moi un pouvoir absolu. Après les premières semaines d'humiliation et de soumission, j'ai pris la décision d'être acteur et témoin, un « observateur actif » qui plus tard écrirait ce qu'il avait vécu. C'est ce que j'ai fait, dans une prose concise et réaliste, et je me suis retrouvé en prison, puis à l'Ouest. On me reprochait d'avoir « diffamé l'Etat socialiste et son armée ». Je me suis défendu, j'ai dit que je n'avais écrit que la vérité et que c'était mon devoir d'écrivain. Ils ont ri et ouvert leurs dossiers. Plus tard, les commissaires à l'instruction ont essayé autre chose : « Vous êtes bien pour la paix, vous aussi, non ? Alors nous devons pouvoir trouver un langage commun. La paix constitue notre plus petit commun dénominateur... ».

Ce n'était pas vrai. Nous n'avons pas trouvé de langage commun. Pourquoi ? Il fallait d'abord qu'une guerre se termine, qu'une géole s'ouvre. C'était la condition nécessaire, le minimum. Car même si un consensus minimal s'était négocié dans ces arrièrecours du pouvoir, ce n'aurait été qu'un compromis mensonger avec l'oppression et la trahison. Car, quoi que puisse être la paix, elle ne se traîne pas à genoux et

ne porte pas de menottes. Celui qui brandit un pistolet ou un fusil, qui veut effrayer les autres à coup de billets de banque ou de licenciements, n'est pas quelqu'un avec qui l'on puisse faire la paix. Sauf s'il dépose ses armes et ouvre les portes des cellules. Une « petite libéralisation », c'est déjà beaucoup, un début de dialogue. Naturellement, il est important que les discussions aient lieu dans une atmosphère « aussi détendue que possible ». Que les hommes se comportent de façon civilisée quand ils sont ensemble, sans que personne ait à

crier « Silence ! ». Dans ces conditions, qui ne serait pas pour la coexistence pacifique ? Mais en même temps nous savons bien qu'il n'y a pas de coexistence possible avec le mensonge et l'injustice si nous ne voulons pas en devenir les complices. Nous vivons tous dans cette tension. Et d'un autre côté nous connaissons aussi la tentation de la parole radicale, de la position extrême, qui veut forcer la décision, ici et maintenant.

Nous, justement, qui avons une petite expérience du rôle de la victime, qui connaissons bien ce silence qui s'installe au moment où la porte vient de se refermer, il faut nous garder de vouloir influencer sur le cours des choses avec trop d'impatience. J'ai personnellement été impressionné par la souveraineté tolérante avec

ВСЁ ДЛЯ ФРОНТА!



ДАДИМ КРАСНОЙ АРМИИ БОЛЬШЕ
ТАНКОВ, САМОЛЕТОВ, ОРУДИЙ, ПУЛЕМЕТОВ,
ВИНТОВОК, СНАРЯДОВ, ПАТРОНОВ!

laquelle les leaders des grévistes polonais menaient les négociations. Ils savaient qu'aucune des deux parties — pas même le gouvernement — ne pouvait envisager d'éliminer l'autre sans commettre un acte grave. Aussi ont-ils parlé en hommes responsables, sans perdre leur sang-froid. Même la trahison de Jaruzelski n'y change rien, on verra bien qui tient le plus longtemps.

Je me rappelle à ce propos la phrase chrétienne : « Tu as le droit de vivre », qui n'est pas prononcée par le bourreau mais par celui qui ne veut pas le devenir.

L'EQUILIBRE DES FORCES

Milan Šimečka

C'est en début d'après-midi qu'ils ont sonné à notre porte. Nous avions déjà eu le temps de faire la vaisselle et justement nous étions en train de nous dire qu'il allait falloir racher un fer à repasser, car le vieux s'était cassé lorsque ma femme l'avait laissé tomber.

J'ai ouvert la porte toute grande. Sur le palier quatre hommes en combinaisons jaunes. Jamais je n'avais rien vu de pareil. Des tenues futuristes, propres, bien ajustées et même repassées de frais. Sur le moment, j'ai cru que les hommes jaunes étaient des employés du service des immeubles et qu'ils étaient venus changer nos éléments de cuisine qui étaient déjà pourris. Mais j'ai tout de suite compris que je m'étais trompé : ces

quatre hommes silencieux étaient sous le commandement d'un officier. Celui-ci avança vers moi et me demanda si je m'appelais bien comme je m'appelle. Lorsque j'eus confirmé, il sourit aimablement et me dit : « Dans ce cas, vous me permettrez certainement d'entrer. »

Sans attendre la réponse, il fit signe à ses hommes. Avec des mouvements experts et habiles, ceux-ci se tournèrent vers la porte de l'ascenseur dont ils tirèrent une caisse élégante et étroite, haute de deux mètres environ. Ils durent l'incliner pour la faire passer dans la porte d'entrée. L'officier s'empressa de refermer cette porte derrière eux et dit, comme pour s'excuser : « Nous devons agir vite, à cause du secret, vous comprenez ? »

Tout se passa avec tant de naturel et de courtoisie que je ne songai pas même à protester. Soudain, ma femme fut à mes côtés, regardant d'un air noir les brodequins

AU DESSUS DU MUR

Peter Schneider

Dans la ville où je vis se déroule chaque soir un étrange spectacle. Entre 19 et 20 heures deux messieurs d'âge moyen apparaissent à bref intervalle devant la carte du monde et présentent les informations. L'un a à peine terminé et reposé ses feuilles avec une ébauche de sourire, qu'il suffit d'appuyer sur un bouton pour voir son collègue sur l'autre programme prendre les siennes.

La ressemblance entre les deux messieurs est frappante. Tous deux ont les cheveux courts et bien coiffés, tous deux montrent le même goût dans le choix de leur cravate et de leur veston, tous deux inscrivent la même sollicitation dans le regard lorsqu'à la fin de leurs émissions ils annoncent leur prochaine apparition. L'impression d'avoir affaire à deux frères jumeaux qui ne se seraient pas rencontrés depuis longtemps se renforce encore lorsqu'on compare leur manière de parler. Tous deux font très attention de ne pas avaler la fin de leurs mots et s'il leur arrive de commettre un lapsus, tous deux le font si élégamment que le spectateur pense avoir mal entendu. Personne jamais ne les a vus ni tousser ni éternuer. Inutile de dire qu'ils parlent la même langue. Tous deux, cela ne fait aucun doute, ont bénéficié de la même bonne éducation à l'allemande qui, une fois de plus, démontre ici sa solidité face aux effets de tel ou tel ordre social.

C'est seulement lorsqu'on met le son pour les écouter vraiment que cette première impression s'avère superficielle. Les deux frères, pour autant qu'il s'agisse de frères, ne peuvent être que des frères ennemis. Leur but

principal semble être d'affirmer, soir après soir et point par point, le contraire de ce que l'autre vient de dire. Et l'on remarque autre chose encore : chacun d'eux semble préférer parler du pays de l'autre plutôt que du sien, et ce qu'ils ont à en dire est toujours négatif. Il est impensable que l'un annonce une bonne récolte dans le pays de l'autre : on ne parle de la récolte que si elle a été mauvaise. On ne parle du coût de la vie et des prix de l'autre pays que lorsqu'ils montent. Si l'un fait remarquer que le nombre de chômeurs dans l'autre pays approche à nouveau le million, le second démontre que les chômeurs dans son pays vivent toujours mieux que les non-chômeurs dans l'autre. Le plus étrange est que chacun d'eux fait comme si l'autre n'existait pas. Il voit uniquement la poutre dans l'œil du voisin.

Et pourtant leurs beaux yeux bleus semblent ne refléter que le plus pur amour de la vérité. Quoiqu'ils se contredisent constamment, leur dialogue est un monologue. C'est seulement lorsqu'on les met face à face par le truchement de deux téléviseurs que l'on s'aperçoit

combien ils ont besoin l'un de l'autre. Ils n'existent qu'en se démarquant l'un de l'autre et sans leur contradiction permanente ils n'auraient rien ou très peu à dire. Ils mènent ce double monologue depuis qu'il existe des informations télévisées et ne montrent toujours pas le moindre signe de fatigue ou de nervosité. Même lorsqu'ils annonceront le déclenchement d'une guerre qui sera causée par le pays adverse ces deux messieurs ne changeront pas le son de leur voix.

Pour un spectateur comme moi, ils ne communiquent au fond qu'une seule information : quelques années ont suffi pour instituer, au sein d'une nation qui, dans le passé, avait l'ambition d'imposer son identité — *das deutsche Wesen* — au monde entier, deux manières de percevoir la réalité qui se contredisent point par point et phrase par phrase. On ne saurait pourtant pas en déduire qu'il existe maintenant deux langues allemandes : ces deux messieurs parlent bien l'allemand, mais ils ne lisent en fait que des traductions plus ou moins libres de deux langues étrangères : le russe et l'américain. Et, effectivement, ils ne cessent de se reprocher réciproquement de n'être que les porte-parole de leurs tuteurs au lieu de devenir enfin eux-mêmes.

On ne dira pas forcément de ces deux messieurs qu'ils sont des intellectuels. Les phrases qu'ils prononcent, ils ne les ont visiblement pas écrites eux-mêmes, et ces phrases servent le pouvoir. Pour être plus précis : dans leur propre camp ils donnent surtout la parole au pouvoir, dans le camp adverse, surtout aux opprimés. En observant ces deux messieurs, un intellectuel comprend clairement ce qu'il ne veut pas devenir. Car une noble tradition veut que l'intellectuel vive dans un conflit insoluble avec le pouvoir. L'écrivain chinois Lu Hsun disait qu'on ne se débarrasserait jamais de ce conflit, pas même par une révolution. Avant chaque

jaunes des hommes en combinaison et les richelieus marrons de l'officier. Le matin même elle avait nettoyé les tapis de l'entrée avec un détergent spécial. L'officier s'aperçut de sa contrariété et réagit énergiquement :

« Déchaussez-vous, les gars ! Vous n'allez tout de même pas salir chez la dame. On n'est pas des chauffagistes, nous autres. » Donnant l'exemple, il se mit à défaire ses lacets. Puis, il ôta ses chaussures et se mit devant nous, désarmé, dans des chaussettes de nylon vertes. Ses hommes avaient eux aussi des chaussettes propres, neuves, en grosse laine jaune. Lorsque les cinq paires de chaussures furent rangées le long de la paroi de l'entrée, j'inspirai à fond pour avoir assez de souffle pour la longue phrase que j'avais, entre-temps, préparée. Mais l'officier lui aussi inspira à fond. Nous nous regardâmes et, chacun voulant poliment céder le pas à l'autre, nous expirâmes à nouveau. Sans nous laisser le temps d'une nouvelle tentative, l'officier me pria par les épaules et dit : « Venez vous asseoir, on va parler tranquillement, je vais tout vous expliquer. Vous, les gars, au travail ! » Tel un médecin ou un prêtre, il me conduisit dans le séjour et nous nous installâmes dans les fauteuils. De toute évidence, il était là comme chez lui. Ma femme s'assit sur le bord du canapé et à son expression je compris qu'elle ne s'attendait à rien qui vaille.

L'officier fixa son regard méditatif sur l'écran muet et aveugle de la télévision, puis il se mit à parler. Avec une telle aisance que je me dis que ce n'était pas la première fois qu'il présentait son explication. Voici à peu près ce qu'il m'a dit :

• Comprenez-moi, je suis soldat et je n'y vais pas par

quatre chemins. Le mieux, c'est de dire les choses carrément, ouvertement, pour que chacun comprenne. Philosophier à propos de tout et de rien ne mène nulle part. Ce que j'attends de vous, c'est que vous ne fassiez pas de difficultés. » Il me scruta attentivement, comme pour sonder quelles difficultés risquaient de dormir en mon sein. « Pour des raisons qu'il n'est pas besoin de vous expliquer en détail, à vous, un homme instruit qui lit la presse, vous êtes au courant de la situation, elle n'est pas rose, il a donc été décidé d'installer une fusée sur le balcon de votre appartement au 5^e étage. Il s'agit d'une fusée tactico-opérationnelle de moyenne portée munie d'une ogive nucléaire. »

Voilà qui était fait. L'officier poussa un soupir de soulagement, se cula confortablement dans le fauteuil pour observer notre réaction. Nous regardions devant nous, hébétés. De la chambre d'à côté, on entendait les hommes en combinaison jaune ahâner sous leur lourd fardeau. Cela me tira de ma stupeur et, comme toujours, je commençai par des propos gauches et absurdes. Je demandai à l'officier s'il pouvait justifier son action par un ordre écrit. Avec la supériorité d'un homme qui ne fait jamais rien sans un ordre écrit, il plongea la main dans sa poche et sortit un papier. C'était un ordre et il était sans appel.

Alors que j'avais les yeux rivés sur le papier, ma femme déclara d'une voix tremblante que l'installation de la fusée sur notre balcon était absolument inadmissible parce qu'en bas, tout près, à un jet de pierre, se trouvait



FUCHS, Jürgen

Souvenirs d'interrogatoires. Gallimard, 1978. Procès-verbal d'un duel. Flammarion, 1979. 232 p.

ŠIMEČKA, Milan

Le Rétablissement de l'ordre. Contribution à la typologie du socialisme réel. Découverte/Maspero, 1975. 216 p.

SCHNEIDER, Peter

Te voilà un ennemi de la constitution. Flammarion, 1976. 176 p. Lenz. Flammarion, 1978. 200 p. Le Couteau dans la tête. Hachette, 1979. 190 p. Le Sable aux soutiers de Baader. Hachette, 1980. Le Sauter du mur. Grasset, 1983. 192 p.



LA GUERRA
au Vingtième Siècle

A. Robida

Je ne dois pas oublier que les armes ne cessent de proliférer, que les fusées, face à face, se touchent déjà de leurs pointes, rien qu'au nom de la paix, et que depuis la fin de la seconde guerre mondiale plus de cent trente guerres ont eu lieu, qui ont fait environ trente millions de victimes.

Non, je ne veux pas dire par là qu'il faille se rendre. Je trouve criminel de dire : « Garantissons d'abord la paix : ensuite nous parlerons des droits de l'homme ». Qui dit paix doit vouloir dire en même temps survie physique et psychique. Car il existe des moments d'humiliation et de tourment qui sont vraiment « pires que la mort ». De plus, celui qui a les mains vides, qui est le dos au mur, qui est déjà « porté disparu », n'a pas besoin de renoncer d'abord à la bombe atomique : il n'en a pas. Mais son indignation doit s'accroître, et son courage de ne pas se laisser utiliser comme un instrument. D'échapper au rôle de la victime.

La recrue intimidée qui, sous la pression, exécute tous les ordres sans volonté propre doit se réveiller et réfléchir à ce qu'il est possible de faire. Ces soldats d'une unité spécialisée dans le maniement des fusées, qui aiment avant tout jouer à la belote et partir en congés, mais qui ajustent avec précision le tir des missiles pour qu'ils soient prêts à entrer en action, parce que tout de même, on est compétent techniquement... et puis parce que le service c'est une chose, et le schnaps une autre — comment peut-on obtenir de ces jeunes gens qu'ils réfléchissent à leurs responsabilités et à ce lieu commun selon lequel « l'ordre vient d'en haut et doit être exécuté » ? Parce que je connais la caserne, la vie quotidienne d'un soldat, je plaide, dans cette discussion peut-être politique et davantage philosophique, pour qu'on se préoccupe de cet aspect-là, avec sa psychologie et ses mécanismes.

Loués soient les désordres, la désobéissance, les permissions prolongées, les mauvais résultats aux exercices de tir — cela peut sauver des vies humaines. Le déserteur, le fuyard a ma sympathie, de même que

celui qui dévoile des « secrets indignes ». C'est de mon expérience de l'armée qu'est né mon refus de toutes les fadaïes militaires qui visent à écraser les autres. Appelons ça pacifisme, je n'ai pas peur du mot.

Dans son livre, André Glucksmann analyse le « mouvement pacifiste allemand ». Il se tourne, dans une intention polémique, vers ceux qui sont prêts à capituler devant les armes du Pacte de Varsovie. Qui subdivisent les armes atomiques en deux catégories : les mauvaises fusées américaines et les bonnes fusées soviétiques. Comme ces mots d'ordre de paix, en RDA, qui parlent de « faire la paix contre les armes de l'OTAN ». Tandis qu'on arrête dans la rue ceux qui

défilent avec leurs propres banderoles et crient : « Démilitarisons nos vies ! ». A cause d'une discipline de parti stalinienne ou d'une mode soi-disant de gauche (pas d'anticommunisme, s'il vous plaît !), ces militants pacifistes, idéologiquement borgnes, ont perdu le courage de voir la vérité. Cette vérité amère surtout, qui est que l'Etat soviétique, disposant d'armes d'extermination de masse, n'est ni pacifique, ni socialiste. Et que ses militaires agissent sans aucun contrôle de la population. Glucksmann tourne en dérision ces pacifistes sélectifs, prêts à « céder joyeusement devant la menace totalitaire comme si c'était une réalité attirante », ainsi que le disait si pertinemment Manès Sperber.

Non, nous ne pouvons pas céder devant le chantage de ceux qui détiennent tous les pouvoirs dans l'Etat et qui, de surcroît, se posent en bons apôtres d'un avenir radieux. Mais pourquoi André Glucksmann, dans son ouvrage de 400 pages, oublie-t-il de mentionner les autres ? Ceux qui, à Leipzig et à Iéna, se dressent contre le caporalisme prussien et la phraséologie mensongère du Parti ? Il parle des « Allemands ». Or, il y a la division de l'Allemagne, André Glucksmann, il y a cette zone militaire interdite, cernée par une « frontière d'Etat » qualifiée officiellement de « rempart antifasciste ». Côté ouest, on peut orner le Mur de graffiti, côté est il y a les chevaux de frise et la menace des mines.

Les jeunes de Leipzig et de Iéna, eux, ne peuvent pas sortir de leur pays, ils ne peuvent aller participer à des congrès en Europe occidentale. Ils n'ont pas la possibilité de dialoguer avec celui qu'on appelle « l'ennemi », ils subissent le sort de tous ceux qui vivent dans une société close. Est-ce pour cette raison qu'on ne parle pas d'eux quand on tient des discours philosophiques sur le « mouvement pacifiste alle-

un foyer pour enfants de moins de trois ans. Déjà qu'ils étaient bien à plaindre. Ce sont des enfants de mères célibataires ou divorcées ou de parents indignes, ils ont soif de contacts humains, lorsque nous passons à côté, ils se précipitent vers la clôture en babillant. Comme tous les enfants élevés dans ces grandes institutions, ils ont toujours le rhume et les puéricultrices ne se donnent pas la peine de les moucher...

L'officier interrompit ma femme : « Je comprends très bien votre inquiétude. Seulement, du point de vue de la guerre contemporaine, des distances mesurées en dizaines de mètres sont parfaitement négligeables. Bien entendu, il ne s'agit pas de cette fusée-ci, mais de son homologue. Car, comme vous ne l'ignorez pas, les fusées vont toujours par deux, à cause de l'équilibre des forces, l'une ici et l'autre là-bas », dit-il en pointant le pouce vers la paroi ouest du séjour. « L'ogive détruit toute vie sur une distance de plusieurs kilomètres et que la fusée soit chez vous ou chez les voisins ou là-bas sur la colline, c'est exactement kif kif. » Et l'officier regarda par la fenêtre le versant de la colline couverte de vignes aux feuilles jaunissantes.

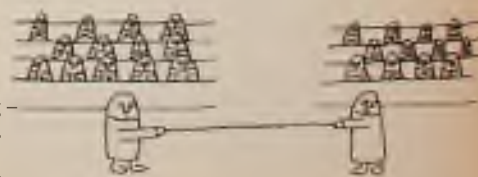
Je tournais et retournais dans ma tête l'étrange logique de son explication. Mes idées se pourchassaient comme si elles avaient pris le mors aux dents. Des larmes commençaient goutte à goutte à tomber du visage de ma femme ; il y en avait pour jusqu'au soir, la journée va être fichue, une fois de plus je ne vais rien pouvoir faire. De la chambre nous parvenait le tintement du métal heurtant le métal, le vrombissement de la perceuse et le sifflement de la flamme de la lampe à souder. Les jeunes travaillaient sans s'occuper de nous le moins du monde. Cela me sembla affreux. Soudain, je sentis que je ne me maîtrisais plus, comme cela m'était déjà arrivé par deux fois dans ma vie. Je bondis de mon fauteuil et d'une voix que je ne reconnaissais plus :

« Bon, vous dites que peu importe où cette fusée sera installée. Alors, nom d'une pute — et vraiment, j'utilisai ce mot de « pute » — expliquez-moi pourquoi sur trois

possibilités, vous avez précisément choisi celle qui me pèse sur ma conscience à moi. Si pour les êtres vivants, c'est kif kif, alors allez mettre votre fusée sur la colline, mais pas ici, sur notre balcon. Je proteste ! »

Sans s'émouvoir, l'officier m'invita à me rasseoir, ça ne sert à rien de se mettre dans tous ses états, il connaît ça, lui, c'est bien rare qu'il tombe sur des gens compréhensifs, et ne parlons même pas de reconnaissance, lui aussi ça lui plairait de faire autre chose, par exemple d'être peignard en train d'écrire (il lança un coup d'œil qui en disait long sur ma machine à écrire), mais l'époque actuelle ne le permettait pas, la situation est tendue, il faut bien des gens pour appliquer des mesures même impopulaires, d'ailleurs il s'était bien douté que j'allais faire des difficultés.

« Je ne veux pas faire de difficultés », dis-je d'un ton déjà plus calme. « Je voudrais savoir pourquoi c'est justement chez nous qu'il faut que vous installiez votre fusée. L'officier joignit les mains et prit le ton dont on parle aux enfants : « D'abord, il ne faut pas dire votre fusée. Elle n'est pas à moi, elle est à notre peuple. Seriez-vous par hasard contre la sécurité de notre peuple ? Voudriez-vous le voir sans défense, à la merci de l'ennemi ? Sans défense contre des armes qui ne font aucune différence entre un soldat comme moi et ces pauvres enfants dont votre dame a si bien parlé ? » Je baissai la tête et me demandai humblement si j'étais capable de livrer le peuple à la merci de l'ennemi.



Olivier Vallée



grand bouleversement social la littérature exprime mécontentements et indignations. Pendant la période de bouleversement, la littérature se tait, car tout est emporté par le flot des transformations. Après la victoire des forces nouvelles, quelques individus chanteront bien les louanges des nouveaux hommes politiques. Mais les écrivains scrupuleux ne tarderont pas à se brouiller avec les nouveaux maîtres du pouvoir, lorsque ceux-ci retourneront aux mêmes méthodes de mensonge et de supercherie qu'ils blâmaient auparavant. Inévitablement les politiciens se retourneront contre les poètes auxquels ils s'étaient alliés ; ils les répudieront ou ils leur couperont la tête. Leur couper la tête, dit Lu Hsun, c'est la meilleure méthode. Telles sont en gros les tendances fondamentales de la littérature mondiale depuis le XIX^e siècle. Lu Hsun, qui était un véritable écrivain révolutionnaire, écrivait encore : une révolution qui ne réglerait pas ses comptes avec le pouvoir n'en serait pas vraiment une.

J'avoue que j'aimerais bien croire à cette image de l'intellectuel ennemi naturel du politicien. Je crains qu'elle n'appartienne au passé. Elle reflétait le rôle de l'intellectuel à l'époque des nationalismes montants, elle est probablement encore valable dans les pays du Tiers-monde et dans les pays industrialisés qui gravitent à la périphérie des deux grandes puissances mondiales. Mais depuis que la frontière de Yalta passe au cœur de l'Europe, le rôle de l'intellectuel a changé.

Au premier abord on peut penser que sa querelle avec le pouvoir s'est internationalisée. Dès qu'il pénètre dans l'arène et lance à l'ennemi son « J'accuse », il découvre les fils qui actionnent de loin les mouvements de celui-ci. Bien plus désagréable et de plus grande portée encore est pour lui la constatation que, dans son conflit avec le pouvoir, il n'agit pas lui-même en toute liberté. Car le partage du monde en deux camps ennemis qui maintiennent le *statu quo* grâce aux fusées nucléaires et menacent de déclencher une guerre atomique à la moindre modification, a profondément

marqué la pensée et la parole des intellectuels.

A ce partage correspond une tendance croissante à la « pensée partisane ». Tant qu'il ne mettait en jeu que sa propre tête, le prix que l'intellectuel était prêt à payer pour répandre sa vérité dépendait uniquement de son courage personnel. Mais face à l'éventualité de la catastrophe atomique toute vérité apparaît relative. Il n'est plus très important de savoir si un énoncé est vrai ; il est plus important de savoir quel rôle il peut jouer dans le rapport des forces entre les superpuissances. De cette façon la pensée devient réceptive à la logique du pouvoir et la langue, instrument de travail primordial de l'intellectuel, court le risque de devenir la langue du pouvoir. En terminologie linguistique, cela signifie que la fonction sémantique d'une phrase — son sens — est de plus en plus écrasée par sa fonction pragmatique ou politique.

Prenons la phrase : « Oui, il y a des choses plus importantes que la paix. » Lorsque j'écris cette phrase, ou plus exactement lorsque je la cite en lui donnant mon accord, mon acte a un double sens.

D'une part j'attire l'attention sur le fait que la paix en tant que simple absence de guerre ne représente pas en soi une valeur absolue. Le philosophe Emmanuel Kant par exemple faisait la différence entre « la paix républicaine », qui défend véritablement la liberté et les

droits de l'homme, et « la paix imposée par un régime autoritaire ».

D'autre part je me rapproche d'un gouvernement américain dont diverses déclarations permettent de craindre qu'il soit capable de risquer une guerre atomique.

Ai-je dès lors encore le droit ou l'envie de citer cette phrase, de penser qu'on puisse la discuter ? Ne me suis-je pas, en la jugeant digne d'être analysée, découvert comme un partisan de Reagan ? Pis encore : si l'alternative à une paix, quelle qu'elle soit, est la guerre nucléaire, ne dois-je pas rejoindre le chœur de ces intellectuels de l'Est et de l'Ouest qui depuis longtemps parlent le langage du pouvoir, et clamer moi aussi : « Rien n'est plus important que la paix » ?

C'est justement ce processus qu'il faudrait analyser. Nous arrivons à une situation dans laquelle on ne me demande plus si une phrase est vraie et ce qu'elle signifie, mais seulement de qui elle me rend partisan. Sous la pression d'une menace encore jamais vue dans l'histoire de l'humanité, la pensée et la parole sont devenues en quelque sorte corrompibles. Et cela a déclenché une évolution qui réduit petit à petit la langue à constituer le fond sonore d'une réalité protégée par les fusées. Face à la menace d'une catastrophe finale beaucoup d'écrivains en Europe pensent devoir choisir entre les grandes puissances. Ce qui nous ramène aux deux messieurs que j'ai décrits au début. J'ai parfois l'impression en effet que les intellectuels européens ne savent s'opposer à cet échange de coups de médias qu'en renversant les rôles : ils sont volontiers les porte-parole des opprimés dans leur propre camp ; mais lorsqu'il est question de répression ou d'impérialisme dans l'autre camp, ils font la sourde oreille. Un Gabriel Garcia Marquez, qui a témoigné d'un engagement admirable en faveur des mouvements de libération d'Amérique latine, ne veut pas entendre parler de l'écrasement des syndicats démocratiques et socialistes en Pologne. Maint sympathisant de Solidarnosc ne peut voir dans les Sandinistes que des agents téléguisés de Moscou. Dans les deux cas, les motifs sociaux et politiques de ces mouvements ne sont pas pris en considération. Ils font place à un calcul purement militaire qui dit : qui quitte nos rangs renforce l'ennemi.

Une anecdote que j'intitulerais la disparition progressive d'un point cardinal montre à quel point l'asservissement de la pensée par le *statu quo* est déjà avancé. Je passais récemment à un poste frontière de Berlin-Ouest. A la question du fonctionnaire sur ma destination, je répondis, plutôt par négligence que par insolence : « Berlin-Est » ; le fonctionnaire m'apprit alors que je faisais fausse route : bien sûr, je pouvais d'ici rejoindre toutes les parties de la RDA et aussi une capitale nommée Berlin, mais en aucun cas ce que j'appelais « Berlin-Est ». Je rétorquai que la boussole fixée dans ma voiture indiquait bien que j'étais en train de quitter la partie ouest de Berlin pour aller en direction de l'est, mais cela ne le fit pas changer d'avis. Même mon

« Effaçons tout cela », dit l'officier d'un ton conciliant. « Certaines personnes comprennent du premier coup, d'autres mettent plus de temps. Vous faites partie de ces autres. Alors, je vais vous dire toute la vérité, bien que ce soit contraire à mes instructions. Voici ce qu'il en est. » Il fouilla dans ses poches, sortit des lunettes et les chausa. « Une certaine Madame Patricia Graham, du village de Clure au sud de l'Angleterre, Howard's End, la vous avez l'adresse complète, a fait installer à ses propres frais dans son jardin une fusée de moyenne portée munie d'une ogive nucléaire. Nous avons appris que sa fusée — je n'ai pas besoin de vous expliquer comment nous l'avons appris, vous savez ce que c'est, nous savons tout et eux ils savent tout, bref que sa fusée est pointée avec une précision de plus ou moins... mais la je vous en dirais déjà trop, enfin, justement elle est pointée là. » L'officier leva le doigt vers notre plafond barré tout du long d'une fissure sans doute provoquée par les vibrations des canons passant dans la rue. « C'est elle qui a rompu l'équilibre des forces. Nous n'y sommes pour rien. »

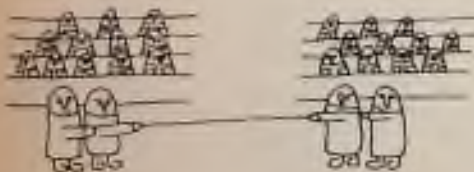
Fasciné, je regardais le plafond jusqu'à ce que l'un des hommes jaunes vienne annoncer que l'installation était terminée. L'officier se leva et alla remettre ses chaussures. De la porte de l'ascenseur, il nous adressa un signe de tête encourageant comme le font parfois certains de mes camarades et dit : « Ne prenez pas la chose au tragique. Vous vous y ferez, vous verrez. »

II

Et nous nous y sommes faits. Surtout lorsqu'il s'avéra que Madame Graham est une fort sympathique vieille dame qui, ainsi qu'elle nous le dit elle-même, n'avait nullement l'intention de nous tuer. Car je lui avais téléphoné au bout d'une semaine d'hésitations et de doutes. Le central téléphonique international n'avait fait aucune difficulté pour me donner son numéro. J'avais préparé quelques phrases à l'avance puisqu'il paraît qu'en anglais on ne peut jamais être trop poli. Madame Graham décrocha immédiatement, c'était justement l'heure du thé, et me parla en termes châtés et cultivés comme Audrey Hepburn après toutes les leçons du professeur Higgins. Elle me dit sans ambages qu'on m'avait trompé, qu'il était ridicule de s'imaginer qu'elle pourrait elle-même s'acheter une fusée. Que sa pension de veuve d'un colonel de l'armée britannique était loin de lui permettre luxe pareil, surtout que le coût de la vie ne cessait d'augmenter. La fusée avait été installée dans son jardin malgré ses protestations, à cause de l'équilibre des forces. Elle avait adressé une lettre indignée au Times, mais ils ne l'avaient pas publiée. Enfin, elle me dit que nous étions victimes d'un complot, remarque que je m'abstins de commenter.

Lors de cette première conversation, j'étais comme sur des charbons ardents, parce qu'appeler l'Angleterre, ça coûte les yeux de la tête. Mais la fois d'après, ce fut elle qui appela et ensuite nous nous parlions presque chaque semaine. J'en conclus que la pension d'une veuve de colonel de l'armée britannique n'était sans doute pas si modeste que ça. Elle nous raconta l'histoire de sa vie qui était passionnante. Il faut croire que le colonel avait été un homme d'honneur. Il était mort il y avait cinq ans, à près de quatre-vingt-cinq ans.

Par l'intermédiaire de Madame Graham, nous apprimes bien des choses sur la vie de sa famille et de toute sorte de gens à Clure. Lorsque ses connaissances et ses



CASTORIADIS, Cornélius

Devant la guerre. LGF (Poche Biblio/Essai), 1983.

GLUCKSMANN, André

Discours de la guerre. Grasset, 1983, 312 p.

HASSNER, Pierre, et autres

Les Politiques extérieures européennes dans la crise. Fondation Nat. Sciences Po., 1976, 197 p. Les Totalitarismes. Economica, 1984.

TATU, Michel

La Bataille des euro-missiles. Seuil, 1983, 128 p.

LUTZ, Dieter S.

La guerre mondiale malgré nous. La controverse des euro-missiles. Maspero, 1983

THOMPSON, Edward

L'Exterminisme. PUF, 1983, 320 p.

EARLE, Edward Mead

Les Maîtres de la stratégie. 2 vol., avec une préface de R. Aron, Berger-Levrault, 1980, 440 et 350 p.

SAKHAROV, Andréï

La Liberté intellectuelle en URSS et la coexistence. Gallimard (Idées), 1976

mand » ? Quand ces jeunes-là se réunissent dans des appartements ou en petits cercles — notamment au sein de l'Eglise — c'est bien parce qu'un profond désir les anime, celui d'être libres et de vivre sans peur. Et puis, ils ne sont pas abrutis ni manipulés par quiconque. C'est vrai, il y a là-bas, de l'autre côté, des rassemblements et des défilés de blousons bleus, et peut-être que les pères de ces jeunes ont jadis revêtu des chemises brunes. Mais certaines choses se sont produites depuis. Là-bas aussi, bien des familles ont éprouvé les effets de la terreur nazie et de la guerre.

« La guerre déçoit », ce poncif formulé par Freud en 1915, s'est pleinement vérifié. Puis ce fut l'après-guerre, marqué par l'instauration du système stalinien et antidémocratique : une nouvelle dictature entrain en scène. Et je tiens à ce qu'on me comprenne bien : je ne parle pas de la population de l'Union soviétique, avec ses millions de victimes du fait de la guerre et des camps. Je parle de la police politique, de l'appareil, des méthodes de domination mises en œuvre par des petits groupes contre la majorité de la population. Les procédés du Guépéou importés, alliés à l'esprit de méthode des Allemands qui s'y connaissent pour assujettir autrui, voilà ce qui fait enrager les gens de l'éna et de Leipzig. Et fait d'eux des opposants. « Changeons les glaives en socs », un slogan biblique bien modéré face à la force brutale de l'Etat. Que veut-il dire ? Il veut dire que Paris et Hambourg ne doivent pas être menacés par des SS 20 ou d'autres engins destructifs. Ni Dresde, Berlin-Est et Varsovie par des Pershing II.

Il veut dire que chaque individu a une tête pour penser et n'a pas envie de répéter bêtement des phrases creuses. Il veut dire que l'on aimerait entreprendre des voyages et lire tous les livres interdits. Il veut dire qu'il faut supprimer les prisons et les camps, tout ce qui fait peur, cette tyrannie nouvelle qui, pour comble, se qualifie de « gauche », de « socialiste » et d'« Etat ouvrier ». Comme si l'ancienne droite avec ses crimes n'était pas assez ! Et le musellement économique de ceux qui travaillent dans des usines sous l'autorité de chefs et de managers placides ! Et puis la famine dans le monde, la mort lente dans la misère et la détresse !... N'était-ce pas suffisant ? Et voilà que surgissent les Staline et Jaruzelski, les drames de Budapest, de Prague, du Cambodge et de l'Afghanistan. Et tout cela se dit « rouge » et « socialiste ».

André Glucksmann, qui a réchappé d'Auschwitz et qui réproprime radicalement le Goulag, donne dans le panneau de la mystification idéologique : détournant la vieille formule qui joue avec les termes « rouge » et « mort », il la modifie et, dans son esprit de résistance contre la dictature soviétique qui s'essime à installer son pouvoir en tous lieux et en vertu de la parole du parti, il dit : « Ni rouge, ni mort ». Comme si Tchernienko et ses serviteurs avaient le moindre rapport avec la couleur de la vie et de l'amour.

Je prends la défense de la couleur rouge et du mot socialisme. Ils n'appartiennent pas à ceux qui exercent sur leur propre peuple, au nom de ce peuple, leur pouvoir de princes maussades. Ils n'appartiennent pas à cette nouvelle droite.

Ils appartiennent aux révoltés, aux persécutés qui se battent pour leurs droits et leurs libertés en Pologne, en Amérique latine, et Turquie et en RDA.

La couleur de l'amour et le terme qui symbolise l'opposition des hommes sont l'apanage de ceux qui veulent une paix véritable sans fusées, sans chars d'assaut, sans prisons ni camps. Le « national-socialisme » de Hitler n'a été ni une société nouvelle,

meilleure, ni un bienfait pour le peuple allemand. C'était de la barbarie pure et simple, quel que soit le nom qu'on lui a donné. Et ce que l'on appelle aujourd'hui « socialisme réellement existant », est une malformation de type plutôt féodal, même pas bourgeois. Je ne me plierai pas à cette insolente usurpation conceptuelle.

Et pourtant, durant les années trente, en plein stalinisme, Anna Akhmatova, Lev Kopélev, Nadejda et Ossip Mandelstam se promenaient dans Moscou. Il n'y a pas le stalinisme, il n'y a pas l'Union soviétique. L'Etat, l'idéologie, les méthodes, les procédés, les leaders et les complices, ne sont qu'un aspect de la question.

L'autre aspect, c'est la société, c'est le peuple qui continue à vivre même dans les conditions les plus défavorables. Il lui arrive, certes, de collaborer, mais il préserve, et développe la vérité et la culture. En ce moment même se promènent dans les rues de Moscou et de Prague des gens dont on parlera un jour. Je veux dire par là : méfions-nous des abstractions, des jugements définitifs. Aucun de nous ne connaît l'avenir. C'est difficile à admettre, surtout pour les émigrants.

Une prévision négative, pessimiste, abolit subjectivement l'incertitude, mais elle constitue aussi une aberration fatale. Non, je ne vais pas contester la validité du précieux jugement de celui qui connaît les deux mondes ; de celui qui est déconcerté par l'indifférence et « l'ignorance active » (Manès Sperber) de ceux qui n'entendent pas le cri qui est dans le monde. Je veux dire par là : restons ouverts. Nous devons concevoir qu'il n'est pas impossible que nous vivions — au moins partiellement — dans l'erreur. Peut-être le mouvement de la paix transformera-t-il vraiment le monde ? Mais peut-être qu'il dérange tout

simplement ceux qui règnent égoïstement et à la manière des militaires. Si la « paix » pouvait se charger d'un contenu, ainsi que le fit « Solidarnosc » à Gdansk, ce ne serait déjà pas si mal.

André Glucksmann, qui qualifie les pacifistes allemands de lâches et complexés, ferait bien de penser un moment à une jeune femme de Berlin-Ouest ou de Cologne appartenant à un groupe de paix qui entretient des contacts avec des chrétiens d'Europe de l'Est... Elle sort du métro à la station Friedrichstrasse et dirige ses pas vers les gardes-frontière est-allemands. Sous ses vêtements elle a dissimulé des livres, c'est assez risqué à cause des contrôles sévères. Peut-être s'agit-il d'une édition de poche de *Une journée dans la vie d'Ivan Denissovitch* de Soljénitsyne ; ou bien de la *Psychologie de la paix* de H.E. Richter ou bien même du nouveau livre de Glucksmann. Ces livres ne sont pas édités dans la partie orientale de l'Allemagne. Je connais des gens qui pratiquent ce genre de contrebande.

Ce courage, je l'ai rencontré plus souvent au cours des dernières années, alors que quelque chose commençait à bouger face aux phantasmes de surarmement des militaires. C'est autre chose que le « petit » courage de ceux qui vont participer à une grande manifestation à Bonn, ce qui peut passer pour un acte de coquetterie, voire d'égoïsme si l'on oublie qu'ailleurs on n'a pas le droit de manifester. Je voudrais qu'on n'oublie pas cette jeune femme qui se trouve peut-être en ce moment en présence des gardes-frontières et qui ne sait pas si elle devra subir ou non la fouille au corps. Ce n'est pas seulement « sa paix » qu'elle veut quand elle parle du désarmement à l'Est et à l'Ouest. Elle n'évite pas les dangers, l'irrationnel, le vulgaire. Dirait-elle : « Plutôt rouge que mort » ? Je ne crois pas. Ce n'est qu'un slogan. Elle veut faire quelque chose et apporter à ses amis ce dont ils ont besoin. Elle souffre de posséder un passeport alors que les gens de la RDA n'en ont pas.

amis venaient prendre le thé chez elle, ma femme leur racontait comment notre chatte Lisette — celle que nous avions il y a trois ans, avant Thomas, le matou — était capable d'ouvrir toutes les portes de l'appartement et comment un Sikh très savant, rencontré par hasard un soir de Noël et qui croyait à la métempsychose, avait déclaré que Lisette recelait peut-être l'âme d'une jeune fille de famille noble ; et Lisette était allée lui faire des mamours après quoi ils avaient parlé indien ensemble. Comme de bien entendu, ma femme ne put s'empêcher de dire que Lisette était tombée de la fenêtre du cinquième et s'était tuée. Nous entendîmes les invités de Madame Graham s'exclamer : « Oh, oh, how sad ! »

Grâce à nos fusées, nous étions désormais très liés avec Madame Graham. Avant Noël, il y eut même une petite dispute à la maison parce que nous n'arrivions pas à nous mettre d'accord sur le cadeau à lui envoyer. Il est interdit d'envoyer du vin maison ou des saucisses maison et offrir une quelconque babiole, c'est gênant. Enfin, nous lui envoyâmes un livre sur l'architecture baroque de Santini. Nous reçûmes un joli petit vase avec des trous : à l'intérieur il y a une mèche qui brûle dans une cire parfumée. Cela s'appelle une Ceilidh lamp.

Effectivement, nous nous y étions faits, comme l'avait dit l'officier. D'ailleurs, bientôt notre situation cessa d'être exceptionnelle. Quelques mois à peine s'étaient écoulés, lorsque je constatai que les hommes en combinaison jaune installaient une nouvelle fusée sur le balcon de la coopérative immobilière de la colline d'en face. Quelque temps après une fusée apparut chez les voisins à deux pâtés de maisons de chez nous, puis ils en dressèrent une sur le toit du pavillon voisin de l'église dont on avait un jour supprimé le clocher pour qu'il ne se dressât pas trop insolument à côté du monument aux morts de la deuxième guerre mondiale. Souvent, nous nous tenions aux côtés de notre fusée pour regarder les enfants de la crèche sur les balançoires et les gens qui promenaient leurs chiens. Madame Graham a un chien nommé Bonzo et elle l'aime beaucoup, comme

il se doit en Angleterre.

Ma femme aussi finit par fuir la paix avec la fusée. Plus d'une fois, le ménage de la chambre terminé, je la surpris en train de passer un chiffon sec sur la surface de la fusée sur laquelle, avec le temps, s'étaient collées toutes sortes d'excréments industriels. Evidemment, le matériau de la fusée était hors pair et répondait sans doute à une qualité de toute première classe. Je ne pus trouver sur la fusée la moindre trace de corrosion. Les premiers temps, je venais appuyer une oreille contre la surface lisse et je guettais un tic-tac à l'intérieur. J'étais naïf, j'aurais dû savoir que ces affaires-là se tirent à distance, par radio. Silence total à l'intérieur de l'ogive. Pourtant, il était agréable de poser une joue contre la fusée. Par là ne sais quel miracle, sa surface restait à température constante. Même, lorsque le soleil tapait, elle était tiède au toucher et lorsqu'il gelait à pierre fendre, je venais m'y réchauffer les mains. Un jour, j'observai avec une attention passionnée les tentatives d'une colombe qui cherchait à se poser sur la fusée. Des colombes — il y en a beaucoup chez nous, on dit qu'elles se croisent avec les pigeons — mais sur cette ogive pointue, elle ne put trouver assez de place pour ses petites puttes violettes.

Pour vous dire la vérité, cette fusée nous fit aussi quelque peu engraisser. Madame Graham qui n'avait pas eu d'enfants avec son colonel, s'était prise d'affection pour nous et de temps à autre, elle nous envoyait quelque chose. Quelle joie d'ouvrir ses paquets ! A





explication par la logique des points cardinaux, qui laissait supposer qu'à un quartier ouest de Berlin devait correspondre quelque part sur la planète, et probablement à proximité, un quartier est, n'a pu améliorer ma situation. Le douanier refusa toute discussion et posa comme condition à mon passage que j'oublie les points cardinaux et que j'accepte le fait que, venant de Berlin-Ouest, en allant toujours vers l'est, j'arrive à Berlin.

Cet incident serait en soi insignifiant s'il ne prouvait pas à quel point une démarche de ce type peut être couronnée de succès. La dénomination Berlin-Est semble gêner autant les intellectuels ouest-allemands que l'indication qu'en règle générale nous ne pensons qu'à l'Europe occidentale lorsqu'il est question de l'Europe, de culture européenne et d'unité européenne. Depuis longtemps la langue des politiciens n'est plus la seule à obéir aux lois de la diplomatie du dialogue Est-Ouest. Même les non-diplomates préfèrent maintenant parler des pays du « camp socialiste », du « Pacte de Varsovie », bref des « pays de l'Est » quand ils parlent de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie ou de l'autre Allemagne, qui se trouve de l'autre côté de mur. La réaction du peuple ouest-allemand aux événements en Pologne a montré à quel point cette limitation terminologique entraîne un renoncement idéologique. On s'est aperçu soudain que, dans la conscience de beaucoup d'intellectuels ouest-allemands, les luttes pour la liberté dans des pays lointains comme le Nicaragua ou le Salvador étaient plus proches que celles qui se déroulaient à 300 ou à 500 km à l'est du mur.

Une Pologne agitée représente toujours un danger de guerre, disait l'un. La Pologne se trouve dans la partie du monde que les alliés avaient concédée aux Russes, rappelait un autre. Et un troisième se demandait sérieusement, lors de l'attribution du prix Nobel de la paix à Lech Walesa, si ce prix ne revenait pas plutôt au général Jaruzelski qui, en fin de compte, avait assuré la



A. Robida

paix dans cette région du monde.

Pourtant personne ne saurait prétendre que les menaces d'une invasion soviétique aient été inventées de toutes pièces. L'évaluation de ce risque ne pouvait pas ne pas déterminer l'action politique des pays occidentaux. Mais devait-elle pour autant déterminer aussi la pensée et la parole des intellectuels ? Fallait-il, comme on l'a fait, juger le putsch « nécessaire » et souhaiter le succès du général qui l'a organisé uniquement parce que l'alternative au putsch aurait été l'invasion ?

Autrement dit : un peuple perd-il le droit à l'autodétermination parce que sa tentative de le conquérir constitue pour les autres un risque inacceptable ? Est-ce que ce droit ne devrait pas au contraire survivre dans la pensée et la parole lorsque les rapports de force rendent sa réalisation impossible ? Une pensée juste devient-elle fautive parce que sa réalisation mènerait au plus dur châtiment imaginable : la guerre, qui pourrait devenir une guerre atomique ? Ne devrions-nous pas, en suivant cette logique, souhaiter également le succès du général Pinochet ou des opposants au Nicaragua face aux menaces d'une superpuissance que beaucoup d'entre nous tiennent pour la plus dangereuse ? Ou bien pensons-nous qu'en réalité elle n'est pas si dangereuse ? Notre voix est-elle plus sincère lorsque nous nous adressons à l'Ouest parce que nous pensons que les luttes de libération en Amérique latine ont simplement plus de chances de réussir ? L'acceptation par tant d'intellectuels d'un putsch militaire à l'Est viendrait-il en revanche du fait qu'ils jugent toute lutte pour la libération là-bas complètement sans espoir ?

J'affirme que l'abandon des pays de l'Europe de l'Est par beaucoup d'intellectuels ouest-européens est le résultat d'un chantage. Ils se trouvent depuis longtemps emportés par le courant de la puissance et s'imaginent seulement qu'ils pensent. Au lieu de relever le défi que constitue pour la pensée la menace d'une catastrophe nucléaire, ils ont baissé les bras. Mais comme un intellectuel peut difficilement supporter la pensée d'avoir à sacrifier une idée comme le droit universel à l'autodétermination sous la pression de la menace, il va tout mettre en œuvre pour prouver que cette idée présente des défauts : il se réfugiera dans des constructions de l'esprit lui permettant de ne plus penser cette idée dangereuse. Je ne vais pas présenter ici les différentes variantes de cette échappatoire : elles vont de l'allégation selon laquelle les Hongrois, les Tchèques et les Polonais en rébellion s'étaient au moins « objectivement » transformés en instruments des intérêts impérialistes américains jusqu'à la théorie selon laquelle on est en droit de faire le bonheur des masses malgré elles.

Toutes ces variantes et quelques autres ont en commun de sacrifier au maintien de la paix le droit à

l'autodétermination des peuples voisins d'Europe de l'Est. Je serais bien sûr le premier à déclarer irresponsable un politicien occidental qui se porterait garant du droit à l'autodétermination de l'Europe de l'Est. Dans le domaine de la « Realpolitik » la position « rien n'est plus important que la paix » est effectivement valable. Dans le domaine de la pensée cette même affirmation aboutit à un chantage qui prépare le terrain à une capitulation intellectuelle et morale. C'est justement parce que les politiciens n'ont ni la possibilité ni le droit de se dégager des contraintes de la « Realpolitik » qu'il est du devoir des intellectuels de défendre contre les forces en présence les utopies et les espoirs inhérents aux mots.

Du point de vue culturel et historique l'Europe représente une unité à pôles multiples qui a été réduite depuis la deuxième guerre mondiale à un antagonisme entre les deux superpuissances. Tant que la frontière américano-soviétique passera le long du mur il n'y aura pas de paix stable en Europe. Les superpuissances ne cesseront jamais d'aspirer à une égalité ou une supériorité vis-à-vis de l'autre. Seule une Europe libérée des troupes étrangères pourrait opposer à la logique des superpuissances un autre principe : celui de la dissuasion par la faiblesse intentionnelle. L'utopie d'une Europe autonome qui, libérée de l'antagonisme des superpuissances, retrouverait une unité à pôles multiples doit être maintenue et élaborée par les intellectuels afin qu'elle reste historiquement disponible.

Il y a quelque temps, j'ai eu l'occasion de visiter à bref intervalle l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique. J'ai peine à garder en mémoire les innombrables conversations que j'y ai eues sur les rapports entre la littérature et la politique. Mais deux souvenirs demeurent inoubliables. En Union soviétique, j'ai voyagé de Moscou à Leningrad dans un train



Amiral, SANGUINETTI

Les vertiges de la force.
Maspero/Découverte, 1984

Maréchal SOKOLOVSKY

Stratégie militaire soviétique.
L'Horne, 1984, 523 p.

GREMETZ, Maxime

Paix et désarmement.
Éditions Sociales, à paraître.

SELLANTIN, Xavier

Penser la défense. Douze dialogues sur la défense. Étude réalisée sous l'égide de la Fondation pour les études de la Défense nationale, Ramsay, 1984, 333 p.

UNESCO

Le Consensus et la paix.
1980, 238 p.

« Politique Aujourd'hui ». Paix, pershing, pacifisme. Dossier du n° 2, octobre-novembre 1983.

« Gyroscope » revue trimestrielle du GRIP (Groupe de Recherche et d'information sur la Paix)

Les publications du SIPRI (Institut international de la recherche pour la paix de Stockholm) constituent une source d'informations tous les ans remise à jour.

chaque fois, c'était une surprise. Un jour, c'était une poudre blanche parfaitement soluble pour le café, juste à l'époque où nous ne trouvions pas de lait condensé dans les magasins. Un autre jour, un stylo à bille avec une montre digitale. Même notre matou fut de la fête lorsqu'il reçut une boîte de ragoût de kangourou. Nous étions un peu gênés parce que nous n'avions rien à lui envoyer en retour — du moins nous confondions-nous en remerciements anglais.

Je cessai de penser en mauvaise part à l'officier qui m'avait trompé, bien sûr dans l'intérêt de je ne sais quoi. Il avait bien fait de nous signaler le lieu où s'était produite cette rupture — si profitable pour nous — de l'équilibre entre les deux blocs militaires. Je ne l'avais plus jamais revu. Mais souvent, je me le représentais, faisant son travail calmement, mais fermement et sans compromis. Ou encore, je le voyais se reposant chez lui après le travail et regardant la télévision en compagnie de sa femme. Peut-être entre temps avait-il eu de l'avancement, aujourd'hui je sais que c'était un homme fort capable.

L'apogée de notre vie avec la fusée se produisit un beau jour au printemps lorsque nous reçûmes une invitation écrite de Madame Graham qui nous invitait chez elle pour l'été. Elle nous écrivait que sa maison à Clare serait notre maison.

Tout émus, nous fîmes une demande de passeport. A présent, nous partageons le lot de tous ces gens dont



Et puis d'être, pour certains, « la bonne tante de l'Ouest » qui vit au paradis. J'aimerais que nous n'oublions pas cette jeune femme quand certains parlent des bêtises ou des prouesses du mouvement de la paix.

Pourquoi André Glucksmann n'analyse-t-il pas ce qui bouge en RDA et concerne le contexte allemand global ? Est-ce que dans ce cas il aurait davantage de peine à définir la « philosophie de la dissuasion » ? Ou bien à prouver l'absence de la « notion de liberté » chez l'Allemand. Glucksmann évoque souvent l'Archipel Goulag, mais de toute évidence il ne connaît la tyrannie dans les pays de l'Est qu'à travers les livres. Ce régime policier lui paraît omnipotent : il n'aimerait pas faire l'expérience d'une telle vie. Que peut-on opposer aux Staline et aux Tchernienko ? Cette opposition intérieure qui dans ces pays est constamment sujette à des procès ? Des arrestations ont lieu. Sakharov et sa femme vivent maintenant dans l'isolement total... non, c'est trop incertain. Ils n'y parviendront pas. Dans son argumentation, même quand il parle de la Pologne, André Glucksmann a tendance à mettre en évidence la fatalité de la persécution et la vanité de la résistance. Evidemment, il éprouve beaucoup de sympathie pour Michnik, pour Walesa et Sakharov. Il intervient en leur faveur. Mais, à plusieurs reprises, il mentionne le coup d'Etat des militaires en Pologne pour illustrer la manière dont finissent les soulèvements populaires dans les pays de l'Est. L'opposition dans ces pays ne parvient pas à conquérir davantage de démocratie. Donc, les Etats occidentaux doivent faire preuve de force, afficher leur potentiel de destruction de masse — c'est, estime-t-il, la seule voie réaliste.

« Avons-nous le droit, s'interroge-t-il, de prendre en otage femmes, enfants et descendants de toute une planète ? Avons-nous le droit de menacer d'apocalypse les populations civiles, dont nous faisons partie ? » André Glucksmann répond par oui. Nul besoin d'être philosophe ou écrivain, pour répondre de cette manière à une telle question. La plupart des sous-officiers et chefs d'état-major, depuis longtemps, y répondent par l'affirmative et agissent en conséquence. Ma conviction est que personne n'a le droit de prendre en otage qui que ce soit et de menacer de le tuer. Nulle fin ne justifie les moyens. C'est ici que commence la force brutale et intolérante qui est prête à marcher sur des cadavres. Ici commence, dans le refus même de l'acte totalitaire d'Auschwitz, d'Hiroshima et de l'archipel Goulag, la volonté totalitaire de manipuler le destin. Il importe peu que l'on soit partie prenante ou non dans cette autodestruction. Ce qui est décisif, c'est la puissance de menace à l'égard des autres.

Face à l'énorme pouvoir que détiennent politiciens, policiers et militaires, je suis opposé à ce que les intellectuels abandonnent leur position morale, qui consiste à mettre en garde devant les « solutions finales ». Notre *oui* aux armes totalitaires de destruction de masse, à cette forme de dissuasion, est effrayant et banal à la fois. Cela nous réduit au niveau des états-majors. Nous approuvons une chose, dont nous ne contrôlons ni la production, ni l'utilisation. Je propose de mettre à la retraite les sous-officiers des cours de caserne et les lanceurs de fusées nucléaires, de les priver de la fonction divine qui les place au-dessus du reste de l'humanité. Je propose de lutter précisément pour la mise en place de rapports démocratiques dans ces secteurs secrets et d'importance vitale.

L'opposition polonaise, qui n'est pas défaite, nous indique un chemin non-violent. A mon avis, c'est le chemin qui permettra de venir à bout de l'Archipel Goulag. C'est la voie de l'autonomie, de la patience, du courage et du compromis rationnel. Il faut savoir repartir à zéro et ne pas perdre la tête, surtout à la suite d'un échec. (Je sais que ceux qui vivent dans



l'Europe captive s'impatientent. Chaque jour est un jour de trop). Je ne pense pas qu'on puisse faire confiance aux discours de paix tenu par des gouvernements qui ne sont même pas en mesure de supporter qu'on les contredise dans leurs propres pays. Je prône le scepticisme à l'égard de ces névrosés du pouvoir. Mais je m'oppose également à l'escalade de l'armement, au jeu absurde des rivalités, qui déclare gagnant celui qui a une capacité de liquidation supérieure : la triple mort ne suffit pas, c'est trente fois qu'on compte l'administrer. Il s'agit là d'une attitude paranoïaque qui, bien entendu, n'est plus capable de tenir compte d'individus qui nous ressemblent, mais qui fait état de « systèmes » incarnant le mal.

L'empressement des maîtres du Kremlin à participer à la course aux armements devrait nous faire réfléchir. C'est l'arme idéale. Les armées en place, tous ces soldats peu sûrs, qui rêvent de rentrer chez eux, qui ont le mal d'amour ou trafiquent de l'alcool dans leurs loisirs, ne sont pas dignes de confiance aux yeux de ces dirigeants méfiants. Mais des armes qu'ils pourraient presque manier eux-mêmes, grâce au progrès technique, seraient des garanties inespérées de sécurité. Les Polonais peuvent bien se rebiffer, et quelques gardes-frontières de RDA s'éclipser, cela ne dérange personne. Les armements planifiés par Reagan ne feront pas danser les dictatures, mais les cimenteront, les militariseront sans entraves. Ceux qui en savent quelque chose, ce sont les opposants d'Europe de l'Est (sans parler des conséquences sociales pour les pauvres de ce monde !).

André Glucksmann qui, en tant qu'écrivain et philosophe français, est prêt à nous menacer d'une apocalypse préparée par les militaires, est aussi favorable aux « batailles sur le terrain intellectuel », au « bombardement ininterrompu du territoire de l'adversaire avec des écrits, des reportages radios » etc. Que le monde occidental ait quelque chose à dire, c'est incontestable. Qu'il soit entendu, qu'il soit compris ailleurs quand il considère les régions alentour comme le « territoire de l'adversaire », sur lequel il faut déverser les bombes de la vérité, je préfère en douter. Je plaide pour la solidarité, pour le dialogue, pour le débat intellectuel et l'échange d'expériences entre les opposants de l'Est et de l'Ouest. Tous les citoyens doivent parler ensemble, fantassins, civils, dissidents et recrues. Je sais que c'est difficile. Les gardes-frontières veillent : pas de « prises de contact antinationales ! » Je suis favorable à ces prises de contact là. Y compris entre la France et la RFA.

Un tel dialogue suppose naturellement qu'on accepte l'idée, malgré tous les fantasmes de bombardement, que l'autre a aussi quelque chose à dire, qui n'est peut-être pas tout à fait dénuée d'importance. Le tout, c'est d'écouter. Il ne me paraît pas impossible qu'André Glucksmann, par exemple, entende quelques voix fragiles. Celle, peut-être, d'un « démoralisateur de troupes » qui est dans un camp de travail près de Saalfeld et qui exprime ce qu'il pense de la

« philosophie de la dissuasion ». Et comment il imagine que peut être amorcé le dialogue avec les « forces de combat soviétiques stationnées temporairement en RDA », avec ces jeunes recrues, surtout, à la tête rasée et aux grands yeux d'enfant, qu'on voit passer dans des camions ouverts. Peut-être que quelqu'un a une machine à écrire russe pour taper des tracts. Ou un disque d'Obodschava... Ou alors on pourrait apprendre sur quoi le groupe « Femmes pour la paix » est en train de discuter dans la paroisse des Rédempteurs de Berlin-Est. Et pourquoi ces femmes ne sont pas d'accord pour se laisser refouler à l'Ouest... C'est peu ? Sans doute. Mais c'est déjà peut-être une contribution, un premier pas pour écarter l'apocalypse nucléaire et la dictature quotidienne sans bombardement ni prise d'otages.

nous nous étions toujours moqués, ceux qui décidaient de partir à la mer et qui passaient ensuite six mois à stocker des boîtes de conserve et à stériliser des plats cuisinés. Mais nous n'avions en commun que cette grande attente, car pour nous nul besoin de faire la chasse aux provisions. Madame Graham nous l'avait dit clairement, nous serions ses chers invités. Nous nous contentions donc de lire beaucoup de livres anglais pour avoir des sujets de conversation et qu'on ne nous prenne pas pour je ne sais quels barbares venus de l'Est.

Au cours de cette période agitée et remplie d'une bien heureuse attente, par un après-midi ensoleillé, j'étais assis à mon bureau en train d'écrire quelque chose, une bêtise sans doute. A la cuisine, ma femme repassait avec son nouveau fer à repasser. Soudain, sans le moindre avertissement, une secousse ébranla les fondations de l'immeuble, il y eut un éclair orange prolongé par un hurlement dément qui s'affaiblit peu à peu. Je sus immédiatement ce qui s'était passé. Mais j'ai des réactions physiques lentes. Aussi, ma femme fut-elle la première dans la chambre donnant sur le balcon qui abritait notre fusée. Lorsque j'arrivai à ses côtés en traînant les pieds, la fumée se dissipait peu à peu, une fumée âcre comme dégagée par un feu infernal. Nous

librement de tout. J'avais une clé pour le réfrigérateur, je pouvais manipuler moi-même les boutons de la radio et du téléviseur et une excellente copie des soleils de Van Gogh était accrochée au-dessus de mon lit.

C'était la chambre la plus confortable que j'ai jamais habitée, elle n'avait qu'un défaut : on ne pouvait pas ouvrir la fenêtre. Le portier m'apprit que mon besoin d'air frais était satisfait par le climatiseur et qu'il était malheureusement impossible d'ouvrir la fenêtre au risque de perturber le système de climatisation de l'hôtel tout entier. Je voulus faire remarquer que dans cette ville nordique on ne connaissait tout au plus que quatre semaines de grande chaleur, ce qui, au fond, rendait le climatiseur superflu : le portier qui, au début, semblait prêt à bavarder aimablement prit alors un ton de thérapeute pour m'expliquer que la climatisation faisait partie du standing d'un hôtel de cette classe et que pour cette raison, même si elle apparaissait parfois inutile, elle était indispensable. Des tests avaient prouvé que les clients de cette chaîne hôtelière étaient tellement habitués au bourdonnement

du climatiseur qu'ils se sentaient abandonnés lorsqu'ils ne l'entendaient plus. C'est pourquoi je ne trouverais nulle part sur le globe, pas même au pôle Nord, un hôtel de grand standing comme celui-ci, où on pourrait ouvrir les fenêtres. Lorsque je proposais d'équiper les chambres d'un bruitage semblable à l'aide d'un magnétophone, mon interlocuteur raccrocha.

Sur le chemin du retour j'ai passé une nuit au Canada français, de nouveau dans un très bel hôtel, au 18^e étage. Mais cet hôtel semblait appartenir à une chaîne européenne. Car, bien qu'il fût doté d'un système de climatisation central, une minuscule partie de ma fenêtre pouvait être ouverte à la main. Cet hôtel s'adressait visiblement à une clientèle que des experts en climatisation n'avaient pas réussi à convaincre de renoncer à l'envie d'ouvrir une fenêtre, et il semblait exister des architectes qui tenaient compte de cette envie. Lorsqu'enfin je pus actionner la poignée de fenêtre qui m'avait tellement manqué et que la fenêtre s'ouvrit vraiment, je fus pour un bref instant convaincu qu'il existait pour l'Europe une troisième voie. ▲

comme je n'en avais encore vu que dans des westerns américains ; il offrait le confort qui, généralement, entoure dans les westerns le grand propriétaire au cigare et, à l'Est, le membre d'une délégation. Le compartiment possédait une douche, les murs étaient recouverts de boiseries nobles, un bouquet de perce-neige agrémentait la table en acajou. C'est vraiment le plus beau train que j'ai jamais pris. Il n'avait qu'un défaut : le matin à 7 heures, je fus réveillé par une voix venant de la radio qui, à en juger par la fréquence de certains mots comme « Amitié », « Lénine », « Paix » présentait les informations soviétiques. J'essayai en vain d'arrêter cette voix, mais je ne trouvai aucun bouton commandant le haut-parleur. A ma question, le contrôleur répondit qu'il était impossible d'éteindre la radio, tous les haut-parleurs du train dépendant d'un unique régulateur central qui se trouvait dans la locomotive et ne pouvait être actionné que sur ordre supérieur. J'essayai alors d'ouvrir la fenêtre pour affaiblir la voix par le bruit du vent, mais je constatai que c'était impossible. Je n'ai plus demandé au contrôleur s'il existait également un levier central pour la fenêtre ni de quelle façon il fonctionnait. Mais je me souviens de son regard tandis qu'il observait mes efforts pour ouvrir la fenêtre. C'était le regard patient et compatissant d'un adulte observant l'obstination d'un enfant qui se laisserait bientôt. J'étais visiblement un voyageur qui s'obstinait à vouloir satisfaire un besoin depuis longtemps oublié et dépassé : celui d'actionner lui-même un bouton de radio ou une poignée de fenêtre.

Un peu plus tard, je participai à un congrès d'écrivains en Amérique. Après des débats passionnés et parfois exaltants sur les rapports entre la littérature et la politique je rentrai à mon hôtel. Ma chambre se trouvait au 20^e étage d'un hôtel luxueux, et lorsque j'y pénétrai, j'eus tout de suite, comme dans le train russe, l'impression d'être un homme important, à cette différence près que je semblais ici pouvoir disposer

vimes que tout le balcon avait été arraché et que la fusée était partie. La porte-fenêtre donnait directement sur le vide. Nous nous approchâmes de ce dangereux abîme béant pour observer en silence le spectacle familier des maisons, des jardins, des fenêtres ouvertes, des voitures en stationnement qui émergeait lentement comme de brumes matinales ou d'un nuage de fumée de cigarette. Déjà on voyait que toutes les fusées avaient disparu, pas seulement la nôtre. Je regardai ma montre et constatai qu'environ trois minutes s'étaient écoulées. C'est maintenant ou dans quelques instants, quelque part dans l'air raréfié que notre fusée allait croiser celle de Madame Graham. En un éclair, je me représentai l'Europe pour deviner le lieu de cette rencontre. Sans doute au dessus des méandres de la vallée du Rhin. C'est une région que je connais un peu.

A travers les lambeaux de fumée, le soleil était de plus en plus doré, comme il se doit au début de l'été. Ma femme me dit qu'elle avait oublié de débrancher son fer à la cuisine. Je répondis qu'on n'était plus à ça près et j'enfourai ses épaules de mon bras. Les colombes effarées, ces oiseaux inconscients et obtus, se posèrent pendant les quelques minutes qui nous restaient encore sur l'arbre dont les branches montent chez nous, au cinquième étage.

Olivier Vallée

L'AUTRE JOURNAL

Les Nouvelles Littéraires

Eloge d'un génie : le tigre

**Entretien avec un génie :
Niels Jerne prix Nobel 1984
de médecine**

**Le plus beau texte d'un génie :
« Nous deux encore »
de Henri Michaux**

**Enquête : Un auteur de
Série Noire avait imaginé
les crimes du 18^e arr.**

des Inédits, des Entretiens

n° 1 le 12 décembre



LA CITATION TRONQUÉE

Iossip Brodski

BRODSKI, Iossip
Collines
et autres poèmes.
Trad. russe, Seuil,
1966



On peut aborder de plusieurs manières ce qui nous entoure et s'appelle la vie. Mais, au risque de paraître primaire, je persiste à croire que les choix se réduisent en gros à deux attitudes : agir selon sa nature ou opérer avec prudence. Les deux conduites sont également recommandables, et même si la seconde est considérée comme celle qui assure les plus gros avantages, il serait sot d'encourager un individu à la préférer, car les choix sont plutôt influencés par le tempérament et les instincts que par la raison. Et un choix conscient, fait au détriment de la nature, mène à la névrose et au malaise, ainsi que toute autre répression.

Mais que vous ayez choisi l'audace ou la prudence, au cours de votre vie vous serez appelés à entrer en contact physique avec ce qu'on appelle le Mal. Je ne songe pas ici à une invention de l'époque gothique, je fais allusion à une réalité sociale tangible que nous ne pouvons aucunement contrôler. Une heureuse nature ou des calculs rusés n'empêcheront pas cette rencontre. En réalité, plus vous calculez, plus vous êtes prudent, plus grande est la probabilité d'un tel rendez-vous et plus dur sera son impact... et il peut prendre l'apparence du bien.

... Je veux donc simplement proposer un mode de résistance qui pourrait un jour être utile, un comportement grâce auquel, lors de votre rencontre avec le Mal, vous serez peut-être moins souillés que vos prédécesseurs, même si vous n'êtes pas plus victorieux. Je pense à la fameuse attitude qui consiste à « tendre l'autre joue ».

Je suppose qu'à un moment ou à un autre vous avez entendu parler des interprétations de ce verset du Sermon sur la montagne dues à Léon Tolstoï, au Mahatma Gandhi, à Martin Luther King et à bien d'autres. Je suppose donc que vous connaissez le concept de la non-violence ou de la résistance passive dont le principe essentiel est de rendre le bien pour le mal, c'est-à-dire ne pas utiliser les mêmes armes que l'ennemi. Le fait qu'aujourd'hui le monde est ce qu'il est permet de supposer que ce concept est loin d'être adopté universellement. Les raisons de son manque de popularité sont doubles. Premièrement, une certaine dose de démocratie est nécessaire pour que ce concept puisse devenir opérationnel, et 86% du monde en manquent. Deuxièmement, le bon sens dit à la victime que, s'il tend l'autre joue, s'il n'utilise pas les mêmes armes que l'ennemi, il n'aura qu'un gain moral, tout à fait immatériel. L'hésitation naturelle d'exposer à un coup une autre partie de son corps est justifiée par la supposition qu'une telle conduite ne pourrait qu'exciter et encourager le Mal ; l'adversaire pourrait assimiler votre victoire morale à son impunité.

D'autres raisons plus graves éveillent la suspicion. Si le premier coup n'a pas tout à fait anéanti le cerveau de la victime, elle peut se dire que tendre l'autre joue équivaut à manipuler le sens de culpabilité de l'agresseur, sans parler de son âme ; que la victoire morale n'est après tout pas tellement morale, non seulement parce que la souffrance a souvent une connotation narcissique, mais aussi parce qu'elle rend la victime supérieure, c'est-à-dire meilleure que son ennemi. Malgré toute sa méchanceté, le trait principal de votre ennemi est sa qualité d'être humain ; bien que nous soyons incapables d'aimer notre prochain comme nous-mêmes, nous avons conscience que si un homme commence à penser qu'il est meilleur qu'un autre, le

Mal prend racine. (Voilà pourquoi on a frappé votre joue droite). Si nous tendons l'autre joue à l'ennemi, le mieux que nous puissions espérer, c'est attirer par cet acte son attention sur la futilité de son geste. « Regarde, dit l'autre joue, tu ne frappes que de la chair. Ce n'est pas moi. Tu ne peux écraser mon âme. » L'ennui avec ce genre de position, c'est que l'ennemi peut la prendre pour un encouragement.

Il y a vingt ans, la scène suivante eut lieu dans l'une des nombreuses cours de prison du nord de la Russie. A sept heures du matin, un gardien ouvrit la porte d'une cellule et adressa ce discours aux prisonniers : « Camarades ! Le collectif des gardiens de prison appelle les prisonniers à participer à une compétition socialiste ; nous allons débiter les bûches accumulées dans notre cour. » Dans cette région, il n'y a pas de chauffage central et la police oblige toutes les sociétés forestières à lui donner un dixième de leur production. A l'époque dont je parle, la cour de la prison ressemblait à celle d'une scierie. Les piles de bûches étaient d'une hauteur de deux à trois étages et surplombaient le bâtiment carré à un étage de la prison. De toute évidence, il fallait débiter le bois, mais les compétitions socialistes n'étaient pas rares dans ce pays. « Et si je refusais d'y participer ? », demanda l'un des prisonniers.

« Eh bien, dans ce cas tu n'aurais pas de repas », répondit le gardien. On remit des haches aux prisonniers, et le travail commença. Les prisonniers et les gardiens coupaient le bois avec ferveur, et à midi, tous, spécialement les prisonniers sous-alimentés, étaient épuisés. On annonça une pause. Les gens s'installèrent pour manger, à l'exception du garçon qui avait posé la question. Il ne cessait de lever la hache. Les prisonniers et les gardiens plaisantaient à son sujet. Ils parlaient des Juifs qui étaient en général des gens malins tandis que ce garçon... Après la pause, tous reprirent le travail, mais avec moins d'ardeur que le matin. A quatre heures, les gardiens s'arrêtèrent, car leur service prenait fin ; un peu plus tard, les prisonniers aussi cessèrent de travailler. L'homme continuait à brandir sa hache. Tous lui demandèrent plusieurs fois d'arrêter le travail, mais il ne fit pas attention à leurs appels. Il semblait avoir acquis un certain rythme qu'il ne voulait pas rompre ; ou bien le rythme avait-il pris possession de lui ?

De loin, il avait l'air d'un automate. A cinq heures, il levait et abaissait encore la hache. A six heures, il brandissait toujours l'instrument. Les gardiens et les prisonniers commençaient à l'observer avec attention, leur expression ironique cédait peu à peu la place à l'étonnement et finalement à la terreur. A sept heures et demie, l'homme s'arrêta, tituba dans sa cellule, et s'endormit. Durant le reste de son séjour dans cette prison, on n'annonça plus jamais de compétition socialiste entre les gardiens et les prisonniers, et pourtant le bois continuait à s'empiler.

Je suppose que le garçon réussit à couper le bois pendant douze heures parce qu'à l'époque il était assez jeune, il avait vingt-quatre ans. Je pense qu'une autre raison peut expliquer sa conduite. Le jeune homme — justement parce qu'il était jeune — se souvenait peut-être mieux du texte du Sermon sur la montagne que messieurs Tolstoï et Gandhi. Comme le Fils de Dieu avait l'habitude de prononcer des triades, le jeune

*Mais chanter pour chanter, c'est le vent qui change
d'ouest en est quand, pas d'accord, la branche
gelée se déplace à gauche et grince de gêne
et la voix peut voler jusqu'aux bois cheyennes.
A midi, si on veut, on décroche un fusil et on tire le lièvre
ou ce qui semble lièvre vu de loin pour que la balle se livre
encore plus à l'accroissement des distances entre ce qui laisse
des traces et l'auteur qui a perdu pour de vrai ce
rythme du vers qu'il écrit. Parfois, la main et la tête
se fondent, ne l'en faisant pourtant pas poète
mais à ses propres mots qui grasseyants bégayent
en fragment de Centaure lui dressant l'oreille.*

Trad. A. Markowicz

I. BRODSKI

*A côté de l'océan, à la bougie ; autour,
le champ, — trèfle, luzerne, oseille.
Au soir, le corps acquiert tous les bras de Chiva pour
atteindre enfin jusqu'à la merveille.
En piqué, le hibou met le mulot à mort ;
les états grinçonnent, privés de sève.
Dans une ville en bois, quand on dort, on dort, —
c'est déjà le passé qui remplit les rêves.
L'odeur du poisson frais. Le mur qui s'est accaparé
le profil de la chaise. A la vitre la gaze se plisse.
molle. Et, d'un rayon, la lune corrige la marée.
couverture qui glisse.*

Trad. A. Markowicz

I. BRODSKI

homme pouvait se souvenir que le verset en question ne s'arrêtait pas à

« Si quelqu'un te frappe sur la joue droite, présente-lui aussi l'autre. » (Mathieu, V, 39), mais continuait, sans point ni virgule,

« Si quelqu'un veut plaider contre toi et prendre ta tunique, laisse-lui encore ton manteau. » (40)

« Si quelqu'un te force à faire un mille, fais-en deux avec lui. » (41).

Cités en entier, ces vers ont peu de choses à voir avec la résistance non-violente ou passive, avec le principe qui veut que l'on réponde par le bien au mal. Le sens de ces lignes n'incite pas du tout à la passivité, car elles conseillent de ridiculiser le Mal par l'excès, par une surenchère qui dévalue la douleur. Ce genre de comportement permet à la victime d'avoir une attitude active, de devenir un agresseur moral. La victoire qui en découlera ne sera pas morale, elle sera existentielle. Tendre l'autre joue n'éveille pas le sens de culpabilité de l'ennemi (il est capable de l'étouffer), mais lui révèle l'insignifiance de toute son entreprise, à l'instar de

toute manifestation de masse.

N'oublions pas que nous ne parlons pas d'une lutte honnête. Nous faisons état de situation où, dès le départ, on se trouve dans une position d'infériorité sans espoir, où l'on n'a aucune chance de pouvoir se défendre, où toutes les données sont contre vous. En d'autres termes, nous parlons des heures très sombres de la vie lorsque notre sens de supériorité morale sur l'ennemi n'est pas un remède, lorsque l'ennemi est allé trop loin pour avoir honte ou pour se souvenir de scrupules reniés, lorsqu'on n'a à sa disposition qu'un visage, un manteau et des pieds encore capables de parcourir un ou deux kilomètres.

Dans ce contexte, on n'a guère la possibilité d'exécuter des manœuvres tactiques. Alors tendre l'autre joue doit être une décision consciente, prise de sang froid. Savoir ce que vous faites renforce votre chance de gagner qui est peut-être minime. Votre joue tendue vers l'ennemi est seulement le début de la bataille, comme c'est le début du verset, vous devez le savoir — il faudrait que vous ayez une vue d'ensemble, que vous méditez sur les trois strophes du Sermon sur la montagne. L'ne seule ligne, sortie du contexte, vous paralyserait.

Tirer une conclusion éthique d'une citation tronquée mène à la catastrophe ou à la mentalité bourgeoise qui jouit d'un ultime confort, celui de ses convictions. Dans les deux cas (le dernier est le moins plaisant, avec la participation à des mouvements bien intentionnés et des organisations charitables), on cède du terrain au Mal, on tarde à comprendre ses faiblesses. Car le Mal, puis-je vous le rappeler, est seulement humain.

L'éthique basée sur cette citation tronquée n'a rien changé dans l'Inde d'après Gandhi, excepté la couleur de son administration. Du point de vue d'un homme affamé, peu importe qui le prive de manger. J'admets qu'il peut même préférer qu'un homme blanc soit responsable de son triste état, car ainsi les maux sociaux viennent de l'extérieur et pèsent peut-être moins que les souffrances infligées par les siens. Avec un étranger au pouvoir, l'espoir et la fantaisie peuvent survivre. Pareillement dans la Russie d'après Tolstoï, l'éthique basée sur cette citation tronquée ébranlait la détermination de la nation de s'opposer à l'Etat policier. Ce qui a suivi n'est que trop connu : pendant six décennies la nation a tendu sa joue qui s'est transformée en une profonde blessure. Aujourd'hui, l'Etat fatigué de sa propre violence, crache simplement à la face de sa victime, tout comme à la face du monde. En d'autres termes, si l'on veut séculariser l'enseignement chrétien, traduire en termes politiques les paroles du Christ, on a besoin d'autre chose que du charabia politique moderne : il faut avoir à l'esprit le texte original — si l'on n'a pas réussi à le loger dans son cœur. Jésus était plutôt un esprit divin qu'un homme bon, il ne faut donc pas insister sur Sa bonté au détriment de Sa métaphysique.

Je dois admettre que je suis un peu gêné de parler de ces choses parce que tendre ou ne pas tendre l'autre joue est après tout une affaire très intime. La rencontre est toujours d'ordre personnel. Il s'agit toujours de votre peau, de vos vêtements, ce sont vos pieds qui marchent. Donner des conseils à quelqu'un sur la façon dont il doit utiliser ce qui lui appartient est indécent, sinon entièrement erroné. Tout ce que je cherche à faire, c'est extirper de vos esprits un cliché qui a si souvent nui et si peu aidé. Je voudrais également vous inculquer une idée : tant que vous possédez votre peau, vos vêtements et vos membres, vous n'êtes pas vaincu — quelles que soient les circonstances.

On se sent mal à l'aise pour discuter de ces choses en public à cause d'une raison plus sérieuse : il ne s'agit pas de votre répugnance naturelle à vous considérer comme des victimes potentielles. La lucidité veut que l'on suppose qu'il y a entre vous également des méchants potentiels, et c'est une mauvaise stratégie que de révéler les secrets de la résistance à un ennemi potentiel. Ce qui me sauve d'être accusé de trahison, ou pire, de projeter dans l'avenir le *statu quo* tactique, c'est l'espoir que la victime sera toujours plus inventive, plus entreprenante, plus originale dans sa façon de penser que le bourreau. Il y a donc une chance que la victime puisse triompher.

(1) Tiré de l'adresse aux étudiants diplômés de la promotion « 84 » de Williams College (Etats-Unis).



n craint généralement d'être déçu par les œuvres admirées à l'époque de la jeunesse : 1984 m'avait profondément impressionné il y a trente ans, lors de sa publication. J'ai donc hésité longtemps avant d'y revenir. Je me souviens encore des sentiments agités — du désespoir infini, du désarroi — qui envahirent tant de gens à la première lecture du livre d'Orwell. Je me suis demandé s'il ne s'agissait pas de sensations fugitives dues au moment ou même — certains critiques de gauche le prétendaient — d'un simple réflexe suscité par la guerre froide. Mais ces craintes étaient sans fondement. J'ai relu 1984 et je suis de plus en plus convaincu que ce livre fait partie des ouvrages classiques de notre époque.

Restera-t-il un classique durant toutes les époques à venir ? C'est une autre question. Nous ne pouvons savoir ce que les généra-

lors de sa publication, on eut l'impression qu'il présentait un tableau trop familier, même banal, malgré son désir évident de choquer par sa version poussée à l'extrême de l'Etat totalitaire.

L'ensemble des détails de la vie quotidienne en Océania semblait également familier, mais d'une façon un peu différente. Beaucoup de descriptions étaient reprises, avec des déformations plus ou moins grandes, des livres antérieurs d'Orwell, de ces nombreuses observations caustiques sur l'Angleterre du vingtième siècle. Dans un article paru dans le *Times Literary Supplement*, Julian Symons remarquait avec perspicacité que :

« Par certains côtés, la vie (en Océania de 1984) n'est pas très différente de celle que nous menons actuellement. Le ragoût rosâtre de viande et de légumes, le quignon de pain, les cubes de fromage, le bol de café de la Victoire, sans lait et à la saccharine, — toutes ces denrées, nous pouvons les connaître ; nous est familière également la description du gin de la Victoire (réservé aux privilégiés, les prolétaires boivent de la bière) qui a « une odeur huileuse, écœurante, comme l'eau-de-vie de riz chinoise », et donne l'impression à ceux qui le boivent que « l'on a cogné sur leur crâne avec une matraque ». En général nous pouvons regarder les images du futur avec détachement parce qu'elles semblent concerner des gens entièrement différents de nous. Par la création d'un monde dans lequel les prolétaires ont toujours leurs chansons sentimentales et leur bière, où les privilégiés consomment leur gin de la Victoire, Orwell nous implique avec adresse dans son histoire et

nous met mal à l'aise... ».

Symons aurait pu ajouter que, dans des récits antérieurs, Orwell avait déjà mis l'accent d'une façon presque obsessionnelle sur les désagréments de la vie citadine, les odeurs fétides, les goûts amers, les rues inhospitalières, les chambres sordides, les corps couverts de sueur. Finalement, l'Océania du non-avenir ressemblait étrangement à l'Angleterre du passé immédiat.

On trouve également des ressemblances avec les années de la terreur stalinienne en Russie. La façon dont les autorités d'Océania cuisinent Winston Smith, l'alternance des coups et des conversations amicales, l'apparition finale et terrifiante d'O'Brien, le détenu

LES ARCANES DU POUVOIR

Irwing Howe

tions futures penseront du livre d'Orwell ni ce qu'il signifiera pour ceux qui se souviendront tellement peu de l'époque du totalitarisme qu'ils auront besoin de notes en bas de page pour comprendre 1984.

Mais nous, enfants de ce siècle, avons des relations étroites, troubles et angoissées avec ce livre. En 1938 ou 1939, l'idée d'un monde que se partagent quelques superpuissances totalitaires — l'hypothèse du livre d'Orwell — n'avait pas semblé invraisemblable. Je me souviens de conversations feutrées sur la possibilité d'un monde dominé par Hitler ou par Staline, avec peut-être une enclave de plus en plus réduite de démocratie en Amérique du Nord. Pendant les années qui précédèrent la guerre, ces visions cauchemardesques ne semblaient pas du tout irréelles. En 1949, donc dix années plus tard, au

du pouvoir — tout cela rappelle les interrogatoires de la NKVD dans *Le Zéro et l'Infini* d'Arthur Koestler.

La description de Koestler a devancé ce que nous avons appris plus tard sur les méthodes de la police secrète soviétique. Il faut féliciter Orwell d'avoir compris que l'imagination s'épanouit quand la réalité quotidienne lui sert de point de départ.

Il savait aussi que, pour rendre crédible la partie de son livre qui débouche sur l'extraordinaire, il devait l'ancrer solidement dans la vie ordinaire. Autrement dit, il savait que son problème essentiel était de rendre plausible — ce qui ne veut pas dire probable, ne l'oublions pas — sa vision de la progression démente des tendances destructives de la société moderne, lorsque les sentiments humains et la prudence ne freinent pas le processus.

Pourtant durant ma relecture de 1984, je me suis aperçu que tout cela semble très familier encore d'une autre façon — mais cette familiarité est bouleversante.

L'idée même d'une société entièrement contrôlée et dirigée par une élite auto-reproductrice, qui utilise la terreur et l'idéologie pour régner, ne nous apparaît plus comme une horreur lointaine ou la projection d'un esprit paranoïaque. Pendant les dizaines d'années qui se sont déroulées depuis qu'Orwell a écrit son livre, nous avons commencé à nous familiariser à un tel point avec l'idée de l'Etat totalitaire que ce dernier ne nous semble plus que l'une des options possibles en ce qui concerne le mode de vie des hommes. La pensée que le totalitarisme est une constante assez banale dans l'histoire de notre temps peut devenir aussi terrifiante que la perspective de vivre, à plus ou moins longue échéance, sous un régime orwellien. Aucune personne sensée n'aurait pu considérer 1984 comme une véritable prédiction. Même ceux qui avaient lu le livre avec méfiance ou avec haine, savaient qu'il s'agissait d'un avertissement, certes, d'un avertissement terrifiant. Que sa conception fondamentale nous soit devenue tellement familière et plausible, constitue — si l'on y pense — un fait profondément troublant. Mais ce fait existe.

Demander à quel genre littéraire correspond 1984 peut sembler une question étrange et même pédante.

On pourrait dire qu'après tout des millions de lecteurs ont apprécié ce livre sans se casser la tête au sujet de détails aussi futiles. Pourtant la question n'est ni étrange ni pédante car, selon mon expérience, une bonne partie des lecteurs d'Orwell n'ont pas compris clairement ses intentions. On dit souvent : « Ecoutez, nous voici en 1984, et nous ne vivons pas dans une société semblable à celle d'Orwell. Ne doit-on pas penser qu'il avait exagéré ou même qu'il avait un esprit morbide ? » On peut trouver une réponse assez simple à cette sorte de reproche : une fiction, une « antiutopie », se caractérise par un certain degré d'exagération, car sans cette exagération, une telle œuvre ne serait rien de plus qu'un énième portrait réaliste de la société totalitaire.

D'autres reproches plus sophistiqués se placent sur le plan « littéraire ». L'une des critiques les plus répandues vise le manque de « personnages vrais » et d'un environnement social suffisamment crédible ; on dit également que, du point de vue psychologique, l'histoire est un peu simpliste. Au fond ces reproches ont un rapport avec le genre littéraire et avec la confusion des genres : ils montrent l'incompréhension

du genre de fiction qu'Orwell a écrit et de ce que l'on a le droit d'en attendre. Quand un critique comme Raymond Williams dit que dans 1984 il n'y a pas « une société réelle et des personnages réels qui y correspondent », il passe à côté du vrai problème (volontairement, est-il permis de supposer). Car le but d'une antiutopie est de peindre un monde « inconcevable » d'une façon qui nous oblige à admettre provisoirement qu'il est concevable ; et de projeter un univers dans lequel des catégories comme « société réelle, personnages réels » ont été supprimées ou rendues désuètes. Dans la réalité, il serait sans doute possible de constituer une société semblable à Océania, mais le problème n'est pas là. Un auteur peut, dans le type de fiction qu'a inventé Orwell, dessiner le contour de « l'impossible », le présenter comme une possibilité réelle — même si c'est pour nous persuader finalement qu'il nous a montré l'impossible. Après tout, au cours de la seconde moitié du siècle, nous nous sommes assez rapprochés d'une société comme celle d'Océania pour que la perspective de sa réalisation soit à la portée de notre imagination. Et c'est suffisant pour l'auteur d'une fiction.

Il est certaines fictions qui ne devraient pas être appelées romans : par exemple, *Candide* de Voltaire, *Le Voyage de Gulliver* de Swift, *Crotchet Castle* de Peacock, Northrop Frye, probablement dans le vain espoir de contrecarrer la tendance moderne qui veut classer toutes les fictions parmi les romans, décrit un genre de fiction qu'il intitule *Satire Ménippée**, dont « l'invention est attribuée à un Cynique grec prénommé Menippus ». Cette fiction « se préoccupe moins des êtres humains que des attitudes mentales... et diffère du roman par sa description des caractères plus stylisée que naturaliste... ».

Un quart de siècle plus tôt, lorsque j'ai parlé la première fois de 1984, j'ai pensé que cette définition correspondait au genre de livre qu'Orwell avait composé : mais maintenant je voudrais nuancer mon opinion. Presque tout le monde a admis qu'Orwell avait trouvé avec un rare bonheur des véhicules symboliques et des situations dramatiques qui lui permettaient de montrer les « attitudes mentales » dont parle Frye. Pensons à la novlangue et à Big Brother, à la Semaine de la Haine et au ministère de l'Amour. Ces termes ont envahi notre langage et notre conscience. (Il y a quelques années, je suis allé dans une université canadienne où de malicieux étudiants avaient baptisé le nouveau bâtiment du campus — immense, sans fenêtres, en ciment hideux — ministère de l'Amour ; et je suis certain qu'il gardera ce nom pendant de longues années). On a de bonnes raisons de penser que 1984 est une illustration de la *Satire Ménippée* — il l'est, mais il est aussi autre chose.

Au cours de la relecture, j'ai commencé à apprécier les passages qui pourraient figurer dans un roman traditionnel. Particulièrement ceux où Winston Smith et Julia essaient de trouver un endroit pour s'isoler et faire l'amour. Ici, des bribes d'individualité se font sentir : par exemple, l'audace de Julia qui met au point leur escapade à la campagne où ils pourront échapper au télécran hai, et sa charmante indifférence envers les idéologies au moment où elle s'endort pendant que Winston récite avec excitation des passages du livre interdit, *Théorie et pratique du collectivisme oligarchique* d'Emmanuel Goldstein.

Maintenant je pense qu'il faut considérer 1984 comme un mélange de genres : c'est avant tout une *Satire Ménippée* et un roman conventionnel, mais c'est aussi un manifeste et une épopée transposée. Une telle définition peut être utile, bien que personne n'aurait la bêtise d'exiger des catégories bien définies, mais cela nous évitera au moins de formuler de fausses exigences pendant la lecture.

Une antiutopie doit comporter quelques traits exagérés. L'histoire doit emprunter les conventions du roman utopique naguère à la mode et leur faire faire des tête-à-queue. J'ai déjà écrit au sujet de cette touche d'exagération :

« ... une stratégie dramatique et une psychologie narrative au service « d'un pas de plus »... d'un pas au-delà de la réalité connue — il ne s'agit pas d'un compte rendu du totalitarisme moderne mais plutôt, grâce à ce pas de plus, d'un modèle exagéré de l'Etat totalitaire ».

On peut envisager plus d'un pas, mais deux ou trois pas au maximum, car le lecteur pourrait devenir

incrédule si l'auteur accumulait les improbabilités.

Une chose m'a particulièrement frappé en relisant 1984 : oui, l'auteur d'une fiction peut se permettre de faire quelques pas au-delà de la réalité connue, mais il obtiendra sans doute les effets les plus forts aux moments où l'aiguille oscille entre la crédibilité minimale et l'incrédibilité totale, car à ces moments nous nous demandons si les choses pourraient réellement aller jusque-là. Et les inquiétudes les plus atroces nous envahissent. Est-ce concevable qu'un Etat totalitaire puisse atteindre un tel degré de totalitarisme, qu'il puisse briser et transformer les êtres humains au-delà des limites de l'endurance supposée de la « nature humaine » ? Nous pensons et espérons que la réponse à cette question est « non », mais nous ne pouvons l'affirmer. Nous savons que des Etats totalitaires ont déjà commis des actes que les générations précédentes n'avaient pas cru possible de commettre.

L'un de ces moments est celui où Orwell évoque la sexualité en Océania. On entraîne systématiquement les membres du Parti extérieur — nous ignorons tout sur ceux du Parti intérieur — à minimiser et à nier leur instinct sexuel : on leur apprend à ne pas associer au coït le plaisir sensuel et le jeu de l'imagination. Il ne doit pas exister d'« espace libre » dans la vie des fidèles membres du Parti extérieur, ni rien qui puisse échapper au contrôle de l'Etat. L'énergie sexuelle doit se transformer en violence politique et en hystérie utilisable. Les prolétaires ont le droit de vivre en promiscuité, leur paresse et leur indolence semblent des assurances contre leur rébellion, mais les membres du Parti extérieur, s'ils commettent le péché d'avoir des relations intimes entre eux, encourrent les punitions les plus rigoureuses.

Orwell examine ce problème avec attention : « Le but du Parti n'était pas simplement d'empêcher les hommes et les femmes de se vouer une fidélité qu'il ne pourrait contrôler. Son but, en revanche, était d'enlever tout plaisir à l'acte sexuel. Ce n'était pas tellement l'amour, mais l'érotisme qui était l'ennemi, que ce fût dans le mariage ou hors du mariage... Le commerce sexuel devait être considéré comme une opération sans importance et légèrement dégoûtante... Le Parti essayait de tuer l'instinct sexuel, ou à défaut, de le dénaturer et de le salir... ».

La question reste ouverte : Orwell a-t-il saisi l'essence de la théorie totalitaire ou a-t-il fait « un pas de trop » ? Nous savons que, pendant les années du stalinisme, l'Union soviétique avait affiché, au moins officiellement, un dégoût puritain et parfois répressif de la sexualité. Mais nous n'avons pas la preuve que pendant ces années — la période dont Orwell s'est inspiré pour son livre — les membres du Parti aient souffert d'une plus forte répression sexuelle que le reste de la population. Malgré ce doute, Orwell a cerné un point très important : il a extrapolé à partir des « principes de base » totalitaires au sujet non seulement du sexe en soi, mais surtout de « l'espace libre » redouté, de cette marge d'autonomie personnelle que certaines gens avaient voulu sauvegarder même aux pires moments du stalinisme et de l'hitlérisme. Selon Orwell, cette marge avait fait échouer tous les efforts consacrés à imposer une vision totalitaire. Je dois répéter qu'il ne s'agit pas de déterminer si un totalitarisme « total » peut exister ou non, et pendant quelle durée. Tout ce qui compte dans le cas présent, c'est de décider s'il est suffisamment plausible pour servir de point d'appui à une œuvre littéraire.

Au cours du trajet qui le mène de la rébellion à l'effondrement, Winston Smith fait un effort voué à l'échec pour retrouver la notion (peut-être davantage



que l'expérience) d'une existence personnelle, d'une psychologie individuelle, d'une introspection sans contraintes. Et cela n'est pas le fruit du raisonnement — à mon avis c'est l'une des plus belles réussites d'Orwell — mais de la rencontre de deux corps. Lorsque Winston Smith et Julia font leur première escapade hors de Londres pour trouver dans la forêt un petit coin où ils pourront faire l'amour, il ne « s'aiment » pas, ils ne s'aiment pas encore. C'est seulement — seulement ! — la rencontre de deux corps affamés, l'éclatement d'un désir, mettons, animal, merveilleusement pressant, vivace et salutaire. Ils ont échappé à l'emprise du Parti, ce moment leur appartient.

Dans ce passage, et dans certains autres, Orwell écrit avec un lyrisme douloureux, en sourdine, un lyrisme rauque, le seul qu'il puisse se permettre en la circonstance. J'ai éprouvé plus d'émotion qu'à la première lecture quand j'ai relu ces brèves et timides célébrations du plaisir physique. Un peu plus libres de langage qu'en 1949, nous pourrions dire que Julia est une femme qui aime baiser ; il faut utiliser cette expression directe, car dans le misérable enclos d'Océania, la meilleure chose que l'on puisse faire, c'est baiser.

La façon dont Orwell envisage le pouvoir est encore plus audacieuse que son extrapolation à partir de la sexualité. Il a tendance à considérer la soif du pouvoir comme une donnée fondamentale qui ne doit et ne

peut être expliquée que par sa propre description. Dans ce cas aussi, les événements ont entièrement confirmé ses intuitions. Je me permets d'abuser de votre patience et d'évoquer certains reproches formulés peu après la parution de 1984, par des critiques d'Orwell par ailleurs admiratifs. Philip Rahv écrit, dans un essai remarquable, que, d'une certaine façon, Orwell a sans doute surpassé même Dostoïevski dans sa compréhension de la « dialectique du pouvoir ». Dans *Les Frères Karamazov*, le Grand Inquisiteur tyrannise le peuple pour son propre bien : il pense que l'homme est une faible créature qui a besoin de coups de fouet dans son propre intérêt et qui ne peut être heureux que si on le libère du fardeau de la liberté. Pendant l'interrogatoire mené par O'Brien,

Winston Smith, dans l'espoir d'apaiser son bourreau, répète les paroles du Grand Inquisiteur qui justifient la prise et le maintien du pouvoir :

« Que le Parti ne cherchait pas le pouvoir en vue de ses propres fins, mais pour le bien de la majorité ; qu'il cherchait le pouvoir parce que, dans l'ensemble, les hommes étaient des créatures frêles et lâches, qui ne pouvaient endurer la liberté ni faire face à la vérité... Que l'espèce humaine avait le choix entre la liberté et le bonheur et que pour la plupart des hommes le bonheur valait mieux : que le Parti était le gardien éternel du faible, la secte élue qui faisait le mal pour qu'il en sorte du bien, qui sacrifiait son propre bonheur à celui des autres ».

Aux yeux d'O'Brien, c'est un bavardage hypocrite, il s'en moque et dit : « C'est stupide, Winston, stupide ». Il pousse le levier de la machine qui inflige la douleur à Winston Smith et lui lance ces paroles mémorables :

« Le parti recherche le pouvoir pour le pouvoir, exclusivement pour le pouvoir. Le bien des autres ne l'intéresse pas... On n'établit pas une dictature pour sauvegarder une révolution. On fait une révolution pour établir une dictature. La persécution a pour objet la persécution. La torture a pour objet la torture. Le pouvoir a pour objet le pouvoir... Le pouvoir est d'infliger des souffrances et des humiliations. Le pouvoir est de déchirer l'esprit humain en morceaux

que l'on rassemble ensuite sous de nouvelles formes que l'on a choisies ».

Cette conversation est l'un des sommets de 1984 et peut-être la clé de tout le discours politique moderne. Dans son commentaire, Philip Rahv avait formulé une critique qui, en 1949, me semblait perspicace et juste :

« Au sujet de l'un des aspects de la psychologie du pouvoir, l'appréhension de Dostoïevski me paraît plus valable que le réalisme rigoureux d'Orwell. Il me semble qu'en ce qui concerne la conduite d'O'Brien, Orwell ne fait pas la distinction entre la vérité psychologique et la vérité objective. Indubitablement, c'est plutôt O'Brien que le Grand Inquisiteur de Dostoïevski qui révèle la nature du pouvoir absolu ; mais cela ne résoud pas le problème de la psychologie d'O'Brien, c'est-à-dire que cela n'explique pas sa capacité de vivre avec cette implacable vérité comme unique support ; et il n'est guère concevable que l'élite du Parti, ses pairs, puissent vivre en paix longtemps avec le poids de cette vérité. Le mal, plus que le bien, a besoin de justifications pseudo-religieuses, fournies si volontiers par les idéologies basées sur le salut de l'humanité et le bonheur obligatoire. Certes, le pouvoir est une fin en soi, mais même les Grands Inquisiteurs se trouvent contraints de croire à la fiction que leur pouvoir est un moyen qui mène à une autre finalité suprême et empreinte d'une noblesse reconfortante ».

Rahv a écrit ces lignes incisives il y a des dizaines d'années : la plupart des événements qui se sont déroulés depuis fournissent une raison de douter qu'il ait eu entièrement raison. A l'époque où écrivait Orwell, Staline était en vie et Hitler n'était mort que depuis peu de temps. Le totalitarisme, en apparence une force irrésistible, semblait sur le point d'envahir l'Europe. Le fanatisme idéologique, qui, quelques années plus tard, apparais-

sait à Hannah Arendt comme l'un des deux supports de l'Etat totalitaire, était encore fort. Il est vrai qu'Hitler et Staline régnaient par la terreur, mais il est également vrai que des millions de gens prenaient très au sérieux les idéologies, les mythes, les slogans nazis et communistes, et leur vouaient une dévotion bien plus ardente que celle suscitée par les religions traditionnelles en ce siècle. Le pouvoir était sans doute l'objectif unique du Parti en Océania, mais tout au moins en 1949, et aussi quelques années plus tard, on pouvait difficilement croire qu'un O'Brien parlerait aussi ouvertement qu'Orwell le faisait parler, même en présence d'une victime qu'il allait briser.

Actuellement, pouvons-nous affirmer qu'Orwell avait tort de mettre dans la bouche d'O'Brien le discours sur le pouvoir ? Je ne le crois pas. Car nous avons pu assister à un développement inattendu de l'Etat communiste : son idéologie s'est corrompue, le nombre de gens qui croient en ses postulats a diminué,

pourtant son pouvoir reste virtuellement intact.

Certes, on utilise la terreur moins ouvertement, mais le pouvoir de l'Etat — une espèce de réserve de terreur — reste un pouvoir absolu. Tandis que la léthargie et la paresse envahissent les sociétés communistes, on commence à sentir que l'idéologie y est devenue une sorte de corps fossilisé, composé de slogans fatigants et à moitié oubliés. Peu de Russes cultivés, les dirigeants du Parti compris, doivent continuer à « croire » qu'ils bâtissent la société communiste imaginée par Marx et par Lénine. Mais le Parti continue à exister.

A quoi donc croient-ils, ces apparatchiks ? Ils croient à leur appareil. Ils croient au Parti. Ils croient au pouvoir que ce dernier leur assure. Qu'un bureaucrate soviétique puisse parler à un dissident emprisonné sur un ton aussi cynique que celui employé par O'Brien face à Winston Smith ne semble plus inconcevable. Cela ne semble même pas une supposition osée. Un bureaucrate, surtout s'il est intelligent et se veut raffiné, pourrait expliquer à sa victime qu'il est au courant du déclin du mythe totalitaire, que, pendant la phase de la transparence, on a dépouillé le système de son image idéalisée. Peut-être ce bureaucrate serait-il moins lucide qu'O'Brien, mais on peut supposer qu'il dirait à sa victime :

« Ecoute, mon petit gars, je ne veux pas passer pour un imbécile et te faire de grands discours sur la "société sans classes". Je voudrais simplement te faire comprendre une chose, pour ton propre bien : il faut que tu saches qui détient le pouvoir et qui entend le garder ».

Nous avons la preuve de l'intuition d'Orwell : il a prévu le moment historique où la foi dans l'Etat totalitaire déclinerait sans entamer son pouvoir. Nous ne savons pas encore si ce changement entraînera une crise explosive ou une période de stabilité précaire. Mais maintenant nous avons des raisons d'accorder du crédit à l'hypothèse contestée d'Orwell selon laquelle les dirigeants de l'Etat totalitaire ne se leurrent plus (peut-être ne le peuvent-ils plus) sur leurs motivations et leurs buts. Il faut envisager la triste possibilité qu'ils ont une image réaliste d'eux-mêmes : ils savent sans doute qu'ils détiennent le pouvoir simplement pour l'avoir — et ce motif leur semble amplement suffisant.

L'aspect le plus problématique, mais aussi le plus intéressant de 1984 est la façon dont Orwell présente la situation des prolétaires.

« Ils avaient leurs propres allégeances qu'ils ne remettaient pas en question. Uniquement les relations personnelles comptaient, et tels petits gestes, un baiser, une larme, un mot chuchoté à un mourant conser-



Topor



vaient une valeur intrinsèque. Soudain il s'aperçut (Winston Smith) que les prolétaires ne témoignaient de fidélité ni à un parti, ni à un pays ni à une idée, ils étaient fidèles les uns aux autres ».

C'est très touchant et cela prend encore une autre dimension quand Winston Smith cherche un levier ou des moyens qui pourraient déclencher une rébellion capable de mettre en danger le pouvoir du Parti. « Si l'espoir existe, écrit-il dans son journal, il réside chez les prolétaires ». Si... et suit le paradoxe, qui même à l'époque à moitié oubliée du capitalisme, tourmentait les socialistes : « Ils (les prolétaires) ne se révolteront que lorsqu'ils seront devenus conscients, et ils ne pourront devenir conscients qu'après s'être révoltés ».

Bien entendu, Orwell savait que traditionnellement les marxistes offraient une solution « dialectique » à ce dilemme : les impératifs de l'action réveillent la conscience des gens et les stimulants de la conscience engendrent d'autres actions. Formule puissante, des millions de gens l'ont répétée ; mais, à l'instar d'autres intellectuels de gauche de son temps, Orwell commençait à mettre en doute son exactitude et son utilité. Dans *1984*, Orwell a eu l'intelligence de ne pas trancher ; la question de savoir si oui ou non les prolétaires pourraient exercer un pouvoir décisif dans la société moderne est restée ouverte.

Si Orwell a commis une erreur majeure, c'est dans ce domaine. Les prolétaires ont droit à plus d'intimité

dans ce cas, notre faculté de croire est mise à rude épreuve. Permettez-moi de citer quelques phrases que j'avais écrites peu après la parution de *1984* :

« Des raisons fondamentales permettent de mettre en cause la façon dont Orwell décrit la condition des prolétaires. L'Etat totalitaire ne peut se permettre aucun luxe ni faire des exceptions : il ne peut tolérer l'existence de quelque groupe que ce soit qui échapperait à son contrôle : il ne se sent jamais suffisamment rassuré pour se laisser aller à l'indifférence ; il fouille tous les recoins de la société à la recherche de rebelles qu'il sait inexistantes (mais ils pourraient exister !). L'Etat totalitaire ne peut se reposer pendant une longue période : le faire entraînerait le risque de la désintégration... Il doit toujours maintenir une agitation, sans cesse secouer ses sujets... Winston Smith conclut que les prolétaires restent l'un des rares espoirs de la révolte, donc il est peu plausible qu'Océania leur accorde même la relative liberté décrite par Orwell ».

Si les « cercles dirigeants » de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Hongrie pouvaient parler en privé à O'Brien, ils lui diraient que sa lucidité au sujet du pouvoir ne l'empêche peut-être pas de se tromper quant aux prolétaires...

Une aura de mélancolie enveloppe *1984* : à la fin du livre, Winston Smith, brisé, boit le gin de la Victoire et marmonne son amour d'ivrogne pour Big Brother. Il a achevé sa « normalisation ». « Si l'espoir existe, il réside chez les prolétaires ». Winston Smith l'a dit ; mais y a-t-il un espoir ? Orwell n'est pas obligé de répondre à cette question, il lui suffit de la poser avec honnêteté et avec un désespoir qui témoigne de son appartenance à notre siècle.

La tristesse qui plane sur le livre a été « expliquée » par des critiques comme le symptôme de la grave maladie qui minait Orwell à la fin de sa vie, au moment où il écrivait son livre. Peut-être cette remarque contient-elle une parcelle de vérité, nonobstant elle me semble assez stupide. Un malade, un homme déprimé n'aurait pas pu déployer l'extraordinaire esprit d'invention qui caractérise *1984*. Et dans quel

monde ont-ils vécu, ces critiques ? N'ont-ils pas appris la mauvaise nouvelle ? Non, la tristesse de *1984* est justifiée ; mais c'est une tristesse passionnée et tonifiante.

Si l'extrémisme de la vision d'Orwell surgit de sa compréhension et de son rejet d'un monde où les êtres humains seraient privés de toute possibilité dynamique, il reflète également son horreur grandissante de la politique, tout au moins de celle qui envahit tous les domaines. Cela concerne aussi la touche de conservatisme du point de vue d'Orwell — un conservatisme plutôt sentimental que politique : c'est-à-dire qu'il se préoccupe de la qualité de la vie quotidienne, de la force des liens et des sentiments. L'un des motifs les plus émouvants de *1984*, c'est l'effort récurrent que fait Winston Smith pour évoquer les fragments du passé, les jours antérieurs à la prise de pouvoir du Parti. Il essaie de se remémorer les caresses de sa mère qui les lui donnait simplement parce qu'il était son fils ; il essaie de reconstituer l'image de l'église détruite ; il essaie de retrouver une vieille chansonnette, assez triviale, mais porteuse d'associations :

« Oranges et citrons, disent les cloches de Saint-Clément.

Tu me dois trois farthings, disent les cloches de Saint-Martin.

Quand me paieras-tu ? disent les cloches du Vieux Bailey.

Quand je serais riche, disent les cloches de Shore-ditch. »

Ce conservatisme des sentiments, déjà présent dans les livres antérieurs d'Orwell, est en conflit, de l'avis de certains lecteurs, avec ses convictions démocratiques et socialistes. Ce ne serait vrai que s'il voyait le socialisme comme un total reniement du passé, comme la tentative d'une élite bureaucratique d'imposer « l'utopie » à l'aide de la terreur. (La gauche autoritaire et la droite réactionnaire le voient ainsi). Mais Orwell a compris que le socialisme démocratique doit tendre à sauver les valeurs du passé, à élargir nos libertés et à approfondir notre culture. Les sentiments conservateurs qu'Orwell exprime dans *1984* ne sont pas en contradiction avec ses opinions socialistes. Au contraire, ils les étayent. Au moins, on est en droit de l'espérer.

Pendant que j'écrivais cet essai, le rédacteur d'une revue américaine, friand de formules frappantes, m'a interrogé plusieurs fois : « Si Orwell était encore en vie, serait-il resté socialiste ? ». Question absurde, car personne ne peut connaître la réponse. Mais on peut dire ceci : parmi les écrivains et les intellectuels de gauche de sa génération, certains ont rejoint la droite, certains ont essayé de reconsidérer les valeurs socialistes pour mettre plus d'accent sur la démocratie, et d'autres se sont totalement désintéressés de la politique. Laquelle de ces directions aurait pris Orwell est impossible à dire, sauf qu'il est difficile d'imaginer qu'il se serait entièrement désintéressé de la politique.

Nous savons qu'Orwell s'était publiquement opposé à ceux qui voulaient utiliser *1984* pour une propagande contre le socialisme. Dans une lettre qu'il écrivit à un correspondant américain, il exprima son opinion avec la droiture et la lucidité que le caractérisent :

« Mon récent roman (*1984*) n'est pas une attaque contre le socialisme ou le parti travailliste britannique (que je soutiens) : c'est l'exposé des perversions qui menacent une économie centralisée et qui se sont déjà manifestées dans les régimes communistes et fascistes. Le genre de société que je décris ne doit pas nécessairement se développer, mais je crois (sans oublier, bien sûr, le fait que mon livre est une satire) qu'une chose semblable pourrait arriver... ».

Telle est simplement l'opinion d'Orwell ; et nous savons que souvent les auteurs ne comprennent pas toutes les implications de leurs œuvres. Par conséquent, certains lecteurs peuvent dire que, même si Orwell ne voulait pas attaquer l'idée socialiste avec son livre, on peut l'interpréter de cette façon.

On le peut. La vision présentée par Orwell ne doit pas mener inéluctablement à une conclusion politique, sauf à l'idée qu'il est urgent de mettre l'accent sur des normes démocratiques. Libéraux, conservateurs et socialistes peuvent tous s'emparer du texte d'Orwell pour justifier leurs points de vue, pourtant les plus évolués parmi eux admettront qu'une position politique doit se justifier en ses propres termes, indépendamment de tout texte littéraire.

Orwell a compris que la société moderne a une forte tendance à se tourner vers le collectivisme économique : que cette tendance peut adopter une large palette de colorations politiques, des autoritaires aux démocratiques ; qu'elle peut être infléchie ou modulée, mais qu'elle ne peut probablement pas être annulée. L'interpénétration de l'Etat et de la société, du gouvernement et de l'économie, est un fait de la vie moderne, à l'instar de l'industrialisation et de l'urbanisation du passé. En 1940, Orwell écrit : « Il ne s'agit pas (pas tout à fait) d'éviter le collectivisme. Une seule question se pose : sera-t-il fondé sur la coopération volontaire ou sur la mitrailleuse ? ». En d'autres mots : sera-t-il démocratique ou autoritaire ? Ainsi l'affaire est définie avec une admirable précision. *1984* nous montre ce qui pourrait arriver si « la mitrailleuse » triomphait, mais nous pouvons choisir l'autre possibilité.



Topor

que les membres du Parti, le télécran ne leur hurle pas des instructions, la police secrète les dérange rarement, à l'exception des cas où il s'agit de vaporiser un prolétaire doué ou indépendant. Sans doute le Parti intérieur estime-t-il que les prolétaires sont complètement écrasés et malés, qu'ils ne représentent une menace pour le pouvoir ni dans le présent ni dans l'avenir, car ils sont totalement démoralisés en tant qu'individus, et impuissants en tant que classe sociale.

Mais l'enseignement de l'histoire — qui devrait être primordial pour l'auteur d'une antiutopie — dément la vision du futur d'Orwell. Au cours de ces dernières cinquante années, l'Europe a été secouée par des rébellions successives, certes peu victorieuses, et dans lesquelles les ouvriers (les prolétaires) ont joué un rôle important, de Berlin-Est en 1953 à la France en 1968, de la Révolution hongroise à la montée de *Solidarité* en Pologne.

Pour être en mesure de poursuivre la discussion, oublions l'actualité historique et les probabilités, car après tout il est toujours possible d'interpréter les évidences de manière contradictoire. Adoptons plutôt le critère de la plausibilité fictive pour juger le traitement qu'Orwell réserve aux prolétaires. Même

VU

Budapest

György Konrad

Ici, dans la partie orientale de l'Europe centrale, Est et Ouest se heurtent de front en même temps qu'ils s'interpénètrent. Ici, côte à côte, les fardeaux physiques et psychiques de la civilisation industrielle et pré-industrielle s'offrent à notre observation. Pareilles à de vieux postes de TSF, nos têtes sont parasitées par un brouhaha de voix se réclamant tantôt du socialisme d'Etat soviétique, tantôt du libéralisme atlantique. Nous avons beau essayer de régler le poste, les parasites reviennent. Les intellectuels que nous sommes gémissent sous le poids de leur propre autorité, mais s'y complaisent aussi. Nous sommes la contradiction personnifiée et nous voudrions bien voir plus clair en nous-même. Sauf que la chose est difficile et risquée. Alors, nous préférons boire : l'Europe centrale a une densité de penseurs ivrognes inégalée dans le monde.

Nous autres « Centre-Européens », ne sommes ni des Occidentaux, ni des Russes. Jamais nous ne sommes devenus de vrais bourgeois et sans doute ne le deviendrons-nous jamais. L'interrogation sur ce que nous sommes réellement nous est à tout jamais restée en travers de la gorge. Même notre situation sociale ne renseigne guère à ce propos : que nous soyons au sommet ou au bas de la hiérarchie sociale, l'Etat est — et a toujours été — suspendu au-dessus de nos têtes. C'est une pression que nous subissons depuis si longtemps que nos jambes plient automatiquement sous ce poids permanent et absurde. Nous avons fait l'objet de querelles, de débats, de marchandages, nous avons été écartelés ; notre destin a été réglé par des conférences de paix, des accords et des arrangements de toutes sortes. La première guerre mondiale a commencé à Sarajevo, la seconde à Dantzig. Le monde serait bien avisé de nous accorder quelque attention.

Nous sommes une question litigieuse éternellement en suspens, des « démocrates populaires », à savoir ni démocrates, ni populaires, mais quelque chose de tout autre. Nous ne sommes ni des démocrates libéraux, ni des communistes soviétiques ; nous ne sommes même pas des social-démocrates. Ce serait trop rationnel à notre goût, nous sommes bien plus fous que cela. Depuis toujours nos rangs ont recelé trop d'anarchistes clandestins : rebelles, brigands, partisans, révoltés, terroristes. Nous avons eu plus que notre part d'assassinats et de suicides et nous n'avons jamais manqué de gendarmes ni de prisonniers politiques. Nous avons honni nos rois à mi-voix jusqu'au jour où nous les avons poignardés. La vérité, c'est que nous avons appris à être fourbes — et cela nous ferait du bien que, pour changer, on commence un jour à nous traiter comme des êtres humains. Mais nous n'avons que faire de belles paroles plaquées sur des canons chargés.

Lorsque nous autres, habitants de l'Europe de l'Est, nous arrivons en Occident, nous restons entre nous, et nous n'en pensons pas moins. Nous écoutons ce que

nous disent nos amis occidentaux, mais nous n'y croyons qu'à moitié. Lorsque nous nous retrouvons seuls, nous en rions de tout cœur. Nous sommes des chenapans, des sceptiques, des tricheurs, des chevaliers d'industrie, des escrocs et nous sommes passés maîtres dans l'art de survivre. Quelque part, au fond de notre âme, nous avons le goût de la destruction et du sarcasme ; le cynisme est notre patrimoine historique et notre marque déposée. Nous avons toujours l'œil sur la sortie ; s'il le faut, nous sommes au rendez-vous, mais nous gardons la main sur la poignée de la porte. Et comment ne serions-nous pas de rusés déserteurs, des maîtres es-cartes truquées, de fieffés fainéants et gredins ? Plus d'une fois, nous avons payé très cher notre honnêteté. Ceux de ma génération qui se sont montrés respectueux des lois ont eu bien moins de chance de survivre que ceux qui les ont enfreintes. Nous serions fous d'aller nous dénoncer nous-mêmes. Où en serions-nous, si nous n'avions pas toujours une stratégie de rechange dans notre manche ?

A l'école, les manuels d'histoire nous ont appris à vénérer les rebelles. A respecter ceux qui ne se laissent pas faire, qui se moquent des menteurs, qui luttent les mains nues et qui, même le dos au mur, disaient ce qu'ils pensaient. Dans nos pays, les rixes dans la rue, l'évasion d'un détenu ou d'un prisonnier de guerre sont des images exaltantes. Chez nous la rébellion fait partie des fêtes, mais nous avons appris à ne pas nous rebeller les jours ouvrables.

Les Occidentaux n'ont pas subi assez d'épreuves et c'est pourquoi ils semblent plus fragiles que les gens d'Europe de l'Est. Ils ont plus de possibilités que nous, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils soient plus libres. Nous, nous gardons la forme grâce à un entraînement quotidien en vue de jours plus sombres ; notre pessimisme nous est une consolation.

Les capitalistes et les bureaucrates d'Etat détiennent le monopole des décisions : comme ce serait beau de détruire ce monopole et de socialiser les centres de pouvoir ! En Occident, les milieux officiels agitent le spectre horrible des menées de la police secrète à l'Est ; à l'Est, les milieux officiels brandissent les tristes perspectives du chômage. Des deux côtés, on veut intimider ceux qui réclament davantage de démocratie dans la vie économique comme dans la vie sociale. On vous fait la morale, on cherche à vous faire peur — ce qui empêche toute comparaison objective entre le capitalisme et le socialisme d'Etat. Mais nous devons sans cesse nous demander : où sont les institutions qui nous permettent de ne pas craindre d'afficher nos idées, de ne pas craindre une convocation à la police ?

Les dictatures dures sont passées de mode : la tendance actuelle est aux dictatures qui prennent des gants. Peu à peu l'Etat renonce aux moyens de persuasion les plus durs. Il ne parque plus les gens dans les camps et se décide à faire quelques concessions.



DE

Mais brusquement on voit apparaître des gens qui estiment que de ne pas pouvoir dire ce qu'ils pensent est plus grave que de perdre des privilèges de toutes sortes. Ces hommes-là ne craignent pas les châtimens, ils y trouvent plutôt une libération. A la vérité, ils n'ont rien à perdre : partout où ils vont on leur serre la main et, s'il le faut, d'une manière ou d'une autre, ils sauront s'en tirer tout seuls.

Si j'écris ce que je pense, si je n'ai pas peur de tout ce qui fait normalement peur aux gens, si mon livre m'intéresse davantage que l'accueil qui lui sera fait, s'il m'importe peu que mes idées ne restent pas cachées, si je ne confonds pas une forme de répression un peu plus modérée avec la liberté, si je sais que jamais on ne m'apportera la liberté sur un plateau d'argent, alors je puis espérer que certains me haïront et me tiendront pour un fou, tandis que d'autres m'aimeront sans pour autant me considérer comme un dingue. Bien sûr, il n'est pas dit que ces derniers ne sont pas eux mêmes des fous.

Nous autres, habitants de l'Europe de l'Est, nous devons être des coureurs de fond, avoir assez de souffle pour qu'à la fin de chaque course, on proclame que nos pays ont besoin de nous et que nous avons besoin d'eux et que nous ne nous laisserons pas exclure de la participation active aux affaires publiques. Les conservateurs de l'Europe de l'Est ne demanderaient pas mieux que d'exporter en Occident leurs penseurs indépendants. Ils n'ont plus envie de les mettre derrière les barreaux, ils se contenteraient bien de les expédier dans des lieux où, croient-ils, ces intellectuels se perdraient dans la masse. S'il en était ainsi, alors les conservateurs auraient raison et la place des dissidents serait en effet ailleurs. La garantie de notre indépendance consiste à ne pas devenir des articles d'exportation, à ne pas nous conformer, ni ici, ni ailleurs.

Nous avons besoin d'une stratégie patiente et de longue haleine. Les choses finiront par s'arranger et ceux qui sont les plus libres ont les meilleures chances de gagner. L'Etat et nous autres ne sommes pas des antagonistes, nous sommes des partenaires dans un même jeu. Nos vies se jouent dans les stades, dans les zones de combat et parfois on vient nous biner comme des champs de pommes de terre. L'oppresser n'aime pas l'oppression, mais les opprimés. Il prive ses sujets de leurs droits pour pouvoir fonctionner sans problèmes.

La liberté peut se pratiquer n'importe où. Parlez aux autres sans détours ! Agissez publiquement ! Vous êtes entourés de chefs de section cachottiers, de chefs de service et de leurs suppléants. Le plus minable des fonctionnaires est fier de ses secrets et même les institutrices d'école maternelle ont appris à surveiller leurs propos. Dans la zone où nous vivons, le révolutionnaire est celui qui évite à tout prix le secret. Déballez tout en public : soyez naïf et cherchez à tirer de vos amis le meilleur de leur naïveté ! Le fait de choisir tous les quatre ans entre deux gentlemen sur le retour ne signifie pas pour autant que vous soyez libres. Votre liberté ou votre absence de liberté se joue toujours à la minute qui suit. Ce sera peut-être juste au moment où vous attendez le bus au coin de la rue, ou un coup de téléphone dans votre chambre, ou un rêve dans votre lit.

Le citoyen docile n'est pas libre simplement parce qu'il vit tranquille. Notre liberté est un maître impatient qui ne nous accorde guère de repos. Elle préfère les actes qui viennent de l'âme aux actes raisonnables. Nous nous plaignons : « Voilà comme je suis, voilà tout ce que je sais faire » — « Tu es plus que cela, tu sais faire plus que cela », nous dit calmement notre maître. « Fais place en toi-même à la lumière, car c'est toi la place et la lumière. Si tu te lasses, toute la place sera plongée dans les ténèbres. »

KONRAD, György

Le Visiteur.
Seuil, 1974, 224 p.
Les Fondateurs.
Seuil, 1976, 224 p.
Le Complice.
Seuil, 1980, 384 p.

KONRAD, G.
SZELENYI, I.

La marche
au pouvoir
des intellectuels.
Le cas des pays
de l'Est.
Seuil, 1979, 256 p.

Rabat

Abdallah Laroui

Les Européens ont toujours été curieux de connaître le point de vue d'autrui sur eux. Encore faut-il que cet autrui soit vraiment autre. Ici un mot expliquant s'impose.

Historien j'ai appris à distinguer les éléments qui, au cours des siècles, ont fini par donner une conscience commune aux peuples qu'on nomme aujourd'hui européens. J'ai appris aussi que les Européens de situation ne sont pas tous devenus naturellement des Européens de réflexion ; pour passer du fait à l'idée, il leur a fallu vivre de profondes crises d'identité, crises qu'ont connues ceux dont l'européanité était problématique, à un titre ou à un autre : les Russes du XIX^e siècle, les Allemands d'après la première guerre mondiale.

Je suis un non-européen d'une espèce particulière, à la fois proche et lointain, intelligible et insaisissable : là est ma spécificité. J'ai fait allusion aux sources de l'idée européenne.

La plus prestigieuse aux yeux de beaucoup, l'héritage grec, nous, Arabes, le revendiquons aussi, du moins en partie. Aristote est pour nous le premier maître, celui qui, dans son domaine, est indéchiffrable. Là ne s'arrête pas la ressemblance. Nous nous voulons les héritiers des Arabes anciens, les Européens se voient comme les héritiers des Grecs anciens ; ainsi nous prenons tous en charge des périodes d'expansion et de repli, de flux et de reflux, qui alimentent nos rêves, aiguissent nos désirs, suscitent nos nostalgies ; c'est ce qu'on appelle avoir l'esprit historique. Autre résultat de ce flux et reflux : la dichotomie entre patrie et nation, entre culture et Etat ; dichotomie toujours présente et toujours méconnue.

L'Europe est une idée, un mythe, une fiction. Je resterai dans le domaine des images ; je laisserai aux historiens, sociologues, économistes le soin de définir ce qu'a été la société européenne durant les quatre derniers siècles et je chercherai l'esprit de l'Europe chez les romanciers visionnaires : Dostoïevski, Conrad, Malraux, etc. Depuis le milieu du siècle dernier les Arabes ont à leur tour pris l'aventure occidentale comme thème principal de leur production romanesque. L'écrivain égyptien Taha Hussein a voulu en donner un paradigme dans son récit *Adib*.

Le héros passe à Paris le terrible hiver de 1917 pendant lequel la population, éprouvée par le froid et la faim, est terrorisée par les premiers bombardements aériens. Au même moment beaucoup d'intellectuels européens saisissent la similarité entre le conflit franco-allemand et la rivalité entre Sparte et Athènes dont le caractère tragique a été si magistralement mis en lumière par Thucydide. *Adib* participe au débat avec la violence du néophyte ; il prend le parti de la civilisation contre la force brutale avant de succomber à une folie salvatrice. Chez Taha Hussein, comme chez Dostoïevski ou Thomas Mann, l'Europe est un mirage : plus on l'analyse plus elle se dissout dans le concept d'histoire.

L'aventure occidentale, c'est-à-dire le périple de l'Europe autour de la planète, est en fin de compte l'aventure de l'histoire humaine. Formule d'une cruelle ambiguïté : elle réduit à l'insignifiance les tentatives des autres, mais en même temps elle vide celle de l'Europe de son contenu spécifique. A ce niveau de réflexion le destin d'une seule communauté humaine, même quand elle a pour nom l'Europe, ne paraît plus digne de l'effort d'un intellectuel fidèle à une ligne universaliste. S'il existe bien de grands humanistes européens, il n'y a guère en revanche de

grands humanistes européens.

Thomas Mann lui-même, si hautain, si dominateur, s'est contenté d'exprimer ses antinomies sans tenter de les dépasser artificiellement. L'Europe pour lui est à la fois slave, germanique, latine : chacun de ces constituants lui est indispensable et pourtant ils sont si dissemblables, appelés à des destins si éloignés, qu'ils ne peuvent conjuguer leurs apports que dans une Europe imaginaire, telle qu'en rêvent philosophes et artistes quand l'histoire aura trouvé sa fin et son sens.

A quelque société qu'on appartienne, à quelque moment qu'on se place par l'esprit, on découvre que l'Europe en tant qu'idée est synonyme d'Histoire. Mais être historique, c'est se saisir comme sujet et comme objet d'un changement continu, c'est être moderne. Un mot chasse l'autre et la réalité reste toujours énigmatique. Faire l'histoire de la modernité, c'est se perdre à la suite des essayistes et des psychologues, de Baudelaire à Musil.

Répondons encore une fois par le biais de la fiction. Qu'est-ce que la modernité pour un individu qui appartient à une société qu'on dit être, à tort ou à raison, traditionnelle.

Adib, le héros de Taha Hussein, quitte sa campagne égyptienne, passe par El Azhar avant de s'inscrire à l'université nouvelle où il découvre l'esprit critique de l'Europe et d'être envoyé en mission d'étude en France. Sans transition il se trouve transplanté d'un monde ordonné, stable, dans un autre, mouvant, presque anarchique. Il exige de lui-même un effort insensé ; en quelques mois il fait des progrès étonnants dans tous les domaines ; mais, par un effet de compensation, hélas assez courant, il alterne périodes de travail intense et périodes de dissipation frénétique et il finit par se perdre dans la folie.

Dans un récit appelé *al-Ghurba* (l'exil) j'ai été amené à reprendre le même thème : une jeune marocaine s'en va à Paris parce qu'elle refuse d'accepter ce que d'autres lui disent être son destin inéluctable. Elle avait fait auparavant la connaissance d'une réfugiée hongroise victime des événements de 1956 et c'est auprès d'elle que l'héroïne cherche à trouver les raisons de sa crise morale. Le récit d'*al-Ghurba* ne baigne pas dans le tragique, mais dans la mélancolie. Ce que la jeune marocaine croit être une crise personnelle est en fait le résultat nécessaire d'une évolution générale. Quant elle pense découvrir sa personnalité, elle rencontre l'histoire. On pose des rails à l'autre bout du pays et voilà que par un enchaînement invisible s'introduit dans le cœur de la

jeune marocaine le désir de l'absolu ; elle oublie l'éternité au profit de l'instant, l'obéissance au profit de la fidélité à soi-même. Ce n'est pas elle qui se découvre, c'est l'histoire qui, à travers elle, se dévoile. Victime d'une opération dont elle est à peine consciente, la jeune héroïne est jetée dans les affres de l'apesanteur. Elle espère trouver un point d'appui dans sa terre d'exil qui est aussi terre d'Occident (*gharb*) et terre de crépuscule (*ghurub*), mais elle est vite désabusée et le récit se termine sur une interrogation.

Voilà deux points de vue sur l'aventure occidentale. Derrière l'Europe et la modernité se profilent la liberté, l'apesanteur et en fin de compte le renversement des valeurs et le nihilisme. Parmi les célèbres analystes de la modernité — Burckhardt, Nietzsche, Dostoïevski, Mann, Musil — aucun n'est resté totalement impassible, aucun n'a pu conclure par un oui sans arrière-pensée : même le oui nietzschéen est de provocation. Les esprits les plus sereins se sont arrêtés à un pessimisme stoïque ; d'autres ont voulu revenir aux origines. On connaît la formule : gardons nos préjugés, ils nous tiennent au chaud ; son équivalent arabe est : accrochons-nous à ce qui est encore debout.

Mais jusqu'ici personne n'a pu faire réellement revivre le passé. Les peuples entrent dans l'avenir à reculons : c'est un fait bien connu. Quand Hegel parle de ruse de l'Histoire, quand Marx parle d'idéologie, ils désignent le même fait. Au début de chaque période historique se font entendre des voix pour exiger la résurrection de ce qui est à demi oublié. Mais l'appel au passé, quand il ne bloque pas la dynamique sociale, sert, dans la majorité des cas, à faire adopter les nouveautés sous des masques d'emprunt.

Ce phénomène de retour mérite qu'on le discute. Sans doute la Renaissance et la Réforme furent-elles en Europe des retours du passé ; le romantisme aussi et tous les néo-ismes du XIX^e siècle. De semblables appels retentirent chez d'autres peuples. Les Européens disent cependant volontiers qu'il s'agit là de tout autre chose puisque les non-Européens, n'étant jamais partis, ne sauraient être appelés à revenir. Seront de plus près la réalité. Jusqu'au V^e siècle Arabes et Chinois exploraient encore le monde : les spécialistes connaissent bien les noms d'Ibn Battuta, d'Ibn Majid, de Tcheng Ho, de Ma Huan... Mais, à l'instar de Sindbad, ces voyageurs revenaient toujours à leur point de départ. Leurs contemporains européens faisaient de même. Christophe Colomb lui aussi était revenu et reparti plusieurs fois.

La rupture avec le passé est consommée en Europe avec Magellan qui, certes, revint à son point de départ, mais après avoir fait le tour du monde. Avec le succès de la circumnavigation l'Europe découvre avant les autres que le monde est fini : elle est désormais sûre que sur cette terre personne n'ira plus loin qu'elle ; une telle découverte, même non explicitée du fait des

rivalités nationales, est d'une portée psychologique insoupçonnée. Celui qui arrive le premier met les autres devant un dilemme : l'imiter ou s'isoler. Mais si la compétition se déroule dans une arène fermée la seconde solution est forcée ; seule l'imitation permet d'échapper à la mort historique. Imitation qui favorise d'abord le premier arrivé avant de se retourner contre lui.

J'ai parlé de Magellan le navigateur, j'aurai pu prendre pour exemple un Magellan philosophe ou artiste ou savant expérimentateur, j'aurai abouti à la

même conclusion. En Europe, depuis quatre siècles, le retour au point de départ est ou bien une action qui déclenche un processus inédit ou bien un cri nostalgique compensateur et sans grande portée pratique ; ailleurs il s'agit véritablement d'un repli, d'une remontée dans le temps. L'histoire n'a pas le même contenu : d'un côté positivité de l'action, de l'autre apesanteur du rêve et de la passion.



Olivier Vallée

Si l'Europe est synonyme de modernité et si celle-ci signifie apesanteur dans tous les sens du terme, être moderne se réduit en dernière analyse à vouloir l'être. Nulle part ailleurs il n'est aussi vrai de dire : seul coûte le premier pas. Epistémologues, historiens de l'économie, théoriciens de l'art affirment la même chose : effacez les explications reçues, vous découvrirez la science expérimentale, vi- sez l'enrichissement matériel, vous connaîtrez la clé de l'art. De fait, aujourd'hui, l'Europe n'est plus seulement en Europe ; en 1945 elle était même seulement ailleurs et c'est à l'image de cet ailleurs, de l'Amérique en l'occurrence, qu'elle s'est reconstruite, l'Allemagne vaincue en tête.

Tout commence par l'imitation, politique du caméléon, qui vise à passer inaperçu, à ne pas choquer la vue, pour échapper à la destruction. Au début elle légitime la prééminence de l'Europe imitée, mais au bout du compte elle la vide de sa substance. L'Europe a senti le danger et a essayé, par la force et par la ruse, d'arrêter le processus d'europanisation : d'où sa fascination pour toutes les réactions. L'Europe pourrait-elle faire que le reste du monde ne l'imitât pas ? La réponse est claire : non, étant données les circonstances. L'Europe géographique a elle-même été europanisée par étapes. Où faut-il s'arrêter ? Chez Voltaire, chez Balzac même, l'âme de la civilisation est la Méditerranée. Chez Kant elle se déplace plus au nord tandis que les pays méditerranéens, même ceux de la rive nord, s'enténébrent. Si la Grèce n'a pas gardé pour elle son art, si l'Arabie n'a pas préservé sa langue et sa religion, pourquoi l'Europe seule, qui s'est définie comme processus et conscience historiques, se réserverait-elle l'individualisme, le légalisme et l'expérimentalisme ? Elle a visé l'utile, le commode, le confortable, parfois aussi le juste et le vrai. Qui refuserait, et au nom de quoi, des valeurs si communes ? Au plus on pourrait dire : ce n'est pas nouveau.

Certains nous affirment : derrière son discours clair, simple, raisonnable, l'Europe visait un but totalement différent. La raison, la science, la liberté civile, etc., furent les fruits du hasard comme l'Amérique fut celle de l'erreur. On parle volontiers aujourd'hui de la face cachée de la raison européenne ; on met en avant un nom, une œuvre et on nous introduit dans un labyrinthe à la recherche d'une vérité secrète. Quoi qu'il en soit en réalité de cette dimension démoniaque de la conscience européenne, les non-Européens n'ont pas eu à la combattre ouvertement puisqu'elle ne fut pas assumée explicitement. L'Europe historiquement efficiente fut celle du rationalisme positiviste ; c'est elle qui fut imitée, même si elle fut parfois mollement critiquée.

De par ma situation, je ne puis parler avec pertinence que de ce qui a existé avant le reflux de l'Europe et qui fait partie de mon propre passé. Après la décolonisation, les problèmes se provincialisent. L'Europe, redevenue une notion géographique, est le souci de ceux qui se considèrent comme Européens. Aucun peuple ne vit au présent son âge d'or. Ce qu'on appelle aujourd'hui, dans une certaine presse économique, les Trente glorieuses, c'est-à-dire la période 1945-1975, qui sépare la deuxième guerre mondiale de la crise pétrolière, ne furent vécues comme telles par personne. C'est dire que la problématique actuelle de l'Europe a pris naissance nécessairement dans un contexte de décadence, étant bien entendu que celle-ci est toujours relative : une époque décadente peut être plus heureuse, plus riche, plus cultivée qu'une autre, qui passe pour être un âge d'or. L'Europe, sortie d'elle-même, a donnée, s'est donnée, et c'est cela qui est à l'origine de sa décadence. Est-ce une mésaventure unique en histoire ? Au contraire, le privilège des pays européens, même ceux aux proportions géographiques modestes, c'est d'avoir subsisté tels quels



après s'être tellement dépensés au-dehors. Avant l'expérience européenne, la colonisation était mortelle, et avant tout pour les colonisateurs.

Quel avenir pour l'Europe, pour une certaine Europe que les intéressés ont eux-mêmes définie selon des critères qui manifestement ne sont ni totalement géographiques ni essentiellement historiques ?

L'Europe, maîtresse du monde par sa science et sa technique ?

Beaucoup affirment que les inventions naissent toujours dans ce petit coin du globe et que, grâce à la liberté qui y règne, les autres viennent les acheter et au besoin les subtiliser pour les faire fructifier chez eux d'abord et ensuite là où elles ont vu le jour. Cette idée bien populaire est-elle encore correcte ? L'a-t-elle toujours été ? Je pose la question, et en attendant la réponse des historiens objectifs je donne ma propre impression au risque de la voir rejetée ou même ridiculisée. Contrairement à l'idéologie du XIX^e siècle, l'aptitude à la technologie, fille de la raison calculatrice, me semble être la chose la mieux partagée du monde. L'Europe sera de plus en plus, me semble-t-il, un foyer parmi d'autres de l'invention scientifique et technique.

L'Europe, centre du monde, voie de passage obligée pour toutes les communications entre communautés non-européennes ?

Elle le fut pendant longtemps et les planisphères en gardent encore le souvenir. Mais déjà la nouvelle cartographie, née des satellites de communication, transforme la perspective : il n'y a pas de centre naturel du monde, il n'y a que des centres temporaires en sursis. Il est vrai que les Japonais s'installent à Paris, Londres, Rome, pour conquérir les marchés africains, que les relations arabo-arabes ou arabo-africaines sont toujours triangulaires. Devant cette ambition de rentiers, nous, Arabes, ne pouvons que rappeler que notre civilisation ayant été fondée sur une position comparable, nous en connaissons toute la fragilité.

L'Europe, musée imaginaire du monde ?

C'est là sans doute la prévision la moins aléatoire. Bien qu'elle se vide de ses richesses artistiques au profit de l'Amérique depuis un siècle, l'Europe possède encore les seuls vrais musées arabes, islamiques, africains, asiatiques, etc., qui permettent d'entrer au cœur même de chacune des civilisations auxquelles ils se rapportent par les possibilités comparatives qu'ils offrent. L'UNESCO est aujourd'hui à direction africaine, à majorité tiers-mondiste, et pourtant personne ne conteste sa localisation à Paris.

Donnée aussi significative que les réunions de l'OPEP à Vienne ou à Genève !

Par la nature des choses, je suis amené à jouer le rôle d'Uzbek dans les *Lettres Persanes* ; j'écris une lettre à mon ami resté au-delà des mers ; je lui parle de l'Europe telle qu'elle m'apparaît : une belle maison, solide et confortable, entourée d'un jardin fleuri, remplie de tapis persans, de sabres arabes, de bibelots chinois, une demeure telle qu'en rêve tout au long de sa carrière un capitaine au long cours ou un grand reporter, un diplomate ou un agent de commerce. Mon ami, déçu, me demande : est-ce tout ? Et je réponds un peu embarrassé : qu'y puis-je si je suis frappé de cécité ? Venu il y a un siècle j'aurais décrit la Bourse, le Parlement, une usine d'armement, une bibliothèque, une agence télégraphique, un château royal ; j'aurais applaudi le discours d'un ministre devant une commission parlementaire, la conférence d'un explorateur dans une salle des Sociétés savantes, le compte-rendu d'une invention à une séance de l'Académie, mais ces institutions, ces personnages se retrouvent aujourd'hui un peu partout, en plus ou moins grand nombre, sous des noms plus ou moins aisément prononçables.

Mon ami attend peut-être que je lui parle des solutions proposées par l'Europe, mais tout ce que celle-ci produit depuis un siècle est problématique. L'un écrit des prolégomènes à un système qui ne voit jamais le jour ; un autre compose le roman d'un homme qui essaie d'imaginer un roman. Tous les dogmes sont refusés, la critique est une thérapeutique, le mot d'ordre le plus avancé est celui-ci : il est interdit d'interdire. Certes il existe en Europe des chercheurs de la Voie, mais, ami, est-ce qu'ils s'adressent à nous qui en avons connu d'autres à turbans et barbes blanches ? Quand ils disent : allons en Orient, c'est à la Californie, à Hong-Kong qu'ils pensent, là où existe une Europe multipliée. Je conclus ma lettre à mon ami, resté au pays en lui livrant deux impressions opposées.

Je marche au centre de Londres où l'air est redevenu pur après que les habitants eurent chassé de leur ville les usines qui furent pendant deux siècles la source de leur richesse. J'entre à Hyde Park et je m'arrête au bord de la Serpentine ; et pendant que se déroule dans mon esprit la longue phrase chatoyante et funèbre de V. Woolf, me saisit brusquement le sentiment oppressant que tout ce paysage a perdu sa raison d'être, qu'il n'est plus là que pour témoigner de l'éclosion de la prose woolfienne.

Je suis dans un restaurant libre-service, vers 1 h de l'après-midi, au centre de Hong-Kong. Peu à peu il se remplit d'employés de banques, d'assurances, de maisons de commerce, portant des lunettes à monture de métal blanc, des cravates bleues, des chemises blanches à manches courtes, tenant à la main l'édition locale du *Wall Street Journal*. Un bref instant je suis tenté de dire : des petits Chinois déguisés ; je me reprends : je n'ai pas le droit, nous nous sommes tous déguisés tour à tour.

Je conclus : si tu trouves, ami, que mon drame est d'avoir perdu ma naïveté, que je vois trop l'Europe à travers ses reflets, alors viens la voir par toi-même, nous comparerons nos impressions.

De Londres à Hong-Kong en passant par Manhattan, voici une circumnavigation d'un autre genre. Lénine disait : la révolution va à l'Est ; les historiens constatent eux que (la civilisation) l'Europe-société est allée à l'Ouest. Nous voici revenus au point de départ. Le Japon vend des machines à l'Europe géographique et lui achète vins et liqueurs. Beaucoup de nations qu'on dit nouvelles demandent aux Européens : qu'avez-vous à offrir en-dehors des produits de l'artisanat mécanique ? Les habitants de la province Europe répliquent : unissons-nous, gardons nos idées pour nous, nous n'avons pas tant besoin des autres. Nous, Arabes, cherchons depuis plus d'une génération à nous unir aussi. Nous tous, Européens et Arabes, vivons dans la hantise d'entendre l'oiseau de Minerve crier : trop tard, trop tard, alors que l'humanité combat la multiplication et confronte l'espace. Nous sommes tous victimes d'une nostalgie qui n'est pas celle du reste du monde.

LAROUÏ, Abdallah

L'idéologie arabe contemporaine.
Découverte/Maspero, 1982 (4^{ème} éd.)
228 p.
Les Origines sociales et culturelles du nationalisme marocain.
Découverte/Maspero, 1977, 481 p.
La Crise des intellectuels arabes. Traditionalisme ou historicisme ?
Découverte/Maspero, 1974, 224 p.
Histoire du Maghreb. Un Essai de synthèse.
Découverte/Maspero, 1982, 396 p.

Prague

Václav Havel

Une supposition : demain, j'aurais une idée formidable et d'ici la fin de la semaine j'aurais écrit la meilleure pièce de ma vie. Certes, la chose me paraît hautement improbable, mais, théoriquement, elle n'est pas exclue. Il est tout aussi probable que je n'écirai plus jamais rien.

Si, à lui seul, un auteur qui n'est plus vraiment un débutant, un homme censé avoir au moins une idée approximative de ses propres possibilités et de ses limites, n'est guère capable de prévoir son propre avenir littéraire, comment oser alors faire alors des prévisions générales sur ce qui se passera dans la vie culturelle ?

Notre culture recèle d'innombrables possibles : peut-être assisterons-nous à une répression policière croissante, peut-être de nombreux autres artistes et scientifiques partiront-ils en exil, d'autres perdront-ils le goût d'entreprendre quoi que ce soit et les derniers restes de leur imagination, peut-être tout ce qu'on appelle « culture parallèle » mourra-t-il de mort lente alors que la « culture officielle » sera frappée d'une stérilité totale. Peut-être, au contraire, verra-t-on la « culture parallèle » prendre brusquement un essor et des formes inattendues et susciter l'admiration du monde et la stupéfaction du pouvoir. Peut-être serons-nous témoins du réveil impétueux de « la culture officielle », d'un déferlement de « nouvelles vagues » tout à fait insoupçonnées dans lesquelles la culture parallèle viendrait se fondre silencieusement, discrètement et avec joie. Peut-être verrons-nous brusquement surgir des talents parfaitement originaux et des initiatives intellectuelles se déployer dans un tout nouvel espace à la frontière des deux cultures qui, l'une et l'autre, n'en croiraient pas leurs yeux. Ou, au contraire, n'y aura-t-il rien de nouveau et tout restera immuablement pareil.

Le secret de l'avenir de la culture est à l'image même de l'énigme de l'âme humaine.

2

Il fut un temps où, en évoquant la situation tchécoslovaque, on utilisait une image parlante : « Un Biafra de l'esprit ». Par la suite, de nombreux auteurs — moi y compris — réfléchissant sur le sort de la culture tchécoslovaque depuis 1968, ont, de diverses façons, eu recours à la métaphore du cimetière.

J'avoue que récemment — en retrouvant une fois de plus des comparaisons de ce style — j'ai éprouvé un brusque sentiment de révolte.

Prenons le comportement du pouvoir dans le domaine de la culture, ce qu'on appelle « politique culturelle » ; là, il ne fait aucun doute que la métaphore reste valable : à chaque instant, quelque part quelque chose est interdit, presque rien n'est permis, les publications interdites restent interdites, les institutions manipulées continuent à l'être, etc. Effectivement, le pouvoir se comporte en fossoyeur. Presque tout ce qui vit et se trouve d'une manière ou d'une autre sujet à autorisation, ne vit que comme par hasard, comme par mégarde, en liberté conditionnelle, au milieu d'incessantes complications et sans certitude du lendemain.

Mais ce qui vaut pour la volonté du pouvoir ne s'applique pas forcément au véritable potentiel spirituel de la société. On aura beau le refouler sous la surface officielle, chercher à le réduire au silence, le priver d'expression, par je ne sais quel miracle ce potentiel demeure. Quelque part, il trouve moyen de

vivre. Et il ne mérite aucunement d'être traité de cadavre.

Je n'ai pas l'impression que nous soyons tous morts. Je suis loin de ne voir autour de moi que croix et tombeaux.

La preuve ? Pas seulement les centaines de livres du samizdat, les douzaines de revues tapées à la machine, les expositions privées ou semi-officielles, les séminaires, les concerts, etc., mais surtout — du moins à mon avis personnel — autre chose : les théâtres comblés, ce public qui accueille avec gratitude toute parole tant soit peu significative, qui applaudit avec ferveur tout sourire malicieux sur la scène (ah, si nous avions eu ce public-là au début des années soixante, je me demande comment nous serions arrivés à jouer jusqu'au bout certaines pièces au théâtre où je travaillais alors !). Puis, il y a ces gens qui font la queue devant les théâtres toute la nuit, la veille de la mise en vente des places pour le mois ; les queues devant les librairies lorsque doit sortir un livre (d'ailleurs émasculé) de Hrabal ; cet ouvrage assez coûteux sur l'astronomie tiré à cent mille exemplaires ; ces jeunes qui traversent la moitié du pays pour assister à un concert dont personne ne sait s'il aura vraiment lieu, etc. — un cimetière que tout cela ? Un Biafra de l'esprit que tout cela ?

J'ignore ce qui se passera dans la culture des prochaines années. Mais je sais de quoi tout dépendra — pas entièrement certes, mais en bonne partie : de la suite de cette confrontation entre les intentions d'un pouvoir fossoyeur et cette irrépressible soif de culture de l'organisme vivant de la société, ou disons, de cette partie de la société qui n'est pas encore totalement résignée. (Du reste, je ne me hasarderais pas à prédire ce qui, en cas de tel ou tel changement de situation, pourrait s'éveiller et se manifester dans la partie de la société qui nous apparaît aujourd'hui comme résignée).

3

J'ai lu quelque part que ce qui prospère dans un système totalitaire, ce n'est pas tant la pensée, mais le martyre.

Je suis un réaliste et je ne me complais guère dans l'illusion patriotique. Loin de moi la pensée que le vaste monde — dans sa déplorable ignorance — ignore je ne sais quelles prouesses intellectuelles qui fourmilleraient ici à tout bout de champ. Et pourtant, quelque chose en moi se révolte contre ceux qui prétendent que l'histoire nous a condamnés à un rôle peu enviable : privés de pensée, nous ne serions que



Jiří Štěr

des spécialistes en souffrance, en quelque sorte des parents pauvres des gens du « monde libre » qui eux, n'ayant pas à souffrir, auraient le loisir de penser.

D'abord, je n'ai pas l'impression qu'il y ait ici beaucoup de gens souffrant par volupté masochiste ou faute de meilleures idées pour passer leur temps. Ce qu'on appelle — avec une nuance de mépris, avouons-le — « le martyr », ne me semble pas être un sport particulièrement répandu dans notre pays : je ne pense pas non plus qu'il s'agisse toujours ou même dans la plupart des cas d'une course aveugle à l'abîme : nous vivons dans le pays du célèbre réalisme et, à la vérité, nous sommes assez loin de l'esprit de sacrifice du type polonais.

J'hésiterais donc beaucoup à nier la capacité de réflexion de ceux de nos compatriotes qui pourraient être suspectés de martyre : j'ai au contraire l'impression que la réflexion est très présente dans le martyre de type tchèque (n'est-il pas symptomatique que la victime la plus illustre de ce qu'on appelle « la lutte pour les droits de l'homme » dans notre pays soit Jan Patočka, le plus remarquable de nos philosophes ?). En revanche, moi qui suis de loin diverses campagnes et mouvements sociaux du « monde libre », je ne jurerais pas qu'ils brillent toujours par la profondeur de la pensée qui les anime : je crains que là-bas, trop souvent, la pensée soit à la traîne de l'enthousiasme. Et ne serait-ce pas parce que, dans bien des cas, cet enthousiasme ne coûte pas cher ? Existe-t-il une opposition si tranchée entre sacrifice et pensée ? N'est-il pas des circonstances où le sacrifice n'est que le fruit de la pensée, sa confirmation ou encore son moteur ?

Bref — je ne dirai nullement qu'ici, chez nous, on pense moins qu'ailleurs parce qu'on s'occupe à souffrir. Au contraire, je crois qu'avec un peu de bonne volonté, il y aurait quelque chose à tirer des réflexions de notre pays, peut-être justement parce qu'elles nous ont coûté cher, qu'elles ont poussé sur un terrain ingrat : peut-être ces réflexions ont-elles une valeur plus générale. Certes, elles sont souvent mal léchées, ces réflexions, balbutiantes, saccadées : nos textes à nous n'ont guère la légèreté et le brio de ces best-sellers assimilables dans le monde entier : l'élégance anglaise ou le charme français sont des traditions qui, malheureusement, appartiennent à l'Angleterre et à la France plutôt qu'à notre Europe centrale un peu balourde — mais quelle conclusion en tirer sauf que les choses sont ce qu'elles sont ?

J'ignore dans quelle mesure le fait que de temps à autre il nous arrive de penser améliore nos perspectives ; je suis certain, en tous cas, qu'il ne les empire point. Et cela d'autant moins si, de ci de là, il se trouve encore quelqu'un qui ne craint pas le danger, qui ne craint pas que son obstination lui vaille le qualificatif de « martyr ».

4

« La culture parallèle », qu'est-ce donc au juste ? Rien de plus, rien de moins qu'une culture qui, pour telle ou telle raison, incapacité ou interdiction, ne peut atteindre son public par le truchement des médias détenus par le pouvoir — médias qui, dans un Etat totalitaire, englobent toutes les maisons d'éditions, les imprimeries, les salles d'exposition, les salles de concert, les théâtres, les institutions scientifiques etc. Ainsi, cette culture-là doit-elle se contenter du reste : machines à écrire, ateliers privés, appartements, granges, etc.

On le voit, le « parallélisme » est déterminé par des facteurs purement extérieurs : on ne peut rien en déduire d'autre, ni sur sa qualité, ni sur son esthétique, ni sur une quelconque idéologie.

Ses critiques partent parfois de la réflexion suivante : la culture officielle est soumise à une idéologie officielle — naturellement mauvaise. Par conséquent, la culture parallèle propose, ou devrait proposer, une meilleure option. A-t-elle même une idéologie ? Un programme ? Une conception d'ensemble ? Ou alors une orientation ou une philosophie ? Déçus, les critiques ont conclu qu'elle ne possède rien de tout cela.

Ils auraient pu faire l'économie de cette déception si, d'entrée de jeu, ils avaient compris que, par son essence même, la culture parallèle ne peut se prévaloir

d'aucun de ces attributs. Car des centaines ou peut-être des milliers de gens divers, jeunes ou vieux, doués ou non, croyants et incroyants, ne se retrouvent sous le parapluie de « la culture parallèle » qu'à cause de l'incroyable étroitesse de vues d'un pouvoir qui ne tolère pratiquement rien. Jamais ces gens ne pourront se mettre d'accord sur un programme commun, car la seule chose qui les unisse (et qui les rassemble sous ce parapluie), c'est leur diversité et leur attachement à cette diversité, à leurs identités propres. Rien ne serait plus affligeant après tout que de les voir adopter un programme commun : alors, face à un uniforme, se dresserait un autre uniforme. Du coup, il ne resterait plus rien de cette culture parallèle qui, même aujourd'hui, n'est pas si riche en chefs d'œuvre : s'il est quelque chose de fondamentalement étranger à la culture, c'est bien l'uniforme.

Quand j'étais jeune, à tous les congrès et conférences d'écrivains, le discours principal portait toujours le même titre : « Les tâches de la littérature dans telle ou telle période, après tel ou tel congrès du Parti, au cours de tel ou tel plan quinquennal. » Et pourtant, en dépit de toutes ces tâches qui lui étaient inlassablement confiées, la littérature, elle, continuait à n'en faire qu'à sa tête. Lorsqu'elle tentait parfois d'accomplir les tâches qui lui étaient imposées, c'était inévitablement à son propre détriment. Sa seule chance — y compris dans la culture parallèle (et justement dans ses conditions — puisque c'est la raison pour laquelle elle s'y est réfugiée !) — est de n'avoir cure de ces tâches qu'on lui propose — fût-ce avec la meilleure volonté du monde — et de n'en faire qu'à sa tête.

On comprend que certains soient déçus de voir que la culture parallèle n'est pas meilleure (plus on est dégoûté de la culture officielle, plus on attend de l'autre, plus on en espère). Mais cette déception est déplacée : par quel étrange caprice de l'histoire la vie artistique d'aujourd'hui — au milieu de cette atmosphère étouffante — devrait-elle être meilleure et plus riche que par le passé ?

5

Dans un article intitulé « Prague 84 » paru dans *Art Forum*, publication tchécoslovaque officielle destinée exclusivement à l'étranger, l'historien et critique d'art réputé Jindřich Chaloupecký écrit : « Soit l'artiste se soumet au pouvoir, produit des œuvres à la gloire du socialisme et il sera respecté et payé, soit il proteste au nom de la liberté et mène alors la vie romantique du bohème contestataire. Si cet art officiel ne suscite guère de curiosité, on ne peut non plus attendre grand-chose de l'art anti-officiel — les deux étant également conditionnés par des points de vue politiques. Même si tels ou tels objectifs politiques sont parfaitement nobles et actuels, force nous est de constater que le monde de l'art moderne n'est pas celui de la politique moderne. Finalement, ces tentatives ne rendent service ni à la politique, ni à l'art. »

Et un peu plus loin, en rendant compte de récentes expositions d'artistes tchécoslovaques en Occident : « Il ne s'agissait pas de réalisme socialiste. Mais ce n'était pas non plus de l'art anti-officiel. Le contexte politique était absent et ne pouvait être complété par le spectateur. »

À lire ces phrases, on pourrait croire qu'en Tchécoslovaquie, il existe en quelque sorte trois cultures, trois sortes d'art : l'art officiel, conforme à l'idéologie au pouvoir, puis une sorte d'art « anti-officiel » (manifestement dissident) pratiqué par des personnes avec un goût étrange pour « la vie romantique du bohème contestataire », et qui serait aussi débile que l'art officiel (ne se distinguant du premier que parce qu'il est au service d'autres idées politiques) et enfin, l'art véritable, moderne, le seul valable parce qu'à l'écart de toute politique et de toute idéologie.

Cette étrange vision « trinitaire » n'est pas la mienne.

Si nous partons de l'idée que l'art est une forme particulière de recherche de la vérité — la vérité dans son sens le plus large, c'est-à-dire avant tout la vérité de l'expérience intérieure de l'artiste — alors, il ne peut exister qu'un seul art, dont le seul critère est la force, l'authenticité, la nouveauté, l'audace et le pouvoir évocateur au service de cette recherche de la vérité, ou encore l'urgence et la profondeur de cette

Jiří Štěr



même vérité. Ainsi, pour l'œuvre et sa valeur, peu importe l'attitude de l'artiste en tant que citoyen, l'idéal politique auquel il adhère ou qu'il voudrait servir par son œuvre ; peu importe qu'il ait ou non un idéal politique. À elle seule, une idée politique, sympathique ou non, ne garantit en rien la qualité d'une œuvre d'art, pas plus qu'elle ne la disqualifie par avance ; de même le fait qu'un artiste s'intéresse ou non à la politique n'apporte ni garantie ni disqualification préalable.

Si, dans les expositions officielles, nous voyons tant d'œuvres médiocres, si, pour trouver des œuvres plus intéressantes, il nous faut aller à la périphérie du domaine officiel (dans les galeries marginales ou semi-officielles) voire sortir carrément du domaine officiel pour regarder dans les ateliers, ce n'est pas parce que les auteurs des œuvres officielles se mêlent de politique et que les autres n'en font rien. C'est parce qu'aujourd'hui l'espoir d'un succès public et de commandes lucratives exclut — et ce d'une façon plus radicale qu'en d'autres temps et en d'autres lieux — cette quête obscurité et farouche d'une vérité personnelle sans laquelle il semble qu'il ne peut y avoir d'art véritable. Donc, plus l'artiste transige avec cette obstination pour complaire au pouvoir et obtenir des privilèges, moins on peut en attendre des œuvres de qualité ; plus il est libre et indépendant dans sa quête (que ce soit sous les espèces du « bohème contestataire » ou non), plus il a de chances de faire quelque chose de bien.

Je crois que cela n'a guère de sens de diviser l'art en art gouvernemental et anti-gouvernemental d'un côté et art indépendant (c'est-à-dire indifférent à la politique) de l'autre. Cette distinction ne concerne que le cadre extérieur dans lequel se situe la culture : la première est la culture qui vit dans l'espace, d'ailleurs mal défini, de ce qui est autorisé, encouragé ou du moins toléré, espace qui regroupe surtout les artistes disposés à renoncer à une partie de leur vérité pour des raisons de conjoncture ; l'autre culture, elle, se situe dans un espace créé avec les moyens du bord où viennent se réfugier (ou vers lequel sont refoulés) ceux qui ne veulent pas faire de concessions (quel que soit le degré de politisation apparente de leur œuvre).

D'ailleurs, pour dépitier ce qui lui apparaît comme une véritable menace, le pouvoir actuel semble doué de plus de flair que bien des théoriciens de l'art : des

centaines d'exemples montrent que le pouvoir réserve ses foudres non pas à telle ou telle œuvre qui se voudrait une menace mais qui manque de véritable force artistique, mais bien aux œuvres artistiquement les plus fortes, même si leur apparence n'est guère politique : le fond du conflit n'est pas dans le combat entre deux idéologies (par exemple socialiste et libérale), mais dans le combat entre un pouvoir anonyme, sans âme, immobile et paralysant (un pouvoir « entropique ») et la vie, les sentiments humains, l'existence et son mystère. Et, dans ce conflit, l'antagoniste du pouvoir n'est pas une option politique différente, mais notre humanité spécifique et libre, ayant à ses côtés l'art — précisément en tant qu'art ! — comme l'une de ses expressions majeures.

6

On pourrait à l'occasion parler d'une attitude sectaire en matière de culture parallèle : le sentiment que tout ce qui ne circule pas sous forme de manuscrit, tout ce qui n'a pas été enregistré en privé, est nécessairement mauvais, que le fait de ne pas être publié, joué ou exposé en public est en soi un mérite ou un honneur, alors que le contraire est automatiquement signe de décadence morale et intellectuelle, voire de trahison pure et simple.

Je pourrais prendre le contre-pied de ce point de vue en citant toutes sortes d'œuvres importantes et de qualité dans le champ de la culture officielle. Si je m'abstiens de le faire, c'est pour ne pas compliquer la vie de leurs auteurs en les désignant à ceux dont l'inattention a été positive. Moi, je n'éprouve aucune joie lorsqu'un artiste tombe de la culture officielle dans la culture parallèle ; au contraire, c'est une joie de trouver dans la culture officielle des œuvres qu'on s'attendrait plutôt à rencontrer dans la culture parallèle.

Quelle que soit l'importance de cet espace parallèle comme terreau, stimulant, catalyseur et souvent unique médiateur de la continuité spirituelle de la culture, il n'y a rien à faire : l'espace de la culture officielle constitue toujours un pôle décisif. Et les choses n'iront nettement mieux que le jour où le potentiel spirituel réprimé de notre société aura progressé dans la reconquête de cette culture officielle.

Car c'est avant tout dans la culture officielle que se décidera le climat futur de notre vie : c'est grâce à elle que les citoyens seront toujours plus nombreux à redresser l'échine et à se libérer. Le rôle de la culture parallèle sera celui de l'allumette par rapport au poêle : sans allumette, impossible de faire partir le feu, mais l'allumette seule ne peut chauffer la pièce.

Il se peut qu'on reproche à cette réflexion une sorte de rapport instrumental à la culture — comme si je souhaitais que les artistes puissent se faire connaître du grand public avant tout dans l'espoir d'une amélioration générale de la situation. C'est pourquoi je voudrais apporter une petite précision : tout acte culturel significatif — où qu'il se produise — est bien entendu bon en soi, simplement parce qu'il existe et qu'il apporte quelque chose à quelqu'un. Mais je demande : peut-on en fait séparer cette valeur en soi du « bien public » ? Le bien public n'y est-il pas intégralement compris d'entrée de jeu ? Le fait même qu'une œuvre ait apporté quelque chose à quelqu'un — ne fût-ce qu'un court instant et à une seule personne — ne produit-il pas déjà une amélioration même imperceptible de la situation générale ? Et ce changement de situation par l'entremise de l'acte culturel n'ouvre-t-il pas la porte à d'autres actes culturels ? La culture elle-même ne contribue-t-elle pas au bien public ? Et l'amélioration de la situation — dans son sens le plus général et le plus profond, dans son sens existentiel, dirais-je — n'est-elle pas ce qui fait que la culture est culture ?

Si je me réjouis à l'idée qu'au lieu de cinq personnes, cinq mille pourront lire un bon texte ou voir un bon tableau, je pense partir d'une conception légitime de la culture — même si j'ai aussi la joie de voir, comme on dit, que « ça commence à bouger ». Car c'est précisément ce qui caractérise toute œuvre significative : faire bouger nos âmes endormies et nos cœurs paresseux ! Peut-on concevoir un réveil de l'âme sans ce qu'il est déjà — à savoir le réveil de la société ?

HAVEL, Václav

La Fête en plein air, Gallimard, 1969, 76 p.
Audience. Avec : Vernissage/Pétition, Gallimard, 1980, 248 p.
Le Rapport dont vous êtes l'objet, Avant-Scène (Théâtre 486)

Montréal

Yvon Rivard

RIVARD, Yvon

L'imaginaire et le quotidien.
Essai sur les romans de George Bernanos.
Lettres Modernes, 1978, 256 p.
Mort et naissance de Christophe Uric.
Presse, 1976, 203 p.
L'Ombre et le Double.
Stanke, 1979, 248 p.

En 1971 l'un des directeurs de la revue québécoise *Liberté*. Hubert Aquin (qui avait été incarcéré quelques années auparavant pour activité terroriste) démissionnait de façon spectaculaire en affirmant que le Conseil fédéral des arts « exerçait sur la revue un holding financier et idéologique. » Cinq ans plus tard, Hubert Aquin devenait directeur littéraire d'une maison d'édition, propriété d'une importante société financière du Canada, poste dont il démissionnait quelques mois plus tard sous prétexte qu'il ne voulait plus cautionner une telle entreprise de destruction et de colonisation culturelles. Un an après cette démission, il se donnait la mort, lui qui rêvait depuis son premier roman de « se suicider partout sans relâche » et qui avait déclaré un jour « être écrivain faute d'être banquier ».

Ce destin me semble illustrer la difficulté et l'ambiguïté des relations que l'écrivain entretient avec le pouvoir, difficulté et ambiguïté encore plus grandes si l'écrivain est un colonisé, c'est-à-dire quelqu'un qui est exclu du pouvoir et que le pouvoir enferme dans la fiction, dans une production exclusivement symbolique. Chaque fois que le Québec, au cours de son histoire, a voulu reconquérir certains droits ou rêvé de devenir un État souverain, le reste du pays s'est toujours empressé de survaloriser la richesse culturelle de la minorité francophone et de convaincre celle-ci, millions à l'appui, que l'indépendance politique était une aspiration anachronique dont la réalisation menacerait même la survie et l'épanouissement du peuple québécois et de sa culture.

En d'autres mots, le dominateur concède au dominé l'espace littéraire ou artistique et lui reconnaît le droit d'y faire toutes les révolutions qu'il veut pourvu que celles-ci se déroulent en marge de l'histoire et ne bousculent pas trop les règles du jeu qui régissent le social et le politique. Nous vous laissons le sacré et nous nous occupons du profane ! A vous la tâche exaltante d'inventer le possible et d'explorer ce qui n'est pas ; à nous la modeste besogne de définir ce qui est. D'un côté, la transgression et l'imaginaire ; de l'autre, la norme et la rationalité. Qu'est-ce que l'écrivain peut bien vouloir de plus que ne lui assure déjà ce pacte implicite ? Si « l'esprit de la littérature, comme l'écrit Bataille, est toujours du côté du gaspillage, de l'absence de but défini, de la passion qui ronge sans autre fin qu'elle-même », bref si la littérature est cette pure négation qui vit de la distance qu'elle instaure entre le réel et le virtuel, peut-on imaginer pour une telle faculté de l'inutile de meilleures conditions d'existence que celles qui vous condamnent à être écrivain, faute d'être banquier ?

L'écrivain francophone québécois, contrairement à de nombreux écrivains d'autres pays, n'a jamais eu à

subir une véritable censure politique. Non seulement le pouvoir ne lui a jamais interdit d'écrire ce qu'il voulait mais, au contraire, il l'y encourageait et surtout veillait à ce qu'il ne déroge pas à sa vocation. Si bien que l'écrivain québécois du XIX^e et du XX^e siècles aurait pu faire sienne l'affirmation d'Anaxagore, à savoir que « le ciel est sa patrie et la contemplation des astres sa mission ». Un historien a déjà écrit que « le Québec est la prostituée la mieux entretenue de toute l'histoire ». De même pourrait-on dire que l'écrivain québécois est celui qui a signé, malgré lui et à son insu, le contrat le plus avantageux avec le pouvoir, contrat en vertu duquel il jouit de l'entière liberté des mots et des astres et s'engage à ne ternir ni les uns ni les autres de la vulgaire poussière terrestre. Si la vraie vie est ailleurs, pourquoi ne pas s'y tenir ?

A un poète québécois qui prétendait que l'indépendance du Québec était nécessaire au développement de la littérature québécoise, un de nos anciens premiers ministres répondit, et je le cite, que « si ce poète ne trouvait pas en lui-même, et dans le monde, et dans les astres, la dignité, la fierté et les autres ressorts du poète, il ne les trouverait pas plus dans un Québec libre ». On croirait entendre ici cette insidieuse exaltation des vertus féminines par laquelle l'homme maintient la femme à l'intérieur d'un champ d'activités qui lui serait naturel. Pourquoi vouloir s'égayer dans les terres ingrates de la rationalité quand on connaît les raccourcis de l'intuition ? Pourquoi désirer le stress et le travail abrutissant quand on peut s'adonner au loisir et à la gratuité du sentiment ?

C'est à cette logique implacable de la domination tranquille qui s'exerce apparemment sans violence que l'écrivain québécois des années 60 va s'opposer lorsqu'il prendra conscience qu'une telle distinction entre le privé et le public, entre les mots et les choses menace non seulement l'existence du peuple québécois, mais aussi celle de la littérature. Car un peuple ou une littérature qui croient naïvement pouvoir fonder leur existence sur le seul territoire de la langue et de certaines valeurs qui leur seraient propres, et qui négligent la réalité socio-politique à laquelle la langue et les valeurs sont liées, ce peuple et cette littérature

sont déjà engagés dans un processus de folklorisation. Une culture qui ne produit que du symbolique est une culture morte : elle relève du folklore. Une littérature qui ne trouve plus dans le réel la résistance qui la féconde est une littérature morte : elle verse dans la rhétorique.

Tels ont toujours été notre tentation et notre destin de croire à la pseudo-liberté que confère le droit de parler, de penser et d'écrire en dehors du réel. Cette liberté ressemble étrangement à celle des Amérindiens que nous avons parqués dans des réserves pour qu'ils s'y épuisent à vouloir conserver leur culture. Nous leur laissons le poisson et le gibier pendant que nous exploitons les rivières et les forêts, nous louons la qualité artisanale de leurs mocassins et de leurs raquettes pendant que nos autoroutes traversent leurs pittoresques sentiers.

Ainsi la situation de la langue au Québec est sans doute ce qui a alerté les intellectuels et les écrivains québécois de ce qu'on a appelé la « révolution tranquille » : qu'est-ce que la liberté de parler une langue qui n'est pas la langue du travail ? Qu'est-ce que la liberté de parler et d'écrire une langue tellement dévaluée qu'elle ne vous permet même plus de nommer les objets familiers ? De même qu'une langue réduite à un statut familial finit par disparaître, une littérature qui ne se nourrit que de mots ne peut que devenir un facteur d'aliénation.

Dès lors, refuser d'écrire est la seule forme de dissidence possible des écrivains que le pouvoir a condamnés à écrire. Le dominé refuse le talent que le dominateur lui reconnaît, il ne croit plus à la vertu salvatrice des poèmes et des chansons, des raquettes et des mocassins. Comme l'écrit Hubert Aquin, « dans un pays désagrégé, l'écrivain doit refuser la cérémonie bégaïante de l'écriture ». Ce refus d'écrire, on le devine, se traduira bien sûr par un engagement politique, mais aussi par une volonté d'enracinement littéraire jusque là inconnue, car le véritable pouvoir commence lorsque le verbe se fait chair. Lorsque les mots rejoignent les choses dont ils s'étaient détournés. Et c'est précisément à cet instant où l'écrivain québécois tend à épouser le réel que se produit la véritable libération de son imaginaire, tant il est vrai, comme le dit Marcuse, que « l'aliénation artistique est la transcendance consciente d'une existence aliénée, une aliénation distanciée et médiatrice ».

C'est alors aussi que commence cette relation difficile et ambiguë de l'écrivain et du pouvoir dont je parlais précédemment et qui s'est exprimée au Québec par des mouvements apparemment contradictoires d'adhésion au politique et de rejet de ce dernier. Les avatars d'un Hubert Aquin tour à tour terroriste et directeur littéraire, militant et esthète, écrivain et courtier en assurances, manifestent, à mon avis, non seulement la difficulté pour le Québécois à faire l'apprentissage du pouvoir, mais aussi son entrée véritable dans l'espace littéraire, c'est-à-dire la découverte de cette double exigence de la parole et du silence. Partagé entre le désir de dire ce qui est et celui de voir ce qui n'est pas, de maîtriser l'être et de se dissoudre dans sa pure virtualité, l'écrivain ne peut échapper au paradoxe de vouloir à la fois le pouvoir et l'aliénation, la vie et la mort. Si le langage le détourne du monde, il se détourne du langage comme d'une souillure dont il croit pouvoir se laver dans le silence ou dans l'action : Virgile songe à brûler l'Enéide, Kafka demande qu'on brûle ses manuscrits après sa mort, Rimbaud part pour l'Abyssinie. Mais dès que le monde le détourne du langage, il se détourne du monde et proclame très haut, comme Valéry, la sainteté du langage ou, comme Nietzsche, la grandeur de l'exil, « le mal du pays sans pays ».

L'écrivain ne saurait donc avoir d'autre pouvoir que celui de consentir et de résister à tous les pouvoirs. A ceux de l'imaginaire, qui procèdent d'une complicité avec la mort, et à ceux de la raison, politique ou autre, qui procèdent d'une négation de la mort. Entre le prêtre et le guerrier qui veillent à leur vérité respective, l'écrivain a pour tâche de maintenir le droit à l'erreur. Tant pis ou tant mieux s'il n'accède jamais à la connaissance ou au pouvoir, mais tel est le prix qu'il doit payer s'il ne veut pas qu'écrire soit une imposture de plus.



N. Sanson, 1690

CONSEILS

A

UN JEUNE ECRIVAIN

Cultive le doute à l'égard des idéologies régnantes et des princes.

Tiens-toi à l'écart des princes.

Veille à ne pas souiller ton langage du parler des idéologies.

Sois persuadé que tu es plus fort que les généraux, mais ne te mesure pas à eux.

Ne crois pas que tu es plus faible que les généraux, mais ne te mesure pas à eux.

Ne crois pas aux projets utopiques, sauf à ceux que tu conçois toi-même.

Montre-toi aussi fier envers les princes qu'envers la populace.

Aie la conscience tranquille quant aux privilèges que te confère ton métier d'écrivain.

Ne confonds pas la malédiction de ton choix avec l'oppression de classe.

Ne sois pas obsédé par l'urgence historique et ne crois pas en la métaphore des trains de l'histoire.

Ne saute donc pas dans « les trains de l'histoire », ce n'est qu'une métaphore stupide.

Garde sans cesse à l'esprit cette maxime : « Qui atteint le but manque tout le reste ».

N'écris pas de reportages sur des pays où tu as séjourné en touriste ; n'écris pas de reportages du tout, tu n'es pas journaliste.

Ne te fie pas aux statistiques, aux chiffres, aux déclarations publiques : la réalité est ce qui ne se voit pas à l'œil nu.

Ne visite pas les usines, les kolchozes, les chantiers : le progrès est ce qui ne se voit pas à l'œil nu.

Ne t'occupe pas d'économie, de sociologie, de psychanalyse.

Ne te pique pas de philosophie orientale, zen-bouddhisme etc. : tu as mieux à faire.

Sois conscient du fait que l'imagination est sœur du mensonge, et par là-même dangereuse.

Ne t'associe avec personne : l'écrivain est seul.

Ne crois pas ceux qui disent que ce monde est le pire de tous.

Ne crois pas les prophètes, car tu es prophète.

Ne sois pas prophète, car le doute est ton arme.

Aie la conscience tranquille : les princes n'ont rien à voir avec toi, car tu es un prince.

Aie la conscience tranquille : les mineurs n'ont rien à voir avec toi, car tu es un mineur.

Sache que ce que tu n'as pas dit dans les journaux n'est pas perdu pour toujours : c'est de la tourbe.

N'écris pas sur commande.

Ne parie pas sur l'instant, car tu le regretterais.

Ne parie pas non plus sur l'éternité, car tu le regretterais.

Sois mécontent de ton destin, car seuls les imbéciles sont contents.

Ne sois pas mécontent de ton destin, car tu es un élu.

Ne cherche pas de justifications morales à ceux qui ont trahi.

Garde-toi du « redoutable esprit de suite ».

Crois ceux qui paient cher leur inconséquence.

Ne crois pas ceux qui font payer cher leur inconséquence.

Ne prône pas le relativisme de toutes les valeurs : la hiérarchie des valeurs existe.

Reçois avec indifférence les récompenses que te décernent les princes, mais ne fais rien pour les mériter.

Sois persuadé que la langue dans laquelle tu écris est la meilleure de toutes, car tu n'en a pas d'autres.

Sois persuadé que la langue dans laquelle tu écris est la pire de toutes, bien que tu ne l'échangerais contre aucune autre.

« Parce que tu es tiède, et non froid ou bouillant, je vais te vomir de ma bouche ». (Apocalypse 3, 16)

Ne sois pas servile, car les princes te prendraient pour valet.

Ne sois pas présomptueux, car tu ressemblerais aux valets des princes.

Ne te laisse pas persuader que ta littérature est socialement inutile.

Ne pense pas que ta littérature est « utile à la société ».

Ne pense pas que tu es toi-même un membre utile de la société.

Ne te laisse pas persuader pour autant que tu es un parasite de la société.

Sois convaincu que ton sonnet vaut mieux que les discours des hommes politiques et des princes.

Sache que ton sonnet n'a aucun sens face à la rhétorique des hommes politiques et des princes.

Aie en toute chose ton avis propre.

Ne donne pas en toute chose ton avis.

C'est à toi que les mots coûtent le moins.

Tes mots n'ont pas de prix.

Ne parle pas au nom de ta nation, car qui es-tu pour prétendre représenter quiconque, si ce n'est toi-même ?

Ne sois pas dans l'opposition, car tu n'es pas en face, mais au-dessous.

Ne sois pas du côté du pouvoir et des princes, car tu es au-dessus d'eux.

Bats-toi contre les injustices sociales, sans en faire un programme.

Prends garde que la lutte contre les injustices sociales ne te détourne de ton chemin.

Apprends ce que pensent les autres, puis oublie-le.

Ne conçois pas de programme politique, ne conçois aucun programme : tu conçois à partir du magma et du chaos du monde.

Garde-toi de ceux qui te proposent des solutions finales.

Ne sois pas l'écrivain des minorités.

Dès qu'une communauté te fait sien, remets-toi en question.

N'écris pas pour « le lecteur moyen » : tous les lecteurs sont moyens.

N'écris pas pour l'élite : l'élite n'existe pas : tu es l'élite.

Ne pense pas à la mort, mais n'oublie pas que tu es mortel.

Ne crois pas en l'immortalité de l'écrivain, ce sont là sottises de professeurs.

Ne sois pas tragiquement sérieux, car c'est comique.

Ne joue pas la comédie, car les boyards ont l'habitude qu'on les amuse.

Ne sois pas bouffon de cour.

Ne pense pas que les écrivains sont « la conscience de l'humanité » ; tu as vu trop de crapules.

Ne te laisse pas persuader que tu n'es rien ni personne : tu as vu que les boyards ont peur des poètes.

Ne va à la mort pour aucune idée et ne convaincs personne de mourir.

Ne sois pas lâche, et méprise les lâches.

N'oublie pas que l'héroïsme se paie cher.

N'écris pas pour les fêtes et les jubilé.

N'écris pas de panégyriques, car tu le regretterais.

N'écris pas d'oraisons funèbres aux héros de la nation, car tu le regretterais.

Si tu ne peux pas dire la vérité — tais-toi.

Garde-toi des demi-vérités.

Lorsque c'est la fête, il n'y a pas de raison pour que tu y prennes part.

Ne rends pas service aux princes et aux boyards.

Ne demande pas de service aux princes et aux boyards.

Ne sois pas tolérant par politesse.

Ne défends pas la vérité à tout prix : « On ne discute pas avec un imbécile ».

Ne te laisse pas persuader que nous avons tous également raison, et que les goûts ne se discutent pas.

« Etre deux à avoir tort ne veut pas dire qu'on soit deux à avoir raison. » (Popper)

« Admettre que l'autre puisse avoir raison ne nous protège pas contre un autre danger : celui de croire que tout le monde a peut-être raison. » (Idem)

Ne discute pas avec des ignorants de choses dont ils entendent de toi parler pour la première fois.

N'aie pas de mission.

Garde-toi de ceux qui ont une mission.

Ne crois pas à la « pensée scientifique ».

Ne crois pas à l'intuition.

Garde-toi du cynisme, entre autres du tien.

Evite les lieux communs et les citations idéologiques.

Aie le courage de nommer le poème d'Aragon à la gloire du Guépéou une infamie.

Ne lui cherche pas de circonstances atténuantes.

Ne te laisse pas convaincre que dans la polémique Sartre-Camus tous les deux avaient raison.

Ne crois pas à l'écriture automatique ni au « flou voulu » — tu aspiras à la clarté.

Rejette les écoles littéraires qui te sont imposées.

A la mention du « réalisme socialiste », tu renonces à toute discussion.

Sur le thème de la « littérature engagée », tu restes muet comme une carpe : tu laisses cela aux professeurs.

Celui qui compare les camps de concentration à la Santé, tu l'envoies valser.

Celui qui affirme que la Kolyma, c'est différent d'Auschwitz, tu l'envoies au diable.

Celui qui affirme qu'à Auschwitz on n'a exterminé que des poux, et non des hommes, tu le jettes dehors.

Celui qui affirme que tout cela représentait une « nécessité historique », même traitement.

« Segui il carro e lascia dir le genti. » (Dante)

KIŠ, Danilo

Jardin, cendre.

Gallimard (Imaginaire 110), 1983

Un Tombeau pour Boris Davidovitch.

Sept chapitres d'une même histoire.

Gallimard, 1979, 160 p.

Sablier.

Gallimard, 1982, 280 p.

Chagrins précoces.

Gallimard (Folio Junior 259), 1984

Danilo Kiš

LETTRE DU PÈRE

Mon cher fils.

Tu m'as écrit une lettre que tu n'as jamais envoyée.

Ce n'était pas pour moi, c'était pour que le monde entier la lise. (Toi et tes instructions pour qu'on brûle tout, ah !). Tu n'as jamais été ouvert et franc avec moi — tu dis que c'était une des choses que je ne cessais de te reprocher. Tu l'as écrit dans la lettre que tu n'as pas voulu que je lise : à quoi cela ressemble-t-il ? Mais maintenant, j'ai lu ta lettre, je l'ai lue quand même, j'ai tout lu, et pourtant tu disais que je posais tes livres sur ma table de nuit et que je n'y touchais plus jamais. Tu sais comment c'est là où je suis : ce n'est pas une chose qu'on puisse expliquer à quelqu'un qui n'est pas ici — ils parlent de secrets qu'on emporte avec soi dans la tombe, mais ce qui est drôle c'est qu'ici il n'y a aucun secret. S'il y avait eu quelque chose que tu voulais connaître, tu aurais dû savoir, si ça t'empêchait de dormir sur tes deux oreilles, que tu pouvais l'apprendre ici. Certes, tu m'as accordé cela, tu as dit que j'étais un vrai Kafka « pour la force... l'éloquence, l'endurance, une certaine façon de faire les choses sur une grande échelle » et que je ne me suis pas contenté de végéter. Ainsi, je suis toujours l'homme que j'ai été, celui qui veut arriver. Remuant. Celui qui saisit chaque occasion. Aujourd'hui, il n'y a rien que tu puisses considérer comme m'étant caché. Que tu dises que j'ai laissé ton livre sur la table de nuit sans le lire ou que tu ne sois pas suffisamment homme, même à trente-six ans, pour me montrer une lettre qui m'était soi-disant destinée.

Je t'écris alors que nous sommes morts tous les deux. Alors que tu ne bouges plus. Il n'y aura aucune réponse de ta part, je le sais. Tu as commencé ta lettre en disant que tu avais peur de moi — et alors tu as eu peur de me la faire lire. Et maintenant, tu t'es esquivé tout à fait. Parce que sans la volonté des Kafka, tu ne peux sortir de rien ni de nulle part. J'allais appeler ça un désert, mais où est le sable, où sont les chameaux, où est le soleil — tu vois, je suis encore suffisamment Mensch pour faire une plaisanterie. Oh, excuse-moi, j'avais oublié — tu n'aimes pas mes plaisanteries, ma façon de jouer avec les enfants. Mon pauvre garçon, tu n'avais malheureusement pas de vie en toi, tu l'as écrit cent fois dans tous ces livres, ces journaux intimes et ces lettres (celles que tu as envoyées à des étrangers, à des femmes) avant de me le faire dire dans cette dernière lettre, avec ton style littéraire : tu étais « incapable de vivre ». Et tu es mort, comment dirais-tu, tout à fait naturellement. Il n'en va pas ainsi pour un homme énergique comme je l'étais, je peux te le dire, et me voici en train d'écrire, de parler... je ne sais pas s'il existe un mot pour cela. Quoiqu'il en soit, c'est Hermann Kafka. Je t'ai survécu ici comme à Prague.

En réalité, c'est de cela que tu m'accuses, tu sais, pendant environ soixante pages (j'ai remarqué que la longueur de cette lettre varie un peu en passant d'une langue à l'autre, bien sûr on l'a traduite en tout — je ne sais plus en quoi — en hongrois, en islandais, en chinois, bien que tu l'aies écrite « pour moi », en allemand). Je t'ai survécu, pendant sept ans, non pas comme un vieil homme malade, après ta mort, mais alors que tu étais jeune et vivant. D'après les exemples que tu donnes pour montrer que tu as eu peur de moi quand tu étais petit garçon, il est clair comme le jour que tu n'avais pas peur : tu étais envieux. Tout d'abord, quand je t'emmenais nager, tu dis que tu te sentais inexistant, chétif et faible à côté de mon grand corps, solide et nu, dans la cabine — très bien, tu dis aussi que tu étais fier d'un tel père, un père avec un beau physique... Et puis-je te rappeler que ce père prenait la peine et le temps, pendant les quelques heures que lui laissait son travail, d'essayer de faire quelque chose de ce nebuch, de développer ses muscles, de mettre un peu de chair sur ses pauvres petits os afin qu'il devienne robuste ? Mais même avant ton barmitzvah, l'orgueil que chaque garçon ressent pour son père s'était transformé chez toi en jalousie. Tu ne pouvais me ressembler, alors tu as décidé que je n'étais pas assez bon pour toi : grossier, fort en gueule, je mangeais « comme un cochon » (selon tes propres termes), je me

Nadine Gordimer

coupaïs les ongles à table, je me nettoiais les oreilles avec un cure-dents. Oh oui, tu ne peux plus rien me cacher maintenant, j'ai tout lu, les milliers et les milliers de mots que tu as utilisés pour faire honte à ta famille, à ton père, devant le monde entier. Et avec ton génie pour les mots, tu as tout retourné et tu as prouvé, comme un magicien de cirque, que c'était de l'amour, que le morceau de papier sale était un drapeau de soie. Tu aimais trop ton père, et alors — quoi ? Dis-le moi, toi.

Tu ne pouvais pas être comme lui ? Tu voulais être comme lui ? Le ghasa, le gueulard, le goinfre ? Oui, mon fils, ces « détails sans importance » que tu as décrits et rapidement rejetés — ces détails font mal. Éternellement. Après tout, tu n'es devenu immortel par l'écriture, ainsi que tu l'affirmes, qu'à propos de moi, « tout était à propos de toi, père ». Une centaine d'années après ta naissance, le Juif tchéque, le fils de Hermann et de Julie Kafka, est considéré comme l'un des plus grands écrivains qui aient jamais vécu. On lira ton œuvre aussi longtemps qu'il y aura des gens pour la lire. C'est ce qu'on dit partout, même les Allemands qui ont brûlé tes sœurs et mes petits-enfants dans des fours crématoires. Certains disent aussi que tu étais une sorte de prophète (Dieu sait ce que tu pensais, enfermé dans ta chambre tandis que le reste de la famille jouait aux cartes, le soir) ; après ta mort, certains pays ont construit des camps où l'on faisait ce que tu as inventé dans cette histoire. La Colonie pénitentiaire, et depuis lors il y a eu des pays dans différentes parties du monde où l'on réalise l'œuvre du démon qui est née dans ton esprit — je ne veux pas y penser.

Tu n'étais pas destiné à apporter le bonheur à ce monde avec ton génie, mon fils. A la maison non plus. Mais nous devons accepter ce que Dieu nous donne. N'as-tu jamais pensé que c'était un immense chagrin pour moi (qu'importe pour une fois ce que tu ressentais) que tes deux frères, qui auraient pu grandir pour nous donner, à ta mère et à moi, de la joie, soient morts bébés ? Et toi assis là, aux repas, toujours avec une mine triste, pâle, maussade, sans avoir jamais rien à dire, et mangeant du bout des lèvres... Tu n'as pas oublié que j'ouvrais le journal, pour ne pas être obligé de voir ça. Tu en gardes rancune. Tu l'as dit à tout le monde. Mais tu ne penses pas à ce qu'il y avait dans le cœur d'un père. Depuis le début. Je devais le cacher derrière un journal. Tout. Par égard pour toi.

Car tu n'as jamais ressemblé à aucun autre enfant. Tu le reconnais : nous aurions pu tout essayer pour l'élever, tu affirmes que de toute façon tu serais devenu « un être faible, timide, hésitant ». Quel petit garçon n'aime pas chahuter un peu avec son père ? Mais quand tu écris à trente-six ans, tu ne te souviens que d'avoir été effrayé lorsque je te poursuivais autour de la table, pour rire, et que ta mère entrant dans le jeu t'attrapait alors que je hurlais. Pour l'amour de Dieu, qu'y a-t-il de si terrible là-dedans ? J'aimerais avoir de tels souvenirs de mon enfance ! Je sais que tu n'as jamais aimé en entendre parler, cela t'ennuyait, tu ne te privais pas de me dire par écrit que cela « te creusait des rides dans le cerveau », mais quand j'avais sept ans, je devais pousser la carriole de mon père de village en village, avec des plaies ouvertes sur les jambes, l'hiver. Personne ne m'offrait de bonnes choses pour que je les gâche dans mon assiette ; nous étions heureux quand nous avions des pommes de terre. Tu me donnes en spectacle, en imitant la façon dont je disais cela. Mais n'avais-je pas raison quand je vous demandais, à toi et à tes sœurs — à

l'abri du besoin grâce à moi, vivant comme des coqs en pâte parce que je restais douze heures par jour au magasin — ce que vous saviez de telles choses ? Quelqu'un savait-il ce que j'avais enduré quand j'étais enfant ? Et c'est un péché d'avoir voulu donner à mon fils un petit plaisir que je n'ai jamais eu.

Et cette autre histoire que tu as schlepée du passé — la nuit où je t'aurais enfermé sur la paviatsche ! A cause de toi, le monde entier connaît le mot tchéque qui désigne le genre de balcon que nous avions à Prague ! Oui, le monde entier connaît cette histoire. Je suis célèbre, aussi. Tu m'as rendu célèbre comme le père qui a effrayé son enfant une fois pour toutes : pour toute la vie. Je te remercie beaucoup. Je tiens à te dire que je ne me souviens même pas de cet incident. Je ne dis pas qu'il n'a pas eu lieu, bien que tu aies toujours fait preuve d'une imagination que personne n'a jamais eue avant toi ni depuis. Mais ce ne pouvait être que le dernier recours qui nous restait à ta mère et à moi — tu sais que tu m'as gâté, aujourd'hui, on dirait qu'elle te surprotègeait. Tu ne peux pas te souvenir à quel point tu étais désagréable la nuit, un petit tyran, tu inventais toutes les excuses possibles pour nous empêcher de dormir. C'était facile pour toi, tu pouvais sommeiller toute la journée, petit enfant.

Mais j'avais mon commerce, je devais gagner de quoi vivre, j'avais besoin d'un peu de repos. Des morceaux de pain, un jouet précis, faire pipi, une couverture en plus, une couverture en moins, des verres d'eau — tes ruses et tes plaintes n'avaient pas de fin. Je suppose que je n'ai pas pu le supporter plus longtemps. J'avais peur de te faire du mal. (Tu reconnais que je ne t'ai jamais battu, je t'ai seulement fait un peu peur en enlevant mes bretelles pour m'en servir sur toi.) Aussi je t'ai mis dehors pour ne pas te faire de mal. Cette nuit-là. Quelques minutes seulement. Cela n'a pas dû durer plus d'une minute. Comme si ta mère t'aurait laissé attraper froid ! A Dieu ne plaise ! Et tu m'en as voulu toute ta vie. Je suis désolé, mais il faut que je répète cette ancienne expression qui t'irritait tant : j'aimerais avoir eu tes ennuis.

Tout ce qui a mal marché pour toi, c'est de ma faute. Tu l'écris pendant plus de soixante pages et en même temps tu me dis « je te crois entièrement innocent de l'éloignement survenu entre nous ». J'étais un vrai Kafka, tu tenais de ta mère, le côté Löwy, etc. Tout ce dont tu as hérité de moi, d'après toi, ce furent les mauvais traits de caractère sans profiter pour autant de ma vitalité. J'étais « trop fort » pour toi. Tu n'y pouvais rien ; je n'y pouvais rien. Et alors ? Tout ce que tu voulais, c'était que je le reconnaisse, et nous aurions pu vivre en paix. Tu étais le juge, tu étais le jury, tu étais l'accusé ; tu te condamnais en premier. « A mon bureau, voici ma place. La tête entre les mains, voici mon attitude. » (Et c'était ce que ta pauvre mère et moi-même devions contempler, c'était là notre fierté et notre joie, notre seul fils survivant !) Mais j'étais aussi, l'accusé ; tu étais le juge, tu étais le jury, également dans mon procès.

Le droit ? De quel droit ? Des nouveautés — tu méprisais le commerce familial qui t'engraissait, qui payait tes études. En quoi cela te regardait-il la manière dont je traitais le personnel ? Tu ne t'y intéressais que pour pouvoir juger, juger. Ce fut une erreur de t'avoir laissé étudier le droit. Tu n'as rien fait de tes qualifications, tes coûteuses études pour lesquelles j'ai travaillé dur et ruiné ma santé. Tu n'as rien fait que me juger. — Que voulais-tu dire ? Ah, oui. Regarde ce que tu désirais me faire admettre sous les jolis mots du grand écrivain. Si quelque chose va mal, il faut condamner quelqu'un, non ? Nous n'étions pas des marionnettes dont on tirait les ficelles d'en haut. Il faut que l'un de nous deux soit condamné. Et ne me dis pas que tu penses que ça puisse être toi. C'est toujours le plus fort qu'on doit condamner, n'est-ce pas ? Je ne suis pas un grand penseur comme toi, je ne suis qu'un détaillant en mercerie, mais n'est-ce pas une loi de la vie ? « Tu as agi sur moi comme il te fallait agir. » Tu penses que je vais croire que tu me fais un compliment en me pardonnant,

alors que tu me lances la pire insulte qu'un père puisse recevoir ? Si c'est ce que je suis qui est à condamner, alors il faut me condamner jusqu'à la dernière goutte de mon sang et, quoi qu'il reste de mon corps, pour ce que je suis, pour avoir vécu et avoir engendré un fils ! Toi ! C'est bien ça ? A cause de toi, je n'aurais jamais dû avoir vécu !

Tu as toujours eu le génie (sans parler de ton génie littéraire) de me mettre hors de moi. Et tu savais que c'était mauvais pour mon cœur. Maintenant, qu'est-ce que ça peut faire... mais que Dieu me soit témoin, tu aggravais mon état... tu me rends...

Très bien.

Tout ce que je sais, c'est que je dois être condamné à jamais. Tu y as veillé. C'est écrit, et pas seulement par toi. Il y a plein de gens qui écrivent des livres sur Kafka.

Franz Kafka. On m'accuse même du nom que je t'ai transmis, notre nom de famille. Kafka est le mot tchèque pour dire choucas, et c'est peut-être pour cela que tu étais obsédé par les animaux. Dafka ! Insecte, singe, chien, souris, cerf, en quoi ne t'es-tu pas imaginé ! On dit que l'histoire du scarabée est un chef d'œuvre, grâce à moi — c'est moi qui te traitais comme une espèce inférieure, qui t'en ai donné l'inspiration... Tu t'es réveillé punaise, tu as donné une conférence en singe. Un seul de ces éminents savants se demande-t-il ce que cela a signifié pour moi d'avoir un fils qui n'avait pas assez de respect envers lui-même pour se sentir homme ?

Tu étais vraiment obsédé par les animaux, mais puis-je te rappeler que lorsque tu étais à Zürich avec Ottilia, tu ne voulais même pas te déshabiller devant un chat qu'elle avait rapporté pour se débarrasser des souris...

Pourtant, tu as imaginé un dragon qui entrait dans ta chambre. Il disait (un dragon instruit, noch) : « Attiré par ton désir... je m'offre à toi. » Ton désir, Franz pouah ! Pour des monstres, pour la perversion. Tu décris une personne (toi, bien sûr) qui a l'idée fantasque de vivre avec un cheval. Ecoute ce que tu écris : « ...pendant un an, j'ai vécu avec un cheval de la même façon que, par exemple, un homme vivrait avec une jeune fille qu'il respecte, mais qui le repousse. » Tu as même donné un cheval un nom de jeune fille. Eleanor. Je te le demande, est-ce le genre d'histoire qu'invente un jeune homme normal ? Est-il décent que des gens lisent de telles choses, longtemps après ta mort ? Mais cela est publié, tout est publié.

Et le pire de tout, à propos de cet animal dans la synagogue. Une espèce de rat, de vison, tu appelles ça une marbre. Tu racontes comment elle court partout pendant les prières, comment elle grimpe sur la cloison qui sépare la partie réservée aux femmes et redescend par le rideau devant l'Arche d'Alliance. Une Schande, un animal qui court partout pendant le service divin. Même si ce n'est qu'une histoire... mais tu l'as inventée. Aucun respect.

Pendant plusieurs pages (dans cette lettre secrète) tu parles de l'emploi que je faisais d'expressions yiddish vulgaires, de mes « bribes insignifiantes de judaïsme », lequel était « purement social » et, par conséquent signifiait que nous pouvions encore moins « nous retrouver tous deux dans le judaïsme ». Ceci venant de toi ! Quand tu étais petit et que je devais te traîner au service du yom kippour une fois par an, tu restais assis à inventer des histoires sur des animaux impurs qui s'approchaient de l'Arche, l'objet le plus sacré de la foi juive. Quand tu as été adulte, tu es allé une seule fois à la synagogue Ahneu. Ceux qui écrivent des livres sur toi disent que ce fut sans doute pour me faire plaisir. Cela m'étonnerait. Puis tu as brusquement découvert que tu étais Juif, après tout, évidemment ton judaïsme était hautement intellectuel, rien de commun avec les coutumes juives qu'on m'avait appris à observer dans le schtetl de mon père, quand je pouvais la carriole à l'âge de sept ans. Ton judaïsme, tu l'as appris au théâtre juif !

portrait de Hermann Kafka

Une jolie bande ! Ces acteurs ambulants à la vie dissolue avec qui tu t'es acoquiné au café Savoy. Ton ami l'acteur Jizchak Löwy. Aucun rapport avec la famille de ta mère, grâce à Dieu ! Je n'aurais pas laissé un homme comme ça la rencontrer simplement. Tu as suffisamment manqué de respect pour l'amener chez tes parents, et j'ai considéré qu'il était de mon devoir de lui parler de telle façon qu'il n'ose plus jamais revenir. (Ah ! J'avais l'habitude de le regarder par la fenêtre et je le voyais qui rôdait dans le froid, devant la maison, en t'attendant).

Et la Tschissik, cette nafke, une de ces actrices — j'ai découvert que tu croyais l'aimer, une femme mariée (si l'on peut appeler mariage la façon dont vivent ces gens). En dehors de Fräulein Bauer, tu n'as jamais été attiré que par un type de femmes très inférieures. Je te le redis comme je l'ai fait à l'époque : caresse de chien donne des puces. Tu t'es mis en colère (oui, toi, cette fois-là), tu t'es mis en rage contre ton père quand il t'a dit ça. Et quand je t'ai rappelé ma maladie de cœur, tu t'es encore donné raison, comme d'habitude, tu as dit (je m'en souviens comme si c'était hier) : « Je fais de grands efforts pour me contenir ». Mais maintenant, j'ai lu ton journal, les morts n'ont pas besoin de se glisser dans ta chambre pour le lire dans ton dos (ce dont tu nous accusais, ta mère et moi), j'ai lu ce que tu as écrit ensuite, que tu percevais en moi, ton père, « comme toujours dans de tels moments extrêmes, l'existence d'une sagesse que je ne peux que sentir ». Ainsi, tu savais, alors même que tu me défiais, tu savais que j'avais raison !

La réalité, c'est que tu étais antisémite, Franz. Tu ne t'es jamais intéressé à ce qui arrivait aux tiens. Les agressions de Juifs par des voyous dans les rues, dans les maisons et les boutiques, cela avait bien lieu alors que tu grandissais — je ne vois pas un mot là-dessus dans ton journal, tes cahiers. Tu ne faisais qu'imaginer les Juifs. Tu imaginais qu'on les torturait dans des endroits comme la Colonie pénitentiaire, peut-être. Je ne veux pas penser à ce que cela signifie.

D'accord, vers la fin, tu as étudié l'hébreu, toi et ta sœur Ottilia, vous avez même caressé le rêve absurde d'aller en Palestine. Toi, qui pouvais à peine respirer à l'époque, en train d'arracher des pommes de terre dans un kibboutz ! Le dernier livre écrit sur toi dit que tu étais en révolte contre la « mentalité boutiquière » de la classe de Juifs à laquelle appartenait ton père ; mais c'était le père commerçant, boutons et boutons, galons, rubans, poignets, boutons pression, agrafes et ailettes, lacets de bottines, cadres pour photos, chausse-pieds, nouveautés et mercerie, qui gagnait le pain pour que tu puisses rêver. Tu étais antisémite, Franz ; s'il est possible pour un Juif de se couper en deux. (Toi, je pense que tout l'est possible.) Tu as dit à Ottilia qu'il valait mieux

portrait de Julie Kafka Löwy

épouser ce goy de Joseph Davis que dix Juifs. Quand ton grand ami Brod a écrit un livre intitulé « Les Juives », tu as dit qu'il y en avait trop dedans. Tu les voyais en lézards. (A nouveau des animaux, des animaux inférieurs). « Bien que nous soyons heureux d'observer un seul lézard sur un sentier en Italie, nous serions horrifiés d'en voir des centaines ramper les uns sur les autres dans un pot à saumure. » Où allais-tu chercher de telles idées ? Pas à la maison, que je sache ?

Et regarde comme tu es juif, malgré le mépris que tu nous portes — les Juifs, ta famille juive ! Tu réponds à des questions par des questions. J'ai découvert ce qu'est ton style, ton célèbre style littéraire : ton origine juive. As-tu ou non écrit l'histoire suivante, une saynète, un truc, ton ami Brod gardait le moindre griffonnage de toi et tu savais qu'il n'en brûlerait pas un morceau. « Une fois, dans une séance de spiritisme, un nouvel esprit annonça sa présence et la conversation suivante eut lieu. L'esprit : Excusez-moi. Le spirite : Que veux-tu ? L'esprit : M'en aller. Le spirite : Mais tu viens seulement d'arriver. L'esprit : C'est une erreur. Le spirite : Non, ce n'est pas une erreur. Tu es bien là et tu y resteras. L'esprit : J'ai simplement commencé à me sentir malade. Le spirite : Gravement ? L'esprit : Gravement ? Le spirite : Physiquement ? L'esprit : Physiquement ? Le spirite : Tu réponds par des questions. Ça ne va pas. Nous avons des moyens pour te punir, aussi je te conseille de répondre, car nous allons bientôt te renvoyer. L'esprit : Bientôt ? Le spirite : Bientôt. L'esprit : Dans une minute ? Le spirite : ne continue pas de cette façon déplorable... »

Des questions sans réponse. Des énigmes. Tu as écrit : « Je ne peux vivre qu'en contradiction. Mais ceci s'applique sans aucun doute à tout le monde : car en vivant, on meurt, en mourant, on vit. » Parle pour toi ! Et qui croyais-tu être quand cette lubie t'a pris — leur prophète, Jésus Christ ? Que voulais-tu ? L'au-delà divin des goyim ? Que voulais-tu dire quand un homme perdu, loin de son pays natal, dit à quelqu'un qu'il rencontre : « Je suis entre vos mains », et l'autre répond : « Non. Vous êtes libre et c'est pour cela que vous êtes perdu » ? Que signifie écrire à propos d'une femme : « Je reste couché en l'attente afin de ne pas la rencontrer » ? Je crois n'avoir compris qu'une de ses énigmes et seulement parce que pendant quarante-deux ans, que Dieu m'aide, j'ai eu affaire à toi. « Une cage partit à la recherche d'un oiseau ». C'est toi. La cage, pas l'oiseau. Je ne sais pas pour quelle. Peut-être viendra-t-elle vers moi. Comme je l'ai dit, si quelqu'un le veut, il peut tout savoir, ici.

Et tous ces bavardages sur ton départ. Tu appelas la maison (encore des énigmes) « ma prison — ma forteresse ». Tu ronchonnais — imprimé, tout a fini par être imprimé, mon fils — en disant que ta chambre n'était qu'un passage, une voie de communication entre le salon et la chambre de tes parents. Tu te plaignais de devoir te servir d'un crayon parce qu'on t'avait pris l'encre pour t'empêcher d'écrire. C'était pour ton bien, pour ta santé — tu étais déjà un homme adulte, un juriste qualifié, mais tu sais que tu étais incapable de te débrouiller seul. A gribouiller pendant la moitié de la nuit, tu aurais été trop fatigué pour travailler correctement le matin, tu aurais perdu ta place à l'Assecurazioni Generali (ou c'était peut-être la Arbeit-Unfall-Versicherungs-Anstalt für das Königreich Böhmen, je n'ai plus la mémoire aussi bonne ici). Et je n'étais pas cousin d'or. Je ne pouvais pas entretenir tout le monde, tout le temps.

Tu as rendu publique la moindre petite querelle de la famille. D'après toi, c'était une chose terrible qu'on ne veuille pas te laisser sortir quand il faisait mauvais temps, que ta pauvre mère veuille que tu te couvres. Toi, avec ta santé fragile, toujours souffreteux — tu n'as pas hérité de ma constitution, ce n'est qu'une vie de dur labeur, le commerce, les ennuis familiaux qui m'ont tué, à la fin ! Tu as noté que tu ne pouvais sortir te promener

KAFKA, Franz

Lettre au père dans Préparatifs de nocce à la campagne Gallimard, 1980

GORDIMER, Nadine

Un monde d'étrangers.

Albin Michel, 1979, 304 p.

Fille de Berger. Albin Michel, 1982, 352 p.

Ceux de July. Albin Michel, 1983, 208 p.

sans que tes parents en fassent toute une histoire, mais à vingt-huit ans tu vivais toujours à la maison. T'en aller. Mon pauvre garçon. Tu pouvais à peine aller seul dans la pièce à côté. Tu t'enfermais quand des gens venaient nous rendre visite. Toujours à te vautrer sur ton lit, à dormir pendant la journée (Oh, oui, tu ne pouvais pas dormir la nuit, comme tout le monde), à perdre ta vie en dormant. Tu as inventé L'Amérique au lieu d'avoir le cran d'émigrer, de quitter ton lit, de prendre tes cliques et tes claques et d'y aller, de construire une nouvelle vie !

Même cette jeune fille que tu as plaquée deux fois a réussi à le faire. Savais-tu que Felice vit toujours, quelque part, en Amérique ? C'est une très vieille femme, avec des petits-enfants. Ils ne l'ont pas mise dans les camps de la mort que, d'après ces gens très savants, tu connaissais avant qu'ils n'existent. L'Amérique, tu n'y es jamais allé. L'Espagne, tu en as rêvé... Ton oncle Alfred allait t'y trouver un travail, à Madère, aux Açores... Dieu sait où encore. Petit-fils d'un boucher rituel, un Schochet, c'était pour cela que tu ne supportais pas de manger de la viande, disent-ils, et cela t'a rendu faible et hésitant. Et c'était aussi de ma faute, parce que ton pauvre grand-père devait gagner sa vie. Quand la mère n'était pas là, tu serais mort de faim sans moi. Et pour quel résultat ? Ce que je te donnais te déplaissait tellement que tu allais te vider l'estomac ! Comme quelqu'un qu'on a empoisonné ! Et tu n'oubliais pas non plus de le consigner par écrit : « J'ai l'impression que ces choses dégoûtantes vont ressortir. »

Tout ce que je faisais pour toi était dreck. Tu te sentais « méprisé, condamné, écrasé » par moi. Mais tu me méprisais ; la seule différence, c'est que je n'étais pas aussi facile à écraser, hein ? Combien de fois as-tu essayé de quitter la maison, sans pouvoir partir ? Tout est là, dans ton journal, dans les livres que tu as écrits sur toi. Et ton autre chef-d'œuvre, Le Procès. Un père et un fils se querellent, et le fils va se noyer en disant, « Mes chers parents, je vous ai toujours aimés, malgré tout ». La merveilleuse découverte à propos de cette histoire, tu aimeras peut-être l'entendre, c'est que cela prouve que Hermann Kafka, très vraisemblablement, ne voulait pas que son fils grandisse ni qu'il devienne un homme, pas plus que son fils ne voulait se passer de la protection de ses parents. Le meschugge, qui a écrit cela, grand bien lui fasse ! Je ne lui souhaiterais pas d'essayer de vivre avec toi comme nous l'avons fait voilà tout. Quand Brod, ton ami bossu, a fait voir en secret à ta mère une lettre dans laquelle tu te plaignais, cela afin que tu n'aies pas à l'usine d'amiante aider le mari de ta sœur, il y a une chose que tu avais écrite qu'il ne lui a pas montrée. Mais maintenant, tout est publié, tout, tout, toutes les choses terribles que tu as pensées sur les tiens. « Je les hais tous » ; père, mère, sœurs.

Tu ne pouvais te passer de nous — de moi. Tu ne nous as quittés qu'à près de trente-deux ans, à un âge où un homme a déjà une femme, des enfants, une maison.

Tu as toujours été dépendant de quelqu'un. Ton ami Brod, le pauvre diable. Sans ce petit bossu, qui connaissait ton existence aujourd'hui ? Entre les fours crématoires qui ont brûlé tes sœurs et le feu qui aurait dû brûler tes manuscrits comme tu le voulais, il ne resterait rien. Des types comme ceux que tu as inventés, la Gestapo, ont confisqué tous tes papiers qui étaient à Berlin, et on n'a jamais retrouvé trace d'eux, même les grands experts de Kafka qui fourrent leur nez partout. Tu as dit que tu aimais Max Brod plus que toi-même. Je m'en doute bien. Tu aimais l'idée qu'il avait de toi, et tu savais que ce n'était pas toi (tu vois, quelquefois je ne suis pas grob, ignorant, ne m'y connaissant qu'en nouveautés, j'ai peut-être acquis auprès de toi une certaine « perspicacité »). Il est sûr que je n'aurais pas reconnu mon fils dans la description qu'en faisait Brod : « L'aura de Kafka dégageait une

portrait de Franz Kafka en 1910

force extraordinaire, quelque chose que je n'ai jamais rencontré ailleurs, même auprès de grands hommes célèbres... l'assurance infaillible de sa perspicacité ne tolérât pas la moindre lacune, et il ne prononçait jamais une parole sans importance... Il était une affirmation de la vie, tolérant et ironique envers les stupidités du monde et, par conséquent, plein d'honneur triste. »

Je dois dire qu'aussi bien ta mère qui endurait tes caprices quand elle rentrait d'une journée passée au magasin, que tes sœurs qui jouaient dans tes pièces pour te faire plaisir, que ton père qui s'est usé le cœur pour sa famille, nous n'avons jamais bénéficié de ta tolérance. Tes sœurs (sauf Ottila sur qui tu reconnais avoir eu une mauvaise influence en l'encourageant à quitter la boutique pour aller travailler dans une ferme comme une paysanne, mourir de faim avec toi en se nourrissant comme des lapins, et épouser ce gey), tes sœurs étaient pour toi des idiots pouffant de rire. Ta mère n'a jamais été reconfortée par la force d'un fils. Tu ne nous as jamais donné l'occasion de rire, tristement ou non. Et tu me parlais à peine, pas même un mot sans importance. De qui était-ce la faute si tu étais cet homme que tu décries « errant sur l'île, où il n'y a ni livres ni ponts, entendant la musique mais n'étant pas entendu ». Tu ne voulais pas traverser une route, encore moins un pont, pour passer le temps, pour être agréable aux autres, tu t'enfermais dans ta chambre et tu te bouchais les oreilles avec de l'Oropax pour éloigner la musique de la vie, oui, les bruits de la cuisine, les gens qui allaient et venaient (que devions-nous faire, passer à travers les portes ?) même le chant des canaris t'incommodait, les rires, les petites disputes de famille, le lit qui grinçait quand les gens mariés et normaux faisaient l'amour.

Ce que je viens de dire peut te surprendre. La dernière chose bien entendue. Mais depuis que je suis mort, en 1931, je sais que le monde a énormément changé.

Les gens, même des pères et des fils, parlent de choses dont on ne doit pas parler.

Les gens n'ont pas honte de lire n'importe quoi, même des journaux intimes, même des lettres. Il n'y a plus de honte nulle part. Là aussi, tu étais en avance sur ton temps, Franz. Tu n'avais pas honte d'écrire dans ton journal, que ton ami Brod publierait — tu aurais dû savoir qu'il publierait tout, qu'il gagnerait sa vie à nos dépens — des choses qui ont conduit un des célèbres spécialistes de Kafka à étudier les bruits de notre appartement à Prague. Il écrit de moi : « Il n'était pas dans la nature de Hermann Kafka de contenir les bruits qu'il avait envie de faire pendant l'accouplement ; il n'était pas dans la nature de Kafka, qui était hypersensible aux bruits et qui avait grandi parmi eux, de faire mention des souffrances qu'ils lui causaient. »

Tu as laissé derrière toi, afin que tout le monde le lise.

portrait de Ottila David Kafka

que la vue du pyjama et de la chemise de nuit de tes parents sur le lit te dégoûtait. Laisse-moi te parler franchement, comme à n'importe qui. C'est dans ce lit que tu as été conçu. Ceci me dégoûte : ton dégoût pour un lieu qui aurait dû être sacré, que tu aurais dû tenir dans le plus grand respect. Tu es pourtant le seul à l'être plaint de ma grossièreté lorsque je t'ai suggéré qu'il fallait que tu te trouves une femme — achètes-en une, loues-en une — au lieu d'essayer de te prouver que pour devenir un homme, à trente-six ans, il te suffisait d'épouser une quelconque grue juive de Prague qui remuait les seins sous son corsage. Oui, je te parle de cette Julie Wohryzek, la fille du cordonnier, ta seconde fiancée. Tu as même eu l'insolence de me jeter la

remarque au visage, dans cette lettre que tu n'as pas envoyée, mais je l'ai lue quand même, j'ai tout lu maintenant, bien que tu aies dit que j'avais posé La Colonic pénitentiaire sur la table de nuit pour ne plus jamais en dire un mot.

Il faut que je te parle d'autre chose dont nous n'avons pas discuté, entre père et fils, quand nous vivions tous les deux — d'accord, c'était de ma faute, tu as peut-être raison, comme je l'ai dit, les temps ont changé... les femmes. C'est un sujet que je dois aborder parce que, mon pauvre garçon, le mariage a été « la plus grande terreur » de ta vie. Tu as écrit cela. Tu racontes tes tentatives de mariage pour expliquer pourquoi tu ne pouvais pas te marier — le « succès » de la lettre que tu n'as jamais envoyée en dépend. D'après toi, te marier, fonder un foyer, était « l'extrême degré de ce qu'un homme peut atteindre ». Et pourtant, tu n'as pas pu te marier. Comment un homme ordinaire peut-il comprendre ça ? Tu as écrit plus d'un quart de million de mots à Felice Bauer, mais tu n'as pas pu être un mari pour elle. Tu as entraîné tes parents dans la farce du voyage à Berlin pour une cérémonie de fiançailles (à propos, la photo de l'heureux couple est dans les livres qu'ils écrivent sur toi). Tu as rompu les fiançailles, puis tu as renoué pour rompre à nouveau. Ça ne t'étonne pas ? Quiconque entre dans une librairie ou une bibliothèque peut lire ce que tu as écrit à ta fiancée quand ta sœur Elli a mis au monde notre première petite-fille. Tu n'as ressenti que rancune et jalousie envers ton beau-frère parce que « je n'aurai jamais d'enfant ». Non, pas avec mademoiselle Bauer, pas dans un mariage décent, comme le fils de n'importe qui ; mais j'ai découvert que tu avais eu un enfant, Brod le dit, d'une femme, Grete Bloch, qui était soi-disant la meilleure amie de mademoiselle Bauer et qui avait même joué le rôle de mariée entre vous ! Que dis-tu de ça ? Tu l'apprends peut-être ? Je ne sais pas. (Voilà quelle était ton irresponsabilité). Ils disent qu'elle est partie. Elle ne te l'a peut-être jamais dit.

C'est comme pour celle que tu as essayé d'épouser ensuite, celle à propos de qui tu as fait un soin de tous les diables à cause de ma remarque sur les Juives de Prague, les corsages, etc. Car tu es revenu à la raison et tu as annulé le mariage deux jours seulement avant la date prévue. Ce n'est pas que je t'aie influencé. Quand as-tu pris en considération ce que pensaient tes parents ? J'ai évidemment été bouleversé lorsque tu m'as dit que tu voulais épouser la fille du cordonnier. Au moins, mademoiselle Bauer venait d'une bonne famille. Ce que j'ai dit à propos du corsage m'a échappé, je suis un homme après tout. Mais j'ai été franc avec toi, d'homme à homme. Tu n'étais plus un enfant. Un homme ne doit pas se marier avec une moins que rien qui ira avec n'importe qui.

Je voyais bien ce qu'il y avait derrière ce mariage, mon pauvre garçon. Tu voulais une femme. Personne ne le comprenait mieux que moi, crois-le, j'étais un homme normal ! Il y avait des endroits dans Prague où l'on pouvait avoir une femme. (Je pense que quoi qu'il soit arrivé, ils sont toujours là et y seront toujours). J'ai essayé de t'aider : je t'ai proposé d'y aller avec toi. J'ai dit cela devant ta mère qui — oui, ainsi que tu l'as écrit,

cela t'a choqué — était d'accord avec moi. Nous voulions tellement t'aider que même ta mère serait allée jusque là.

Mais dans cette lettre, que tu croyais que je ne lirais jamais, tu m'accuses de t'humilier et de ne pas savoir quoi. Tu voulais épouser une grue, mais tu étais offensé à l'idée d'en acheter une ?

En écrivant cette lettre quelques jours seulement après avoir abandonné ta seconde tentative de mariage, à trente-six ans, tu trouves que ton père, homme habitué aux choses du monde, a non seulement manifesté du « mépris » à ton égard, mais qu'en te parlant comme un père aux idées larges alors que tu n'étais qu'un jeune homme, il avait déclenché toute la ridicule affaire de ton inaptitude au mariage. Déjà, vingt ans avant cette querelle à propos de Julie Wohryzek, avec « quelques paroles franches » (comme tu l'écris) ton père t'avait rendu incapable de prendre femme, et t'avait poussé « à descendre dans la boue comme si je lui étais destiné ». Tu te souviens d'une promenade avec ta mère et moi sur la Josefsplatz pendant laquelle tu avais manifesté quelque curiosité à propos... eh bien... des sentiments des hommes et des femmes, et j'avais été ouvert et franc avec toi, je t'avais dit que je pouvais te donner des conseils pour que tu saches où aller afin de pratiquer ces choses sans danger, sans rapporter de maladie à la maison. Tu avais seize ans, tu étais physiquement un homme, pas un enfant, non ? N'étais-ce pas le moment de parler de telles choses ?

Te dirais-je ce dont moi je me souviens ? Autrefois, tu nous cherchais querelle parce que nous ne t'avions pas éduqué sexuellement — tes propres mots. Maintenant, tu te plains parce que j'ai essayé de te guider dans cette affaire. Je l'ai fait — et je ne l'ai pas fait. Décide-toi. Arrange-toi comme tu voudras. Quoi que j'aie fait, tu as cru que c'était à cause de cela que tu étais incapable de te marier. Quand tu pensais vouloir mademoiselle Bauer, n'ai-je pas cédé, pour te faire plaisir ? Cependant, tu n'étais pas dans une situation matérielle qui te permettait de te marier, et je devais aider financièrement tes deux sœurs mariées, j'avais assez de soucis comme ça, j'étais malade, tu m'avais causé pas mal d'ennuis en me persuadant d'investir mon argent dans une fabrique d'amiantes mechlulah. N'ai-je pas cédé ? Et quand la fille est venue à Prague pour rencontrer tes parents et tes sœurs, tu as écrit : « Ma famille l'aime presque plus que moi ». Ainsi, ça allait jusque là : tu étais incapable d'aimer ce que nous aimions, est-ce pour cela que tu n'as pas voulu l'épouser ?

Il y a longtemps, c'est très loin... ah, tout s'enfuit, disparaît... mais je n'ai pas fini. Attends.

Tu dis avoir écrit ta lettre parce que tu voulais expliquer pourquoi tu étais incapable de te marier. J'écris cette lettre parce que tu as essayé d'écrire à ma place. Tu voulais même enlever ça à ton père. Tu répondais à tes propres lettres avant que j'aie pu le faire. Tu as imaginé ce que serait ma réponse à la lettre que tu

m'as écrite. Pour m'en épargner la peine... Très doué, comme ils disent. Avec ton génie d'écrivain célèbre, tu as tout dit bien mieux que je ne l'aurais fait. Tu es là, tout de suite, avec une réponse, avant moi. Tu parles à ma place : alors même que tu t'accuses, en mon nom, d'un « surcroît d'intelligence, d'obséquiosité, de parasitisme et de fausseté », et que tu condamnes ta vie en mon nom, tu fais preuve en fin de compte — à nouveau et une dernière fois ! — d'un surcroît d'intelligence, d'obséquiosité, de parasitisme et de fausseté, dans la supercherie qui consiste à ôter à ton père toute chance de se défendre.

Un génie. Que peut-on ajouter sur toi si tu te décris toi-même — c'est terrible de voir à quel point tu te connais bien, mon garçon — comme ce genre de vermine qui non seulement sent mauvais, mais qui en même temps suce le sang pour se nourrir ? Mais la déformation et la tromperie ne s'arrêtent pas là. Tu avoues alors que cette « objection », ce « correctif » comme tu dis, toi l'homme très cultivé, « ne vient pas » de ton père mais de toi, Franz Kafka. Ainsi, tu le vois, en voici la preuve, le peu que je sais de toi, avec toute ton intelligence, je ne peux le savoir par moi-même : tu dis que tu as toujours écrit sur moi, que tout était sur moi, ton père ; mais tout était sur toi. Le scarabée. L'insecte couché sur le dos, qui remuait les pattes et qui ne pouvait pas se relever pour aller voir l'Amérique ou la Grande Muraille de Chine. Toi, toi, toujours toi. Et dans ta lettre, après m'avoir défendu contre toi, quand tu fais la confession finale — tu as raison comme toujours — tu as le dernier mot, preuve de ta sainteté dont je ne pouvais rien savoir, que je ne pouvais pas comprendre, moi un commerçant, un boutiquier. Telle est ta « vérité » à notre sujet, dont tu espérais qu'elle pourrait « nous rendre à tous deux la vie et la mort plus faciles ».

La façon dont tu as fini, Franz. La dernière femme que tu t'es trouvée. Dieu sait que ce n'était pas ce que nous souhaitions. Vivre avec cette Juive de l'Est, et dans le péché. Nous t'avons envoyé de l'argent ; c'était tout ce que nous pouvions faire. Si nous étions venus te voir, si nous avions ravalé notre fierté en rencontrant cette femme, notre présence n'aurait fait qu'aggraver ton état. C'est là, dans tout ce que tu as écrit, dans tout ce qu'ils écrivent sur toi : tout ce qui avait rapport à nous te déprimait et te rendait malade. Nous savions qu'elle ne te donnait pas à manger ce qu'il te fallait, qu'elle cuisinait comme une bohémienne dans une marmite de sorcière. Elle t'a gardé dans un taudis sans chauffage, à Berlin... que Dieu me pardonne (c'est Brod qui l'a dû), j'ai dû lui tourner le dos à l'enterrement.

Franz... Quand tu as reçu des exemplaires de ton livre La Colonie pénitentiaire, des éditions Kurt

Wolff... tu m'en as donné un et j'ai dû « Mets-le sur la table de nuit ». Tu racontes que je n'en ai plus jamais reparlé. Tu ne comprends pas, je ne suis pas un littéraire. Je peux te le dire aujourd'hui. J'en ai lu un peu, une page ou deux à la fois. Si tu avais vu mon exemplaire, il y avait une marque de crayon toutes les deux ou trois pages, afin que la fois suivante je sache où je m'étais arrêté. Ce n'était pas comme les livres que je connaissais — je n'avais pas eu beaucoup de temps pour lire, en travaillant comme un esclave depuis ma plus tendre enfance, je n'étais pas comme toi, je ne pouvais pas m'enfermer dans une chambre avec des livres quand j'étais jeune. Je serais mort de faim. Mais tu le sais. Ne vois-tu pas que je n'étais pas trop fier, mais que j'avais honte de te faire savoir que je trouvais la façon d'écrire difficile à comprendre, que cela me semblait étrange.

Ah ! Je sais que je ne suis pas un intellectuel, mais je connais la vie !

Encore un moment... Laisse-moi le temps... Les choses se brouillent... Oui — imagines-tu ce que nous avons ressenti quand Onla nous a dit que tu avais la tuberculose ? Comment peux-tu avoir le cœur de ne rappeler qu'un jour, dans un moment de colère, j'ai dû à un employé bon à rien qui n'arrêta pas de tousser dans la boutique (tu aurais dû avoir affaire à ces paresseux de goyim) qu'il n'avait qu'à mourir, ce chien. Pouvais-je savoir que tu attraperais aussi la tuberculose ? Ce n'est pas de notre faute si tes poumons ont pourri. Quand tu étais petit, j'ai essayé de te développer la poitrine en t'apprenant à nager ; tu n'aurais jamais dû t'éloigner de chez toi, des soins de tes parents, pour aller dans ce trou à rats du palais Schönborn. Et le taudis de Berlin... Nous avons passé de bons moments, n'est-ce pas ? Franz ? Quand nous mangions des saucisses et quand nous buvions de la bière après les leçons de natation ? Tu t'es au moins souvenu de la bière et des saucisses au moment de ta mort.

Encore une chose. Il faut que je la dise, elle m'étouffe. Je sais que tu ne répondras jamais. Tu as écrit une fois : « La parole n'est possible que là où l'on veut reposer. » Tu étais trop hypersensible pour nous parler, Franz. Tu as gardé le silence sur la vérité : ceux qui jouaient aux cartes, ceux qui se retournaient dans leur lit de l'autre côté du mur — c'était le bruit de gens vivants que tu n'aimais pas. Tu as été trop lâche pour assouvir ta vengeance pendant ta vie, et c'est ici que tu l'as fait. Nous ne pouvons reposer en paix dans notre tombeau ; on nous déterre, on nous enlève nos linéaux à cause de ta gloire. N'as-tu pas honte d'avoir profané la tombe de tes parents comme tu avais profané leur lit ? N'as-tu pas honte... maintenant ? A quoi cela sert-il de se quereller ? Nous reposons ensemble dans le même tombeau — toi, ta mère et moi. Nous avons fini comme nous avons toujours vécu, unis. Repose en paix, mon fils. Comme j'aurais aimé que tu me laisses reposer en paix. Ton père,

Hermann Kafka

L'Alternative

Pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est

4, rue Troussure, 75011 Paris (Tel. (1) 301 19 05)

Abonnement annuel (6 numéros) France 220 F — Étranger 250 F — Avion 280 F

Abonnements militants (envois groupés) à partir de trois abonnements : 180 F chaque
à partir de cinq abonnements : 170 F chaque

Abonnement de soutien : minimum 400 F

INDEX ON CENSORSHIP

39 C HIGHBURY PLACE, LONDON N51QP, ENGLAND

REVUE BIMESTRIELLE
PUBLIÉE EN GRANDE BRETAGNE

PARLE DE LA CENSURE DANS LE MONDE ENTIER
PUBLIE LA LITTÉRATURE INTERDITE

JANVIER 1985 :
LA CENSURE AU THEATRE

ABONNEMENT 6 NUMÉROS — (EUROPE) 13 LIVRES

& act!on

QUI
QUAND

DANS LA DÉFENSE DES
DROITS DE L'HOMME EN
EUROPE DE L'EST ET EN
UNION SOVIÉTIQUE.

ENTRAIDE ET ACTION

B.P. 11

77850 Herby - France

Tél. 423 83 72 - 267 31 88

Secrétaire : Ivana Tigné

ENTR'AIDE

Publication bimestrielle
en anglais et en français.
Un guide indispensable
à travers les droits de l'homme
dans les pays de l'Est.

MEMBRES DU COMITÉ DE LIAISON
ENTR'AIDE ET ACTION

Jean-Marie Domenach, Pierre Emmanuel (†), Ota Filip,
Natalya Gorbanevskaya, Frantisek Janouch,
Vladimir Maximov, Viktor Nekrasov, Ludek Pachman,
Peter Reddaway, Michael Scammell,
Laurent Schwartz, Johan Vogt.

Le droit de copyright à l'Édition Française de la Bibliothèque ENTR'AIDE ET ACTION
est réservé. Toute réimpression ou utilisation sans autorisation est formellement interdite.
Tous droits réservés, pour toutes les langues et tous les pays.

ALPESSE

Chèques adressés à l'Édition Française de la Bibliothèque ENTR'AIDE ET ACTION

LE GRAND CHELEM

Résultat d'une volonté d'entreprendre et des efforts conjugués de Renault et American Motors, synthèse des technologies européennes et américaines, la Renault Alliance est un succès des deux côtes de l'Atlantique.

Elue Voiture de l'Année 1982 en Europe et Car of the Year 1983 aux États-Unis, elle permet à Renault une percée spectaculaire sur le premier marché du monde: l'Amérique.

RENAULT

"Nous sommes là"

BULLETIN D'ABONNEMENT

ADRESSE

ABONNEMENT ANNUEL, FRANCE : 100 F

ETRANGER : 140 F

ABONNEMENT MIXTE LETTRE INTERNATIONALE POLITIQUE AUJOURD'HUI
FRANCE : 250 F ETRANGER 300 F

CHEQUE A L'ORDRE DE « AUJOURD'HUI INTERNATIONAL »
14-16, RUE DES PETITS-HOTELS, 75010 PARIS.

PASSER INTELLIGEMMENT LES FETES

Offrez à vos amis un abonnement à Lettre Internationale

Je vous prie d'adresser de ma part
la LETTRE INTERNATIONALE pendant un an
à partir du n°.....
Ci-joint un chèque de 100 F à l'ordre de « Aujourd'hui International »
14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.

EN PRIME LES NUMEROS 1 ET 2 DE LA REVUE
VOUS SONT OFFERTS POUR 30 FRANCS.

(aussi disponibles à notre adresse)

LETTRES

Le vendredi 12 octobre 1984, j'appris par des amis que le prix Nobel de littérature avait été décerné à Jaroslav Seifert. Ces amis me précisèrent que cet événement avait été relégué à la dernière page de l'organe du PCT *Rudé Právo*. Alors même qu'il s'agissait du premier prix Nobel attribué à un écrivain tchécoslovaque, l'encart annonçant la nouvelle tenait dans un carré de 5,5 cm de côté. Ni le jour même, ni les suivants, on ne put trouver dans la presse quotidienne d'article dont le titre comportait les mots « prix Nobel ». Il fallut se contenter de formules stéréotypées, passe-partout, échappant facilement au lecteur un tant soit peu inattentif, formules « félicitant Jaroslav Seifert », informant le public des visites que lui rendirent le directeur de la maison d'édition « Ecrivain tchécoslovaque » et le ministre de la Culture. Même trois jours après l'événement, délai amplement suffisant à tout journaliste digne de ce nom pour s'informer et se documenter sur un sujet quelconque, seuls apparurent quelques courts articles repris de l'agence officielle de presse ČTK, comme si nos journalistes ignoraient jusqu'à l'existence de Seifert.

Sans les débats menés dans les mass média étrangers autour de notre poète, l'information concernant le premier prix Nobel tchèque de littérature se serait, dans son propre pays, limitée à ces quelques lignes incolores et inodores.

Or, à l'Ouest commençaient à surgir des « tentatives des journalistes occidentaux pour exploiter le nom de notre auteur à des fins calomniatrices contre sa patrie et pour se servir de son nom contre les pays du socialisme » (formule employée par le *Rudé Právo* du 13 octobre). Par conséquent, l'organe central du PC tchécoslovaque se crut obligé de reproduire trois extraits du livre de souvenirs de Seifert — les trois concernant d'ailleurs la même période de la Libération en mai 1945 — ainsi que, en cinquième page, un de ses poèmes tiré d'un recueil datant de 1938. Quand à la biographie du poète, sa photographie, sans parler d'une quelconque analyse (littéraire) de son œuvre, on les cherchait en vain.

Pendant les quelques jours suivant l'événement, les voitures des stations de télévisions étrangères s'installèrent devant le domicile du poète, rue « U Landronky », dans le quartier de Břevnov. Les reporters n'arrivaient pas à comprendre le malaise provoqué dans les sphères officielles par ce prix Nobel, et encore moins l'absence de portraits et d'œuvres du lauréat dans les vitrines des librairies.

Jaroslav Seifert fut le dernier président de l'Union des Écrivains, dissoute « par décision des organes du Parti et de l'État » en 1970 et remplacé par une nouvelle organisation où ne furent admis que les auteurs « bien-pensants » et conformistes. La grande majorité des écrivains tchécoslovaques de quelque importance refusa d'adhérer ou ne fut pas admise dans cette nouvelle Union des Écrivains, Union « consolidée » ou, si vous préférez, « normalisée ». Seifert faisait partie de ces derniers. La première édition de ses poèmes d'après 1968 ne date que de 1979, à la veille de ses 80 ans. Il ne fut bien entendu pas possible de faire totalement disparaître Seifert de la littérature tchécoslovaque comme on le fit pour la plupart des exclus de l'Union des Écrivains en interdisant de parler d'eux ou de publier leurs œuvres, car il figurait quand même depuis des décennies dans les manuels scolaires et les anthologies de poésie. On s'en sortit donc en publiant ses œuvres anciennes, datant en grande partie de l'avant-guerre. Bien entendu, ses nouveaux poèmes furent au nombre de ceux parus dans les samizdat tchèques qui virent le jour dans les années soixante-dix.

Lorsque la Charte 77 voit le jour, Jaroslav Seifert, est l'un des premiers signataires. Sa renommée, la popularité dont il jouissait, son âge et son état de santé le protégèrent de la campagne abusive de dénigrement qui se déclina dans les mass média à l'encontre des signataires. Il fut certes interrogé — étant donné sa paralysie, les interrogatoires eurent lieu à son domicile — mais l'enquête s'arrêta là en ce qui le concerne. Bien évidemment, on cessa de publier ses œuvres.

Plus grave, le journaliste Jiří Lederer fut condamné en 1978 à trois ans de réclusion pour avoir tenté de faire passer à l'Ouest, avec le livre de mémoires de l'ancien ministre Prokop Drtina, le manuscrit des poèmes de Seifert. Pendant que Jiří Lederer purgeait

sa peine, ces poèmes de Seifert furent pourtant, petit à petit, acheminés au-delà des frontières.

Il en fut de même pour son livre de souvenirs « Toutes les merveilles du monde » que la maison d'édition « Ecrivain tchécoslovaque » avait refusé de publier.

On dit que, dans les années 70, Seifert avait été à plusieurs reprises pressenti pour le prix Nobel. Comme l'on supposait que cette possible attribution interviendrait pour ses 80 ans, ses amis et les spécialistes de son œuvre avaient préparé une monographie de celle-ci, sa biographie, et y avaient ajouté ses derniers manuscrits, afin de les faire publier à l'étranger. Ils projetaient leur envoi à l'Académie royale de Suède dans le courant de 1981. La dernière livraison devait partir par la camionnette conduite par un couple français qui venait en Tchécoslovaquie au mois de mai 1981 ; ils furent interceptés à la frontière et leur l'arrestation fut suivie de dizaines d'autres parmi nos propres ressortissants.

C'est le jeudi 11 octobre au soir que Seifert, cloué sur son lit d'hôpital, fut donc informé ; il reçut également le même soir la visite de l'ambassadeur de Suède. Or, dès le lendemain matin, la porte de sa chambre était gardée par deux cerbères — membres de la police secrète, habillés en blouses blanches — qui relevaient l'identité de toute personne voulant approcher le poète, enregistraient son nom et ne laissaient entrer que les membres de sa famille. Seifert ne reçut même pas les milliers de lettres de félicitations écrites spontanément par des citoyens de son pays. J. Seifert fut à la fois le « fêté » et l'« otage » en quelque sorte. Et comme le régime actuel ignore quelles pourraient être les réactions du poète après son rétablissement, comme il ne sait pas comment changer et présenter au public le fait que le prix Nobel ait été décerné à un poète qui avait refusé d'adhérer à l'Union des Écrivains « obéissants », avait signé la Charte 77 et n'avait pas courbé l'échine devant le régime, il préfère purement et simplement ne pas parler de lui du tout.

Jiří Otava
Prague, le 23 octobre 1984

J'ai été quand même consterné par l'article de Vercors sur Panait Istrati. Que de clichés, que d'indulgence pour soi-même, dans ce texte !

Auteur, entre autres, d'une thèse sur ce génial autodidacte, comment ne réagis-je pas à tant d'approximatifs jugements balancés de trémollos « mélancoliques » où se trouvent évaporés le souci de l'incontournable vérité ? D'abord, soutenir Romain Rolland, qui prit le parti de s'aligner sur les positions de l'URSS et du régime stalinien parce que ce pays aurait été le plus faible, face à des ennemis coalisés — Romain Rolland qui, d'autre part, ne mit jamais les pieds en Russie soviétique —, me paraît relever, dans cette circonstance, d'une erreur fatale en ce qui concerne le rôle de l'écrivain : celui-ci doit-il jamais s'inféoder à quelque régime et même à quelque cause que ce soit, sa « mission » doit-elle jamais être d'apposer, de donner sa signature et son soutien à des manifestes, à des partis, à des raisons politiques, fussent-elles révolutionnaires, alors que la réalité même, soit le vécu d'un peuple soumis à la « dictature libératrice » lui échappe totalement, alors qu'il ne vit pas dans sa chair les contradictions — et les crimes — de ce régime ?

Quand la *Pravda* demandait que soit fusillé le juif révolutionnaire Roussakov, parce qu'il avait refusé de partager son appartement, la réaction violente de protestation, puis de dénonciation du régime, par Panait Istrati, doit-elle donc être imputée à son caractère bouillant, vieille lune que les commentateurs insoucieux et hâtifs, pour ne pas dire plus, de l'exemplaire roumain, réservent à toute occasion !... On a envie de sauter à la gorge de ce stéréotype mensonger, et de celui qui le commet.

Enfin, pourquoi ne pas respecter même seulement les faits ? Ce que je ne comprends pas de la part d'un écrivain et d'un historien consacré comme Vercors. *Istrati n'a jamais attendu trois ans*, comme il l'écrit dans cet article, pour prendre la décision de rendre public ce qu'il avait vu en URSS : *Vers l'autre flamme* parut chez Rieder dès novembre 1929. L'affaire Roussakov avait éclaté en février de la même année et Istrati était

rentré à Paris ce même mois.

Pourquoi travestir encore les faits : pour s'excuser à tout prix de tant de mollesse, de compromission et d'aveuglement « raisonnables » ?

Gérard Lemaire,
Ermont

(1) Mikhaïl Kasanski, vagabond russe, essai sur l'œuvre et la vie de Panait Istrati, Université de Paris VIII.

Il ne me semblerait pas convenable d'ouvrir une polémique sur d'aussi graves questions. M. Lemaire a pour lui la rectitude intellectuelle et je ne saurais en aucune manière lui reprocher de penser ce qu'il écrit. Il a raison de penser que l'expression de la vérité ne doit pas se soucier des conséquences qu'elle peut entraîner — si peut-être il est plus facile de s'ériger en juge avec soixante ans de recul que sur l'instant même, plus facile de dénoncer les fautes de la Révolution française sous le règne de Louis-Philippe qu'au temps de Valmy, lorsque l'ardeur des citoyens était pour elle une question de vie ou de mort.

M. Lemaire a raison de penser que la probité de l'esprit ne tolère aucun compromis. Et peut-être cette probité eût-elle exigé, quand l'armée nazie était sur la Volga et que le destin de l'Europe était suspendu à celui de l'armée rouge, de dénoncer néanmoins à la face du monde la perversité soviétique, au risque de compromettre dans l'opinion américaine son soutien indispensable en armes et en munitions ; ou sous l'occupation de rappeler avec Vichy telles exactions de certains maquis pour survivre, au risque de détourner de la Résistance la complicité de la population ; ou quand le Vietnam était ravagé par les défoliants et ses villages napalmisés, de rappeler les atteintes dans ce pays aux droits de l'homme, au risque de justifier et d'intensifier bombes, napalm et défoliants ; ou quand se dessinait le « Printemps de Prague », d'en compromettre l'instauration en rappelant les fautes passées de ses dirigeants communistes ; ou encore aujourd'hui d'affaiblir l'autorité de l'Eglise polonaise, en rappelant ce que de tout temps elle a fait de ses Juifs.

Je serais le dernier à dénier à M. Lemaire le droit absolu de penser ainsi. C'est l'éternel dilemme de la vérité et de la justice. De savoir si la pureté de l'esprit commande, quand la justice est en jeu, de lui sacrifier la vérité ou, quand la vérité est en jeu, de lui sacrifier la justice. Sans compter qu'on ne sait pas, souvent, ce qui est vérité ni où est la justice. La question est insoluble ; et nul ne peut se déterminer, en de tels moments, qu'en vertu de ce qui est dicté par sa conscience. C'est justement ce qui fait, à mes yeux, le malheur et l'honneur de la condition humaine.

Vercors

C'est avec un intérêt toujours croissant que je lis votre *Lettre Internationale*, un journal-magazine-revue-almanach qui nous manquait sans que nous le sachions. C'est justement ce miroir de la vie intellectuelle et littéraire du monde entier qui est aujourd'hui absolument nécessaire à tous ceux qui comprennent l'importance de cultures nationales d'une part et de l'Europe internationale de l'autre. Votre *Lettre* met fort bien en évidence le fait que sans spécificité nationale les hommes modernes perdraient la culture humanitaire, tandis que sans structure supranationale ils perdraient leur indépendance politique. L'énorme mérite de votre magazine est de ne pas faire de propagande, de garder un ton noble et serein, tout en démontrant avec une évidence aveuglante le caractère inhumain de tout totalitarisme, et l'obligation d'être vigilants pour sauver les démocraties, si peu nombreuses dans notre monde et si tragiquement fragiles...

E. Etkind
professeur à l'université
de Paris X-Nanterre

